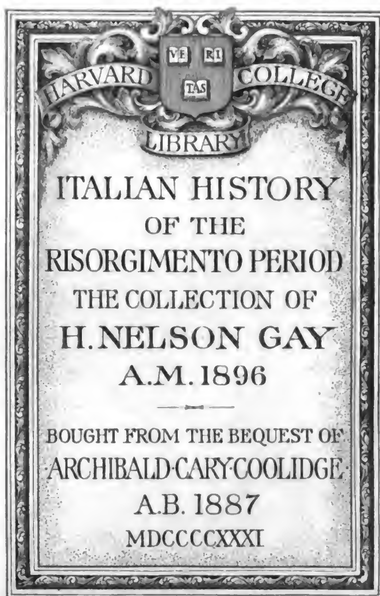
Révolution et siège de Venise

Leopoldo Crilanovich


HARVARD COLLEGE
VE RI TAS
LIBRARY
ITALIAN HISTORY
OF THE
RISORGIMENTO PERIOD
THE COLLECTION OF
H. NELSON GAY
A.M. 1896
BOUGHT FROM THE BEQUEST OF
ARCHIBALD·CARY·COOLIDGE
A.B. 1887
MDCCCCXXXI

Venice 1848–49

HISTOIRE

DE LA

RÉVOLUTION

ET DU

SIÉGE DE VENISE

SUIVIE D'UN COUP-D'ŒIL

SUR LE PASSÉ ET L'AVENIR DE LA RÉVOLUTION EUROPÉENNE

PAR L. CRILANOVICH.

> Dérouler l'histoire de Venise en 1848-49, c'est embrasser souvent celle de l'Italie entière à la même époque. *(Préface.)*



PARIS, CH.ES JOUBERT, ÉDITEUR, PASSAGE DAUPHINE.

MARSEILLE, E. COUTURAT, CORRESPONDANT, RUE DU MARSAIS, 4.

1851

RÉVOLUTION

ET

SIÉGE DE VENISE.

Marseille. — Imp. Bellande, Canebière, 42.

0

RÉVOLUTION

ET

SIÉGE DE VENISE

PAR L. CRILANOVICH.

Dérouler l'histoire de Venise en 1848-1849, c'est embrasser souvent celle de l'Italie entière à la même époque. *(Préface.)*



PARIS

CH. JOUBERT, ÉDITEUR, PASSAGE DAUPHINE.

MARSEILLE

E. COUTURAT CORRESPONDANT, RUE DUMARSAIS, 4.

1851

PRÉFACE.



> La France et l'Italie ont un passé commun : la gloire, elles auront le même avenir : la Liberté.
> (VICTOR HUGO à Brofferio.)

Des écrivains du talent et des partis les plus divers : Mazzini, d'Arlincourt, Balleydier, Pepe, Ricciardi, Quinet, Cattaneo, Runelli, etc., ont raconté les dernières révolutions italiennes. Aucun d'eux, que je sache, ne parle de Venise d'une façon spéciale.

J'ai assisté au drame de cette révolution vénitienne, si peu connue, en France surtout, j'ai essayé de combler cette lacune et de contribuer, dans l'étroite limite de mes forces, à un résultat plus important encore. Il m'a semblé que c'était à un Français, témoin de tant d'héroïsme et de tant d'infortunes, qu'il appartenait d'écrire l'histoire de cette ville, martyre, elle aussi, de sa foi dans la Révolution française. J'ai écrit ce livre, la France

l'accueillera avec intérêt, parce qu'elle verra avant tout, dans cet accueil fait au livre, un acte de justice, posthume, hélas! envers le pays.

Nous n'avons pas protégé l'existence si courte et si glorieuse de Venise ressuscitée; accordons du moins à Venise morte les honneurs d'une tombe in-12.

Au reste, dérouler l'histoire de Venise en 1848-1849, c'est embrasser souvent celle de l'Italie entière à la même époque. La gloire et le malheur de cette ville généreuse, c'est, en effet, d'avoir représenté, d'avoir résumé en elle-même toutes les grandes idées, tous les grands revers du mouvement italien. Dans ces murs, qui virent flotter les derniers le drapeau de la révolution, elle arbora la première l'étendard de la république qu'elle croyait seule capable d'assurer le triomphe de l'indépendance. Puis, lorsque l'opposition du reste de la nation l'obligea de changer de drapeau, lorsque les désastres de Custoza et de Novare frappèrent l'Italie au cœur, Venise persista dans une résistance héroïque, sans autre but, sans autre espoir que celui d'honorer son malheureux pays. Seule, elle tint en échec pendant quinze mois toutes les forces de l'empire d'Autriche; puis, elle tomba morte, mais non vaincue. Avant de s'évanouir, c'est dans le cœur que la vie se réfugie et se révèle une dernière fois; c'est à Venise que s'exhala le dernier soupir de la Révolution. Venise, *l'héroïque*, *la sainte Venise* (Mazzini), défendue par des soldats vénitiens, lombards, romains,

napolitains, fut, en ces jours-là, la véritable capitale de l'Italie.

Je dirai plus : il n'y eut pas alors en Europe, et surtout en France, une idée, un fait grave qu'on ne trouve reflété dans ces pages. Évidemment, la cause italienne se rattachait étroitement à celle de la démocratie européenne. Elle devait vaincre ou succomber avec elle. On comprend donc sans peine combien le contre-coup des grands événements de France, d'Allemagne, de Hongrie, dut profondément ébranler une cité dont le sort était fatalement uni à d'autres destinées. Dans les progrès ou les défaites de la démocratie, elle voyait son propre salut ou sa propre perte.

Serait-il, enfin, nécessaire d'ajouter que l'impartialité, la modération la plus scrupuleuse a dicté chaque ligne de cet ouvrage ? L'historien de Venise doit et saura imiter le peuple généreux dont il retrace les malheurs et dont la sagesse civile a égalé les exploits militaires, même au milieu des bouleversements inouïs de ces derniers temps. Le parti absolutiste lui-même s'est tû devant tant de calme dans la force, et d'Arlincourt, le grand insulteur de l'Italie, a murmuré les mots d'admiration et d'héroïsme. — La vérité, rien que la vérité, c'en est assez pour la gloire de cette révolution dont ces deux dates, hélas ! si rapprochées : 22 mars 1848 — 22 août 1849, ont renfermé le berceau, la grandeur et la tombe. Dix-huit mois d'indépendance et quelques pages dans l'histoire, ce n'est pas trop pour une ville qui a tout sacrifié, son repos,

sa prospérité, ses monuments, ses trésors et son sang à une idée, à un rêve peut-être — l'indépendance italienne.

Que seront devenues, dans quelques siècles, dans un siècle peut-être, ces nationalités diverses qui allument de nos jours des luttes si légitimes, mais si désastreuses? Qui pourrait affirmer que la civilisation croissante, confondant en une magnifique unité les mœurs, les langues, les gouvernements des races européennes, ne réunira pas un jour les tronçons épars de l'humanité, mutilée jusqu'ici par la barbarie et le despotisme? N'oublions pas cependant que, par une loi mystérieuse du progrès social, ce sont précisément ces luttes sanglantes auxquelles Venise a pris une si noble part, qui contribueront à fonder cette ère nouvelle et pacifique. Envions nos descendants qui, plus sages et plus heureux que nous, ne seront pas réduits à osciller sans cesse entre les aspirations les plus généreuses de l'âme et les intérêts les plus matériels de la vie; mais ne méconnaissons pas les titres de gloire de nos contemporains qui, par leurs malheurs et leurs efforts, préparent la grandeur de leur postérité. C'est à ce titre surtout que Venise mérite d'obtenir une noble page dans les annales de notre siècle et, je pourrais presque dire, de notre pays.

Il est donc évident que ce livre, même au point de vue exclusif des intérêts français et de l'actualité, ne manque pas d'importance. Qu'on me permette, à ce propos, d'ajouter un dernier mot. J'ai l'espoir qu'il sera superflu,

mais, je l'avoue, je n'en ai nullement la certitude. Ce mot s'adresserait aux lecteurs superficiels qui me reprocheraient d'accorder une valeur exagérée aux souvenirs d'une époque déjà close et d'un pays étranger, au milieu du tourbillon dévorant qui nous emporte nous-mêmes aujourd'hui.

Je viens vous parler ici du passé, dites-vous, en face d'un avenir menaçant. Soit; mais le passé, croyez-vous donc qu'il ne soit pas toujours, dans l'ordre politique surtout, une partie du présent et de l'avenir? Les événements d'aujourd'hui ne sont-ils pas la fin de ceux d'hier que vous dédaignez, aussi bien que le commencement de ceux de demain que vous redoutez? — Je viens vous parler d'une nation étrangère : soit encore. Mais pensez-vous donc qu'il y ait, à cette heure, un seul peuple qui soit réellement étranger à un autre peuple et surtout à la France? Ignorez-vous que l'histoire est désormais solidaire comme l'humanité? l'histoire qui, selon la magnifique expression de Louis Blanc, ne commence et ne finit nulle part.

Sachons apprécier, nous Français, nous hommes de l'avenir, les titres d'une autre époque et d'un autre pays. Les souvenirs de la veille seront les espérances du lendemain, et l'épigraphe de cette préface, une prophétie.

Paris, ce 2 avril 1851.

L. CRILANOVICH.



RÉCIT PRÉLIMINAIRE.



ORIGINES DE LA RÉVOLUTION ITALIENNE.

—

1844—1848.

De temps en temps, on rencontre dans l'histoire tel événement, telle date qui résume les annales d'un siècle, d'une nation. La Révolution que nous allons raconter en offre un grand exemple. Le 16 juin 1846, jour de l'élection de Pie IX, contenait dans ses flancs le 22 mars 1848 et le 22 août 1849, c'est-à-dire le premier triomphe et le dernier soupir de cette révolution, la délivrance et la chute de Venise. Un coup-d'œil rapide, jeté sur les événements intermédiaires, nous révélera l'enchaînement historique de ces deux termes extrêmes.

Les premiers temps du pontificat de Pie IX offrent un de ces spectacles extraordinaires que le même siècle ne voit jamais deux fois. Le monde entier, étonné et ravi, accueillait un pape réformateur avec des transports d'enthousiasme et de joie. Tous les partis, toutes les croyances semblaient prêtes à se confondre dans un même culte, afin de mieux honorer un grand homme. Un instant, on put croire enfin réalisé ce beau rêve de tant de nobles esprits : un rare génie, faisant de la

papauté le puissant moteur du progrès, la base majestueuse d'un édifice de lumière, d'amour et de liberté ! Brillante et vaine illusion que la réalité allait bientôt dissiper ! Les papes, et c'est Châteaubriand lui-même qui l'a dit, les papes, assis sur les doubles ruines de Rome, ont l'air de n'être frappés que de la puissance de la mort (1). Pie IX n'a point échappé à cette destinée funèbre : impuissant à comprendre l'avenir du christianisme, il s'est réfugié, lui aussi, dans l'ombre et l'immobilité du passé. Splendide parvis qui ne conduit qu'à des ruines, les glorieux débuts de son pontificat aboutissent à des fautes, à des désastres irréparables. Quel enseignement terrible qu'une simple comparaison entre le Pie IX de 1847 et le Pie IX d'aujourd'hui ! L'Angleterre, qui oubliait sa vieille haine contre le Saint-Siége en faveur d'un grand pape, brûle maintenant son effigie sur les places publiques. La Turquie, qui lui envoyait des ambassadeurs et des présents, enlève chaque jour au catholicisme des proscrits devenus musulmans ! L'Italie..... Mais que pourrions-nous dire de cette dernière, qui ne fût encore au-dessous de la vérité? Un fait, un mot, d'ailleurs, la résume. La nationalité italienne, qui avait choisi Pie IX pour chef et pour idole, a trouvé en lui son ennemi, son accusateur le plus redoutable ; et l'intervention étrangère a ramené par la brèche, dans la ville éternelle, l'homme en qui l'Italie entière avait salué naguère son libérateur.

Sans doute, c'est à la faiblesse, à l'aveuglement du pape et non à sa cruauté, à son ambition qu'il faut attribuer d'aussi grands malheurs. Nous n'ignorons pas que des conseillers perfides abusent aujourd'hui le faible et malheureux pontife, de même que des conseillers plus sages l'avaient d'abord noblement inspiré. Ces considérations peuvent faire concevoir une pitié profonde pour l'homme,

(1) *Mémoires d'Outre-Tombe*, dépêche de Rome à M. Portalis, ministre des affaires étrangères.

elles ne peuvent modifier notre appréciation du système dont il est l'instrument aveugle. Nous n'examinons point ici la part plus ou moins réelle que Pie IX peut y avoir; nous jugeons les actes auxquels son nom s'est attaché. Aucune acception de personne, de parti ou de sympathie n'influera sur nos jugements. Nous devons la vérité à nos lecteurs : nous la dirons sans faiblesse et sans exagération. Il n'est ni consciencieux ni même prudent aujourd'hui de la déguiser : en tous temps, l'impartialité fut un devoir pour l'historien; de nos jours, où, tôt ou tard, la lumière se fait partout, c'est aussi de l'habileté.

L'élection de Pie IX eut, nous le répétons, une influence immense et désastreuse sur les destinées de la révolution italienne : cependant on se tromperait fort si on lui en attribuait la première et principale origine. Expliquons notre pensee en la développant.

Lorsque Pie IX fut élu, l Italie, après quelques années de halte et de découragement, inévitable résultat des désastres de 1821 et de 1831, l'Italie était agitée de nouveau par cette aspiration à l'unité, à la liberté, que cinq siècles de luttes et de malheurs n'ont ni satisfaite ni lassée. Cette agitation, chaque jour plus intense, commençait, vers 1844, à se révéler dans les livres, dans les mœurs et jusque dans la politique de quelques Etats italiens. A la tête du mouvement se trouvait déjà le Piémont dont le roi nourrissait en secret de vastes desseins, dont la nombreuse et vaillante armée offrait un auxiliaire puissant à une insurrection lombarde, dont les écrivains défendaient avec chaleur l'idée nationale. Nous citerons, entre autres, Gioberti et Balbo. Gioberti, esprit profond et élevé, écrivain admirable, avait, depuis plusieurs années, sur les causes mêmes du mouvement, une influence qu'il suffit de rappeler pour en constater l'étendue. M. de Balbo avait publié, dès 1844, un livre auquel la haute position de l'auteur et la faveur royale donnaient une portée grave. Dans cet

ouvrage (1), dont le but sinon les principes, ralliait toutes les sympathies italiennes, le futur ministre, posant nettement la question de l'indépendance, étudiait les moyens les plus efficaces de la résoudre, et se prononçait en faveur d'un système de confédération.

Les radicaux, de leur côté, travaillaient à la réalisation de cette idée avec plus de mystère, mais avec plus d'ardeur encore. Du fond de son exil, le chef de la jeune Italie inspirait, dirigeait tous les mouvements de son parti, et poursuivait son œuvre hardie avec une inébranlable constance. Des tentatives avortées, isolées, mais sublimes de foi et de dévouement, vinrent bientôt annoncer que l'agitation entrait dans une phase nouvelle. En 1844, les deux Bandiera, frères par la naissance, l'héroïsme et la mort, Moro, Ricciotti et vingt autres, avaient scellé de leur sang la résurrection de leur pays. En 1845, l'insurrection de Rimini avait ensanglanté une dernière fois le règne de Grégoire XVI.

Une cause d'agitation moins profonde, mais plus permanente, plus régulière, pour ainsi dire, venait se joindre à celles-là : les congrès de savants dans lesquels l'Autriche voyait avec effroi et non sans raison un prélude des assemblées politiques. Ces congrès, qu'elle bâillonnait sans oser les interdire, occasionnaient chaque année, entre les représentants nombreux de toutes les provinces d'Italie, un contact, un échange d'idées, un besoin de rapports, de liens plus étroits, qui servaient nécessairement l'idée politique.

Evidemment, ces faits, bien antérieurs à l'exaltation de Pie IX, prouvent sans réplique que l'impulsion donnée aux esprits était trop forte pour être récente, trop irrésistible pour ne pas aboutir tôt ou tard à une révolution. Pie IX ne fit que hâter, à son insu du reste, le moment d'une explosion inévitable ; il n'en fut pas la véritable cause,

(1) *Espérances de l'Italie*. Paris, 1844.

il n'en fut que l'occasion. Le peuple, impatient de se donner un chef, un symbole tout-puissant, et croyant l'avoir trouvé dans un pape libéral

Qui depuis.... Rome alors estimait ses vertus,

le peuple abusé précipite fatalement ses résolutions et ses actes. Le nom du chef de la catholicité devient un mot d'ordre magique pour le parti libéral; et, vraiment, il était impossible d'en imaginer un plus efficace, plus habile que celui-là, à Venise, à Milan surtout, où, en face des baïonnettes autrichiennes, il eût été insensé de crier dès l'abord : Vive l'Italie! On commença donc par crier : Vive Pie IX! avec d'autant plus d'enthousiasme que tous croyaient aux opinions libérales du pape. L'invention était adroite et surtout fort embarrassante pour un empereur apostolique; mais le gouvernement autrichien, trop habile pour s'y tromper, rendit sur-le-champ au pape ce qui était au pape, et aux révolutionnaires ce qui était à la révolution; en d'autres termes, il garda de vaines formules de respect pour le Saint-Siége, et en poursuivit sans pitié les partisans, bien sûr de frapper dans les admirateurs de Pie IX des complices plus ou moins secrets de Charles-Albert ou de Mazzini. L'Autriche avait raison : elle fut logique lorsqu'elle protégea en 1849 ce même pape qu'elle persécuta en 1847: elle l'avait servi alors malgré lui, en le combattant, autant qu'elle le fit plus tard en l'aidant à renverser la République; seulement, elle poussa quelquefois le zèle trop loin. Etrange destinée des plus grandes idées, qui, dans les sociétés actuelles, ont besoin parfois, pour se révéler, de recourir à ces déguisements qui restent suspendus comme un nuage sur leur origine quand elles triomphent ou comme un voile sur leur tombeau lorsqu'elles échouent!

Le pape et ses partisans se trompaient donc réciproquement de la meilleure foi du monde : l'un, en affichant un libéralisme dont il ne prévoyait nullement les résultats extrêmes, les autres, en

croyant voir dans cet homme honnête et timoré un libérateur de l'Italie, un réformateur de la catholicité entière. L'erreur inexcusable de Pie IX, c'est de n'avoir pas compris la vraie signification de ses premiers actes, ou de n'avoir pas résolument accepté les conséquences imprévues que la nation en tirait. Le malheur du peuple, c'est d'avoir pris pour un signal providentiel ce qui n'était qu'une déception involontaire. Les fautes des hommes et les caprices de la fortune firent le reste. Ce qui demeure inexplicable, ce sont les furieux reproches d'ingratitude que les écrivains papistes adressent maintenant au peuple romain. Nous ne discuterons point ici la valeur réelle des concessions jadis accordées par le pape à l'opinion publique : eussent-elle été cent fois plus grandes, le peuple ne leur eût jamais accordé qu'une importance secondaire, conditionnelle. Il n'y attacha tant de prix que parce qu'il leur donna, nous le répétons, une signification qu'elles n'avaient point. Il admira dans Pie IX précisément ce qu'il n'était pas; il ne l'a que trop appris plus tard. L'Italie, qu'on le sache bien, n'attachera jamais aucun prix à aucun bien tant qu'elle ne possédera pas le plus précieux de tous : l'indépendance! Voilà ce qu'elle espérait du pape; il lui a donné, lui, une triple intervention étrangère. On en rejettera, nous le savons, toute la faute sur la nation, dont les excès, les fureurs, les crimes ont enfin lassé l'inépuisable bonté du souverain. Les fautes du peuple!.... les crimes du peuple!.... ah! il est un fait incontestable contre lequel viennent se briser tous les sophismes, tous les mensonges, toutes les calomnies : la nation n'a cessé d'aimer et de vénérer Pie IX que le jour où Pie IX le premier s'est déclaré son ennemi, l'ennemi de son indépendance. S'il avait eu le cœur et le génie assez hauts pour la défendre, l'Italie serait aujourd'hui prosternée aux pieds du pontife. Sa reconnaissance eût même été trop loin peut-être. Confédération, république, monarchie ou dicta-

ture, elle aurait tout accepté avec transport de la main de son libérateur. Il l'a abandonnée; elle le plaint, le condamne et l'oublie.

Résumons en peu de mots ce qui précède. Trois hommes ou plutôt trois principes représentaient le mouvement italien avant 1848. Charles-Albert personnifiait l'idée monarchique, et, soutenu par une bonne armée, irrésistiblement poussé par les événements et l'opinion publique, par des rêves d'ambition ou de gloire, il agitait déjà. aux yeux de la Lombardie frémissante sous le joug, le drapeau de la Haute-Italie. — Pie IX, ce souverain timide, qui sembla libéral et hardi à force de faiblesse et d'imprévoyance, adopté pour chef par tous ceux qui rêvaient alors une république néo-catholique, jetait à son tour l'Italie dans la voie révolutionnaire, mais sans le vouloir, sans s'en douter et croyant fermement n'inaugurer qu'une ère de réformes étroites et pacifiques.—Le troisième n'avait ni sceptre, ni tiare, ni armée, ni trésors, mais il possédait toute la puissance que la persécution, l'inconnu, l'idéal politique donnent à l'homme auquel ils se rattachent : nous avons nommé Joseph Mazzini.—Ces trois chefs, marchant par les motifs les plus divers dans les voies les plus opposées, avançaient toutefois d'un accord involontaire et fatal vers l'accomplissement d'un même but : la révolution.

Ainsi patronée, la marche du progrès devait être irrésistible. L'idée et le besoin des libertés constitutionnelles, première ambition des peuples, se firent sentir dans l'Italie entière. Et avant même que ces libertés si désirées fussent formellement accordées par les gouvernements, l'opinion les imposa partout où des garnisons étrangères ne comprimaient point l'élan populaire. La presse politique exista enfin en Italie, la garde nationale s'organisa, les exilés revirent leur patrie, la consulte fut créée, Rome, Gênes et Florence assistèrent à des manifestations dont le retentissement frappa l'Europe entière. Une transformation rapide et pro-

fonde annonçait à l'Italie qu'elle allait enfin remonter au rang des nations.

L'Autriche, justement effrayée d'un tel mouvement, essaie de l'arrêter en redoublant de rigueur contre ses sujets et de menaces contre ses voisins. Mais cette opposition violente ne fait que le fortifier et l'accroître. L'occupation provocatrice de Ferrare excite une indignation universelle. Les souverains constitutionnels, qui suivaient d'un œil attentif les phases diverses de la question italienne, se déclarent ouvertement en faveur de Pie IX, de Charles-Albert, de Léopold II, et leur prodiguent les encouragements. La Prusse elle-même, ce Piémont allemand, se laissait, au grand déplaisir de l'Autriche, emporter au courant des idées nouvelles, et le *Parlement historique* s'était déjà assemblé. L'Angleterre surtout n'épargne rien pour agiter la Péninsule, et la mission extraordinaire de lord Minto le prouve assez. Le roi de Naples seul, fermant l'oreille aux conseils des ambassadeurs étrangers, et à ceux même de Louis-Philippe, persiste à s'associer à la politique implacable de l'Autriche.— Sur ces entrefaites, en Suisse, où la politique anglaise soutenait l'opinion radicale, eurent lieu la fin pitoyable du Sonderbund et la révolution de Neufchâtel, événements peu propres à refroidir l'ardeur et les espérances de l'Italie. Quel exemple, en effet, pour une nation travaillée du même besoin d'unité et de liberté, que ce triomphe de la démocratie, chez un peuple de trois millions d'hommes, bravant l'Europe monarchique! Vraiment, tout semblait conspirer à cette époque pour entraîner la nation vers ce but suprême, et les événements les plus fortuits y concouraient eux-mêmes. L'abdication du duc de Lucques, qui avait réuni cette ville et son territoire à la Toscane; la mort de Marie-Louise, le projet d'union commerciale entre le Piémont, la Toscane et les Etats romains, le premier soulèvement de la Sicile, se succédèrent dans l'espace de quelques mois à peine.

Presque à la même époque, Venise, la prédestinée de l'Italie, était le théâtre d'un des plus grands épisodes de l'agitation nationale. Le congrès scientifique venait de s'y rassembler (septembre 1847). Dans une ville soumise à l'Autriche et dans un paisible congrès de savants, les hommes, même les plus hardis, ne pouvaient guère prendre une part ostensible au mouvement. Toutefois, telle était la force des circonstances, la pente irrésistible des esprits, que le gouvernement fut obligé d'entourer cette docte réunion de toutes les mesures de police imaginables.

Le prince de Canino s'étant montré en public, en uniforme de garde national romain, il fut contraint de quitter la ville sous vingt-quatre heures, par ordre de la police. L'expulsion du prince démocrate répandit une nouvelle teinte de tristesse et d'inquitude sur cette assemblée de savants que les soupçons politiques commençaient à décimer. Venise s'en indigna, et, dès-lors, toute fête eut l'air d'une protestation ; dans tous les discours, dans les signes extérieurs, les modes et jusque dans les applaudissements de théâtre, on voyait des allusions politiques. Un fait plus grave avait lieu cependant : une réconciliation sincère s'était opérée entre deux partis populaires dont l'origine remonte à un temps immémorial et dont la rivalité avait souvent ensanglanté la ville. Grâce aux idées nouvelles d'union et de nationalité, la paix avait été conclue entre les noirs *Nicolotti* et les rouges *Castellani*.

Ces événements furent le signal de l'agitation lombardo-vénitienne. Jusque-là, ces provinces, placées dans des conditions bien diverses de celles du reste de l'Italie, et contenues par cent mille baïonnettes, s'étaient associées au mouvement général par leurs vœux, leur haine, leur sympathie secrète plutôt que par des actes, des manifestations publiques. Elles commencèrent, vers la fin de cette année, à se lever menaçantes. M. de Metternich envoya à Milan M. de Ficquelmont,

chargé d'étudier sur les lieux les hommes et les choses. Selon lui, et le mot est devenu tristement célèbre, l'Italie n'était qu'un terme de géographie. En digne disciple de ce grand diplomate, M. de Ficquelmont traita la question avec la plus complète désinvolture : à son avis, un bon corps de ballet à la Scala devait faire oublier aux Lombards toutes leurs velléités d'indépendance. Tels étaient les hommes d'Etat auxquels l'Autriche confiait les destinées de vingt provinces mécontentes! Une lutte prochaine, terrible, était inévitable.

En décembre, M. Nazari, député central de Bergame, osa, le premier, élever publiquement la voix pour demander des réformes urgentes; on lui imposa aussitôt silence avec dédain. Quelques jours après, à Venise, M. Manin et M. Tommaseo, l'un avocat, l'autre écrivain célèbre, exprimaient la même pensée, le premier, dans un document statistique, le second, dans un discours lu à l'Athénée. Rien de plus mesuré, de plus légal que les paroles de ces courageux citoyens, qui se bornaient à déplorer la situation matérielle et intellectuelle du pays. Ils n'en furent pas moins jetés en prison le même jour. Vers la même époque, Milan était ensanglanté par le massacre affreux du 3 janvier, bientôt suivi de ceux de Pavie et de Padoue; féroces provocations du pouvoir qui, comme le dit Mazzini, cherchait à étouffer une émeute dans le sang et ne croyait pas à une révolution. L'empereur, dans une adresse à ses soldats, répondait aux demandes de réformes utiles par des menaces de répression sanglante. Quelques mois plus tard, voici ce que la politique autrichienne avouait à ce sujet : « Si le gouvernement avait accordé à temps des *demandes justes et raisonnables*, il aurait ôté aux malveillants des armes puissantes (1). » L'heure de la défaite avait sonné celle de la sincérité.

(1) *Correspondance relative aux affaires d'Italie*, communiquée au Parlement britannique le 31 juillet 1849, dépêche de lord Ponsomby à lord Palmerston.

L'agitation publique, enflammée par de si audacieux défis, se transforma en hostilité, en indignation ardente. Des manifestations hardies s'organisèrent, des quêtes en faveur des victimes du 3 janvier, la propagande dans l'armée, des rassemblements en l'honneur des patriotes que les soupçons du gouvernement commençaient à entasser dans les prisons ou à exiler loin de leurs foyers, tandis que le peuple insultait les agents autrichiens. De toutes les villes s'élevait le formidable murmure qui précède la tempête.

A l'autre extrémité de l'Italie, elle avait déjà éclaté. Palerme avait brisé le joug de l'allié de l'Autriche; elle l'avait brisé à la face de l'Europe immobile et enchaînée encore. Les troupes de Ferdinand avaient été battues, chassées de la Sicile, et une Constitution avait été octroyée à Naples par l'épouvante royale.

M. de Metternich, qui, malgré son assurance affectée, suivait les progrès du mouvement avec une anxiété secrète que la suite a bien justifiée, crut que le moment de frapper un coup décisif était venu. La loi martiale fut proclamée à Venise et à Milan, et des bandes croates inondèrent le royaume lombardo-vénitien. Les citoyens regardèrent passer ces étrangers barbares dans leurs villes attristées, silencieux, immobiles, mais indignés et pressentant l'avenir si prochain qui, pour un grand nombre de ces hommes, allait changer le spectacle en combat et le sol de la patrie en tombeau. L'horison était bien sombre et les obstacles à vaincre incalculables. Les souverains, debout encore sur leurs trônes, étaient prêts à laisser faire l'Autriche ou même à la soutenir au besoin. Ceux-là même qui, dans leur zèle constitutionnel, avaient instamment conseillé aux princes des concessions prudentes, se seraient déclarés sans balancer contre une insurrection populaire. On voyait d'assez bon œil le mouvement venir d'en haut, on redoutait le mouvement terrible qui vient d'en bas.

Et cependant l'Italie espérait dans ses fers, tandis que ses maîtres tremblaient dans leur capitale. De vagues pressentiments, des bruits étranges, des terreurs et des espérances également inexplicables assaillaient et les nations et leurs gardiens. On eût dit cette rumeur sinistre qui précède l'orage. Il en est peut-être toujours ainsi à la veille des événements solennels : les peuples, comme la nature, auraient-ils reçu le don de présager leurs bouleversements ?

Cette explosion, si vivement pressentie, éclate enfin, et la proclamation de la République française, tonnant comme la foudre au milieu du silence des nations attentives, frappe d'épouvante ou de joie l'Europe stupéfaite. Il faut avoir été témoin de l'accueil que cette nouvelle reçut en Italie pour comprendre le sens et l'espoir que ce pays y attachait. Les citoyens s'embrassaient, se félicitaient dans les rues, dans les lieux publics; les Autrichiens, si fiers, si superbes naguère, se montraient abattus et consternés. La loi martiale, qui avait si profondément ému les populations quelques jours auparavant, sembla oubliée par les opprimés ou impuissante entre les mains des oppresseurs tremblants. Pourtant, qu'y avait-il, réellement, de changé dans leur situation respective ? Rien, absolument rien, sans doute. Seulement, la République française existait. Souverains et sujets, tous croyaient alors contradictoire, impossible que l'Italie fût esclave et la France républicaine. Napoléon qui, du haut de son rocher d'exil, plongea son regard d'aigle dans l'avenir, n'a pas prévu lui-même que l'Europe pût être à la fois républicaine et cosaque. Son génie était trop élevé pour admettre la possibilité de cette monstrueuse alliance; il fut despote, jamais il n'eût été hypocrite.

La chute de Louis-Philippe ébranle tous les trônes; en quelques jours, vingt révolutions soulèvent le sol de la vieille société. L'Allemagne, cette noble voisine de la France, obéit la première à

l'impulsion de Paris. A Berlin, à Munich, à Francfort, à Dresde, partout, un contre-coup électrique met l'héroïsme dans le cœur du peuple et l'effroi au sein des souverains. Vienne elle-même, cette vieille capitale de l'absolutisme, où, après tant de siècles de servitude, la tyrannie paraissait être devenue un droit imprescriptible, Vienne se soulève et se délivre en un jour d'un despotisme de vingt règnes. M. de Metternich s'enfuit et une Constitution est promise au peuple le 14 mars.

Dire l'impression que cette nouvelle produisit à Venise, à Milan, dans l'Italie entière, est une entreprise impossible. L'annonce de la révolution française avait été reçue avec les transports d'une allégresse pleine de défi, mais contenue; celle de la révolution viennoise le fut avec un indicible mélange de joie et de menace, de stupeur et d'ironie. On s'étonnait à bon droit de voir les Viennois briser eux-mêmes, avec tant de générosité ou d'imprévoyance, le système odieux qui, pendant trente-trois ans, avait seul assuré leur oppression en Italie; mais on songeait à la rendre désormais impossible. L'œuvre de l'affranchissement allait commencer. L'Italie, nous l'avons vu, s'y était préparée dès longtemps. Depuis deux ans, depuis quelques mois surtout, elle n'attendait que l'heure du combat. Cette heure venait de sonner à Venise, à Milan, à Modène, à Parme, à Plaisance, dans chaque ville italienne où flottait un drapeau autrichien.

Ici, la Révolution commence et cette introduction s'achève.



LIVRE PREMIER.



Commencement d'insurrection. — Perplexité du gouverneur autrichien. — Les prisonniers politiques sont délivrés par le peuple. — Erreur sublime du peuple. — Fusillade et massacre à Saint-Marc. — Le peuple triomphe par son attitude menaçante. — Belle conduite des *Cannaregiotti*. — Organisation admirable de la garde civique. — Dépêches de Vienne lues aux flambeaux. — Spectacle extraordinaire offert par la place Saint-Marc. — Forces respectives des deux partis. — Marinovich; ses projets, son caractère, sa fin terrible. — Jugement de l'auteur. — Prise de l'Arsenal. — Proclamation de la République. — Ordre fatal donné par la municipalité. — Nomination d'un gouvernement provisoire.

17 mars. — 25 mars 1848.

I.

Le 17 mars, une foule tumultueuse se rassemble sur la place Saint-Marc, vis-à-vis l'hôtel du gouverneur autrichien, M. de Palffy, et demande à grands cris l'élargissement de Manin et de Tommaseo. Le premier acte de la liberté naissante était un souvenir de reconnaissance pour ses premiers défenseurs. Des lecteurs français, familiarisés avec les mœurs d'une nation libre depuis longtemps, ne se feront que difficilement une idée de la portée

2

et du caractère des scènes que nous allons essayer de décrire. Ajoutons que jamais plus étonnant spectacle ne se déroula sur un théâtre plus imposant. Un radieux soleil de printemps étincelait sur les coupoles métalliques de la cathédrale, sur le marbre et le bronze de ces palais, magnifiques tombes d'un glorieux passé qui se transformaient en berceau d'une ère nouvelle. M. de Palffy lui-même, tout gouverneur qu'il était, dut être frappé de ce spectacle, lorsqu'il se présenta à un balcon pour haranguer la multitude. Une députation improvisée, composée de quelques citoyens notables, se rendit immédiatement auprès de lui. Le gouverneur, sommé de s'expliquer sur ses nouvelles intentions envers le peuple et les captifs, balbutia quelques phrases vagues. Il n'avait encore reçu, dit-il, aucun renseignement, aucune dépêche officielle : il essaya de temporiser, de ruser avec ces audacieux pétitionnaires. Mais tout délai, toute tergiversation était désormais impossible. La pression des événements était trop forte, et M. de Palffy trop au-dessous de leur menaçante hauteur. La révolution de Vienne était un coup de foudre qui aurait, d'ailleurs, atterré de plus habiles et de plus intrépides que lui. Il accorda ou plutôt se laissa arracher la liberté des captifs. De fait, même après l'événement, il fut mal aisé de décider si la violence populaire qui brisa les portes de la prison, avait prévenu le consentement de l'autorité, ou si elle l'avait seulement suivi et interprété à sa guise, un peu prompte et sommaire, comme chacun sait. Les deux prisonniers, ainsi délivrés, furent portés à bras d'homme sur la place publique. On ne pouvait se rassasier de contempler ces deux citoyens qui, parés des marques glorieuses du cachot, éblouis à la fois par le soleil et par la liberté, traversaient lentement cette multitude qu'ils avaient laissée morne et esclave au seuil de leur prison, qu'ils retrouvaient, à leur sortie, victorieuse et reconnaissante. Manin adressa au peuple quelques mots dont l'émotion reflétait bien les

circonstances qui les dictaient; puis, les deux tribuns, brisés par de telles secousses succédant à la maladie, à la captivité, abandonnèrent la place publique, suivis d'une partie de la foule. La nouvelle de ces prodigieux événements s'était répandue dans la ville entière avec une rapidité électrique. A deux heures, la place Saint-Marc était couverte, non plus seulement d'hommes soulevés, mais d'une multitude de femmes, de vieillards, d'enfants qui accouraient prendre leur part de l'allégresse commune. Beaucoup, en effet, voyant Manin et Tommaseo libres, et les chefs autrichiens immobiles, croyaient que tout était fini et que l'avenir ne serait plus qu'une fête populaire. L'ivresse publique tenait à la fois du rêve et de la méditation ; elle était délirante et sereine. Le génie italien, si plein de charmes jusque dans les plus violentes manifestations, préludait avec grâce à une révolution, à Venise, comme à Rome, à Florence, à Milan. Dans nos déplorables luttes civiles, les ouvriers se battent et tombent avant d'avoir savouré une seule des émotions de la vie nouvelle pour laquelle ils meurent : les prolétaires italiens, menant une vie facile et poétique, sous un ciel magnifique, entourés de chefs-d'œuvres, connaissent le prix de l'existence avant de la perdre. L'art a d'abord son tour, celui de l'émeute vient ensuite.

II.

Pour achever ce tableau, les couleurs nationales furent trouvées et étalées comme par enchantement. Cette immense enceinte que l'état de siége enveloppait encore d'un crêpe, funèbre comme le drapeau autrichien, fut émaillée en un instant de rubans tricolores (vert, blanc et rouge). Les cocardes s'improvisèrent, et on se les partagea fraternellement sous les yeux des sentinelles. On fit plus : on hissa le pavillon italien au

haut d'une des hampes d'étendart de la place, sur le piédestal que la conquête de la Morée avait préparé, à son insu, au drapeau tricolore. C'est bien là un trait digne de l'histoire des révolutions : les patriciens de Venise, lorsqu'ils ajoutaient à la couronne ducale le riche joyau du Péloponèse, ne se doutaient guère qu'ils ne léguaient à leurs descendants qu'un vain socle, sur lequel le drapeau national aurait peine un jour à trouver place à côté d'un pavillon étranger. Qu'auraient-ils dit s'ils avaient pu prévoir qu'un temps viendrait où la Morée, victorieuse et indépendante à son tour, accorderait seule un asile aux malheureux émigrés de Venise, retombée une fois encore sous le joug! Et maintenant, enfin, qui pourrait dire à l'Autriche triomphante quel sera l'étendart que ces piédestaux de bronze verront flotter un jour, demain peut-être? — Mais ces réflexions étaient bien loin de la pensée publique le 17 mars. Ce jour-là, nous l'avons dit, cette place célèbre ne semblait plus qu'une arène magnifique destinée par le génie du moyen-âge aux fêtes de la liberté moderne. Si le développement des idées de justice chez les races conquérantes suivait toujours d'un pas égal celui des idées d'indépendance au fond du cœur des opprimés, si les intérêts matériels de notre malheureuse société ne se trouvaient pas si souvent en opposition avec la justice, nul doute que le 17 mars n'eût été, en effet, qu'un jour de fête à Venise. La délivrance d'un peuple, pour des siècles plus éclairés que le nôtre, serait un fait touchant, un spectacle sublime auquel les oppresseurs ne prendraient part que pour effacer, par l'éclat de leur générosité, le souvenir de leur injustice. Pour obtenir la réalisation de ce beau rêve, il suffira que la civilisation sonne un même jour, à la même heure, le réveil des esclaves et le repentir des maîtres. Ce jour viendra, mais il est bien éloigné encore. Les soldats autrichiens se chargèrent de l'apprendre à Venise.

III.

Tandis que les citoyens s'abandonnaient à la joie, M. de Palffy et le gouverneur militaire, M. de Zichy, réfléchissaient sur les conséquences des événements de la journée. Ils commençaient à craindre de s'être montrés trop faibles et ils délibéraient, troublés et indécis, sur le parti le plus prudent à suivre. L'émancipation libérale de l'Autriche aboutirait-elle, par une pente logique et loyale, à l'émancipation des races opprimées? Ou bien, abusée et trahie, s'arrêterait-elle à la liberté politique pour reculer bientôt jusqu'au despotisme? La cour de Vienne, par ses concessions empressées, ne cherchait-elle pas seulement à gagner du temps? La servirait-on mieux en adoptant ses déclarations officielles, ou bien en devinant ses secrètes intentions? Enfin, lequel resterait vainqueur, du peuple ou de l'aristocratie? C'est ce qu'il était malaisé de décider. Dans la perplexité indicible où ils se trouvaient plongés, ils n'avaient imaginé rien de mieux que de faire semblant de ne voir dans les démonstrations du peuple que la modeste satisfaction de citoyens qui obtiennent enfin une charte libérale. Le peuple, lui, ne voyait, dans les concessions autrichiennes, que le signal de sa délivrance et considérait l'immobilité des autorités comme un acquiescement, une complicité tacite. Ainsi, personne ne s'entendait ou ne voulait se faire entendre; le gouvernement et le peuple, presque d'accord en apparence, pressentaient, en réalité, une lutte acharnée. Le déploiement du drapeau tricolore dissipa forcément tous les nuages, toutes les incertitudes. Les gouverneurs virent avec une sorte de terreur qu'un malentendu hypocrite ne leur était plus permis, et ils se résolurent à sortir de leur inaction prudente. L'ordre fut donné à un bataillon du régiment Kinski d'occuper la place Saint-Marc, et, vers quatre heures, on tira les

sept coups de canon que l'autorité militaire avait choisis pour signal d'alarme durant l'état de siége. L'abandon joyeux de la foule était si complet qu'on y fit à peine attention. L'état de siége, les canons, les soldats qui, pourtant, frappaient encore tous les regards, étaient déjà si totalement oubliés, que ce signal, qui aurait glacé de terreur la veille, fut à peine remarqué, tellement était profonde la révolution qu'un seul jour avait accomplie dans les esprits comme dans les faits. Beaucoup attribuèrent ce bruit d'artillerie à l'arrivée de quelque bâtiment ou à quelque autre cause de la même importance; en un mot, on s'en alarma si peu, que lorsque les soldats autrichiens débarquèrent à la *Piazzetta* et la traversèrent au pas accéléré, ils durent fendre les flots d'une foule de femmes, de jeunes filles, de curieux inoffensifs que leur vue suffit à peine pour désabuser. On ne comprenait pas encore! On comprit tout lorsque l'ordre fut donné d'amener le drapeau italien. A cette vue, l'enthousiasme national passant, avec la rapidité de l'éclair, des transports de la joie à ceux de la rage, on voulut résister. Mais la lutte était évidemment impossible pour cette foule désarmée, si brutalement surprise par le déploiement des forces militaires. On l'essaya pourtant. Alors, la troupe chargea à la baïonnette cette multitude sans défense, et l'attaque fut si brusque, si féroce, qu'elle refoula pêle-mêle, jusque dans les boutiques qui bordent la place, les combattants, les femmes et les vieillards. Il y eut un mort et quelques blessés. La foule épouvantée se dispersa sur le champ; les hommes intrépides coururent à Cannaregio, quartier habité par la population la plus énergique de Venise, et le bataillon Kinski resta maître de la place Saint-Marc, sur laquelle flottait encore un lambeau de drapeau tricolore. On avait tenté en vain de l'amener : la corde qui le fixait au haut du mât s'était cassée et personne n'avait osé grimper pour l'en arracher sur ce mât haut de plus de soixante pieds. En dépit de la police et des soldats, le drapeau italien était en-

core arboré dans Venise. Le peuple accepta ce hasard comme un heureux présage.

IV.

Cependant, la stupeur, la confusion, l'incertitude de part et d'autre étaient encore si grandes, que, même après cet incident meurtrier, le voile ne fut pas entièrement levé pour tous. Le sang avait coulé et beaucoup croyaient ou feignaient de croire à un malentendu, à une erreur fatale. Manin et Tommaseo eux-mêmes ne prirent aucune part ostensible aux mouvements de cette journée et à ceux du lendemain. Ce fut le peuple qui, sans chef et sans préméditation, s'abandonna aux transports irrésistibles d'un patriotisme comprimé pendant cinquante ans. La brutalité des chefs autrichiens avait fait aboutir ce transport à un conflit ou plutôt à un massacre. Le sang vénitien, versé dans une lutte entre la liberté et la tyrannie, rougit, pour la première fois depuis Baïamonte, le sol de cette noble ville. Surpris par une agression brutale et inattendue, le peuple, écrasé et indigné, voulut à toute force prendre sa revanche et la prendre sans retard. Le lendemain, Saint-Marc devint le théâtre d'un combat plus sérieux, plus sanglant que le premier. Dès le matin, des groupes nombreux et animés, composés en très grande partie d'hommes du peuple, stationnaient sur la place. Leur aspect menaçant et l'agitation profonde que les événements de la veille avaient soulevée, faisaient présager une collision nouvelle. Tombant sur ces masses inflammables, la moindre étincelle pouvait déterminer une explosion. Tant que les pelotons de grenadiers italiens circulèrent seuls au milieu de la foule, le peuple garda son attitude menaçante, mais immobile; il accueillit même parfois avec des démonstrations sympathiques ces soldats qui, dès longtemps, fraternisaient en secret avec lui. Mais lorsque plus tard le gouverneur,

retrouvant un peu de hardiesse, et décidé à dissiper par la force les rassemblements, envoya sur les lieux un détachement de troupes autrichiennes, le sombre mécontentement de la foule fit place à une indignation évidemment agressive. On avait espéré effrayer les insurgés par l'ostentation des forces militaires ; on ne faisait qu'accroître leur exaspération. Déjà ils commençaient à dépaver la place, déjà les cailloux volaient de toutes parts. Les officiers commandèrent le feu, et deux décharges générales firent tomber pêle-mêle comme la veille, au milieu de ce vaste carré et jusque sous les arcades des Procuraties, des vieillards, des curieux, des enfants enveloppés dans la foule. L'héroïque courage de quelques-uns de ces derniers mérite d'être mentionné par l'histoire. Loin de s'épouvanter à la vue des armes et du carnage, ces enfants intrépides s'élancèrent sur les baïonnettes et tombèrent percés de coups en s'efforçant de les arracher de leurs faibles mains. — Cette journée fut le digne prélude d'un siége mémorable. Mais que pouvait la plus brillante bravoure sur un champ de bataille si mal choisi et contre des forces si disproportionnées ? La fusillade autrichienne eut aisément raison d'un peuple désarmé, sur une place immense, ouverte de tous côtés. Pas un seul soldat ne fut tué, tandis que six ou sept morts et un certain nombre de blessés tombèrent du côté des insurgés. Le reste alla chercher dans les rues étroites et sombres de Cannaregio un terrain moins défavorable. Des barricades s'élevèrent aussitôt dans plusieurs endroits de ce *sextier*. Quelques maisons furent occupées par les combattants et des engagements partiels eurent même lieu sur certains points. Les habitants de ce quartier, presque tous bouchers ou contrebandiers, dont la force physique et l'habitude du maniement des armes rendaient l'énergie redoutable, avaient embrassé avec ardeur la cause nationale et se levaient en masse pour la défendre. Le gouverneur, malgré la provocante

assurance que ses derniers actes semblaient annoncer, redoutait au fond l'issue de la lutte terrible qui s'engageait. Il hésita de nouveau, il trembla en face de ces graves éventualités. On reconnaissait bien là le sombre génie de cette vieille politique qui faisait couler le sang alors même qu'elle tremblait, qui exprimait jusqu'à sa terreur par des massacres. A Venise, où elle était bien résignée à céder, comme l'événement le démontra, la force instinctive de l'habitude la poussa deux fois à des mesures aussi sanguinaires qu'inutiles. Et ce qui le prouve sans réplique, c'est que ce fut justement cette nouvelle et féroce victoire du 18 qu'elle choisit pour prétexte d'une concession importante que la municipalité vint lui demander une heure après le massacre. — Touchée, disait l'autorité avec une hypocrisie effrontée, des résultats douloureux d'une tentative insensée, elle s'empressait d'accéder à la seule résolution que les représentants municipaux de la ville jugeassent propre à rétablir l'ordre; elle consentait à la création d'une garde nationale *provisoire*. Elle fit plus, elle donna ordre au régiment qui avait tiré sur le peuple d'évacuer les postes qu'il occupait dans l'intérieur de la ville.

V.

Cette autorisation avait été publiée à quatre heures de l'après-midi. A neuf heures du soir, les patrouilles improvisées de la garde nationale parcouraient les rues de Venise *dans le simple appareil* d'une nation qu'on vient d'arracher au sommeil de la servitude. L'un était armé d'un sabre, l'autre d'un vieux fusil de chasse, celui-ci d'une dague, celui-là d'une pique. Mais si les armes étaient étrangement diverses et insuffisantes, l'enthousiasme était chez tous le même, irrésistible et profond. La bonne volonté suppléait à tout. Cette organisation rapide et intelligente de la

garde civique chez une population tout à fait neuve à la vie constitutionnelle et dans de telles circonstances, est un des plus frappants souvenirs de cette Révolution. Chacun avait compris que l'institution nouvelle qu'on accordait à regret, était une arme qui devait décider la victoire en faveur de la liberté, si le patriotisme des citoyens savait s'en emparer avec dévouement et énergie. On ne pouvait oublier le sens douteux de cette concession *provisoire*, et l'occasion une fois échappée, il était peu probable qu'on la retrouvât jamais. En peu de jours le nombre des gardes nationaux spontanément inscrits montait à 6,000. C'était le premier élan d'un patriotisme qui devait s'élever plus tard jusqu'à l'héroïsme. Mais n'anticipons point sur les événements qui ne se pressent que trop dans ce récit, et achevons le tableau de cette sanglante et étrange journée.— Au moment où, vers neuf heures du soir, les détachements de la garde nationale se répandaient dans les rues et occupaient les postes militaires abandonnés par les troupes, un bateau à vapeur du *Lloyd* de Trieste entrait dans le port, pavoisé et illuminé, porteur de nouvelles officielles. M. de Palffy vint lire les dépêches du haut d'un balcon à une foule immense rassemblée sur la place. Ces dépêches renfermaient la confirmation officielle des nouvelles de Vienne et l'énoncé succinct des libertés constitutionnelles que S. M. l'empereur octroyait gracieusement à ses fidèles sujets, les révoltés de Vienne; énoncé qui, par le fond comme par la forme, ressemblait à toutes les pièces de la même espèce. On accordait aux fortunés régnicoles de l'empire d'Autriche la garde nationale, la liberté de la presse, la représentation nationale, etc., etc., le tout entremêlé de quelques tirades emphatiques et de maintes obscurités de rédaction. — Cette lecture fut accueillie par la multitude avec un mélange d'applaudissements et de murmure, de menaces et de joie, qui représentait assez fidèlement les sentiments divers qui agitaient tous les cœurs en ce moment solennel. Personne ne se contentait, certes,

de ces concessions semi-libérales arrachées au cabinet autrichien par la peur: c'était une liberté complète et réelle, c'est-à-dire, l'indépendance qu'on voulait à tout prix. Seulement, bien peu songeaient ce soir-là à recommencer la lutte qui avait déjà ensanglanté la ville. avant de s'y être préparé de façon à la rendre glorieuse et décisive, ainsi que l'obtention de la garde nationale et des armes le faisait espérer. — L'autorité n'ignorait pas la véritable signification de cet accueil indécis; mais, elle aussi, nous l'avons vu, n'était guère préparée à combattre: l'eût-elle été, les événements et le torrent populaire auraient paralysé les plus habiles mesures.

VI.

Ces réflexions, développées à la hâte, expliquent toutefois cet étrange épisode que quelques-uns acceptèrent comme un gage de conciliation et de paix, que beaucoup maudirent comme un acte de faiblesse publique, et qui ne fut, en réalité, qu'un spectacle plein de grandeur et de majesté. Cette foule immense et palpitante, entassée dans le sublime cadre architectonique de Saint-Marc, l'émotion indicible qui soulevait toutes les poitrines, la solennité lugubre de l'heure et des circonstances, les acclamations formidables de ces trente mille voix qui allaient éveiller l'anxiété jusque dans les quartiers les plus reculés de la ville, formaient un ensemble bizarre et imposant qui rappelait les grandes scènes de l'antiquité et réalisait les tableaux de Martins. Quelle halte, quelle nuit pour un peuple qui sortait de l'esclavage et que la guerre attendait! pour tous ceux qui songeaient à défendre ou à combattre la nationalité italienne, au sein de ces ténèbres, de ces clameurs confuses, de cette lave populaire qu'un mot pouvait faire déborder! Ces cris puissants qui retentissaient au fond de tous les cœurs, dans une ville où personne

ne dormit cette nuit-là, avaient quelque chose de mélancolique, de sauvage même, qui remplit de terreur quelques âmes superstitieuses et surprit même de plus fermes esprits. On prêtait une oreille attentive et inquiète à cette rumeur lointaine, qui, loin d'exprimer l'allégresse, ressemblait à un immense cri d'alarme jeté par une population en détresse, et, en l'écoutant, on se demandait, malgré soi, si cette sinistre impression était un pressentiment de l'avenir ou une dernière ombre du passé.

VII.

Les trois jours suivants ne furent donc qu'un compromis forcé entre deux volontés également indécises, une halte, pleine de doute et de menace, entre la colère nationale et l'insurrection. L'histoire des peuples opprimés et des pouvoirs illégitimes nous offre plus d'un tableau pareil. On y voit souvent une nation longtemps enchaînée, hésiter et s'étonner à la veille de son émancipation et s'arrêter un instant au seuil de la liberté avant de le franchir, comme un captif ébloui par les rayons du soleil au sortir de son cachot obscur. Et ses tyrans, frappés de vertige par le pressentiment secret de leur chute, laissent tomber les chaînes de leurs mains mal assurées; ils examinent, ils délibèrent, alors que pour les ressaisir il faudrait frapper, et frapper sans retard.— Durant cette espèce de trève, la situation se dessina plus nettement, les deux partis comptèrent les obstacles et leurs forces, ils s'arrêtèrent à des projets plus audacieux et mieux mûris. Nous entrerons là-dessus dans quelques détails indispensables. La garnison autrichienne se composait du régiment allemand Kinski, d'un bataillon d'infanterie italien, de deux bataillons croates, de l'infanterie de marine italienne, de l'artillerie et du génie de la même arme et de deux compagnies de grenadiers ita-

liens, en tout six mille hommes environ, placés sous le commandement du général de Zichy, gouverneur militaire, et du vice-amiral Martini, commandant en chef de la marine. En outre, une corvette de trente pièces de canon était à l'ancre vis-à-vis le quai des Esclavons, et une péniche en face de la *Piazzetta*, sans compter quelques bateaux à vapeur et quelques navires qu'on pouvait armer en peu de temps dans l'arsenal. Les moyens de répression auraient donc été fort au-dessus des forces que l'insurrection pouvait leur opposer, si cet effectif militaire n'avait point été composé en partie de soldats italiens. Le parti national n'avait rien oublié pour les attirer secrètement à une cause vers laquelle ils étaient d'ailleurs si naturellement entraînés, et il y avait réussi. Le corps de la marine et les grenadiers en particulier, avaient et partageaient toutes les sympathies du peuple dont les applaudissements spontanés saluèrent plus d'une fois l'uniforme bien connu de cette marine, qui comptait encore dans son sein des amis et même des parents des Bandiera et de Moro. Les ouvriers de l'arsenal, au nombre de plus de mille, étaient tous ennemis jurés du nom autrichien, tous pleins des grands souvenirs de la République de Saint-Marc. Enfin, la garde nationale à peine instituée, et armée tant bien que mal, comptait déjà près de quatre mille hommes enthousiastes et dévoués. Si l'on ajoute à ces éléments de succès l'absence de vigueur du côté des autorités, on concevra combien les chances étaient favorables à la cause du peuple. Les chefs de celui-ci, presque tous officiers supérieurs de la garde civique, se décidèrent à se mettre à la tête du mouvement dont le peuple seul avait eu jusque-là l'initiative. Leur état-major, établi à l'hôtel-de-ville, devint le comité presque avoué et permanent de l'insurrection. A chaque heure, à chaque instant, des messagers secrets, des lettres ou des rapports spontanés venaient leur apprendre jusqu'aux moindres événements ou bien les pousser, les encourager à prendre une résolu-

tion hardie. Ils l'avaient prise d'eux-mêmes, et, depuis deux jours, il ne s'agissait plus que de fixer le jour et le lieu de l'exécution.

VIII.

Cependant, disposant de la garnison et de la flotte combinées, la résistance, concentrée entre des mains plus fermes que celles de M. de Palffy, de Zichy et Martini, aurait pu être redoutable. On comprend sans peine que dans un chef-lieu maritime tel que Venise, ce dernier surtout, commandant en chef de la marine, aurait dû avoir une grande influence sur l'issue de la lutte. Ils pouvaient sinon vaincre, au moins résister, aucun d'eux ne l'osa. Le bouleversement inouï au milieu duquel ils se trouvaient jetés, les nouvelles fâcheuses qui leur parvenaient de tous côtés, le désordre profond suscité dans la vieille machine de l'empire, exigeaient d'eux en ce moment, nous en convenons, des efforts de génie et d'audace dont ces trois hommes étaient également incapables. Au lieu de songer à river les fers de Venise, ils tournèrent les yeux avec anxiété vers Vienne qui venait de briser les siens et ils laissèrent agir le hasard qui les mettait si ironiquement aux prises avec de telles difficultés. Quand nous disons le hasard, nous nous trompons. Un homme se trouva, un simple officier qui se promit d'accomplir ce que ses chefs n'osaient essayer. Cet homme, c'était le colonel Marinovich, chargé de la direction de l'arsenal, où sa dureté l'avait fait détester. Il était, en outre, regardé à Venise comme l'homme de confiance de l'Autriche : c'était lui que le cabinet de Vienne avait choisi pour gouverneur, pour mentor militaire de l'archiduc Frédéric, nommé à vingt-deux ans commandant en chef de la marine. Une pareille place lui avait donné une influence que la mort du jeune prince et la nomination de son successeur, M. Martini, n'avaient amoindri qu'en

partie. Marinovich comprit ce que cette situation tout-à-fait exceptionnelle lui permettait de tenter, et, investi par son audace d'une autorité bien supérieure à celle que son rang lui assignait, il résolut de tirer parti des éléments de résistance qu'on avait sous la main et qu'on n'osait ou ne savait employer. Les efforts désespérés qu'il tenta durant cette courte trève pour préparer une lutte acharnée, le désignèrent bientôt aux habitants comme le véritable chef du parti autrichien. L'inaction profonde de Zichy, de Martini, de Palffy, équivalait à une retraite, à une démission. Par la force des faits, le colonel seul inspirait encore des appréhensions aux citoyens et des espérances aux Autrichiens. Dans ces luttes terribles, le chef réel d'un parti, c'est celui qui en résume toutes les forces et toute la volonté dans une pensée, dans une action énergique. Tel se montra, tel fut donc le colonel Marinovich.

IX.

Il s'aboucha avec les officiers les plus dévoués à l'Autriche, il s'assura de la disposition absolue de la corvette et du bateau à vapeur, il fit entrer un détachement de troupes croates dans l'arsenal, et préparer à la hâte des munitions et des projectiles meurtriers. Un plan de défense ou, pour mieux dire, de destruction fut même arrêté, dit-on, dans un conseil secret. Les rôles furent distribués, et les postes assignés à chacun. Il ne restait plus qu'a fixer le jour de l'exécution. La garde nationale manquait d'armes, et en demandait vainement; à ses instances réitérées, Marinovich, maître absolu de l'arsenal, répondait en protestant que les armes manquaient réellement et que les nombreux fusils que l'arsenal renfermait étaient presque tous hors d'état de servir. Soit connivence secrète avec lui, soit abstention complète et réelle (suppositions également vraisemblables à leur égard), les trois

chefs nominaux le laissaient faire. Ils gardaient, du moins en apparence, leur mutisme et leur immobilité ordinaire envers lui comme envers le peuple. On eût dit que, par une résolution étrange, ils observaient une neutralité prudente entre les citoyens qui s'armaient pour les combattre et le subalterne qui se préparait à les défendre presque malgré eux.—L'opinion publique se déchaîne aussitôt contre le colonel, que les bruits effrayants répandus dans la ville avaient déjà dénoncé comme l'unique auteur des projets de résistance et de carnage dont on commençait à s'alarmer. On s'entretenait partout des préparatifs mystérieux et formidables du colonel, on indiquait même les endroits qu'on supposait menacés, les victimes qu'on devait frapper, les moyens qu'on comptait employer, et ces révélations, vraies ou fausses, avaient produit une impression décisive. L'instinct populaire, qui se trompe si rarement, avait deviné son ennemi le plus dangereux, celui dont le salut du pays exigeait la perte. Les Arsenalottes étaient dans un état d'exaspération redoutable; ils avaient juré d'immoler l'homme qui bravait à la fois leur ressentiment et leur patrie.

X.

Sur une place assez étroite et d'une forme irrégulière, bordée d'un côté par une rangée de maisons, et de l'autre par un canal, s'élève une façade lourde mais imposante, flanquée à droite d'une grosse tour carrée, ornée d'un énorme lion en plein relief, et surmontée d'une statue. D'autres statues et d'autres lions de marbre d'une forme fantastique, groupés autour du portail, semblent garder l'entrée de cet édifice. Ces statues, souvenirs de Lépante ou emblèmes des vertus républicaines; ces lions, dépouilles de la Grèce antique; cette tour, cette porte massive, c'est l'entrée principale de l'arsenal de Venise. — Vis-à-vis, et de l'autre côté

du canal, s'élève une autre tour exactement semblable à la première; entre elles et à leurs pieds, coule un large canal qui peut recevoir de pesants vaisseaux de guerre. Toutes deux sont enchâssées dans la ceinture de murs crénelés, hauts et massifs, souvent baignés par des canaux fesant fossé, qui enveloppe l'arsenal sans interruption. La superficie de ces vastes et superbes bâtiments équivaut à celle d'une ville ordinaire. Rien de plus imposant, de plus sévère que l'aspect extérieur de cet édifice fameux, qui, bien différent en cela aussi de nos informes constructions modernes, annonce fièrement de prime-abord le formidable usage auquel il est destiné. Son nom semble inscrit sur chaque statue, sur chaque pierre, par la main puissante de Frà-Giocondo, de Sansovino, de Campagna, de Canova, ses architectes et ses sculpteurs. « Aucune monarchie, pour si puissante qu'elle soit ou qu'elle ait été, n'a offert un pareil compendium nautique. Dans les autres arsenaux, on voit seulement ce qui a rapport aux objets de ces arsenaux : à Venise, les arts s'unissent à l'industrie. Le tombeau de l'amiral Emo, par Canova, vous attend à côté de la carcasse d'un navire. (Châteaubriand). » — A l'intérieur, des ateliers, des salles d'armes, des maisons, des magasins, des fonderies, des chantiers couverts, des corderies, des bassins, des canaux, des bâtiments aussi nombreux, aussi divers qu'immenses, répondent dignement à ce que l'extérieur promet. C'est tout un monde à part que cet arsenal, monument prodigieux de la puissance vénitienne, conservé aujourd'hui au sein de l'abandon prémédité où l'Autriche l'a laissé tomber par la seule force d'inertie de sa masse cyclopéenne. Qui reconnaîtrait là l'édifice qui a fourni à Dante la comparaison si célèbre : *Quale nell' arzenà dei Veneziani.....* (1). — Cette description, ne servît-elle qu'à démontrer l'importance qu'un pareil édifice avait au moment où notre récit est parvenu,

(1) *Enfer*. Ch. XXI

serait encore fort à sa place ici. L'arsenal fut toujours à la fois la forteresse et le palladium, la tête et le bras de Venise. Le 22 mars, il en pouvait être aussi la Bastille entre les mains d'un chef plus redoutable que Delaunay.

XI.

Le matin de ce jour, vers huit heures, Marinovich se rendit à l'arsenal selon son habitude, bien qu'il n'ignorât pas, dit-on, la résolution terrible que les Arsenalottes avaient formée contre lui. Il venait même de recevoir une lettre dans laquelle on l'avertissait du péril, selon les uns, on le chargeait, selon les autres, de faire. dans la prévision d'une défaite, disparaître les traces de terribles préparatifs. Le 20, un commencement de sédition, occasionné par sa seule présence dans l'arsenal et réprimé avec peine, avait, en effet, hardiment annoncé les desseins des ouvriers. Ses amis, justement effrayés de ces dispositions menaçantes, lui conseillaient instamment de ne pas reparaître sitôt dans des lieux où son retour suffirait peut-être pour soulever un nouvel orage. Malgré leurs pressantes instances, Marinovich ose y retourner ce jour-là : témérité honorable dans l'homme, mais exagérée et condamnable dans le chef de parti. Ces ouvriers, ces conjurés qu'exaspère la vue d'un ennemi qui vient si audacieusement braver leurs menaces sur le théâtre même d'une rébellion récente, se précipitent au-devant de lui avec des cris de rage. Cet antique édifice, qui avait vu tant de fortunes diverses, assista alors à une scène sans exemple dans ses vieilles annales. — Le colonel, reconnaissant trop tard sa faute, s'enfuit poursuivi par une troupe d'ouvriers qui s'arment des premiers instruments de mort que l'arsenal ou leur métier leur offre. Il fuit des ateliers où il s'était rendu d'abord, gagne la rive d'un des bassins intérieurs de ce vaste édifice et

se jette dans une gondole qui y était amarrée. Les meurtriers, qui le suivent de près, accourent furieux, entourent le bassin et assaillent à coups de pierres l'esquif et celui qui le monte. Plus d'espérance de leur échapper, point d'issue ouverte à la fuite et au salut ; de tous les points de la circonférence du bassin les coups partaient sans relâche et atteignaient aisément le bateau. Il fallait redescendre sur cette rive couverte d'ennemis acharnés ou périr écrasé par ces projectiles meurtriers ; d'ailleurs, quelques ouvriers se préparaient déjà à amener dans le bassin un autre bateau afin de continuer cette chasse terrible. Le malheureux colonel, que ces forcenés enserrent comme un cercle de flamme qui, à chaque instant, se replie davantage sur lui, se décide, par une résolution désespérée, à aller chercher sur ce bord du moins un autre genre de mort. Par un hasard aussi inattendu qu'heureux, il parvient à aborder, à percer, sain et sauf, le cercle de ses meurtriers, et à se réfugier dans la tour qu'on aperçoit du dehors, au fond de la large échappée de perspective qui s'ouvre entre les deux tours de la façade. Mais les Arsenalottes y accourent en foule sur ses pas, y pénètrent en poussant des cris terribles, le pourchassent d'étage en étage, et enfin ils l'atteignent sur la plate-forme qui couronne l'édifice, ils le saisissent, ils le renversent et son sang coule, versé par des armes qui avaient déjà servi peut-être, mais dans des luttes bien diverses, à la défense de Venise. La justice vengeresse du temps, réservant au meurtre des armes que l'oppression avait rendues inutiles pour de plus nobles combats, éclatait ici dans toute sa puissance. — On dit que l'infortuné colonel n'essaya pas même de se défendre, et sa conduite, dans ce moment suprême, semblerait prouver que l'audace qu'il déploya d'abord était fondée en partie sur son mépris pour ses adversaires, mépris fort injuste et assez puni, au reste. Quoi qu'il en soit, placée en face du trépas, cette âme énergique se releva, et le colonel sut mourir

au moins avec courage. Il implora par quelques mots de prière suprême la pitié de ses meurtriers, non pour lui, mais pour ses enfants ; puis, il attendit la mort, immobile et mnet. Il n'attendit pas longtemps. Les Arsenalottes, un instant indécis, se précipitent sur lui avec fureur. Terrassé, percé de coups, traîné sanglant et déjà presque sans vie sur les dégrés des escaliers de la tour, il avait expiré avant de baigner le dernier de sou sang.

XII.

Ainsi périt le colonel Marinovich, d'une mort trop semblable à celle de Delaunay, de Lemberg, de Latour, de Rossi, ces prémices sanglantes de bien d'autres révolutions. Il n'était pas italien, il ne comprit pas que tout homme opprimé est le compatriote d'un honnête homme, et il succomba en défendant avec courage la plus mauvaise des causes. — Le tombeau d'un homme n'est que trop souvent le berceau d'une révolution : c'est à la suite des événements et aux actions du peuple qu'il appartient de commenter de telles fureurs, de les absoudre ou de les flétrir. Venise, se dévouant pour le salut ou plutôt pour l'honneur de l'Italie, a fait noblement disparaître une tache de sang qu'elle a inondée de celui de ses citoyens, tombés, les armes à la main, sur ses remparts foudroyés. L'avenir est toujours juste ; il a fait si complètement oublier ce sinistre reflet du passé, qu'à l'heure où nous traçons ces lignes, tous parlent de l'héroïque Venise. nul ne se rappelle la fin déplorable du colonel Marinovich. Les révolutions, si une telle comparaison nous est permise dans un pareil sujet, sont semblables à ces fleurs magnifiques qui croissent parfois dans les champs fécondés par des cadavres. On frémit involontairement lorsqu'on se rappelle leur origine, mais on l'oublie bientôt pour admirer leur beauté et leur éclat. — La nouvelle de la fin terrible de Marinovich, qui se répandit

dans la ville avec la rapidité de la foudre, y décida la chute définitive de la domination étrangère. La mort du seul homme qui n'avait pas désespéré de son salut et qui avait osé y travailler, était pour elle une perte immense, irréparable. Les chefs vénitiens comprirent que le moment d'agir était enfin venu. Le corps des officiers de la marine, illustré et accablé à la fois par les glorieux souvenirs des Bandiera et des Moro, était impatient de les venger et de s'affranchir en même temps lui-même. Le signal de la lutte était parti de cet arsenal qui lui appartenait. Venise, habituée jadis à lui demander sa grandeur et sa prospérité, reportait instinctivement ses yeux et ses espérances du même côté. M. Manin, se mettant à la tête d'un détachement de gardes nationaux, accourut à l'arsenal. La résolution de s'en emparer avait été prise dès la veille dans un conseil tenu par les principaux chefs de la garde nationale et aurait même été exécutée sur le champ, sans l'opposition de M. Manin qui pensait que l'instant décisif n'était pas encore venu. Les événements inattendus de la matinée du 22 ne permettaient plus d'hésiter. Le futur président se rendit lui-même à l'arsenal, y surprit l'amiral Martini, que les événements de la matinée y avait amené, et l'y fit prisonnier sans rencontrer aucune résistance. Un officier osa commander le feu aux soldats contre leurs concitoyens; ils lui répondirent en faisant feu contre lui même. La milice citoyenne occupa tous les postes et toutes les issues de cette immense enceinte, ainsi que la corvette et le bateau à vapeur. Vers deux heures, quelques personnes, poussées par une impatience fiévreuse de savoir par elles-mêmes le véritable état des choses, s'approchèrent en gondole de ces deux vaisseaux; elles entendirent les gens du bord répondre à leurs questions incertaines par le cri de: *Vive l'Italie !* — La révolution était accomplie et triomphante. En un moment, la nouvelle s'en répandit dans la ville. Les membres de la municipalité de Venise ayant à leur tête l'avocat Avesani

se présentent chez M. de Zichy à qui M. de Palffy venait de remettre tous ses pouvoirs, et, lui mettant sous les yeux la situation de Venise, le somment de leur livrer la place et la forteresse, par une capitulation régulière.

XIII.

Depuis trois jours, M. de Zichy ne recevait aucune nouvelle du dehors, ou n'en recevait que de fâcheuses. L'insurrection se propageait rapidement dans les provinces et menaçait de s'élever comme une barrière insurmontable entre Venise et les garnisons de terre ferme. La flotte, l'arsenal étaient au pouvoir du peuple; la marine et les troupes italiennes fraternisaient avec la garde nationale. La mort de Marinovich et l'arrestation de Martini acheva de le consterner. Il céda, et une capitulation fut signée par laquelle il remettait aux Vénitiens la place et les forts avec tout le matériel de guerre qui en dépendait, la flotte, les munitions, etc., à condition que les troupes autrichiennes pourraient librement s'embarquer pour Trieste avec armes et bagages, et trois mois de paie comptés d'avance (1). Les Vénitiens s'engageaient en outre à laisser partir le soir même sur le bateau à vapeur M. de Palffy et sa famille; M. de Zichy était retenu quelques jours encore en ôtage. Peu d'instants après, Manin revenant triomphant de l'arsenal et donnant la main à Tommaseo, proclama sur la place Saint-Marc la chûte du gouvernement autrichien, et la République vénitienne. Le sort en était jeté, ce grand mot de République qui pouvait être et ne fut pas le salut de l'Italie, avait été prononcé. Le même jour, presque à la même heure, Milan victorieux après une lutte héroïque de cinq journées, forçait le feld-maréchal Radetsky à abandonner ses murs. — Les citoyens,

(1) *Gazette de Venise* du 22 mars, supplément.

les troupes italiennes, la garde civique, rassemblés sur cette place immense, accueillirent ce nom de République par de formidables hourras. Tout-à-coup les soldats, arrachant de leurs schakos, de leurs uniformes, les marques abhorrées de la domination étrangère, et jurant de la combattre jusqu'à la mort sur leurs sabres nus, se précipitent à genoux vis-à-vis de l'église Saint-Marc, dont les cloches ébranlaient les airs. A ce spectacle, un silence profond succède à ce bruit puissant. Une commotion électrique fait frissonner tous les assistants, et les prosterne devant l'idée victorieuse de la patrie, de la justice, de la Providence. Ce peuple, qui s'était agenouillé esclave, se relève libre et fier. Ses yeux mouillés de pleurs se fixent sur ces vieux monuments dont les voiles sombres de l'oppression leur avaient caché jusqu'alors le véritable caractère. Maintenant, ils semblaient, selon la noble expression inspirée à Châteaubriand par les ruines de la Grèce délivrée, n'avoir été conservés qu'afin d'attester la beauté de l'ancienne indépendance à l'indépendance renaissante. La place Saint-Marc était redevenue ce qu'elle avait été si longtemps pour Venise, le trophée de dix siècles de victoires et de grandeur; l'enceinte glorieuse où un empereur d'Allemagne s'était agenouillé devant un pontife romain en présence du doge, où les souvenirs impérissables de Chioggia, de Constantinople, de Zara, de Lépante, de la Morée, de Candie, de Chypre, respiraient dans chaque statue, dans chaque pierre. Les vieillards qui avaient assisté à la chûte de leur république, ne pouvaient ajouter foi à cette résurrection : ils doutaient du témoignage de leurs propres yeux et quand la vérité, les pénétrant de toutes parts, les forçait à y croire, ils penchaient à préférer une erreur opposée, prêts à révoquer en doute ce passé de cinquante ans qui ne leur apparaissait plus que comme un songe effrayant. L'esprit humain est ainsi fait.

XIV.

Hélas ! qu'auraient-ils dit, qu'auraient-ils donc éprouvé, si la voix surhumaine d'un autre Daniel, lançant une épouvantable prophétie au milieu de ces transports, eût crié à ce malheureux peuple : « Avant qu'il soit deux ans, l'aigle abhorrée de l'Autriche aura chassé de nouveau le lion de Saint-Marc ! » Que disons-nous ? Pour entrevoir, dès-lors, les désastres que l'avenir réservait à Venise, il n'était pas besoin de s'élever jusqu'aux sphères prophétiques, il suffisait de s'adresser au présent et de saisir toute la portée d'une faute qu'on venait de commettre, à l'instant même où les citoyens se livraient avec abandon au délire de leur joie. Faute inouïe, incroyable, commise par les représentants de la municipalité, qui, pour avoir traité avec les gouverneurs autrichiens, apparemment, eurent la prétention de composer à eux seuls, pendant quelques heures, le gouvernement provisoire de Venise. Ces quelques heures de pouvoir leur suffirent pour accomplir un acte dont les suites fatales devaient s'étendre jusqu'aux derniers jours de la liberté vénitienne (1). On fit embarquer sur le même bateau à vapeur qui transporta ce soir-là à Trieste le gouverneur autrichien, l'officier chargé de transmettre à M. Buratovich, commandant de l'escadre vénitienne à l'ancre à Pola, la nouvelle de la Révolution et l'ordre de rentrer dans le port de Venise. A peine sortis des lagunes, M. de Palffy et ses compagnons s'emparent du bâtiment, dont le capitaine et l'équipage leur étaient dévoués ; ils font prisonnier le messager vénitien, et, au lieu de se rendre immédiatement à Pola, comme le capitaine en avait reçu l'ordre, ils font voile vers Trieste. Le gouverneur de cette ville, informé sur-le-champ de l'état

(1) Pour être juste, nous devons ajouter que ce fut un membre futur du gouvernement définitif, M. Pincherle, qui se porta garant de la loyauté du capitaine du pyroscaphe.

des choses, prend toutes les mesures nécessaires pour empêcher la défection des neufs vaisseaux mouillés à Pola (1). Cette rade étant dominée par des batteries dont les feux croisés commandent l'entrée, il ne lui fut pas difficile d'y parvenir. C'est ainsi que Venise perdit la meilleure partie de sa marine militaire.

XV.

Le lendemain (23 mars), les membres définitifs du nouveau gouvernement furent proclamés et confirmés en présence du peuple et de la garde nationale. C'était : *M. Manin*, président du conseil et ministre des affaires étrangères; *Tommaseo*, du culte et de l'instruction publique; *Castelli*, de la justice; le général *Solera*, de la guerre; *Paolucci*, de la marine; *Paleocapa*, des travaux publics; *Camerata*, des finances; *Pincherle*, du commerce, et *Toffoli*, simple tailleur, sans portefeuille. Celui de l'intérieur était confié par *intérim* à M. Paleocapa. *M. Mengaldo* était nommé général en chef de la milice citoyenne, et *Giuriati*, général chef d'état-major. Comme on l'aura déjà remarqué, c'était un calque exact du gouvernement institué à Paris le 24 Février, et nous n'entendons nullement envelopper un blâme indirect dans cette remarque. — L'homme le plus remarquable sinon le plus influent de ce ministère, c'était Nicolas Tommaseo. Né sur les âpres bords de la Dalmatie, il apportait au pouvoir une brillante réputation littéraire, les titres de l'exil, et un caractère loyal et rude comme les montagnes de son pays natal. Esprit plein à la fois d'exagération et de simplicité, de dureté et de tendresse, peu fait aux roueries politiques, et porté d'ailleurs aux grandes idées et aux actes sincères par sa nature poétique et religieuse, Tommaseo

(1) *Correspondance officielle, etc*. Lettre du consul Dawking à lord Palmerston; Venise, 28 mars 1848.

se montra au ministère — chose rare — ce qu'il avait été toute sa vie : bourru, modeste, impatient, généreux et immuable. Accoutumé à traverser d'un pas égal les fortunes les plus diverses, il sut vivre pauvre avec orgueil, libre avec dédain et tout-puissant avec indifférence. Proscrit par l'Autriche, compris ensuite dans une amnistie générale, puis rejeté dans une prison, il exerça le ministère comme un homme qu'attend de nouveau la captivité, l'exil ou la calomnie au seuil du pouvoir. Sa manière littéraire avait fait école, bien peu partagèrent ses opinions politiques. Républicain dévot, révolutionnaire pacifique, ministre modeste et désintéressé, patriote papiste, il réunissait bien des contrastes et ne représentait aucun parti. Il était, en effet, plus propre à penser qu'à gouverner, à développer son génie dans les sereines sphères intellectuelles bien plutôt qu'à le consumer dans les régions brûlantes du pouvoir. Ce fut un véritable malheur pour Venise, où, seul, il pouvait contre-balancer la popularité de M. Manin, qui allait se jeter dans une voie semée de périls et de fautes. — Les villes de provinces vénitiennes avaient secoué le joug en même temps que la capitale, et forcé leurs garnisons à se retirer, les unes à Vérone, où le feld-maréchal Radetzky venait de se renfermer, les autres en Tyrol ou à Trieste, selon la proximité des lieux. Le 25 mars, toute la Vénétie, Vérone et Legnago exceptés, était libre. Les chefs-lieux des six provinces de Rovigo, Padoue, Vicence, Trévise, Belluno et Udine avaient nommé chacun un comité provisoire qui s'était empressé d'adhérer à celui de Venise, dont on accepta la prééminence et le principe. Il faut bien dire, toutefois, que l'approche de l'armée royale du Piémont avait fait regarder en général d'assez mauvais œil, dans les provinces, la proclamation de la République à Venise, et nous n'aurons que trop tôt l'occasion de revenir sur ce sujet.



LIVRE II.



Descriptions. — Saint-Marc. — Aspect général de Venise. — Mœurs et caractère de ses habitants. — Leur instinct d'égalité. — Exemples et preuves à l'appui. — Différence entre leur sort et celui de beaucoup d'autres populations. — Les couleurs italiennes et Dante. — L'ordre le plus parfait règne dans Venise révolutionnaire. — Sagesse du peuple et actes du gouvernement. — Constituante, licenciement des troupes, garde mobile, flotte, Consulte, finances, dons patriotiques, etc. — Question de l'annexion au Piémont. — Elections. — Opérations militaires en Vénétie. — Plan de campagne de Radetzki. — Combats de Cornuda, de Vicence, de Trévise.

26 MARS — 20 MAI.

I.

Le spectacle d'une révolution se déroulant dans la ville du monde la plus étonnante et la plus poétique, la plus *triomphante*, pour parler comme Philippe de Commines, était chose réellement indescriptible. Nos lecteurs nous sauront gré d'essayer de décrire du moins la scène où elle se passa. Cette esquisse rapide complétera, animera notre récit; ce lui sera une perspective lumineuse sur laquelle se détacheront en relief les personnages et les événements. Nous imiterons les plus grands peintres d'histoire, qui, eux aussi, n'ont pas dédai-

gué ce moyen : Raphaël, Titien, Véronèse ont souvent encadré leurs sublimes drames dans de ravissants paysages ou d'admirables fabriques. Enfin, les descriptions que nous placerons çà et là dans ce livre lui tiendront lieu de vignettes et de plans. Nous avons commencé par l'Arsenal ; nous continuerons par Saint-Marc, et, à mesure que les événements nous y amèneront, nous en ferons autant pour plusieurs autres sites. — En abordant au vaste perron-débarcadère de la *Piazzetta* vous avez en face de vous, à gauche, l'hôtel de la Monnaie, majestueux édifice de Sansovino ; à droite, une des principales façades du palais ducal, merveilleuse création dont le génie de Calendario a posé les bases et que les plus grands artistes ont agrandie, embellie pendant cinq siècles. L'un, massif et grave, aux teintes sombres, aux colonnes rustiques, aux larges fenêtres treillissées de fer ; l'autre, fantastique, éblouissant, divin, aux marbres rosés, aux sculptures, aux découpures féeriques, aux galeries aériennes, aux formes sarrasines, byzantines, gothiques. — Entre eux, deux colonnes géantes, sentinelles de granit égyptien, supportant : l'une, un lion ; l'autre, une statue colossale en bronze, témoins de tant de fêtes et de tant de supplices. En avançant, vous trouvez, à gauche, la *Libreria*, style renaissance, admirable création de Sansovino, déclarée par Palladio le chef-d'œuvre de l'architecture moderne ; à droite, la seconde façade du palais ducal, exactement semblable à la première ; plus, la fameuse porte *della Carta*. Puis, en tournant à gauche, vous débouchez tout à coup sur un immense parallélogramme qui se relie en équerre avec la *Piazzetta*. Vous avez devant vous la place Saint-Marc, ce salon prodigieux auquel le ciel seul est digne de servir de plafond (mot de Napoléon), que Byron appelait le rendez-vous du monde entier et dont l'antichambre, dédaigneusement nommée à Venise *Piazzetta* (petite place), serait citée partout ailleurs comme une merveille. A gauche, les

Procuraties-Neuves, magnifique continuation de la *Libreria*, par Scamozzi ; au fond, le *Palazzo-Reale*, élevé par l'ordre de Napoléon sur les mêmes dessins ; à droite, les *Procuraties-Vieilles*, charmante construction lombardesque, pleine à la fois de grâce, de solidité et d'ampleur ; en face du Palais-Royal, la basilique de Saint-Marc, avec ses dômes, ses clochetons, ses portiques, ses galeries byzantines, ses colonnades de marbre, de jaspe, de porphyre, ses portes, ses statues de bronze, ses tableaux en mosaïque, ses voûtes dorées. Et nous n'avons pas tout dit encore. Pour achever ce coup-d'œil ajoutons l'Horloge de la ville, bizarre édifice relié aux Vieilles-Procuraties, et le clocher colossal placé du côté opposé, soulevant dans les airs à trois cent trente pieds de hauteur son ange-girouette, et orné à sa base d'une *Loggietta* exquise. — Superposez, enfin, sept siècles d'histoire à ces monuments de marbre, de bronze, de granit, de porphyre ; rassemblez par la pensée, dans cette enceinte, les plus grandes figures de ces temps : Barberousse, Alexandre III, Dandolo, Falier, Dante, Pétrarque, Pisani, Foscari, Henri III, le Tasse, Frà-Paolo, Palladio, Titien, Sansovino, Napoléon, Byron, Silvio Pellico et cent autres ; vous aurez une bien faible idée de l'impression que produit la première vue de cet amas de chefs-d'œuvre et de souvenirs. Montesquieu l'a dit : On peut avoir visité toutes les villes du monde et être surpris en arrivant à Venise.

II.

Nous avons décrit Saint-Marc ; mais quoi qu'on dise en général le contraire, Saint-Marc, pour si merveilleux qu'il soit, n'est pas tout Venise. Il y a même peu de villes, à notre avis, qui offrent, sinon autant de variété, du moins une aussi rare opposition d'aspects. Les limites imposées par la nature même à Venise une fois acceptées, il était

impossible au génie humain de se développer avec plus de magnificence, plus de diversité architecturale. Aussi en est-il résulté une ville qui, au dire de Pétrarque, semble bâtie par des Dieux plutôt que par des hommes. « Venise a parfois la physionomie aussi naïve, aussi pastorale, qu'elle est coquette, fière ou terrible en d'autres sites. » (Georges Sand.) Seulement, pour s'en apercevoir, il faut, contre l'habitude invariable des touristes, pénétrer dans les quartiers lointains de cette grande cité. Là encore des canaux, sans doute, des ponts, des palais, des églises, de l'eau, du marbre et du bronze. Mais comme le hasard, ce grand architecte, a combiné et groupé avec bonheur ces matériaux inévitables ! Comme le temps, ce badigeonneur sublime, ce destructeur intelligent, a su compléter l'œuvre des hommes et du hasard! Ici, un manoir gothique, enlacé de plantes grimpantes, laisse tomber l'un après l'autre ses marbres vermoulus dans l'onde modeste d'un canal. Là, une construction splendide, à la façade de marbre, au perron grandiose, aux terrasses, aux donjons élevés, se réflète au loin dans les eaux de la vaste lagune. Tantôt un bouquet d'arbres verdoyants et touffus qui se déploie comme un panache riant au-dessus d'une sombre ruine; tantôt un campanile hardi couronnant un îlot pittoresque, un riche musée s'élevant au milieu d'un quartier populeux, ou bien une église se dressant austère sur un *campo* (1) désert. Partout cette variété, cette grandeur, cette poésie inépuisable, aussi naturelle à l'onde que le murmure et la fraîcheur. — Voilà la scène où le lecteur verra vivre, s'agiter et s'immortaliser une population digne d'elle. Doués d une intelligence, d'un jugement rares, joints à une organisation exquise d'artistes, les Vénitiens, pour égaler les nations les plus

(1) Nom de toutes les places de Venise, celle de Saint-Marc exceptée.

avancées, n'ont qu'à le vouloir. Vifs, spirituels, d'une gaîte pétillante et gracieuse, qui ne le cède pas même à la verve parisienne, leur caractère forme un curieux contraste avec leur ville, la plus mélancolique du monde. Rien de plus curieux à voir que cette vivacité charmante, s'épanouissant sous les sombres galeries de ces palais, sur les bords sévères des lagunes ou dans de noires gondoles. Mais ce qui distingue surtout les Vénitiens, c'est qu'il n'est peut-être pas de peuple chez lequel le sentiment, l'instinct, si vous le voulez, de l'égalité, soit aussi profondément enraciné, non pas dans les lois, mais dans les mœurs, ce qui vaut mieux quelquefois. La nature elle-même semble le lui avoir imposé. A Venise, point de voitures, de promenades brillantes pour les uns, poudreuses et parfois même dangereuses pour les autres. Le plus riche et le plus pauvre marchent en égaux sur *le liston* de Saint-Marc. Et alors même que le premier essaie de se soustraire à cette égalité en quittant la terre pour la lagune, il l'y retrouve là aussi. Grâce à un usage introduit par d'anciennes lois somptuaires, il est à peu près impossible de distinguer une gondole de grand seigneur d'une gondole de louage. Au théâtre, même niveau, même cohue. Cette vieille aristocratie, si superbe, si terrible dans ses lois, était d'une bonhomie charmante pour le peuple dans la vie privée. Les gondoliers faisaient partie, pour ainsi dire, de la famille de leurs maîtres; les manières, courtoises et familières à la fois, qu'ils gardent encore, en sont une dernière trace. Enfin, l'usage du masque, jadis si commun à Venise, a peut-être contribué aussi au même résultat; toujours exposés à découvrir dans l'individu qu'ils abordaient lestement un personnage important, les Vénitiens avaient forcément contracté des habitudes de réserve et de politesse dont les traditions ne sont pas encore perdues. Nous n'ajouterons qu'un simple rapprochement à l'appui de notre assertion. A Venise, comme dans presque toute l'Italie, au reste, les classes les plus pauvres

ne sont pas absolument exclues des jouissances que la fortune réserve ailleurs aux riches seuls. Un beau ciel, une nourriture à bon marché, des professions saines et faciles, la musique, la peinture, la poésie courant les rues, font de la vie d'un prolétaire vénitien quelque chose de préférable à celle des petits bourgeois de Paris. Au lieu des métiers pénibles ou dangereux des autres pays, vous rencontrez à Venise les plus belles femmes du monde enfilant des perles en chantant sur le seuil de leurs portes, de gais pêcheurs voguant à travers des îlots pittoresques, des gondoliers spirituels et moqueurs, au langage incisif et joyeux. La pauvreté est chose fort commune à Venise, elle n'y est jamais hideuse et intolérable. « On ne peut s'y passer de beauté, même pour le malheur et la tyrannie » (1).

III.

Qu'on se représente maintenant cette ville et ce peuple, le lendemain d'une révolution! Qu'on imagine, s'il se peut, l'ivresse de liberté, l'exubérance de vie publique qui succéda, sans transition, au régime de la loi martiale! Les écussons, les couleurs autrichiennes, partout effacés, renversés, les costumes du moyen-âge remis en honneur, les croisades, les clubs, les discours, les dons, les fêtes publiques, les murs couverts d'adresses, de décrets, de proclamations, d'ordres du jour, les journaux inondant les rues de cette ville qui, après avoir inventé les gazettes, était réduite depuis trente ans à la lecture des documents officiels! Avec quel amour, avec quelle exagération touchante on étalait surtout ces couleurs nationales, si longtemps proscrites. Les peuples habitués à la vue incessante de leur drapeau ne sauraient comprendre l'impression que ces couleurs vert, blanc et rouge pre-

(1) Châteaubriand.

duisaient sur des hommes obligés pendant un demi-siècle à ne baiser qu'en secret et au péril de leur vie un lambeau tricolore (1). Et pourtant, au sein de ce délire patriotique, sous un gouvernement provisoire et républicain, l'ordre public ne fut pas troublé un seul instant. On n'eut à regretter durant ces premiers jours que quelques manifestations imprudentes, et, du reste, peu graves. Des rassemblements tumultueux se formaient presque chaque jour en face du palais du gouvernement et exprimaient par des clameurs leur blâme ou leur approbation de telle ou telle mesure. Ces démonstrations, dangereuses en tous temps, l'étaient surtout dans les circonstances où Venise se trouvait. Un gouvernement révolutionnaire venait à peine d'être installé. Les troupes autrichiennes, prisonnières dans leurs casernes, en attendant leur départ pour Trieste, inspiraient de vives inquiétudes : il avait fallu braquer des canons contre elles, et les enfermer dans une ligne de blocus rigoureux, au sein même de la ville. Jamais chose publique n'avait eu besoin d'une direction plus énergique et plus calme à la fois. Cette agitation, écueil trop commun des pouvoirs populaires naissants, rendait cette direction impossible. Heureusement, le gouvernement eut la force de la réprimer et le peuple la sagesse de l'écouter. — Ses égards, son humanité envers les vaincus, ne furent pas moins admirables. Jamais le caractère honnête et généreux du peuple ne se démentit à Venise ; jamais on n'eut à y déplorer les excès qui trop souvent ont ensanglanté les

(1) Dante semble avoir prophétisé ces couleurs en deux endroits de son poème. D'abord, lorsqu'il dépeint les trois femmes symbolisant les vertus théologales (Purgatoire, ch. XXIX), et un peu p us loin (ch. XXX) quand il décrit les vêtements de Béatrix : « Une femme m'apparait, vêtue de couleur de *flamme*, avec un voile *blanc* et une mante *verte*. » Aurait-il dépeint autrement une personnification de l'Italie actuelle ? — Ces passages du grand poète, qui, selon toute apparence, ont échappé aux doctes commentaires, ont vraiment quelque chose de frappant.

plus saintes causes. Après trente-trois ans d'oppression, lorsque le jour de la délivrance arriva pour tous, celui de la vengeance ne sonna pour personne.

IV.

Ce fut là un fait aussi heureux que rare. Toute révolution, pour si légitime, pour si glorieuse qu'elle soit, n'est qu'une négation. Un ordre de choses vicieux existait, il est emporté par une juste explosion du blâme populaire. C'est aux chefs du pouvoir nouveau qu il appartient d'élever lentement, sur les débris du passé amoncelés dans une heure de colère, l'édifice de l'avenir. C'est au peuple de leur permettre ce grand ouvrage par sa patience, sa modération. Il est un cercle vicieux dans lequel les révolutions ont tourné presque toujours jusqu'ici. L'excès du mécontentement public renverse un gouvernement coupable, l'excès des souffrances, inévitable pendant les premiers mois qui suivent une telle crise, renverse la révolution. Rarement la nation comprend que même la révolution qui lui fera le plus de bien, doit commencer par lui faire un peu de mal. Les Vénitiens le comprirent, eux, par un instinct digne de leur vieille réputation de sagesse politique, et certes leur attitude pendant ces dix-huit mois de liberté absolue, de siége, de bombardement, de désastres inouïs, a ôté toute excuse aux fautes de ses gouvernants. — L'erreur trop commune des chefs et du peuple, c'est de croire au contraire que le plus difficile est fait lorsqu'on est venu à bout d'abattre un système inique, et que le reste viendra, pour ainsi dire, de soi-même. La plupart des chefs révolutionnaires ressemblent à Annibal. Ils savent vaincre, ils ne savent pas profiter de leur victoire. Voyons si ceux de Venise firent autrement, et pour cela embrassons, dans un aperçu rapide, l'ensemble de leurs actes, de leurs décrets. Les détails

suivants sont arides, sans doute, mais indispensables comme pièces à l'appui de nos assertions; ils peignent, d'ailleurs, les hommes et les choses mieux que les plus brillantes périodes.

V.

En proclamant le principe républicain, les chefs révolutionnaires avaient assigné à Venise un rôle bien difficile. Il s'agissait de soutenir et de glorifier à la face de l'Italie une idée que beaucoup y repoussaient. Pour y parvenir il fallait donc l'honorer par une politique aussi vaillante, aussi habile que généreuse. Les chefs vénitiens ne le comprirent pas toujours. Il fallait enflammer, soulever les masses contre l'invasion étrangère, ils maintinrent exactement la tranquillité publique, dans une ville où l'intelligence populaire leur rendait, nous l'avons dit, cette tâche si facile. Leur premier décret, en date du 25 mars, annonçait la convocation d'une assemblée constituante, appelée à décider du destin politique de la Vénétie, dès que la situation du pays le permettrait. Ce décret satisfit, en général, l'opinion publique, qui, dans les circonstances où l'on se trouvait, jugea ce délai naturel et prudent. Toutefois quelques-uns, et ils avaient raison selon nous, étaient d'une opinion contraire. L'élection immédiate des représentants, n'eût-elle eu d'autre effet que de rattacher plus intimement les provinces dissidentes à la capitale, nous croyons qu'elle aurait rendu encore un immense service au pays. C'est ce que M. Tommaseo lui-même soutint dans le conseil des ministres lorsqu'on y agita cette importante question. Le même jour (1), parut un autre décret dont les tristes suites forcèrent le ministre Solera à se retirer peu de jours après. Par ce décret, toutes les troupes de terre restées au service de la République étaient licenciées immé-

(1) *Gazette de Venise* du 25 mars 1848

diatement. La confiance excessive du gouvernement dans l'issue pacifique de la question italienne et sa crainte injuste et perpétuelle de décourager le pays en lui demandant trop de sacrifices, rendent seules explicable une décision aussi imprudente, aussi étrange. Quoi! l'étranger allait envahir dans quelques jours ces provinces dont il avait été chassé presque sans coup férir; il fallait appeler aux armes les populations en masse, et l'on renvoyait dans leurs foyers, le lendemain de la révolution, le petit nombre de soldats qu'on avait! C'était supprimer à la fois l'armée et l'insurrection. Comment le peuple aurait-il cru au danger de la patrie, lorsque le gouvernement lui montrait ainsi qu'il n'y croyait pas lui-même? Un chef énergique et habile qui comprend et proclame le péril, fait passer son énergie dans l'âme des masses par la confiance, simulée ou réelle, qu'il montre en elles. « Le secret des chefs pour sauver la France, c'est de la croire sublime et de le lui dire.» (Louis Blanc). Pour obtenir du peuple des prodiges de dévouement, il suffit de les demander, mais de les demander avec empire, avec inspiration, en homme sûr de n'exiger rien que de nécessaire et de l'exiger d'une volonté prête à tout accorder. Venise elle-même le prouva plus tard, lorsque l'imminence du péril, enfin révélée, la fit s'élever jusqu'à l'héroïsme. L'erreur presque constante de M. Manin fut de n'avoir pas compris cette nature du peuple. Il poussa l'aveuglement jusqu'à refuser d'ordonner une seule levée pendant toute la durée du siége et ne fit pas même tirer le contingent que la conscription ordinaire appelait chaque année sous les drapeaux. Le système des enrôlements volontaires fut celui qu'il adopta exclusivement. Et ce qu'il y a de plus étonnant, c'est qu'il choisissait pour s'y arrêter précisément le moment où Charles-Albert déclarait qu'il ne comptait que sur les troupes réglées. Certes, les enrôlements furent assez nombreux pour parer en grande partie aux fâcheuses conséquences d'un tel système, mais il était im-

possible qu'ils suffissent à tout. Le gouvernement vénitien avait pourtant un grand exemple sous les yeux, celui de la France de 1792, qui, pour si grand que fût l'enthousiasme national, ne lui confia point le soin exclusif de recruter des armées et se sauva par son énergie formidable. — On fut obligé bientôt de recourir à la formation d'une garde mobile, composée de six légions chacune de mille hommes, dont les simples soldats reçurent une haute paie de quarante kreutzers (trente-trois sous de France environ) par jour. Ces simples chiffres disent assez au lecteur quelle pesante charge dût s'imposer le trésor public. — La flotte, grâce à la faute inouïe du 22 mars, ne se composait que de trois corvettes en mer, deux en réparation, deux bricks en mer et deux en réparation, un bateau à vapeur et une frégate en construction, quelques goëlettes et autres bâtiments légers, et près d'une centaine de cutters, de chaloupes canonnières, etc. Toutefois, par des achats judicieux et des travaux assidûment poussés, on aurait pu aisément la rendre supérieure à celle de l'Autriche. Mais soit manque d'argent, soit confiance exagérée dans les secours de Naples et du Piémont, l'armement de la flotte fut constamment négligé.

VI.

Dans les finances, nous retrouvons le même système avec toutes ses funestes conséquences. A leur départ, les Autrichiens avaient laissé environ sept millions, en billets de banque ou en espèces, dans les caisses de la ville. Les revenus directs et indirects de la province de Venise pouvaient monter à 400,000 fr. par mois tout au plus. Or, les dépenses ordinaires — pendant les cinq premiers — s'élevèrent à *quatre millions* environ par mois. Il avait fallu payer trois mois de solde à la garnison autrichienne et défrayer pendant près de deux autres 20,000 hom-

mes de troupes romaines dont nous raconterons plus loin les opérations. C'était un déficit de plus de trois millions et demi par mois. Le gouvernement, quelque épouvanté qu'il fût d'un tel état de choses, n'osa d'abord ni réduire les dépenses, ni recourir à un emprunt forcé ou à des impôts extraordinaires. Partant, il s'adressa aux dons patriotiques. Mais pour si généreux que les Vénitiens se montrassent, et ils se montrèrent tels en effet, nous le dirons plus au long ailleurs, de pareilles ressources étaient et devaient être insuffisantes. Il en arriva donc à Venise ce qui arrive presque toujours en pareil cas. Après avoir obstinément différé dans les commencements, on finit par être obligé de prendre plus tard et beaucoup moins à propos toutes les mesures qu'on avait rejetées d'abord. Un emprunt de 12 millions fut décrété vers la fin de mai. Mais, grâce à ces éternels délais, cette mesure ne put avoir son effet qu'en partie; deux ou trois provinces vénitiennes avaient été réoccupées par l'ennemi la veille du jour où l'on prit cette grande résolution; le lendemain, toutes les autres partageaient le même sort. Si bien que l'argent que ces provinces n'eurent pas le temps de verser dans le trésor de Venise, servit à équiper et à entretenir ses ennemis. Et le 20 juin, il fallut décréter un nouvel emprunt de 1,500,000 livres.

VII.

La création de la *Consulte* ne fut pas plus heureuse. Cette Assemblée au petit pied était destinée à obvier aux inconvénients qui pouvaient résulter du retard apporté à la convocation d'une assemblée nationale. Elle était composée de 24 consulteurs nommés par les huit provinces qui formaient la nouvelle république (1). Celle de Vérone, bien

(1) Venise, Padoue, Vicence, Rovigo, Vérone, Trévise, Bellune, Udine, composant le territoire de la Vénétie actuelle.

qu'occupée encore par l'ennemi, avait eu d'abord elle aussi ses représentants, désignés par le gouvernement lui-même. Mais ceux-ci ayant donné presque aussitôt leur démission, le nombre des consulteurs se trouva réduit à 21. Cette assemblée à peu près semblable à celle que Pie IX avait instituée naguère, n'avait, comme son nom l'indique assez, que le vote consultatif. Ce fut là une nouvelle faute. Puisqu'on reconnaissait le droit et le juste désir des provinces d'intervenir dans les délibérations du gouvernement, puisque l'exercice régulier de ce droit leur était enlevé par les circonstances, il fallait augmenter autant que possible les attributions et la puissance de cette Consulte provisoire, bien loin de l'amoindrir encore. Ce fut pourtant à ce dernier parti que le pouvoir exécutif s'arrêta. M. Bianchetti, député de Trévise, et l'un des écrivains les plus remarquables d'Italie, s'étant permis là-dessus des représentations fort vives, le chef du pouvoir exécutif le menaça en pleine séance de le faire jeter en prison au sortir de l'Assemblée! Les résultats funestes d'une telle conduite étaient faciles à prévoir. Au lieu de devenir un lien efficace entre les provinces et la capitale, un appui pour le pouvoir, un gage pour la liberté, la Consulte ne fut qu'un embarras pour tous. Après avoir perdu un temps précieux en vaines discussions dont le huis-clos ne fit qu'accroître la stérilité, elle s'effaça obscurément, avant même d'avoir existé.

VIII.

Au nombre des mesures plus sages qui signalèrent les débuts du gouvernement, nous placerons la suppression de la loterie, des concours aux places universitaires, des droits de douanes sur plusieurs articles, et la restitution de tous les gages déposés au Mont-de-Piété pour une somme au dessous de quatre livres. Le sacrifice assez considérable que ce dernier décret coûta au trésor fut

couvert en peu de jours par une souscription publique. On ne peut se faire une idée du désintéressement, de la prodigalité que les Italiens montrèrent dans cette révolution. Beaucoup de riches propriétaires firent don au pays de *centaines* de mille francs. De toutes les parties du globe, les Italiens établis à l'étranger envoyaient au gouvernement de grosses sommes pour les frais de la guerre, lorsqu'ils n'accouraient pas eux-mêmes sous les drapeaux.—Malheureusement, sur ce dernier point surtout, le gouvernement n'était point à la hauteur de l'élan national. Trop confiant dans la portée logique de la révolution viennoise, persuadé à tort que la guerre, du moins une guerre longue et acharnée, était impossible pour un empire délabré et chancelant, il négligea souvent — nous l'avons vu, nous le verrons encore—les mesures vigoureuses et prudentes qu'une politique plus sage lui aurait suggérées.—Une autre question absorba bientôt tous les esprits: l'annexion au Piémont. Charles-Albert, revenant par son manifeste du 26 avril sur celui du 23 mars, aspirait désormais ouvertement à la couronne lombardo-vénitienne. Le gouvernement provisoire de Lombardie se prononçait pour le principe monarchique; les comités des provinces vénitiennes en faisaient autant. Isolé, attaqué de toutes parts, le gouvernement inséra dans le journal officiel une note par laquelle il déclarait nettement que la *forme républicaine proclamée à Venise était loin d'être définitive, qu'à l'Assemblée constituante seule, qu'on allait bientôt convoquer, il appartenait de statuer irrévocablement sur la destinée politique de la Vénétie (1)*. C'était, ce nous semble, tout ce qu'on pouvait exiger d'abnégation d'un pouvoir qui avait proclamé lui-même la république; c'était la preuve du respect le plus sincère pour la volonté, quelle qu'elle fût, de l'Italie. Mais les provinces étaient déjà allées plus loin; entraînées par l'exemple de

(1) *Gazette de Venise* du 33 mai 1848.

la Lombardie, de Modène, de Parme, de Plaisance, elles s'étaient ouvertement déclarées en faveur de l'annexion immédiate au Piémont, *fusione*, décrétée (le 12 mai) par le gouvernement provisoire de la Lombardie (1). Venise seule résistait encore : mais déjà le contre-coup de cette grave résolution y avait ébranlé plus d'une conviction. Le conseil des ministres lui-même s'était partagé en deux fractions à peu près égales. Manin, Tommaseo, Pincherle et Toffoli restaient seuls fidèles à la République. Les revers des armes romaines et vénitiennes n'avaient pas peu contribué à ce résultat. Beaucoup de gens qui se disaient bons royalistes et grands admirateurs de Charles-Albert, faisaient à ce prince l'injure de croire que le nom détesté de république éloignait seul ses armes du territoire vénitien. Offensante à la fois pour l'honneur du roi, qu'on semblait croire capable d'exiger d'avance le prix de la victoire, et pour l'habileté du général, qui devait bien comprendre l'importance de la défense de la Vénétie, maîtresse des communications de Radetzki avec l'Autriche, cette assertion était cependant l'argument favori des partisans de l'annexion. L'événement prouva combien cette étrange opinion était dépourvue de fondement. Les provinces vénitiennes, abandonnant brusquement la capitale, se fusionnèrent vers la fin de mai et n'en furent pas secourues davantage pour cela.

(1) L'annexion proposée par le décret du gouvernement provisoire lombard fut votée par le peuple le 29 mai. Sur 661,683 votants, 681 seulement votèrent contre. En Vénétie, sur 143,536, 2810 la rejetèrent. Le 8 juin, le dépouillement général eut lieu à Milan. Le 14, les députés de Vicence, Rovigo, Padoue et Trévise apportèrent à Turin le résultat de celui des provinces énitiennes (Discours lu au parlement piémontais, le 15 juin, par le ministre V. Ricci). Mais remarquons en passant que les votes d'où résulta cette majorité énorme, ne furent point exprimés au scrutin secret, mais par un *oui* ou un *non*, inscrits sur des *registres* ouverts dans chaque localité.

IX.

Quoi qu'il en soit, le crédit que ce faux bruit obtint à Venise, joint au besoin extrême d'unité et de concorde que tous éprouvaient instinctivement, avait obligé le gouvernement à publier la déclaration que nous venons de rapporter. C'était déjà, ce semble, une assez large concession faite aux annexionnistes. Mais, comme il était impossible de réunir sur le champ les comices électoraux, l'impatience de ce parti, qui ne souffrait point de retard, fut loin de s'en contenter. De nombreuses pétitions demandèrent la fusion immédiate, le corps de la Marine les appuya chaudement lui-même et la garde civique fit une manifestation illégale dans le même sens. Il fallut hâter le jour des élections, en dépit de la résolution contraire qu'on avait prise d'abord. Seulement, le gouvernement ne crut pas devoir pousser la condescendance jusqu'à l'oubli le plus complet de toutes les formes : il insista pour qu'une assemblée, et non des registres publics, décidât du destin politique de Venise (1). Le décret de convocation des colléges électoraux de la province fut publié le 3 juin. Le suffrage universel et le vote direct en étaient la base. Les élections eurent lieu (le 9 juin) dans les églises de chaque paroisse. Le choix du local était d'autant plus étrange que le clergé italien s'était montré en général assez froid pour la cause nationale. Quel contraste entre ces hommes et les prêtres grecs, les moines espagnols ! Il était impossible de démentir plus complétement les prévisions de M. de Balbo : « La classe d'hommes, disait-il dans l'ouvrage que nous avons déjà cité (2), la mieux préparée pour les occasions en Italie, ce sont les ecclésiastiques ! » L'Assemblée

(1) Voyez la note précédente.

(2) *Espérances de l'Italie.*

nationale allait être convoquée, lorsque les nouveaux revers des armes vénitiennes obligèrent le pouvoir exécutif à proroger l'ouverture du parlement. — Nous venons de résumer en peu de mots la politique vénitienne; nous allons embrasser dans un récit non moins rapide les opérations militaires en Vénétie.

X.

Le feld-maréchal Radetzky, forcé par le peuple de sortir de Milan après cinq jours de combat, s'était retiré sur Vérone devant l'armée piémontaise qui s'approchait rapidement. Il rallia les garnisons qui se trouvèrent sur son passage et, abandonnant sans résistance toutes les villes de Lombardie et de Vénétie, excepté quatre seules, Mantoue, Peschiera, Legnago et Vérone, il se renferma dans cette dernière. Le plan de campagne du vieux général était aussi simple qu'habile. Evidemment, il lui était impossible de défendre à la fois contre l'insurrection et l'armée piémontaise, avec les forces dont il disposait, les places si nombreuses de ce pays, la première des contrées stratégiques de l'Europe. Il concentra ses troupes (50 à 60,000 hommes environ) dans une position redoutable où il pouvait faire tête à l'orage pendant longtemps, recevoir des secours de l'Autriche par la route du Tyrol, user l'ardeur de l'ennemi par une défensive adroite, et attendre, choisir à loisir une occasion favorable pour prendre l'offensive à son tour. Ce plan de résistance, exécuté avec autant de prudence que de hardiesse, et trop bien secondé par les fautes de ses adversaires, sauva l'empire d'Autriche. Ce capitaine de quatre-vingt-quatre ans, dont l'Europe ne connaissait pas même le nom au début de cette guerre, en sortit victorieux et célèbre. Ce phénomène militaire présente un bisarre contraste avec le spectacle plus extraordinaire encore qu'avait offert dans les mêmes lieux un général de vingt-six ans, Bonaparte,

battant les plus vieux capitaines de l'Autriche. Et ce qui achève de rendre ce rapprochement curieux, c'est que Charles-Albert succomba par les mêmes fautes que Beaulieu Wurmser, Alvinzi, Mélas avaient successivement commises : le trop grand déploiement de leurs forces et l'hésitation dans les grands mouvements stratégiques. Le génie temporisateur et opiniâtre de l'Autriche s'allia, au contraire, dans le vieux maréchal, avec la promptitude et l'audace. Une des fautes graves de ses adversaires, c'est de n'avoir pas rendu justice à ses talents guerriers. On double la force de l'ennemi qu'on méprise à tort.

XI.

Pendant que l'armée piémontaise, forte de plus de 60,000 hommes, passait le Tessin, l'Adda, l'Oglio, le Mincio, après quelques rencontres où elle s'était couverte de gloire, s'étendait sur toute la ligne de défense autrichienne, depuis Peschiera jusqu'à Mantoue, et menaçait Radetzky dans Vérone, les provinces vénitiennes étaient exposées au plus grand péril. Un corps d'armée autrichien se rassemblait sur la frontière du Frioul. Ce fut alors que le gouvernement vénitien commença à comprendre toute la grandeur de l'illusion qu'il s'était si obstinément faite. Udine était menacée et sans défense. Le comité de cette ville n'avait pas suivi, il est vrai, le fâcheux exemple donné par le général Solera, mais les troupes qu'il avait retenues sous les drapeaux étaient peu nombreuses ; le général Zucchi, qui les commandait, avait à peine 2 ou 3,000 hommes sous ses ordres. Charles-Albert, sur lequel les regards et les espérances de l'Italie s'étaient réunis, était arrêté sous les murs de Vérone, vigoureusement défendue par le feld-maréchal. M. Barthélemy Benvenuti fut député auprès du roi pour en obtenir une division détachée au secours de la Vénétie. Charles-Albert déclara qu'il lui était impossible de se

priver du moindre corps sans compromettre l'issue de la campagne. Il se contenta d'envoyer à Palma-Nova une centaine d'artilleurs piémontais (1). Alors le gouvernement de Venise s'adressa au général Durando, commandant en chef du contingent romain, fort de 20,000 hommes. Ce peuple naturellement brave, auquel le destin avait accordé l'honneur de l'initiative du mouvement, avait su s'en montrer digne par son attitude belliqueuse. Des corps nombreux de volontaires s'étaient rapidement formés à Rome, à Bologne, à Ancone, dans toutes les villes des Etats-Romains. D'imposantes démonstrations en faveur des Lombards-Vénitiens y avaient eu lieu, et la pression exercée par l'enthousiasme national avait contraint le ministère du pape à faire marcher vers le Pô les troupes régulières en même temps que les corps des volontaires. Le général Durando avait été nommé — sous les ordres de Charles-Albert, généralissime de l'armée italienne — commandant en chef du corps expéditionnaire partagé en deux divisions composées, la première des troupes réglées, sous le commandement immédiat de Durando lui-même, la seconde des légions de volontaires, sous les ordres du général Ferrari. Mais la même hésitation, les mêmes tiraillements qui avaient précédé la décision ministérielle, nuisirent à sa prompte et utile exécution. On ignorait alors le véritable et secret motif de ces oscillations, parce qu'on croyait encore à la sympathie ardente et profonde de Pie IX pour la guerre de l'indépendance, et, dans cette ignorance fort pardonnable, on fesait retomber les soupçons et le blâme sur les généraux, sur les ministres, sur Charles-Albert,

(1) Le ministre Paléocapa fut chargé quelques jours après de la même mission. Voici la réponse qu'il reçut du ministre Franzini : « Vu les vives représentations faites à S. M. le roi par Votre Seigneurie sur l'état critique des provinces vénitiennes menacées d'une invasion, S. M. m'a commandé aussitôt d'envoyer au général Durando l'ordre de s'y opposer de la façon qu'il croira convenable, et de l'autoriser à s'y rendre, même avec toutes ses troupes —Volta, 24 avril 1848. »

sur tout le monde, excepté sur le vrai coupable. Le mot de *trahison*, ce mot dont tous les partis ont si fatalement abusé en Italie, était déjà dans toutes les bouches, et, chose ordinaire en pareil cas, plus les accusations étaient invraisemblables, plus elles frappaient vivement les esprits. On apprit bientôt quelle était la cause réelle de ces délais, grâce à l'encyclique du 1er mai.

XII.

Le gouvernement vénitien envoyait messager sur messager aux généraux Durando et Ferrari, afin de hâter leur marche vers les provinces menacées d'une invasion prochaine par le corps de troupes autrichiennes rassemblé sous les ordres du général Nugent. Mais le général Ferrari dépendait de Durando et Durando du ministère, qui dépendait du pape. Tous les efforts et toute la bonne volonté des uns et des autres venaient se briser contre un obstacle mystérieux que chacun s'étonnait et s'indignait de ne pouvoir découvrir. Enfin, la force des choses et du torrent populaire l'emporta sur la volonté de Pie IX quelques jours avant l'encyclique qui la révéla au monde entier. Le général Durando reçut et transmit au général Ferrari l'ordre de passer le Pô et d'aller couvrir la Vénétie avec l'avant-garde de l'armée romaine (1). Mais il était déjà trop tard. Tandis que les troupes auxiliaires se disposaient à entrer en Vénétie, Udine capitulait presque sans coup férir le 22 avril. Sa chute fut le signal de celles de Bellune, de Ceneda, de Conegliano et de plusieurs autres villes de ces provinces. Le Cadore seul, vaillamment défendu par ses montagnards, arrêta pendant près d'un mois l'invasion étrangère. Les Croisés vénitiens envoyés au secours du Frioul se jetèrent dans Palmanova, où le général Zucchi s'était renfermé avec

(1) V. la note précédente.

les forces qu'il avait sous ses ordres, après la capitulation d'Udine. Les lignes du Tagliamento et de la Piave furent perdues, et ce corps, resté tout à fait isolé, ne put jamais parvenir à rétablir ses communications avec l'armée romaine. Celle-ci, après bien des marches et des contre-marches forcées, occupa à grand'peine les hauteurs voisines de Trévise et de Bassano. De légères escarmouches avaient lieu depuis plusieurs jours sur toute la ligne des avant-postes. La première affaire sérieuse s'engagea à Cornuda (6 mai). 6 à 7,000 hommes environ étaient en présence de part et d'autre. Le général Ferrari, séparé du corps de Durando par des causes diversement expliquées (1), presque dépourvu d'artillerie et de cavalerie, et n'ayant sous ses ordres que des volontaires sans instruction et sans discipline, dut battre en retraite après une résistance de huit heures, vainement prolongée, dans l'espérance de recevoir enfin des renforts du corps de Durando. Ferrari se retira avec ses troupes à Trévise. Cette ville ne démentit pas sa brillante réputation de patriotisme ; et le concours énergique que ses habitants prêtèrent au général Ferrari lui permit d'y réorganiser son corps, affaibli et démoralisé par un premier échec. Trévise, bien qu'elle ne fût pas mieux fortifiée qu'Udine, repoussa vaillamment plusieurs attaques fort vives. Ce fut dans une de ces meurtrières rencontres que le général Guidetti, commandant de la place, désespéré d'avoir vu sa bravoure en butte à des soupçons injustes, trouva dans les rangs ennemis la mort qu'il y cherchait. — Vigoureusement repoussés de Trévise, et impatients d'ailleurs de se jeter dans Vérone, où Radetsky attendait des renforts, les Autrichiens, modifiant leur itinéraire stratégique, laissèrent de côté Trévise et Padoue, pour tenter un dernier effort contre Vicence. Dans le cas

(1) V. la brochure que M. Montecchi, aide-de-camp du général Ferrari, a publiée sur cette campagne, et celle du général Durando.

d'une résistance vigoureuse, ils étaient décidés à renoncer également à l'occupation de cette ville, leur but principal, dans cette trouée à travers ces provinces, étant d'effectuer leur jonction avec Radetzky. Vicence, elle aussi, obligea l'ennemi à se retirer le 20 mai. Manin, Tommaseo et le général Antonini, commandant en chef de la place de Venise, assistèrent à cette action, à la tête d'un détachement de la garde mobile vénitienne et de la brave légion que ce général avait amenée avec lui de France. Ce corps, qui comptait plusieurs Français dans ses rangs, se signala dans presque toutes les affaires de cette campagne. Ce fut à côté de Manin et de Tommaseo que le brave général Antonini fut frappé d'un coup de canon qui lui emporta un bras.



LIVRE III.



Arrivée des escadres napolitaine et sarde.—Trieste bloqué. —Singulière défense de cette ville. — Faiblesse des amiraux italiens —Suite et fin de la campagne de Vénétie.— Capitulation de Vicence, de Trévise, de Palma, etc.—Armée formée à Venise des débris de ces garnisons.—Revue rétrospective. — La Croisade; élan admirable de toutes les classes de la société. — Héroïsme des femmes; traits de dévouement et de courage. — Impression produite à Venise par la chute d'Udine.— Le P. Gavazzi et Pie IX. Scènes de dévastation et de carnage. — Une lettre de M. de Metternich. (*a*)

21 MAI — 2 JUILLET.

I.

Peu de jours auparavant, l'apparition de l'escadre autrichienne sur les côtes de Venise, et la menace d'un blocus coïncidant avec les désastres d'Udine, de Bellune, de Cornuda avaient jeté l'inquiétude au sein de cette ville. L'arrivée de l'escadre napolitaine, suivie de près par la flotte sarde, vint bientôt mettre un terme à ces alarmes. Les Vénitiens accueillirent ces braves marins comme des frères dont ils avaient été longtemps séparés. Ce long et impossible rêve de vingt générations, l'unité, parut enfin réalisé le jour où cette flotte,

composée de près de trente vaisseaux sardes, napolitains et vénitiens, mit à la voile (le 25 mai) réunie sous le pavillon tricolore dans lequel se confondaient le cheval de Naples, la croix de Sardaigne et le lion de Saint-Marc. Les revers récents de la Vénétie, l'armée piémontaise arrêtée depuis deux mois sous les murs de Vérone et de Mantoue, les querelles politiques, tout fut oublié à cette vue. Peu de jours après arrivait la nouvelle de la contre-révolution sanglante du 15 mai à Naples. Ferdinand II triomphant envoyait au général Guillaume Pepe, qui marchait vers la Lombardie à la tête de quinze ou vingt mille hommes et au vice-amiral de Cosa, l'ordre de retourner à Naples, le jour même où la flotte italienne se présentait devant Trieste. La division napolitaine abandonna la flotte sous le tir du canon ennemi, et l'armée, arrivée sur la frontière du Pô, rebroussa chemin en dépit des prières et des reproches de son général qui, suivi d'une poignée de braves, continua seul sa route vers Venise. — A l'approche de la flotte italienne, les vaisseaux de l'Autriche avaient abandonné Pola pour se réfugier à Trieste. Le gouverneur, M. de Giulay, ayant refusé de les livrer au contre-amiral sarde Albini, après vingt-quatre heures de pourparlers infructueux, ce dernier lui déclara que la ville allait être bombardée. Mais le bombardement n'eut pas lieu, et les vaisseaux ne furent pas livrés. Les consuls des puissances étrangères à Trieste protestèrent contre cette mesure vigoureuse, et la ville, en qualité de cité germanique, éleva la prétention la plus incroyable. Trieste appartient, disaient ses négociateurs, à la Confédération germanique. La Confédération n'est pas en guerre avec Charles-Albert, donc, la flotte italienne n'a pas le droit d'attaquer Trieste, ville germanique et par conséquent absolument neutre. Ainsi Trieste, qui avait pris la part la plus active à la guerre, qui recelait en ce moment même l'escadre vénitienne dans son port, prétendait, en qualité de ville germanique, être en pleine paix

avec l'Italie! Rien n'était plus absurde que cette argumentation qui faisait de Trieste une place à double usage, à double nationalité, autrichienne pour l'attaque, allemande pour la défense, amie ou ennemie, selon les temps et les circonstances. Ce fut pourtant devant cette prétention inouïe que les entreprises de la flotte italienne s'arrêtèrent, par un excès de débonnaireté qu'il est difficile d'innocenter. On n'osa pas bombarder Trieste, et les vaisseaux vénitiens qu'on réclamait—et qu'on avait pour ainsi dire sous la main —ne furent pas rendus. C'était renouveler et aggraver la faute du 22 mars, c'était abandonner une seconde fois à l'ennemi la flotte, c'est-à-dire l'avenir de Venise. Le Danemarck, en guerre avec l'Allemagne entière, a montré à la même époque ce qu'une escadre peut pour la défense d'un petit Etat en lutte avec une puissance dont l'armée de terre est formidable et la marine nulle. — Trieste était hors d'état d'opposer à Albini une résistance sérieuse. Bien qu'affaiblie par la défection de la division napolitaine, la flotte était encore fort supérieure à tous les moyens de défense de la place. Pour s'emparer de la ville et de l'escadre, quelques coups de canon, un peu d'audace peut-être suffisaient, et on laissa échapper l'une et l'autre par la crainte chimérique d'une rupture avec la Confédération germanique. Jamais l'Europe et l'Allemagne même n'eussent considéré ces légitimes représailles contre une ville autrichienne comme une déclaration de guerre. Les diplomates sardes furent probablement les seuls qui ne le comprirent pas, et leur incapacité sauva l'Autriche. Vraiment, lorsque ces souvenirs vous apparaissent à côté du cadavre de Venise, on serait tenté de ne voir dans cet immense désastre qu'une immense perfidie, si l'on ne découvrait en même temps dans ces hommes un manque de hardiesse, un aveuglement, un vertige d'optimisme et d'hésitation qui suffit pour tout expliquer.—Pourquoi faut-il que le commandant de la division vénitienne qui voyait sans

doute, dans cette déplorable inaction de la flotte, la ruine de sa malheureuse patrie, n'ait pas conçu alors une de ces résolutions désespérées que leur motif excuse et que le succès absout! Un seul coup de canon tiré par un de ses vaisseaux engageait toute la flotte dans un combat dont l'issue ne pouvait être douteuse. Le contre-amiral Bua n'eut pas cette pensée ou du moins l'audace nécessaire pour l'exécuter. Le bombardement fièrement annoncé se transforma en simple blocus, et le blocus finit par disparaître complaisamment devant les réclamations du commerce (15 juillet) (1).

II.

Peu de jours après la réception de ces tristes nouvelles, la bataille de Goïto et la prise de Peschiera (30 mai), également glorieuses pour l'armée italienne, relevèrent à Venise l'esprit public qu'une fatalité si obstinée commençait à abattre. Les coups de la fortune et les fautes des hommes avaient si vite assombri les riantes perspectives de l'avenir italien! Charles-Albert, trop sérieusement occupé en Lombardie, n'avait jamais envoyé aux provinces vénitiennes les secours de troupes qu'elles demandaient instamment. Le contingent romain, placé sous ses ordres par le ministère romain, était devenu insuffisant après la déroute de Cornuda et la dissolution de quelques corps, qui en avait été la conséquence. Vicence, cité tout-à-fait ouverte, défendue vaillamment durant trois jours, sous les

(1) Citons ici un passage d'une dépêche du ministre des affaires étrangères Pareto, laquelle prouve bien la faiblesse de sa politique : « Les commandants de la marine royale (sarde) ont reçu l'ordre de ne se porter à aucun acte d'hostilité contre les bâtiments de guerre autrichiens, sauf qu'ils n'y soient provoqués par ceux-ci. » (*Correspondance officielle*, etc., lettre du ministre Pareto à lord Abercromby. Turin, 29 mars 1848.)

ordres du général Durando et du colonel Belluzzi, par ses intrépides citoyens, par les Suisses du pape, par les volontaires de la Vénétie, capitula le 10 juin après la plus honorable résistance. Sa chute entraîna la soumission de tout le reste du pays. Padoue, Este, Rovigo, etc., se rendirent sans coup férir. Trévise seule, qui s'était déjà couverte d'honneur dans de précédentes rencontres, Trévise s'obstina à résister. Il fallut céder pourtant à des forces trop supérieures après une opiniâtre défense, et le 14, elle capitula à son tour. Ce fut là un fait d'armes glorieux, mais doublement funeste aux vaincus. Si les vaillantes troupes qui disputèrent le terrain pied à pied aux ennemis, avaient abandonné Trévise sans retard, avant que Venise fût bloquée par les Autrichiens, elles auraient pu se jeter dans cette place et y auraient grossi le corps d'armée qui allait s'y renfermer sous les ordres du général Pepe (1). Mais il était écrit que, dans cette malheureuse campagne, tout tournerait au détriment de Venise, tout, jusqu'à la bravoure de ses défenseurs. Les garnisons de Padoue et de quelques autres villes furent donc les seules qui parvinrent à se jeter dans Venise, avec les braves Napolitains de Pepe, le bataillon des volontaires Lombards, que Milan avait fraternellement envoyé au secours de Venise, et les restes de la division romaine de Ferrari. Ces troupes, réunies à celles que Venise comptait déjà, s'élevaient à près de 20,000 hommes. Le lendemain de leur arrivée (15 juin) le général Pepe fut nommé commandant en chef de l'armée de Venise (2). Le blocus autrichien du côté de terre commença le même jour, et quelques travaux de siége furent même entrepris dès-

(1) Les Croisés vénitiens de Palma purent seuls y parvenir, bien que cette place se fût rendue la dernière (26 juin), un article spécial de la capitulation leur assurant le passage à travers la ligne de blocus.

(2) Peu de temps après, il succéda, dans le commandement de la place aussi, au général Antonini, qui passa en Lombardie.

lors par les Autrichiens. Mais leur parc d'artillerie et leurs moyens d'attaque étaient trop insuffisants à cette époque pour qu'ils tentassent rien de sérieux. Ils se bornèrent à jeter de temps en temps quelques bombes dans les forts, et à risquer deux ou trois coups de main qui furent vigoureusement déjoués par l'intrépidité et la vigilance de la garnison. Quelques sorties des assiégés et quelques escarmouches d'avant-postes résument l'histoire des premiers mois de ce siége dont la suite devait être si mémorable.

III.

Pour compléter le tableau de cette période (26 mars — 2 juillet), nous n'avons plus qu'à retracer quelques scènes, quelques épisodes qu'il nous était impossible de relier à l'ensemble des faits qui précèdent. Il nous faudra pour cela retourner un peu en arrière : mais nous sacrifions ici volontiers l'ordre stérilement chronologique à l'enchaînement, à la clarté logique de notre récit.—Dès le mois de mars, une *Croisade* nationale avait été prêchée. Dans un siècle d'incrédulité et d'égoïsme comme le nôtre, pour ressusciter une idée morte depuis cinq siècles, pour rattacher Bouillon, Michieli, Dandolo à Charles-Albert, à Pie IX (on croyait encore alors au patriotisme de Pie IX), il fallait certes toute la puissance du sentiment populaire. Cette puissance ne fit pas défaut à l'idée. Nous citerons à l'appui un témoignage qui n'est pas suspect aux ennemis du peuple : « Les peuples ita-« liens, auxquels les régénérateurs eux-mêmes « osèrent jeter si souvent et si à tort (notons en « passant que ceci n'est nullement exact) le repro-« che d'incapacité, d'insouciance, d'inertie et de « lâcheté, ces peuples, en mille occasions, lors « de la fameuse croisade, se montrèrent noblement « dévoués et admirablement courageux (d'Arlin-« court). » Il est superflu d'ajouter que Venise ne

resta pas étrangère à ce grand mouvement. L'une des premières, cette ville vit la croix rouge briller sur la poitrine de ses volontaires. En quelques jours, des corps nombreux s'organisèrent. Les jeunes gens les plus riches, les plus distingués, accouraient s'y enrôler à côté de l'ouvrier, du paysan. Hommes de lettres, professeurs, artistes, avocats, ils n'hésitaient pas à renoncer à une vie aisée et tranquille pour partager les fatigues et les périls des soldats. Des vieillards, des prêtres (en petit nombre, il est vrai), des femmes même— prirent les armes. Nos sociétés, si méprisables, si corrompues à la surface, renferment dans leurs flancs tant de générosité, d'énergie, de toute-puissance, toujours prête à déborder au premier signal inspirateur ! Pour ceux qui le nient, quel vertige, quelle transformation incompréhensible que le dévouement de ces femmes italiennes, si ignorantes jusqu'alors, disent-ils, de patrie et de liberté. Les traits honorables pour leur patriotisme furent nombreux à cette époque: nous n'en citerons que quelques-uns, mais qui sont comparables à tout ce que l'antiquité nous a laissé de plus grand.

Une dame de Pérouse, *Danzetta*, avait envoyé ses deux fils au camp. L'un d'eux fut tué à Cornuda. Quand on vint le lui apprendre, elle s'écria : *J'espère bien que l'autre n'aura pas pris la fuite.* — Un Romagnol, jadis proscrit par l'Autriche, revenait d'Amérique embrasser sa vieille mère lorsque la guerre éclata. Voici le billet qu'il reçut d'elle : J'ai désiré bien longtemps te revoir avant de mourir. Mais si tu revenais à présent, aurais-je la force de te laisser repartir ? Va, combats pour ta patrie. Si tu es tué, nous nous reverrons bientôt. Dieu me tiendra compte de mon sacrifice. — Silvia Alberi, de Sienne, avait un fils unique, elle l'envoie combattre en Lombardie. Il est blessé sous les murs de Mantoue. Sa mère accourt lui prodiguer les soins les plus tendres, puis, dès qu'il est guéri, elle l'exhorte la première à re-

tourner sous les drapeaux et l'accompagne à Brescia. — A Bologne, uue jeune fille, enthousiasmée par un discours du P. Gavazzi, demandant de l'argent et des soldats au peuple, vend ses magnifiques cheveux à un coiffeur et en donne le prix au moine patriote. Une autre, sur le point de se marier, prend son fiancé par la main, s'approche de la tribune du prédicateur, entourée d'hommes qui demandaient la croix, et lui dit : Je ne possède que lui, et je le donne à ma patrie. S'il revient, nous nous marierons ; s'il ne revient pas..... il y aura de la place pour moi aussi (1). — A Venise, lors des prédications du même moine (nous en parlons plus loin), une pauvre femme lui amena ses deux fils, son unique appui, et plaça de sa propre main le signe des croisés sur leur poitrine. Plusieurs s'enrôlèrent elles-mêmes et firent toute la campagne de Vénétie. — A Palerme, une femme voyant les insurgés ébranlés par le feu meurtrier des artilleurs royaux, court ramasser quelques éclats de bombe sous une grêle de boulets et les présente aux fugitifs, en répétant, sans le savoir, à coup sûr, un mot célèbre de l'antiquité : *Voyez, cela ne fait point de mal.* — A Milan, plusieurs dames et entre autres Giulia Pezzi et Sessi, se battirent en véritables soldats. — Giacinta Lachinati, qui avait suivi son mari à la guerre, fut la dernière à quitter le champ de bataille de Cornuda. — Quant aux Belgioioso, aux Modena, aux Bevilacqua, il suffit de les nommer pour les désigner à l'admiration de nos lecteurs.

Malheureusement, la Croisade, comme tant d'autres choses, pécha à Venise par défaut de direction, d'organisation. Des hommes dépourvus de talent et même d'instruction militaire furent mis à la tête de ces braves jeunes gens, qui, pleins d'enthousiasme, mais tout-à-fait neufs au métier de soldat, avaient cependant besoin, avant tout, de chefs habiles et expérimentés. Des

(1) *Faits et Paroles*, Venise, 1848.

vétérans, mêlés dans leurs rangs, leur auraient été également précieux, comme instructeurs et comme modèles : mais le licenciement de l'armée faisait sentir là encore ses tristes résultats. On envoya les croisés faire le coup de feu avec les vieux soldats autrichiens avant même de leur avoir appris l'usage de leurs armes. Ils devaient, apparemment, apprendre l'exercice chemin faisant : quelques étapes étaient censées suffisantes pour achever leur éducation militaire. Et pourtant, en dépit de tant d'obstacles, les croisés vénitiens se conduisirent en braves à Sorio. à Montebello, à Palma-Nova, à Osoppo, à Vicence.

IV.

Quelques jours à peine après le départ des Croisés, on reçut à Venise la triste nouvelle de la capitulation d'Udine. La perte de cette ville, sans fortifications et sans soldats, n'eût certes pas été chose fort grave dans une campagne ordinaire; les conditions exceptionnelles de celle-ci la transformaient en catastrophe. Quelle faute la Vénétie ou plutôt son gouvernement avait-il donc commise pour que cet horizon si serein se couvrît sitôt de nuages? — Cette faute, nos lecteurs la connaissent déjà. Ebloui par cette perspective radieuse, ne doutant plus de la victoire, il n'avait rien fait de tout ce qui était nécessaire pour justifier cet optimisme. Un revers aussi inattendu plongea le pays dans un découragement d'autant plus profond que la confiance avait été plus excessive. Il nous est douloureux d'ajouter que, cette fois, le peuple, lui aussi, ne comprit pas ses devoirs; mais nous avons promis d'être véridique, et nous le serons jusqu'au bout. Assez de gloire, de dévouement et de ruines ont fait oublier cette faute pour qu'il nous soit permis d'en parler avec pleine franchise. « A taire ce qui amoindrit les « noms qu'on adore, je ne vois que faiblesse et

« lâcheté.» (Louis Blanc.) Cette sévérité scrupuleuse sied bien aux grandes renommées. Tout bon vénitien nous remerciera de n'avoir pas refusé à son pays cette dernière preuve d'estime. — Oui, si Venise avait été excusable jusque-là de s'endormir, le premier et noble élan de la *Croisade* passé, dans une sécurité dont son gouvernement semblait par ses actes vouloir lui faire un droit et presqu'un devoir, elle ne le fut plus lorsque la chute d'Udine vint déchirer brusquement le bandeau qu'on avait mis sur ses yeux. Le moment était venu pour le peuple d'accomplir, par une de ces inspirations sublimes qui lui sont propres, ce que ses chefs ne songeaient pas même à lui proposer. Il ne le fit pas, et lui, qui devait s'honorer bientôt par des prodiges de dévouement, lui qui en avait déjà tant montré lors de la *Croisade*, il s'abandonna, après les désastres du Frioul, à une stupeur bientôt suivie d'un nouvel accès de confiance inerte. Rien ne prouve mieux l'action funeste et rapide qu'avait exercée sur lui la politique timide de son gouvernement. Si nous voulions à tout prix achever de justifier le peuple, nous n'aurions qu'à insister sur l'attitude du gouvernement, si déplorable ici encore. Pendant cinq jours, par son silence, il laissa s'agiter stérilement dans l'anxiété du doute, une population que d'autres eussent enflammée par de vigoureuses mesures. Pendant cinq jours, — aussi longtemps que possible, selon son habitude, — il lui cacha les fâcheuses nouvelles qu'il avait reçues du Frioul ; ce n'était pas le revers, à ce qu'il paraît, qu'il croyait grave, c'était la nécessité de l'annoncer. S'il avait pu le taire encore un mois ou deux, il n'aurait probablement plus douté du salut de la patrie. — De pareils moyens ne sont pas faits, on en conviendra, pour électriser une nation.

V.

Vers la fin du mois d'avril, le P. Gavazzi était arrivé à Venise. Ce moine barnabite, qui allie

quelque peu la rudesse théologique de Luther à l'enthousiasme guerrier de Pierre l'Hermite, était venu de Rome prêchant la guerre et l'aumône nationales sur les places publiques. Partout, le peuple répondait dignement à cette parole énergique qui lui demandait des hommes et de l'argent au nom de Dieu, de l'indépendance et de Pie IX. Le retour aux mœurs du temps des Croisades était aussi complet que possible. On put, sans trop d'efforts, se croire ramené au dogat de Michieli le jour où le père Gavazzi harangua la foule pour la première fois sur la place Saint-Marc. Les costumes du moyen-âge, les croix rouges des *Crociati*, les armes anciennes, les bannières de Saint-Marc achevaient l'illusion. Quarante mille auditeurs se pressaient, à la lueur des flambeaux, autour de l'estrade improvisée du prédicateur démocratique. Tous, hommes et femmes, venaient y déposer tour à tour leur offrande, bijoux, montres, bracelets, boucles d'oreille, bagues, chaînes d'or, tout ce qu'ils avaient sur eux de quelque valeur. Quand ils n'avaient plus rien à donner, les plus nobles dames et les plus pauvres ouvriers se partageaient fraternellement le soin de recueillir les dons de la multitude. Le produit de cette seule soirée s'éleva à plusieurs milliers d'écus! Quel rêve que le souvenir, en 1851, de cette scène de 1848! de cette année où l'Europe transfigurée jetait chaque jour une page brûlante à l'histoire!

VI.

Tandis que dans Venise la parole ardente du P. Gavazzi appelait l'Italie aux armes au nom de Pie IX, la fatale encyclique du pape (1er mai) plongeait la nation entière dans la plus douloureuse stupeur. Ce qui était depuis plusieurs mois un doute pour quelques-uns, était devenu une réalité pour tous. Pie IX, invoquant la loi pacifique du Christ, refusait hautement de pren-

dre part à la guerre de l'indépendance. Nous voulons croire cette objection sincère, mais était-elle fondée? Plusieurs papes n'avaient-ils pas cru pouvoir faire la guerre sans souiller la tiare? et Pie IX lui-même n'a-t-il pas consenti plus tard à laisser rétablir son pouvoir temporel par une guerre sanglante? ou bien soutiendra-t-on hardiment que ce qui était anti-chrétien et impie contre l'oppression autrichienne était juste et légitime en faveur du pouvoir temporel? Enfin, le système représentatif, séparant nettement les actes du roi constitutionnel de ceux du pontife, n'offrait-il pas un terme-moyen, un abri qui semblait inventé tout exprès pour remédier aux inconvénients de la réunion des deux pouvoirs? Puisque Pie IX n'avait pas assez de génie pour accepter le rôle de pape réformateur, puisqu'il n'avait pas assez de sagesse pour renoncer au pouvoir temporel (1), il devait du moins abriter sa faiblesse derriere la fiction constitutionnelle. Il ne comprit pas même le secours, pour ainsi dire providentiel, que ce dernier parti lui offrait; il aima mieux suivre, tête baissée, les vieux errements du passé. Nous savons tous maintenant à quel abîme ils conduisent.

VII.

Pour comble de fatalité, la nation elle-même, mal conseillée, mal inspirée, n'adopta point alors la seule résolution qui fût digne d'elle.

(1) Pour bien comprendre le rôle de la papauté en Italie, relisez les admirables passages de la *Divina Commedia*, dans lesquels Dante s'élève contre le pouvoir temporel du Saint-Siége. (*Enfer* XVII, *Purgat.* XVII, *Paradis* XXVII, etc.) — Le pape Léon XII disait à Chateaubriand : « Jésus-Christ ne s'est point prononcé sur la forme des gouvernements. . La religion catholique a prospéré au milieu des républiques comme au sein des monarchies. » (*Mémoires d'outre-tombe*). Pie IX était donc, même au point de vue catholique, parfaitement libre d'introduire dans ses états toutes les réformes qu'il jugeait convenables.

Au lieu de se séparer de Pie IX sans retard, sans hésitation, elle s'obstina à nier, à dissimuler à elle-même cette défection éclatante. Longtemps après une déclaration qui levait tous les doutes, plus d'un journaliste, d'un homme d'Etat, parlait encore du libéralisme de Pie IX, du patriotisme de Pie IX, du concours précieux que l'Italie devait s'en promettre, et traitait de brouillons, d'incapables, d'alarmistes, de mauvais citoyens, en un mot, tous ceux qui ne partageaient pas cette illusion (1)! C'était s'appuyer obstinément, follement sur une planche qu'on savait pourrie, et sous laquelle on entrevoyait clairement le précipice. Faute grave! d'autant plus grave que des remontrances, des avis donnés avec force et à propos par des hommes considérables, auraient épargné au pays, dans vingt circonstances, des retards, des hésitations d'une portée incalculable. Qui pourrait nier, par exemple, les conséquences diverses qu'aurait eues pour l'Italie la Révolution de Rome accomplie quelques mois plus tôt? Mais on eût dit que, pour confesser les malheurs des temps et les fautes des hommes, certaines gens attendaient invariablement qu'ils fussent irréparables. Pour qu'ils jetassent un cri d'alarme et d'avertissement, il fallait absolument commencer par rouler jusqu'au fond de l'abîme! Leur intention était honnête, sans doute — nous le disons bien haut — mais l'aveuglement, l'illusion poussés si loin, ont forcément l'apparence et les résultats de la trahison. Quelques-uns, enfin, bons patriotes, du reste,

(1) Voici ce que le gouvernement de Venise lui-même disait dans un document officiel, *quinze jours* après l'allocution et l'encyclique: « Citoyens, comptez sur les troupes pontificales que Pie IX nous destine dans la persévérante bonté de son cœur. La parole de *guerre* qu'il hésitait à prononcer, parce qu'il voudrait n'être qu'un médiateur de paix, est sortie de son âme généreusement émue, parce qu'il a compris qu'elle était indispensable désormais au salut de l'Italie. » (Proclamation au peuple vénitien, n. 115 du journal officiel, 1848.)

eux aussi, mêlaient un peu de calcul à leur aveuglement : ils étaient moins convaincus que désireux de convaincre les autres ; ils espéraient diminuer le péril qu'ils s'avouaient à eux-mêmes en le cachant à autrui, en alimentant l'espérance *quand même*. Déplorable système de palliatifs, de somnifères, de réticences prétendues habiles, que nous avons déjà blâmé dans le gouvernement vénitien et qu'on ne retrouve que trop souvent ailleurs aussi ! Ce système-là aboutit toujours, à moins de chances inespérées, à une catastrophe.

VIII.

Nous clôrons cette série de tableaux par quelques-unes des scènes de pillage et de dévastation qui marquèrent le passage des troupes autrichiennes sur le sol italien. Triste et indispensable contre-partie des traits de dévouement qui précèdent ! Ici, nous croyons devoir céder la parole à des témoins oculaires. Nous recommandons surtout à l'attention de nos lecteurs le passage suivant. Quelle vérité, quel témoignage accablant dans ces paroles d'une femme naïve et pieuse, qui raconte en frémissant les horreurs qu'elle a vues de ses propres yeux et qui les raconte dans une ville autrichienne en état de siége (1) ! Cette simple lettre est tout un document historique : « De la fenêtre de ma chambre, j'ai vu les flammes qui ont dévoré le village de Jalmico (en Frioul) et les biens de ses pauvres habitants ; çà et là, j'ai vu briller en même temps les incendies de plusieurs autres villages, punis eux aussi de la seule faute d'être italiens. J'entendais les cris sauvages et les hurlements ivres des soldats acharnés au pillage. J'entendais, plus près de moi, sous mes fenêtres, les gémissements des malheureux échappés au

(1) Cette lettre a paru dans le premier numéro du *Journal de Trieste*, octobre 1848.

carnage; j'apprenais de leur bouche les horreurs de cette nuit épouvantable. Ils me disaient, et plus de cent témoins me l'ont répété plus tard, les prêtres insultés, les tombes ouvertes, les os des morts et les saintes reliques souillées, les autels, les images mutilés, les vases sacrés profanés. Ces pauvres paysans m'ont même assuré que le sacrilége fut poussé jusqu'à faire manger aux chevaux les hosties consacrées! Je n'ai pas vu moi-même ces dernières abominations, mais je vois maintenant, de mes propres yeux, les pierres sépulcrales brisées, les traces de mains barbares sur les autels, les restes des tableaux, des bannières brûlés. Je vois la chambre dévastée où un vieillard de soixante-dix ans, Antoine Busetto, fut massacré parce que, étant sourd, il ne put répondre aux misérables qui lui demandaient de l'argent. Je vois l'arbre au pied duquel eut lieu, plusieurs jours après l'invasion, le martyre d'un pauvre villageois que les soldats voulaient forcer à blasphémer le nom du pape, et qui expira sous leurs coups. Et, tandis que j'écris ceci, je suis entourée d'une troupe de malheureux, sans pain, sans asile, qui me désignent, l'un, la place où s'élevait sa maisonnette, l'autre, l'endroit où la cavalerie s'était postée pour empêcher la fuite de ces victimes!.. A côté de moi est assise une pauvre vieille, Maria Masini, le bras cassé et le visage mutilé par les coups de crosse qu'elle a reçus en défendant un enfant de cinq ans que des soldats bâtonnaient... Ces horreurs et d'autres plus grandes encore, que ma plume se refuse à retracer, ne sont que trop vraisemblables de la part d'une soldatesque effrénée et sauvage; mais que dire des chefs qui les commandèrent, les permirent ou les laissèrent impunies? » —Voici maintenant en quels termes un autre écrivain résume ces actes de barbarie et de pillage de l'armée d'invasion : « Le récit des incendies, des dévastations, des rapines, des viols, des sacriléges, des assassinats commandés contre des gens sans défense, et les divers

genres de supplices, et les insultes prodiguées au courage malheureux, l'ironie féroce insultant à l'agonie des victimes, tous ces faits atroces, racontés un jour par quelque écrivain de génie, ajouteront une page honteuse à l'histoire des invasions barbares. Et ne croyez pas que ces actes féroces fussent le résultat de l'indiscipline des troupes ou de la cruauté de quelque chef isolé. Tout le monde connaît la subordination des soldats impériaux... La conduite de l'ennemi envers nous a été uniforme, réfléchie et, pour ainsi dire, logique.... De l'Isonzo au Tessin, le même fait se reproduit constamment : volonté manifeste dans quelques-uns, ordre froidement médité, vengeance d'un maître irrité, espérance d'étouffer l'ardeur nationale dans la terreur et le sang (1). »

IX.

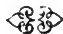
Quels récits! quelles atrocités, grand Dieu! Et cependant, qu'est-ce encore que tout cela, à côté des monstrueuses cruautés dont Milan fut le théâtre et que Cantù et Pepe nous racontent? — « On trouva un groupe de huit enfants dont les uns avaient été broyés contre les murailles, les autres jetés à terre et écrasés à coups de pieds. On en trouva deux cloués sur une caisse, deux brûlés avec de l'essence de térébenthine, un autre, traversé d'une baïonnette, avait été fiché à un arbre et là se tordait dans une lente agonie... Cinq têtes d'enfants coupées furent placées sous les yeux de leurs pères mourants. Un fœtus, arraché du sein de sa mère, servit de jouet à des mains scélérates. Dans le sac d'un Croate, fait prisonnier, on trouva deux mains de femmes chargées de bagues. Grand fut le nombre des infortunées auxquelles on creva les yeux, on coupa la langue, les mains et les pieds. Les monstres les déshonoraient et puis

(1) *Gazette de Venise*, 22 août 1848.

les tuaient avec leurs baïonnettes. Quelques malheureux furent brûlés vifs dans la chaux, d'autres ensevelis vivants dans des égouts ou dans des puits. Huit cadavres furent trouvés brûlés dans une auberge de la porte Tosa, autant à la porte Vercellina, dix près de la porte du Tésin, horriblement mutilés. (1) » Nous omettons, pour éviter d'effroyables répétitions, plusieurs autres traits non moins affreux, rapportés par les mêmes auteurs, et nous ne parlons pas des horreurs dont Brescia fut victime plus tard et qui peut-être les surpassèrent tous ! — Voilà les souvenirs horribles que l'histoire doit agiter aux yeux de l'Italie opprimée pour qu'elle se lève un jour furieuse, aux yeux de ses détracteurs, de ses ennemis, abusés ou perfides, pour qu'ils rougissent enfin de leurs actes et de leur opinion ! Voilà les titres de gloire que les admirateurs de l'Autriche doivent signer de leur nom — la page dégouttante de sang italien que tout Italien doit appendre à ses foyers, esclaves des hommes qui l'ont versé ! Ah ! n'en doutez point, oppresseurs et victimes ! de telles atrocités ne restent point impunies. Il y a une Providence ici-bas, quoi qu'on dise et quoi qu'on ose. Il y a une limite, posée par l'homme même, au-delà de laquelle le crime s'arrête et l'expiation commence. Cette limite est dépassée depuis longtemps en Italie, — le jour de la justice est donc proche.

(1) Pepe, *Histoire*, etc.; Cantù; Cattaneo, *Insurrection de Milan*.

(a) Nous nous sommes imposé la loi de ne pas surcharger ce livre de documents et de longues notes ; mais nous devons y faire exception en faveur des pièces aussi peu connues que curieuses. De ce nombre est une lettre autographe de M. de Metternich à Radetzky, publiée par le journal officiel de Milan, le 9 mai 1848. Elle commente d'une façon inattendue quelques-uns des faits que nous venons de raconter: « Mon honorable ami,—le comte de Fiquelmont vous remettra cette lettre et vous expliquera brièvement sa mission, etc., etc. La politique et la guerre sont inséparables. Concertez-vous donc, *brevi manu*, avec le comte, qui vous donnera tous les éclaircissements nécessaires sur notre situation politique, et vous rendra là-dessus le calme si nécessaire à un général énergique. Cher feld-maréchal, nous avons traversé tous deux des temps bien difficiles; nous avons accompli ensemble de grandes choses, et nous sommes destinés par la Providence à ne pas couler en paix nos derniers jours. Les temps passés ont demandé de grands efforts, ils ont été pourtant meilleurs que le présent. Vous et moi nous savons lutter contre des corps; mais que peut la lutte matérielle contre des fantômes? C'est contre des ombres en effet que nous avons à combattre. Il ne manquait plus au monde que l'apparition d'un pape *liberalischend* (libéralisant.) Dieu vous conserve encore longtemps au souverain et à l'Etat! Recevez, etc.—Vienne, 22 août 1847. »



LIVRE IV.



Ouverture de l'Assemblée nationale.—Tommaséo, Manin et Paléocapa.—L'annexion est votée.—Raison suprême qui détermine ce vote —Nomination d'un nouveau gouvernement; ses principes, sa conduite. — Réaction de l'opinion publique. — Un article de M. Tommaséo. — Le *Cercle italien* et M. Giuriati. — L'opposition fait chaque jour de nouveaux progrès. — Suite de la campagne de Lombardie. — Charles-Albert; son caractère, ce qu'il fit et ce qu'il aurait pu faire, ses plans, etc. — Bataille de Custoza. — Capitulation de Milan et armistice du 9 août. — Quelques mots sur le passé et le présent de l'Italie.

3 JUILLET — 10 AOUT.

I.

Ce fut le 3 juillet qu'eut lieu l'ouverture de l'Assemblée nationale, retardée par les événements que nous venons de raconter. Elle se réunit dans cette salle du grand conseil qu'avaient illustrée tant de délibérations mémorables, qu'une seule avait déshonorée sans retour le 12 mai 1797—cinq ans, jour pour jour, après la naissance de Pie IX—et où, un an auparavant, le congrès scientifique avait tenu ses séances. Que de transformations dans ce court espace de temps! La gravité des questions qui allaient s'agiter donnait à cette session une im-

portance que l'Assemblée elle-même n'aurait pu lui prêter. Presque tous les membres en avaient été choisis au hasard dans un pays tout-à-fait neuf aux luttes politiques (1), et où, par conséquent, les élus et les électeurs étaient à peu près complètement inconnus les uns aux autres. Une foule émue se pressait aux environs du palais ducal. Bien que chacun prévît aisément le vote définitif, bien que la pente irrésistible de l'opinion et de la situation entraînât l'Assemblée vers la *fusione*, Venise attendait avec anxiété que le scrutin proclamât l'arrêt irrévocable. Les souvenirs immortels du passé vivant encore dans ces lieux, magnifiques témoins de la grandeur républicaine, et se mêlant aux idées nouvelles que la France venait de soulever, frappaient toutes les imaginations. Mais, pour si naturelle, pour si saisissante que fût cette impression, elle n'était pas en harmonie avec l'impérieuse loi de la nécessité; la forme républicaine était devenue, par le fait des autres états italiens, aussi impossible à Venise qu'ailleurs. L'Assemblée comprenait cette impossibilité, peut-être même ne la comprenait-elle que trop. La séance était à peine ouverte, le bureau de la présidence n'avait pas encore été nommé, la vérification des pouvoirs n'avait pas même commencé et déjà quelques membres impatients voulaient résoudre à l'instant même la solennelle question pour laquelle ils se trouvaient réunis. M. Tommaséo et plusieurs autres s'élevèrent avec force contre une telle précipitation. Ils rappelèrent les suites à jamais déplorables qu'avait eues, dans cette même enceinte, une erreur semblable, le 12 mai 1797. Ils agitèrent, sous les yeux de l'Assemblée, les souvenirs accablants d'un demi siècle d'esclavage imposé à Venise par cette précipitation fatale. M. Manin s'écria : « L'Italie, l'Europe nous contemple; tâchons de sauver au moins les apparences d'une discussion libre. » Ces protestations

(1) Voir la note 1, page 97.

honorables imposèrent silence à leurs adversaires et la discussion fut renvoyée au lendemain.

II.

Dans la séance du 4, après la lecture des rapports de MM. Manin, Camerata et Paulucci, M. Tommaseo monta à la tribune. La probité sans tache de sa vie privée, la splendeur de sa renommée littéraire, la fermeté de ses convictions et son éloquence sévère, lui donnaient le droit et le courage de défendre une cause que ses collègues désertaient. Il parla avec énergie, sans détours et sans arrière-pensée, en faveur du principe républicain. Mais le seul argument spécieux qu'il pût invoquer contre l'annexion immédiate, c'était la convenance de remettre la décision d'une question vitale à des temps plus calmes. Or, ce moyen dilatoire était réfuté précisément par la situation du pays. Renvoyer à un avenir plus ou moins éloigné une pareille décision, c'était résoudre la question par la question elle-même. L'assemblée avait été expressément convoquée afin de mettre un terme à l'incertitude du pays en la tranchant sans délai. La solution, quelle qu'elle fût, devait être avant tout prompte et nette. On admira l'éloquence ferme, sévère et pourtant colorée de M. Tommaseo, on rendit justice à son opiniâtreté consciencieuse, mais on vota contre l'opinion qu'il avait défendue. Cette opinion était en effet condamnée d'avance par l'attitude de l'Italie et par la force, hélas! irrésistible des faits. L'assemblée de Venise ne pouvait que ratifier cette sentence de la nation et de la nécessité, contre laquelle l'âme du penseur se révoltait en vain. Ces débats, cette éloquence inutiles avaient le sombre et douloureux attrait du spectacle de la logique aux prises avec la destinée. — M. Paléocapa, ingénieur fort distingué, esprit pratique et positif, comme il le dit lui-même, répondit au discours du poète. Il aurait pu s'en dispenser

sans doute. La force incontestable des choses avait déjà réfuté l'orateur républicain. M. Paléocapa n'eut pas de peine à le faire une seconde fois, et, il est juste de l'avouer, avec talent. L'assemblée accueillit son discours avec les signes les moins équivoques de satisfaction, et, impatiente de fermer cette discussion orageuse, elle allait voter lorsque M. Manin se dirigea vers la tribune et lança au milieu du débat la déclaration suivante :

« Je n'ai pas changé d'opinion, dit-il, mais je vois « clairement que beaucoup de ceux qui m'entourent « ici en ont changé. C'est une parole de concorde « et de fraternité que je viens prononcer à cette « tribune. Je viens prier les républicains généreux « de sacrifier pour à présent leurs convictions à « l'urgente nécessité d'une défense compacte. Il « faut qu'il n'y ait plus aujourd'hui ni républi- « cains ni royalistes, mais seulement des Italiens. « Au reste, les annexions, les fusions, tout est pro- « visoire maintenant. J'en appelle à l'avenir qui « nous appartient, j'en appelle à la future diete « italienne à Rome. » — Cette déclaration était aussi nette, aussi sincère que peu habile. C'était alarmer de nouveau le parti monarchique au moment où l'on reconnaissait par un acte aussi grave la nécessité absolue de son appui ; c'était tout remettre en question dans un avenir prochain, et aller, par conséquent, précisément contre le but que M. Manin lui-même essayait d'atteindre dans le présent : l'union et la confiance. — Ce furent cependant ces paroles qui achevèrent d'ébranler le petit nombre de républicains qu'on comptait encore parmi les représentants. La prise en considération de la proposition d'annexion fut votée à l'unanimité moins trois voix, l'annexion immédiate à l'unanimité moins six voix, et la nouvelle de ce résultat fut reçue par le peuple avec un calme que l'agitation des jours précédents ne semblait pas présager. La république de Venise n'existait plus, elle était absorbée dans la Sardaigne comme la Lombardie, Parme, Modène, comme toute la

Haute-Italie, en un mot. Tel était le nom donné par anticipation au nouveau royaume que la maison de Savoie essayait de fonder. — La question de l'annexion fut longuement débattue, dans le temps, au point de vue des intérêts positifs, des convenances politiques, etc., et sur ce terrain, il était aisé de conclure à l'affirmative. Nous ne l'envisagerons, nous, qu'à celui, beaucoup plus élevé, de l'honneur, du patriotisme, et toutefois — par une exception assez rare, — nous arriverons à la même conclusion.

III.

Venise, la ville italienne par excellence, pouvait-elle refuser d'accomplir un acte d'abnégation que l'Italie entière lui demandait? — Non, mille fois non! — « L'Italie s'abusait, m'objecterez-vous, l'Italie, en embrassant la monarchie, courait à une perte certaine, et Venise ne devait pas se laisser égarer, elle aussi. » Mais cette erreur affranchissait-elle Venise du devoir de partager le destin, quel qu'il fût, de la nation à laquelle elle appartenait? Si vos frères, vos amis, rejetant vos pressantes remontrances, s'obstinaient à courir en aveugles vers un péril certain, terrible, les abandonneriez vous après les avoir vainement avertis? les laisseriez-vous courir seuls aux abîmes que vous leur auriez signalés? Non sûrement. Eh bien! la Lombardie avait donné la première à Venise l'exemple de la plus généreuse fraternité, alors qu'elle avait refusé l'indépendance que l'Autriche lui offrait au mois de mai, *à elle seule*, en déclarant qu'elle se battait pour la liberté d'une nation et non pour celle d'une province. Les Toscans et les Romains avaient versé, eux aussi, leur sang pour la cause italienne, sans prétendre à d'autres récompenses qu'au bonheur de voir leur patrie libre. Venise avait essayé en vain de changer les convictions de ses compatriotes, il ne lui restait plus qu'à par-

tager désormais les hasards qu'ils allaient courir. Telle est, nous le pensons du moins, la raison suprême qui détermina le vote de ses représentants. Venise, la première et jusqu'alors la seule, avait proclamé la forme républicaine, qu'elle croyait la plus favorable au développement de la nationalité italienne. Or, l'Italie entiere avait protesté, il nous importe de l'établir nettement ici, contre les convictions de Venise. Cette ville avait été en butte aux attaques de presque toute la presse italienne, aux remontrances, aux soupçons des autres gouvernements. Elle avait vu ses propres citoyens entraînés peu à peu par le torrent universel vers un autre drapeau. Venise avait donc compris que le principe qu'elle avait adopté loyalement comme le gage de salut de la nationalité italienne, en était devenu — à tort ou à raison, nous le dirons ailleurs — l'épouvantail et l'obstacle. Elle le comprit et elle céda, à regret sans doute, mais avec un dévouement entier, parce qu'elle sentait que le sort de l'Italie, quel qu'il fût, devait être le sien. Le vote définitif de l'assemblée ne fut que la dernière expression d'un dévouement si noble.

IV.

Le lendemain (5 juillet) l'assemblée nomma les membres du nouveau gouvernement provisoire : Castelli, Paléocapa, Camerata, Paolucci, Cavedalis, Reali et Martinengo. M. Castelli fut le président du nouveau cabinet. M. Manin avait été élu avant tous à une grande majorité. Il déclina cet honneur en ces termes : « J'ai déclaré hier que je suis « *républicain*. J'ai fait un sacrifice, je n'ai pas abjuré « un principe. Je ne pourrais être le ministre d'un « roi qu'au nom de l'opposition. Maintenant nous « éprouvons tous le besoin de combattre unis con- « tre l'ennemi commun. Lorsque la guerre sera « achevée, lorsque nous pourrons reprendre et « débattre fraternellement la question politique,

« vous me retrouverez à mon poste. » — L'Assemblée décréta que le président Manin avait bien mérité de la patrie. Cette admiration était, nous le craignons, un peu exagérée. Il ne suffit pas, pour être un grand citoyen, de faire le sacrifice—temporaire—de ses convictions, quand on le croit imposé par la nécessité; il faut prouver d'abord par de grandes actions que l'on a tout fait pour conjurer cette nécessité. — L'annexion décrétée et le nouveau gouvernement nommé, le rôle de l'Assemblée, dont le mandat se limitait à ces deux objets, était terminé. Ne l'eût-il pas été, l'indifférence publique, succédant sans transition à l'anxiété des jours précédents, n'en aurait pas moins frappé d'impuissance une représentation dont presque tous les membres—nous l'avons dit—étaient au-dessous de leur mission (1). Aussi bien, lorsque, dans la dernière séance (8 juillet), le député Olper proposa à l'Assemblée de se déclarer en permanence jusqu'à l'installation définitive du gouvernement royal, le président Rubbi leva la séance sans mettre seulement la motion aux voix. L'avenir déjoua toutes les prévisions et c'est dans de bien autres circonstances que nous verrons la Chambre convoquée une seconde fois.—Ce qui atteste assez d'autre part

(1) Il convient d'ajouter ici qu'une fraction minime des électeurs avait seule pris part aux élections. Pour établir ce fait d'une façon péremptoire, nous n'avons qu'à citer quelques passages de la *liste définitive des membres de l'assemblée* (publiée par la *Gazette de Venise* du 29 juin 1848) : « Summan, Marco, élu représentant par 45 votants sur « une population de 5,000 âmes. — Molin, Marco, par 43 « votants sur 4,500.—Dolfin Boldu, par 27 votants sur 4,700. « —Bullo, Grégori et Gierini, par 18, 18 et 11 votants sur « 8,239. — Et enfin Suppiei Vincenzo et Benzon Giacomo. « par *six* et *huit* votants sur *deux mille*.» Sur les 184 autres élections (le nombre total des représentants était de 193) nous pourrions en citer encore plusieurs qui ne s'éloignent guère de ces rapports entre le chiffre des votants et celui de la population. Evidemment, une ville à peine délivrée de la présence de l'étranger ne pouvait prendre du premier coup une part plus large à la vie politique. Après quelques mois à peine d'indépendance, aux élections suivantes, la différence en plus sera déjà sensible.

la défaveur dans laquelle le ministère Manin était tombé, c'est le calme profond qui régna à Venise durant les premiers temps du nouveau gouvernement. Chacun l'accepta comme une nécessité, un dénouement prévu et consenti depuis longtemps. Le peuple comprenait instinctivement que ses gouvernants n'avaient pas su tirer de son sein puissant tous les éléments de succès et de gloire qui y restaient enfouis et oubliés. Ce n'était pas à des hommes, c'était aux événements, à une grande idée qu'il était réservé de les développer, de les révéler enfin à l'Europe.

V.

Le maintien de l'ordre public fut d'autant plus remarquable que la sagesse du nouveau gouvernement n'y contribua guère. Héritier des erreurs aussi bien que du pouvoir de son prédécesseur, il poussa l'autocratie jusqu'à juger superflu de distribuer officiellement les portefeuilles entre les membres du cabinet, de sorte que ces ministres anonymes étaient, en fait, complétement irresponsables (1). La suite répondit à ce début. — La liberté de la presse fut spécialement maltraitée ; un journal, rédigé par plusieurs écrivains fort distingués . Dall'Ongaro, Vollo, Valussi, ayant osé faire une vive opposition au gouvernement, un numéro de cette feuille fut saisi avant même d'avoir été mis sous presse et l'imprimerie où il se publiait envahie par les sbires. Il résulta de ces actes blamables un mécontentement si général, si

(1) Ce ne fut que le 8 août, c'est-à-dire le lendemain de l'installation du gouvernement définitif, et trois jours avant sa chute, que cette distribution fut annoncée ainsi qu'il suit dans la *Gazette* : Colli, guerre, marine, affaires étrangères, ordre public; Cibrario, finances, commerce, industrie, administrations; Castelli, culte, justice, intérieur, travaux publics, instruction, beaux-arts, etc.!

profond, qu'une réaction s'opéra en faveur des anciens ministres, et les hommes les plus modérés n'hésitèrent pas à associer leur blâme à celui de la presse indépendante. M. Tommaseo publia un article qui fut un véritable événement politique, et qui mérite à plus d'un titre d'être conservé par l'histoire.

« Venise, disait-il, a promis de suivre le des-
« tin de la Lombardie, *dans tous les cas*. Il s'en
« présente un d'aussi urgent qu'honorable. La
« Lombardie, émue de son péril et du péril commun,
« s'aperçoit qu'il faut faire autrement la guerre,
« qu'il faut la rendre populaire, nationale, comme
« dans le principe. Elle crée un comité de défense
« qui, moyennant de pleins pouvoirs et des ordres
« rapides, rallie les forces, renverse les obs-
« tacles, épouvante les coupables et enflamme les
« bons citoyens. Venise doit en faire autant, pour
« son salut et pour son honneur..... L'Italie (a-t-on
« dit) se sauvera elle-même. Qu'elle se sauve
« donc! Il ne s'agit pas aujourd'hui de tel ou tel
« autre mode d'existence, il s'agit d'exister. Il n'y
« a plus de partis là où tous souffrent, là où le
« doigt de Dieu écrit avec du sang le pacte d une
« nouvelle alliance. Le sang toscan, romain, lom-
« bard, napolitain, vénète, piémontais, versé sur
« le sol de l'Italie, y fera germer de nouveaux
« dévouements. Voilà une fusion véritable. Véni-
« tiens, déposez, vous aussi, votre offrande sur
« cet autel si cher et si formidable. Quelques-uns
« d'entre vous ont combattu vaillamment ; mais
« Venise n'a pas souffert, ne s'est pas ressentie
« encore de la guerre..... La Lombardie garantit
« vos dettes mais non votre honneur ; c'est à vous
« qu'il appartient de le défendre, et d'honorer en
« même temps votre noble garante. Profitez de ce
« moment de calamité utile. Demandez que les
« administrations soient débarrassées d'hommes
« inutiles et suspects, autrichiens par la lenteur,
« autrichiens par l'astuce, par les paroles, par les
« obséquiosités et par la pensée. Recourez à la

« source la plus abondante de la richesse publique,
« à l'économie.... Demandez la discipline, l'éco-
« nomie, la générosité et la vigilance. Indiquez
« les fautes et les coupables. Otez tout prétexte à
« qui que ce soit d'entraver la liberté de la presse
« qui, respectée, peut seule sauver les gouverne-
« ments, et qui, attaquée ou dédaignée, multi-
« plierait les périls. Ces paroles me sont dictées
« par l'amour de l'Italie.... Je ne croyais pas que
« *mes douloureux pressentiments* se vérifiassent
« sitôt; cependant je ne désespère point de l'Italie,
« pourvu que chacune de ses provinces fasse son
« devoir. »

VI.

Le même jour, un club qui occupera une place importante dans cette partie de notre récit, le *Cercle Italien* (1), tint sa première séance (2 août). Il était composé presqu'entièrement des membres de l'opposition républicaine qui s'étaient rassemblés jusque-là chez M. Giuriati, un de leurs principaux chefs et sans contredit un des caractères les plus honorables de cette révolution. Sous le gouvernement autrichien, en plein état de siége, il avait déjà joué le rôle qu'il remplissait maintenant, avec moins de péril et non moins d'ardeur, sous le gouvernement provisoire: sa maison, l'une des plus fréquentées de la ville, avait été, en dépit de la loi martiale autrichienne, le foyer de l'opposition, de l agitation patriotique. Officier supérieur de la garde civique avant et après le 22 mars, il avait pris sa part de responsabilité et d'influence dans toutes les circonstances où celle-ci intervint. Républicain *quand même*, il donna sa démission à l'époque de la *fusione*. Aujourd'hui, proscrit par l'Autriche, affligé du sort actuel de sa patrie,

(1) Le nom de *cercle* fut donné en Italie à ce que nous appelons club.

il peut — privilége rare dans la carrière politique— se consoler du présent en reportant ses regards sur son passé. — Dans cette première séance, le Cercle se prononça pour la formation du *Comité de défense* demandé par l'ex-ministre, et nomma une commission chargée de la proposer au gouvernement provisoire. Le président Castelli, qui croyait démêler une pensée politique au fond de ces préoccupations militaires et qu'alarmaient d'ailleurs ces apprêts formidables, refusa net d'abord, puis promit d'examiner plus mûrement la proposition. C'était un homme d'une intelligence assez étendue, d'un caractère assez loyal, mais faible, timide et souvent poussé aux mesures extrêmes par cette timidité même. Il finit par déclarer que l'assemblée devant être convoquée dans peu de jours pour réélire un membre du gouvernement (1), c'était à elle qu'il appartenait de prononcer sur de pareilles matières. Le Cercle, fort mécontent de cette réponse évasive, mais consolé par l'assurance de la prochaine convocation de l'Assemblée, attendit impatiemment ce grand jour.

Sur ces entrefaites, les deux commissaires royaux du Piémont, le général Colli, et le sénateur Cibrario, arrivèrent à Venise. L'acceptation officielle de l'annexion de cette ville par les pouvoirs législatif et exécutif de Piémont fut promulguée (7 août). Une commission, composée de ces deux fonctionnaires et de M. Castelli, fut chargée, au nom du roi, de l'administration du pays, tandis qu'une consulte extraordinaire, composée des anciens collègues de Castelli, et des membres à élire par Padoue, Vicence, Trévise et Rovigo (2), était

(1) M. Paléocapa, dont le mérite personnel est incontestable, avait été appelé à faire partie du ministère piémontais Gioberti-Casati. Ce fut le seul homme d'Etat qui y représenta Venise *fusionée*

(2) Bellune, Udine et Vérone n'avaient pu voter l'annexion, par une raison que nos lecteurs connaissent déjà.

appelée à représenter le pouvoir législatif de la province jusqu'à l'époque de l'élection régulière de la Chambre. La dissolution de l'Assemblée actuelle et du gouvernement provisoire s'ensuivait nécessairement ; un décret de la commission la prononça le lendemain. Cependant le parti de l'opposition, qui prenait chaque jour de nouvelles forces, contestant la légalité de cette mesure, du moins envers l'Assemblée, insista dans la presse et dans le club pour que la Chambre fût convoquée le 10 août, ainsi qu'on l'avait promis avant l'installation de la Commission royale. Une réunion des députés de la gauche rédigea une protestation dans le même sens. On demandait en outre la création, toujours différée, du comité de défense. Le gouvernement s'obstina à refuser l'un et l'autre. L'agitation commençait à s'emparer de la ville que les revers récents de l'armée piémontaise avaient déjà profondément émue. Cette situation si tendue aurait abouti probablement, de part ou d'autre, à quelque résolution violente, si la nouvelle de la capitulation de Milan n'était pas venue lui donner un dénouement inattendu.

VII.

Depuis trois mois Charles-Albert était retenu sous les murs de Vérone et de Mantoue à la tête de 80,000 hommes (1) par un plan de campagne dont nous allons faire ressortir le vice radical ; tandis que son adversaire se renforçait chaque jour et

(1) Le général Pepe fait dans son *Histoire* l'énumération suivante des forces respectives des deux armées : « Vers la fin d'avril, Charles-Albert avait sous ses ordres 60,000 Piémontais, 5,000 Toscans, 3,000 Parmesans et Modenais, 17,000 Romains, 5,000 volontaires Lombards ; en tout 90,000 hommes, sans y comprendre un grand nombre de bataillons lombards qui se formaient en toute hâte.... Après la bataille de Goïto, les Autrichiens reçurent des renforts, 20,000 hommes de Nugent et 15,000 de Welden.. Dans les premiers jours de juillet, Charles-Albert, grâce

gagnait, par une raison fort simple, tout le temps et tout le terrain que le roi ne gagnait pas.

Le pivot de la défense du maréchal Radetzky était encore intact, et ses troupes loin de diminuer s'étaient accrues des divisions de Welden et de Nugent. Le 14 juin, les Piémontais s'emparèrent de la célèbre position de Rivoli. Ce brillant succès était en réalité une faute. La ligne d'opération de l'armée italienne, déjà trop étendue, le devint davantage encore, et ses divisions échelonnées depuis Rivoli jusqu'au-delà de Mantoue, bloquée par le corps lombard, ne pouvaient ni se masser ni se soutenir au besoin les unes les autres avec toute la promptitude désirable. Cette faute n'échappa point au vieux maréchal. Charles-Albert en commit une plus grave encore, en négligeant de de défendre la Vénétie. Sans doute il lui fallait couvrir la Lombardie et assurer en même temps ses communications avec le Piémont qu'un mouvement trop avancé pouvait compromettre. Mais la Vénétie n'était-elle pas exposée autant et plus que la Lombardie? Et si ce mouvement pouvait compromettre les communications de l'armée royale, ne coupait-il pas en revanche celles de l'ennemi? C'était renoncer à un bénéfice certain par crainte d'une perte douteuse. D'ailleurs, la marche hardie des Piémontais vers le cœur de l'empire, à peu près sans défense à cette époque, aurait nécessairement obligé le feld-maréchal à changer son propre plan de campagne, à suivre à la piste l'armée d'invasion et par conséquent à abandonner la position formidable où Charles-Al-

aux secours de Lombardie, Toscane, Parme et Modène, réunissait 80,000 hommes, sans compter 22,000 hommes en Vénétie... Vers la fin de juillet, il commandait encore 80,000 hommes en y comprenant les hôpitaux. Radetzky en avait à peu près autant. » Nous tenons ces évaluations pour exactes : seulement le chiffre des volontaires Lombards et Romains est, à notre avis, un peu au-dessous, et celui de l'armée piémontaise — en juillet — un peu au-dessus du vrai.

bert tenta en vain de le forcer. Si nous ajoutons que l'arrivée prochaine de l'armée auxiliaire de Naples paraissait alors indubitable (elle s'était mise effectivement en marche dès le mois d'avril), on comprendra les avantages évidents de ce plan de campagne.

VIII.

Charles-Albert avait pourtant un grand modèle sous les yeux dans cette guerre (1), où les lieux même qu'il parcourait à la tête de son armée lui offraient à chaque pas un souvenir immortel, un sujet d'inspirations ou d'études. Dans les mêmes lieux, dans les mêmes positions et contre le même ennemi, Napoléon n'avait écouté, par trois fois, que son génie et son audace. Il avait marché en avant, en avant, toujours en avant. Laissant de côté l'inexpugnable Mantoue, il avait transporté en quelques semaines le drapeau tricolore des rives du Tessin et du Pô à celles de la Piave et du Tagliamento; 30 à 40,000 Français harcelés souvent par une population hostile, avaient complètement anéanti, dans cinq ou six batailles rangées et autant de combats, une armée de 80,000 Autrichiens, maîtres des places et des positions les plus fortes, soutenus par l'insurrection de plusieurs provinces. Enfin, exemple plus frappant encore,

(1) Nous trouvons à ce sujet le passage suivant dans les *Mémoires* du général Pepe : « Dans la situation de Charles-Albert il ne s'agissait point d'invoquer le souvenir de Bonaparte qui *suspendit les mouvements de son armée* pour prendre Mantoue. L'histoire n'est utile que pour servir de guide aux actions humaines, etc. » Assurément le souvenir des campagnes de Napoléon serait invoqué par nous fort mal à propos si la leçon historique du général Pepe était exacte. Mais qui ne sait qu'elle ne l'est pas? Bonaparte, laissant Mantoue à peine bloquée derrière lui, s'avança en deux mois de Nice et Savone jusqu'au Frioul. Et quand Wurmser vint remplacer Beaulieu, il n'hésita pas à renoncer même au simple blocus, afin de disposer contre lui de toutes les troupes qu'il avait sous ses ordres.

alors que les alliés étaient sous les murs de Paris, alors que l'étoile de l'Empire allait s'éclipser, Napoléon, fidèle à son génie, conçut, au sein de ses revers, le projet gigantesque que n'entrevit pas Charles-Albert triomphant. Il voulait abandonner Paris aux alliés et marcher sur Vienne. Ce plan hardi l'aurait peut-être sauvé : les défections de ses généraux en empêchèrent l'exécution.

Mais de tels projets, si naturels pour Napoléon, étaient des rêves impossibles pour Charles-Albert. Privé de bons généraux (1), fort inexpérimenté lui-même, non-moins irrésolu, entouré de courtisans perfides (2), et dépourvu de ce génie créateur qui supplée à tout, le roi était encore campé, au bout de quatre mois, sous les murs de Vérone et de Mantoue. Les combats de Pastrengo, de Monzambano, de Santa-Lucia, de Governolo, de Rivoli, de Goïto, si glorieux pour la bravoure de l'armée, n'avaient eu aucun résultat matériel important, sauf la prise de Peschiera (29 mai). L'indécision, qui faisait le fond du caractère de Charles-Albert, et d'autant plus remarquable chez lui qu'elle se joignait au plus brillant courage personnel, se révélait ici avec tous ses inconvénients, incalculables surtout dans un homme placé si haut par la destinée. Tour à tour ébranlé par les avis les plus contraires, frappé des perspectives les plus opposées, Charles-Albert, même après avoir longtemps différé, longtemps délibéré, n'avançait souvent qu'au hasard, à tâtons. Plus souvent encore, ces sollicitations au mouvement en sens divers n'aboutissaient chez lui qu'à l'immobilité, à l'inaction. Ce trait de son caractère, joint à la maladie mortelle qui le rongeait, et à l'inexpérience de ses généraux, suffirait à lui seul pour expliquer

(1) Le général Franzini, ministre de la guerre, en fit lui-même l'aveu, en plein parlement, peu de jours avant la bataille de Custoza.

(2) Voyez plus loin à ce sujet, une lettre fort remarquable de M. Freschi.

les revers inouïs de cette courte campagne auxquels d'autres ont attribué une cause bien différente (1). Vers les derniers temps surtout, par une conséquence inévitable de ces hésitations, l'armée italienne semblait attendre les coups de l'ennemi bien plutôt que le menacer : attitude pleine d'incertitude et de péril qui ne faisait que trop pressentir un désastre. Le 26 juillet, Charles-Albert est battu à Custoza par Radetzky, après une lutte acharnée de trois jours. Ses troupes, échelonnées sur une étendue excessive de pays, surprises par les masses compactes sorties de Vérone et de Mantoue, manquant de vivres (2), harassées par des marches multipliées sous un soleil ardent, mal secondées par l'habileté de leurs chefs, furent complétement battues, en dépit de leur valeur incontestable. Le roi lui-même, bien qu'atteint d'un accès de son mal, fut constamment à cheval, au milieu du feu, ainsi que ses deux fils. Inutile courage ! Il fallut donner l'ordre de la retraite sur Crémone et Milan où l'armée arriva le 4 août.

IX.

En une semaine, et malgré deux ou trois actions où elle avait déployé de nouveau une grande bravoure, elle avait perdu toutes les positions lentement acquises durant quatre mois. Décimée, démoralisée, réduite à moins de 45,000 hommes (elle en comptait 70,000 quelques jours

(1) Dans la dernière partie de cet ouvrage, nous examinerons cette question et plusieurs autres également graves, dont les développements indispensables auraient trop longtemps suspendu la marche de notre récit.

(2) Le désordre, le défaut d'organisation fut poussé si loin dans l'administration des vivres, que l'armée italienne, dans un pays riche, fécond et animé envers elle des sentiments les plus fraternels, resta souvent sans rations tandis que les ennemis étaient approvisionnés de tout en abondance.

auparavant) (1), elle se trouvait hors d'état de tenter un dernier effort ou, pour mieux dire, ses généraux en jugèrent ainsi. L'intervention armée de la France, qu'on avait repoussée naguère, se transformait maintenant en médiation *anglo-française.* L'irrésolution du roi était plus grande, plus funeste que jamais. A deux reprises, il voulut tenter la fortune une dernière fois, et à deux reprises il y renonça. Enfin, il signa, le 5 août, la capitulation de Milan. Cette ville, où bouillonnait encore l'ardeur héroïque du 22 mars, accueillit cette nouvelle par un accès de rage. On sait le reste; les terribles scènes du palais Greppi, la retraite de l'armée sarde, la rentrée triomphante des Autrichiens et l'armistice du 9 août imposé à Charles-Albert par Radetzky. Cet armistice était si désastreux, si inattendu, il y avait une fatalité si terrible pour le Piémont dans cette nécessité de livrer ainsi aux ennemis un pays qui venait à peine de se donner à lui, que beaucoup ne purent l'expliquer que par la trahison. Interprétation injuste assurément, mais bien pardonnable à leur désespoir! Pouvaient-ils juger froidement, comme nous, les hommes et les faits au sein d'un désastre d'autant plus affreux, d'autant plus inconcevable qu'il succédait aux plus brillantes illusions? — Il est facile aujourd'hui, toutefois, de reconnaître que la défaite de Custoza ne suffisait que trop pour motiver ce fatal armistice. Une seule bataille perdue a assez souvent entraîné les mêmes conséquences et, pour le nier, il faudrait ignorer l'histoire. Mais jamais aussi, on doit bien l'avouer, jamais conditions plus dures ne furent imposées au vaincu (2). Pourquoi Charles-Albert ne préfé-

(1) V. la note 1, page 102.

(2) Par cette convention, devenue fatalement célèbre en Italie sous le nom d'armistice Salasco, le roi s'obligeait à retirer ses garnisons, dans le plus bref délai, de toutes les places qui tenaient encore en Lombardie, en Vénétie, dans le Modénais et le Parmesan, et à repasser immédia-

ra-t-il pas à la nécessité terrible de les accepter la mort glorieuse qu'il chercha plus tard aux champs de Novare? C'était sous les murs de Milan qu'il eût été beau de mourir en le défendant à la tête d'une armée vaincue, mais héroïque! Peut-être même ce parti téméraire aurait été aussi le plus sage, ici comme ailleurs, et un dernier effort de ces braves soldats, du pays électrisé par leur exemple, de Milan indigné, des vaillants volontaires de Garibaldi, de Médici, pouvait encore changer la face des choses.... Le généralissime piémontais écouta d'autres inspirations et, cédant à de timides calculs, à de funestes conseils, il repassa le Tessin avec son armée. Avouons-le, à la honte de notre siècle, une résolution plus téméraire, plus chevaleresque, n'eût pas même été comprise par l'Europe. Venise l'a prouvé. — Nous sommes loin, on le voit, d'approuver le parti auquel les généraux piémontais s'arrêtèrent; nous souhaitons seulement que, selon une funeste coutume, on ne voie pas de la trahison là où il n'y a que faiblesse, erreur, vertige. Nous le souhaitons, non-seulement dans l'intérêt de l'Italie, qui a un besoin suprême désormais d'union, d'oubli du passé, d'entente fraternelle, mais aussi dans celui, plus précieux encore, de la vérité. En 1848, alors que le fatal armistice Salasco pouvait être regardé comme un préliminaire de paix, comme l'appendice public d'un pacte secret, alors qu'on pouvait encore révoquer en doute, chez le roi, l'intention de continuer la guerre, de telles accusations, toujours fort injustes sans doute, n'étaient pas du moins absolument invraisemblables. Mais comment les reproduire maintenant, après la bataille de Novare, après l'abdication, après la

tement le Tessin avec son armée; les anciennes frontières du Piémont étaient assignées pour limites aux deux parties belligérantes, durant la trêve; la flotte sarde devait s'éloigner de Venise, etc. Cet armistice, obligatoire pour six semaines, pouvait être prolongé ou dénoncé de huit en huit jours.

mort de l'infortuné Charles-Albert? aujourd'hui surtout, après la noble conduite du Piémont en 1850, l'hospitalité généreuse offerte aux proscrits italiens de tous les partis, le maintien sur le drapeau sarde de ces couleurs si chères à l'Italie, si redoutables à l'Autriche?

Forse il dì non è lunge, in cui tutti-chiameremci fratelli...... (1)

X.

En terminant ce douloureux récit, nous éprouvons le besoin de répéter, une fois encore, une vérité trop peu connue : La cause principale des revers de l'Italie en 1848, ce fut—partout et toujours, sauf quelques rares exceptions que nos lecteurs ont déjà devinées—l'absence ou l'incapacité des chefs. Tous les éléments du succès existaient, abondaient même: dévouement dans la nation, vaillance dans les soldats, générosité dans les riches, concorde entre toutes les classes de la société, patriotisme dans les assemblées, tout—excepté une idée créatrice et quelques hommes capables de la faire triompher, en coordonnant, en fécondant ces éléments épars.— Venise en est la preuve la plus éclatante. Nous l'avons vue arborer et défendre avec enthousiasme, mais non avec succès — grâce à son gouvernement — un grand principe politique condamné par le reste de la nation. Nous l'avons vue, découragée, amoindrie par les actes du pouvoir, forcée d'abjurer enfin son passé tout entier. Nous allons la voir maintenant, dans un rôle bien divers, déployer tout le courage, toute la persévérance, tout l'héroïsme qu'on peut demander à une population : mais cette gloire, ce n'est qu'à elle-même qu'elle

(1) Le jour n'est pas loin peut-être où nous nous appellerons tous frères, où le pardon et l'oubli s'étendront sur les désastres expiés par des désastres. (Berchet.)

la devra. Ses fautes appartiennent presqu'entières à ses gouvernants, sa gloire n'appartient qu'à son peuple.—Nous prévoyons bien les accusations que cette admiration exclusive pour les masses va soulever contre nous. On nous reprochera de leur trop sacrifier les individualités éminentes; nous répondrons que nous les ménageons au contraire, et au besoin, nous le prouverons. On nous flétrira du nom de: flatteur du peuple! Nous acceptons de grand cœur cette épithète. Il est beau d'être le courtisan du malheur et des victimes. Et, quoi qu'on dise, le peuple est malheureux aujourd'hui, calomnié, impuissant. Il l'est surtout en Italie.



LIVRE V.



Journée du 11 août. — Chute de la commission. — Manin est proclamé dictateur. — Causes et effets du mouvement. — Enthousiasme. — Contrastes. — Situation de Venise et de l'Italie après le 11 août. — Convocation de l'Assemblée, son attitude, ses délibérations, sa nullité. — Nomination de Manin, Cavedalis et Graziani, triumvirs. — Départ de la flotte sarde. — Intervention et médiation. — Etat où se trouvaient les troupes, l'escadre, les finances, les fortifications, la ville entière. — Mesures financières, pénurie du Trésor. — La générosité des citoyens supplée à tout. — 40 millions en douze mois.

11 AOUT — 1 OCTOBRE.

I.

Depuis plusieurs jours les bruits les plus sinistres répandus dans Venise à défaut de nouvelles positives sur Milan, sur l'armée, sur le roi ; le Cercle, pour ainsi dire, en permanence, les projets ardents enfantés par l'inquiétude publique, le grondement lointain de l'artillerie foudroyant Malghera — tocsin continu et formidable — avaient allumé dans cette ville un paroxysme de défiance et de fureur inexprimable. Le 10, les Autrichiens avaient bombardé les forts durant toute la journée, et leurs braves garnisons avaient vaillamment soutenu un feu meurtrier. Le lende-

main (11 août), la nouvelle positive du désastre tomba sur cette population irritée comme la foudre sur un amas de poudre. — C'était une de ces brûlantes journées qui, de tout temps — 14, 27 juillet ou 10 août — 6, 20, 23 juin ou 9 thermidor — semblent prédestinées aux révolutions. Le peuple, persuadé que les commissaires piémontais vont livrer en secret la ville aux Autrichiens, accourt furieux à Saint-Marc. Cette défiance, cette impétuosité inquiète du patriotisme vénitien était aussi irrésistible qu'honorable. Heureusement, elle n'était pas méritée par les commissaires piémontais. — Ce qui n'empêche pas que le peuple, si souvent trompé, n'ait raison, mille fois raison de prendre ses précautions en pareil cas. — Colli et Cibrario n'avaient pas reçu l'ordre infâme de livrer la ville à l'ennemi ; l'eussent-ils reçu, ils n'auraient pas obéi : leur conduite le prouva ce jour-là. Et vraiment, à moins d'être les plus misérables des hommes, ils ne pouvaient songer à opposer au peuple la moindre résistance. Que voulait-il, en effet, sinon ce qu'eux-mêmes devaient vouloir avant lui, plus que lui ? Leur arracher un pouvoir qui n'était plus pour eux qu'un fardeau, et — dans la supposition, peu vraisemblable encore une fois — d'une inutile trahison de leur gouvernement, un danger et un opprobre. Aussi, loin de regarder le soulèvement populaire comme un péril ou un obstacle, l'acceptèrent-ils comme un secours inespéré. Il leur épargnait l'humiliation et la douleur de voir l'Autrichien entrer dans la ville par une porte, tandis qu'ils se retireraient, eux, par une autre, ainsi qu'il arriva à Plaisance, à Peschiera, à Rocca-d'Anfo. Le peuple de Venise s'était sauvé lui-même ; ils devaient être et furent les premiers à s'en réjouir. Ils montrèrent, dans cette grave conjoncture, le plus noble caractère, et nous ne sommes ici que l'écho de l'Assemblée nationale, qui leur paya un juste tribut d'estime. La situation était brûlante : une foule, trans-

portée d'indignation, se pressait aux portes de leur demeure, elle l'envahissait, à quelques pas du corps-de-garde des *Leoni*, où les soldats piémontais se tenaient prêts à marcher au premier signal. Sur les forts de la ville et à Malghera deux mille hommes des mêmes troupes étaient réunis. Un ordre des commissaires, un malentendu, un seul mot arraché par la colère ou par l'effroi pouvait faire accourir ces soldats et engager un combat fratricide. Grâce à l'*italianisme* des commissaires, ce péril fut évité, et Venise ne fut pas forcée de payer son salut et sa gloire de ce prix affreux.

II.

Au même instant où les commissaires se retiraient devant cette manifestation, Manin était proclamé dictateur par le peuple (1). Ce résultat était facile à prévoir. M. Manin, fidèle aux recommandations de concorde qu'il avait fait entendre à la tribune, n'avait pas pris une part active, publique, à l'opposition républicaine; nous croyons même qu'il ne s'y associa pas en secret. Mais, évidemment, quels qu'eussent été ses rapports avec les chefs de ce parti, son nom devait être une arme puissante, un drapeau pour eux. Les fautes du gouvernement de juillet avaient fait bien vite, trop vite oublier les siennes. Sa popularité, un instant éclipsée, était de nouveau considérable. La pente des circonstances et des esprits le reportait nécessairement au pouvoir. Le mouvement du 11 août était en grande partie l'ouvrage de la presse et du Cercle qui, depuis le désastre de Custoza, se tenait sur ses gardes,

(1) Le général Pepe raconte dans son *Histoire* que le pouvoir dictatorial lui avait été offert auparavant et que ce fut lui qui désigna M. Manin à la foule en déclinant cet honneur pour lui-même. Nous reproduisons ici simplement cette version en lui en laissant toute la responsabilité.

prêt à tout événement. Or, le chef naturel, inévitable de ce parti, nous l'avons dit, c'était M. Manin. Le nom de Tommaseo était encore, il est vrai, inséparable du sien comme aux premiers jours de la révolution ; mais le caractère de ce grand écrivain, peu propre aux agitations politiques, l'éloignement qu'il montrait pour le pouvoir, ne lui avait laissé que la seconde place et devait lui enlever bientôt celle-ci aussi. Les hommes oublient vite, quel que soit son mérite, celui qui les oublie. Le nom de Manin, jeté seul au peuple soulevé, retrouva seul les applaudissements du 22 mars. M. Manin accepta la dictature pour 48 heures, c'est-à-dire le temps nécessaire pour convoquer l'Assemblée. Singulier rapprochement ! Une révolution l'avait tiré de prison pour le faire tout-puissant, une révolution lui rendait le pouvoir qu'il avait sitôt perdu ; et du haut de ce même palais où les autorités autrichiennes étaient venues haranguer ses libérateurs, il venait, lui, annoncer à ces mêmes hommes la chute des commissaires sardes.

III.

La conduite des Vénitiens, le 11 août, annonça dignement les grandes actions par lesquelles ils allaient s'illustrer. La garde nationale qu'on avait jusque-là exemptée —malgré elle—du service des forts, demanda, exigea ce jour-là qu'on l'envoyât à Malghera, qu'une nouvelle attaque pouvait exposer au plus grand péril, et dans la nuit même un nombre considérable de gardes civiques y coururent effectivement. La générale fut battue dans toutes les rues de la ville. A ce bruit martial, la reine de l'Adriatique sortit d'un long sommeil par une explosion de colère, comme le héros du Tasse à la vue des armes. Cette ville qui, après les grandes journées de la Révolution et de la Croisade, semblait s'être rejetée sans retour au sein d'une illusion confiante et coupable, se réveillait fiè-

rement à un immense cri d'alarme. Quel contraste entre l'aspect qu'elle avait présenté naguère et celui qu'elle offrit cette nuit-là. Et quel rapprochement frappant entre cette nuit et celle où la nouvelle du désastre de Chioggia arriva à Venise, le 16 août 1379. Pour s'en convaincre, il suffit de comparer notre récit avec celui des chroniqueurs de ce temps-là. Tous leurs détails se retrouvent dans le nôtre, tout, excepté un Pisani et un Contarini.— Tandis que les citoyens couraient aux armes dans tous les quartiers de la ville, les chefs délibéraient sur les mesures pressantes que demandait le salut de ces braves gens. Avant tout, on songea à demander l'intervention française, et, dans la nuit même, M. Tommaseo partit chargé de cette mission importante. Un homme plus ambitieux que l'ex-ministre eût, sans doute, refusé une mission qui l'écartait de la scène politique au moment où il allait y remonter avec éclat. M. Tommaseo qui ne songeait, lui, qu'aux intérêts de son pays, n'hésita pas à l'accepter; il se mit en voyage sur-le-champ pour Paris, accompagné de M. Toffoli.

IV.

Le lendemain, lorsque Venise un peu plus calme réfléchit aux événements de la nuit précédente, elle éprouva ce mélange de satisfaction et de terreur qu'on éprouve en sondant les profondeurs de l'abîme où l'on a failli tomber. A quoi tint-il, en effet, que cette journée du 11 août, qui la sauva, ne la précipitât dans toutes les horreurs d'une réoccupation autrichienne? Un ordre imprudent ou coupable de la Commission, une collision entre la garnison piémontaise et les habitants, une attaque soudaine des assiégeants surprenant la ville au milieu du désordre inséparable d'une telle crise, pouvait entraîner, le 11 août, la chûte de Venise. — Le patriotisme dont tous firent preuve

ce jour-là épargna à cette cité et à l'Italie un aussi grand malheur. Le présent était assuré, mais l'avenir était bien sombre. Venise était libre, et sur ses gardes, armée et unie comme un seul homme, mais elle était seule contre toutes les forces de l'Autriche. Du haut de ses forts, elle voyait la Vénétie et la Lombardie ravagées, le Piémont vaincu, la Toscane et les Etats-Romains immobiles encore, Naples et la Sicile armées l'une contre l'autre, toute l'Italie, en un mot, accablée ou menacée par les armes ou par l'influence autrichienne. Semblable à une éminence qui s'élève la dernière au-dessus d'un pays submergé, Venise, isolée et assiégée, se voyait entourée de toutes parts par les flots de cette marée menaçante qui montait, montait toujours autour d'elle. — Ce fut sous le coup de cette impression que se rassembla l'Assemblée nationale (13 août), immédiatement convoquée ainsi que Manin l'avait promis en acceptant la dictature. Evidemment, au point de vue rigoureusement légal, cette Assemblée n'avait plus aucun pouvoir, n'existait plus, en un mot. Appelée, par un mandat limité, à résoudre la question de la forme du gouvernement et de l'annexion, elle avait rempli ce double objet et avait été dissoute. Mais les circonstances, le temps qui pressait, le péril suprême du pays ne laissait pas au dictateur le choix des moyens. Songer à consulter de nouveau les électeurs dans un pareil moment était impossible. Il fallait donc forcément recourir à la représentation dissoute. La loi du salut public, la plus inviolable de toutes, ordonnait et légitimait cette mesure extrême.

V.

L'Assemblée, si inopinément ressuscitée, se réunit donc de nouveau, et elle se hâta de confirmer le pouvoir dictatorial de M. Manin. Mais celui-ci déclina cet excès d'honneur et de res-

ponsabilité et demanda qu'on lui adjoignît deux collègues pour les départements de la guerre et de la marine. L'Assemblée, qui ne savait rien lui refuser, y consentit aussitôt et confia le pouvoir dictatorial à un triumvirat composé de Manin, du colonel Cavedalis et du contre-amiral Graziani. — Auparavant, elle avait approuvé l'envoi de M. Tommaseo, à Paris, en qualité d'ambassadeur de Venise, et chargé, en outre, M. Mengaldo de porter à Paris la nouvelle officielle de ses délibérations; elle avait voté par acclamation la demande de l'intervention française et ensuite des remerciements aux commissaires et aux troupes piémontais. Quant à la condition politique de Venise, elle crut sage de la laisser indécise, déclarant s'en tenir pour le présent à la solution des faits accomplis, c'est-à-dire à l'indépendance de fait. Tout cela dans deux ou trois heures. C'était voter véritablement au pas de course. Enfin, en se séparant, elle laissa les triumvirs juges de l'opportunité d'une nouvelle convocation, en leur imposant, toutefois, l'obligation de décréter l'élection d'une autre Assemblée, dès que la situation du pays le permettrait. Après avoir ainsi débité à la hâte, mot à mot, vote après vote, le rôle que les circonstances et le dictateur lui soufflaient, elle s'empressa de se retirer de la scène pour faire place à des personnages plus importants.

VI.

Voilà ce que l'Assemblée fît : voyons maintenant ce qu'elle aurait pu faire. Au lieu de s'effacer si modestement devant une dictature improvisée, elle devait se mettre elle-même à la tête des affaires publiques ; ainsi que l'Assemblée souveraine qui lui succéda l'essaya dès ses premières séances —on verra avec quel succès.— Elle devait du moins, puisqu'elle se sentait incapable de remplir elle-même

une mission si haute, confier les destinées du pays à d'autres hommes que M. Manin. Nous sommes trop impartial, trop juste, pour refuser tout mérite à M. Manin ; nous croyons seulement que ce mérite était fort inférieur à celui que les circonstances exigeaient et que l'opinion publique lui attribuait (1). Nous le croyons, parce que sa gestion précédente l'avait prouvé, parce que le pays lui-même, avec cette instabilité d'opinion trop commune aux nations et aux individus, l'avait jugé, on l'a vu, après sa chûte, plus sévèrement encore que nous. Un retour non moins imprévu et plus inexplicable encore de la faveur publique s'était opéré, il est vrai, en faveur de M. Manin. Mais une nouvelle et violente réaction en sens contraire n'était que trop probable, après cette double expérience ; et d'ailleurs, dans aucun cas l'erreur du peuple ne pouvait justifier celle de ses représentants qui, pour mieux apprécier la situation et les hommes, avaient des raisons et des moyens que le peuple vénitien n'avait pas, lui. Ils le comprirent, et nous n'insisterons ici que sur cette circonstance vraiment frappante, lorsqu'ils virent plusieurs de ceux-là même qui avaient le plus ardemment défendu M. Manin, proscrits par lui avant la fin de l'année — quand ils s'avisèrent enfin de lui faire entendre les justes reproches que nous lui adressons ici. Ils avaient attendu trop tard ; le mal qu'ils dénonçaient était devenu irréparable, et ils en étaient les victimes à leur tour. Aveuglement d'autant plus étonnant, que plusieurs d'entre eux étaient, par leur talent, leur loyauté, leur italianisme, dignes de l'estime publique !

(1) Nous sommes si peu l'accusateur systématique de M. Manin, que nous citerons toujours avec plaisir les faits qui peuvent lui être favorables. Et, parmi ceux qui ne le sont pas, nous supprimons fort souvent ceux qui ne nous semblent pas indispensables à la vérité historique. Nous avons entre les mains les preuves nombreuses de cette assertion

VII.

L'Assemblée commit donc une faute impardonnable, nous le maintenons, en confiant des pouvoirs aussi étendus à l'ancien chef du gouvernement provisoire. Mais cette faute, qui devait avoir bientôt de si regrettables conséquences, passa d'abord à peu près inaperçue. Deux préoccupations presqu'également graves absorbèrent l'attention publique durant ces premiers jours, la menace d'un blocus maritime et la demande de l'intervention française. Venise tournait ses regards inquiets vers ses côtes que l'éloignement de la flotte sarde allait laisser sans défense contre l'escadre ennemie (1). Ces marins, leurs camarades, leurs compatriotes se décideraient-ils à les abandonner? ou bien, entraînés par le sentiment national, oseraient-ils tout oublier pour ne songer qu'au salut de leurs frères Vénitiens? Les tristes leçons du passé avaient fait évanouir bien des illusions : cependant beaucoup pensaient encore que les équipages sardes ne pourraient jamais se résoudre à les abandonner dans un tel moment. — C'était s'exagérer d'une part la portée du sentiment national qui venait à peine de se révéler en fait, et, de l'autre, ne pas tenir assez compte de la force de la discipline, toute-puissante dans un corps militaire. N'accusons pas les hommes, plaignons les mœurs, les préjugés des temps malheureux où ils vivent (2). La flotte sarde retarda son départ aussi

(1) Par l'article 4 de l'armistice Salasco, le Piémont s'engageait à donner à sa flotte l'ordre immédiat de quitter Venise. Mais cet article ne fut jamais exécuté à la lettre. Le contre-amiral Albini ne s'éloigna des parages vénitiens que le 8 septembre et il y retourna bientôt, après un court séjour dans le port d'Ancone.

(2) Quand on leur disait : Au nom de tout ce qui est sacré, pensez à l'injustice de ce qu'on vous ordonne; ils répondaient : Nous ne pensons pas, nous obéissons. Et

longtemps que possible, mais enfin elle s'éloigna de Venise (8 septembre). — La seconde question était plus grave encore. La France dont on demandait l'appui après l'avoir refusé lorsqu'elle l'offrait, la France l'accorderait-elle maintenant? Pour bien établir quelle fut la véritable part de Venise dans ce premier refus, nous nous permettrons une digression que son motif excusera.

VIII.

Nier les sympathies profondes de Venise et de l'Italie entière pour la France à cette époque, ce serait nier la lumière du soleil. L'intervention française, loin d'être redoutée en Italie, comme beaucoup l'ont cru ou affirmé, y aurait été acceptée avec reconnaissance si Charles-Albert, se mettant à la tête des forces de la nation, n'eût pris sur lui toute la responsabilité du refus et de la guerre par le mot fameux : *L'Italie agira elle-même.* Venise, certes, aurait accueilli avec joie une armée française. Voici en quels termes s'exprimait là-dessus le gouvernement provisoire de cette ville, annonçant sa nomination à celui de la France : « Le « temps *des interventions usurpatrices est passé,* « et ce ne serait pas un secours dangereux qui « nous viendrait d'un pays, etc..» (1) Des faits nombreux et notoires confirmèrent cette déclaration officielle. Mais, d'autre part, il n'est pas moins incontestable que Venise, cité italienne avant tout, devait suivre fidèlement la volonté et le destin de l'Italie. Elle l'avait fait en lui sacri-

quand on leur disait : N'y a-t-il plus en vous aucun amour pour vos pères, vos mères, vos frères et vos sœurs? ils répondaient : Nous n'aimons pas, nous obéissons. Et quand on leur montrait les autels de Dieu qui a créé l'homme et du Christ qui l'a sauvé, ils s'écriaient : Ce sont là les dieux de la patrie; nos dieux, à nous, sont les dieux de ses maîtres. (Lamennais.)

(1) *Gazette de Venise* du 28 avril 1848.

fiant la République, elle le fit encore, et avec presqu'autant de regret, en renonçant au secours de la France. Charles-Albert, accepté pour généralissime et pour représentant par l'Italie, avait formellement repoussé l'intervention française. (1) Venise, quel que fût son propre vœu, devait souscrire à celui de la nation. — La conduite du roi était aussi rationnelle que celle de Venise. La république italienne pouvait accepter, sans danger, comme Venise le disait, les secours de la France républicaine : Charles-Albert, roi de Sardaigne, ne le pouvait ; et lui reprocher ce refus, dont les suites furent si fatales à la cause de l'indépendance, c'était lui reprocher d'être et de vouloir rester roi. — Plus tard, lorsque les revers imprévus de l'armée piémontaise firent comprendre aux plus aveugles, aux plus opiniâtres, la nécessité de cette intervention, le gouvernement provisoire de Venise fut un des premiers à la demander. (2) Enfin, lorsque la révolution du 11 août vint rendre son indépendance à cette ville, le premier acte du nouveau pouvoir, le premier vote de l'Assemblée, ce fut la demande expresse du secours de la France. — Nous le répétons donc, les sympathies de Venise pour notre République étaient vives et profondes. Pourquoi faut-il qu'un douloureux sentiment de regret et de reproche se mêle aujourd'hui pour tout cœur français au souvenir de cette confiance spontanée et touchante ! Venise nous aimait comme la Pologne. Elle est morte comme Varsovie, en nous appelant en vain à son secours. Villes sœurs !

(1) Le 12 mai, le ministre piémontais Pareto disait en plein parlement : « L'armée française n'entrera que si elle « est appelée par nous, et comme nous ne l'appellerons « pas, elle n'entrera pas. » Et lorsque le gouvernement provisoire français rassembla un corps de troupes sur la frontière, l'ambassadeur de Sardaigne lui demanda des explications sur ce fait, protestant au nom de son gouvernement contre tout projet d'intervention.

(2) Il le fit le 4 août, ainsi que le président Castelli le déclara à l'Assemblée nationale de Venise, à la séance du 13 août.

Villes martyres ! Ensevelies toutes deux maintenant dans le même tombeau, attendrez-vous longtemps encore votre résurrection ?

IX.

La réponse que le gouvernement français allait faire à cette demande d'intervention de Venise pouvait être aisément prévue, surtout après l'offre de la médiation anglo-française dans la question austro-italienne, acceptée par la Sardaigne. On vit alors de quel poids était l'opinion d'une ville isolée dans la balance des diplomates européens. Si le droit des gens actuel était fondé sur des bases plus équitables, l'indépendance de la moindre ville serait aussi sacrée que celle des plus vastes empires. Il n'en est point ainsi de nos jours, et la médiation anglo-française, ne tenant nul compte des protestations de Venise, continua froidement des négociations qui ne devaient aboutir, on le sait, qu'à un avortement obscur. Venise, « cet Etat auquel la destinée de l'Europe fut longtemps attachée, et que l'Europe a chargé de fers pour le récompenser de l'avoir préservée du joug musulman (Byron), » Venise fut sacrifiée à l'égoïsme européen par une politique sans génie et sans prévoyance.

X.

Pendant que les citoyens se livraient à ces premieres préoccupations de l'avenir, le triumvirat signalait son avénement par un déluge de décrets. Création du comité de défense, d'un comité de vigilance publique, réorganisation et mobilisation de la garde civique, éloignement de tous les étrangers suspects, institution définitive de la Banque, quêtes au bénéfice du pays dans les églises, formation d'un cordon de sûreté (1), nominations nombreu-

(1) On donna ce nom à un cordon de bateaux armés, disposés tout autour de Venise de distance en distance, de manière à empêcher l'arrivage clandestin de la moindre embarcation, de nuit comme de jour.

Les détails topographiques que nous donnons ailleurs sur

ses dans l'armée de terre et de mer, dans les administrations, les ministères, etc., etc., tout cela fut entassé dans l'espace de quelques jours. A vrai dire, la situation fournissait ample matière à cette activité dictatoriale, et nous n'y trouverions nullement un sujet de blâme, si la vigueur de l'exécution avait répondu à l'énergie des formules, si trop souvent l'abondance des décrets n'avait suppléé à l'absence des actes. Le Trésor public était vide, les troupes mal armées, mal vêtues, les garnisons des forts affaiblies par le départ des bataillons sardes, l'escadre vénitienne hors d'état de tenir tête à celle de l'Autriche. la ville mal approvisionnée, bloquée du côté de terre et bien près de l'être du côté de la mer aussi. Il fallait organiser de nouveaux régiments, acheter ou construire de nouveaux bâtiments, continuer ou commencer des travaux de fortification, créer des fabriques d'armes et de poudres, approvisionner une population de près de 180,000 âmes, éparse sur une superficie de 170 milles carrés. En un mot, il fallait de l'argent, il en fallait beaucoup. Or, il est aisé d'imaginer qu'une ville qui avait déjà fait d'énormes sacrifices pécuniaires (1) se trouvait dans la plus grande pénurie. On pensa d'abord à mettre en réquisition les richesses des églises, considérables à Venise; mais le gouvernement, qui poussa jusqu'à l'affectation le respect pour le clergé, repoussa ce moyen extrême et se contenta de demander l'argenterie et les bijoux des citoyens. Ils donnèrent avec joie jusqu aux objets, également précieux par le travail et par la matière, que

Venise et ses lagunes feront mieux comprendre le but et et l'utilité de cette mesure.

(1) Les dépenses de quatre mois et demi, du 22 mars au 11 août, s'étaient élevées à plus de 20 millions. Sept ou huit millions avaient été trouvés dans les caisses publiques le 22 mars; deux ou trois millions avaient été fournis par les provinces et par la Sardaigne; tout le reste l'avait été par la seule ville de Venise. Le 11 août, il ne se trouvait que 820,874 livres dans les caisses du Trésor.

le marteau des monnayeurs ne brisa qu'à regret. En moins d'une semaine, tous les particuliers, sans distinction de rang et de fortune, les avaient apportés à l'Hôtel-de-la-Monnaie, où on les convertit en espèces. Ce désintéressement admirable était chose ordinaire à Venise. Dès les premiers temps de la république, elle montra la même grandeur, chaque fois qu'un revers accabla la patrie. Au temps de la ligue de Cambrai, après la perte de Chioggia, après la mort de Mocenigo, les dons patriotiques affluèrent dans les caisses de l'Etat (1). Il en fut de même après le 11 août.

XI.

Mais ces nouveaux sacrifices, pour si généreux qu'ils fussent, ne pouvaient certes subvenir aux frais d'un budget qui s'élevait dès cette époque à 3 millions par mois, et qui s'éleva, dans les derniers temps, à près de 4. On songea un moment à réclamer les secours des gouvernements ou du peuple italien; mais le temps pressait, on ne pouvait espérer de recevoir ces secours assez promptement, et on renonça à cette ressource qui, plus tard, devait être reconnue, d'ailleurs, bien insuffisante. Enfin, on proposa de vendre ou de donner pour gage d'un emprunt à l'étranger les chefs-d'œuvre de la peinture vénitienne; on espérait en retirer 12 à 15 millions. Il eût été digne du génie de ces grands artistes de sauver leur patrie après l'avoir illustrée; il eût été beau d'enregistrer un

(1) « Les coffres et les cabinets où se logent les trésors (de l'Etat) sont les cœurs des nobles et des citadins de Venise dans les besoins extrêmes de la république. L'amour de la patrie et la peur de se voir soumis aux étrangers leur font fouler aux pieds toutes considérations de leur propre intérêt. On ne verra jamais périr un tel Etat que par lui-même. (De la Haye.) » Ces paroles, écrites en 1670, sont fort remarquables; elles étaient une si exacte prévision de l'avenir, qu'elles ont l'air aujourd'hui d'une prophétie.

pareil trait dans l'histoire, à côté du souvenir de Thèbes protégée par la maison de Pindare. Mais ce projet se trouva inexécutable à cause des difficultés, soit du transport de ces toiles immenses, soit de trouver dans un bref délai des acquéreurs pour une somme aussi considérable. Un nouvel emprunt était indispensable. Mais comment en espérer des résultats satisfaisants dans un Etat où toutes les fortunes étaient déjà si notablement entamées, où les propriétaires avaient presque tous leurs biens situés dans la terre-ferme occupée par l'ennemi? Ce n'était pas la volonté de le donner, c'était l'argent même qui manquait. Il fallait prendre un parti néanmoins. On s'arrêta à une combinaison qui tenait le milieu entre l'emprunt et le papier-monnaie.

XII.

Une banque nationale, au capital de deux millions, fournis par une société d'actionnaires, avait été instituée à Venise avant le 11 août, sous la garantie du gouvernement. Elle fut autorisée par les triumvirs à émettre des billets de 1, 2, 3, 5, 50 et 100 livres, jusqu'à concurrence d'une somme équivalente à celle des emprunts, volontaires ou forcés, que le gouvernement contracta successivement par le moyen suivant. Des lettres de change, à l'ordre du gouvernement, furent signées par les principaux propriétaires de Venise, payables à un an de date, et endossées par la banque, où elles furent déposées, comme garantie du papier-monnaie mis en circulation. A l'échéance, les signataires des lettres de change, en retour des sommes payées argent comptant, recevraient des inscriptions de rentes ; les assignats pour une valeur correspondante seraient brûlés publiquement et les sommes inscrites au grand-livre de l'Etat amorties dans un délai fixé. — Ces arrangements financiers présentaient de notables avantages. Mais, pour si ingénieux qu'ils fussent, ils

péchaient radicalement par la base. En dépit de toutes ces garanties si soigneusement accumulées, une éventualité terrible — la rentrée des Autrichiens avant ce terme d'un an — pesait toujours sur cette combinaison. On avait donc manqué précisément le but qu'on se proposait avant tout. Effectivement, on avait beau dire, et le gouvernement eut le tort grave de le répéter, de l'affirmer indirectement dans le journal officiel (1) — que ce papier-monnaie, totalement garanti par des lettres de change signées par les plus riches capitalistes de Venise, était le plus sûr, le plus admirable, le mieux garanti du monde, et parfaitement à l'abri même de toute mesure rétroactive du gouvernement autrichien, etc. Il était incontestable, au contraire, que du moment où le gouvernement vénitien n'existerait plus, ces lettres de change, payables à son ordre, seraient de fait nulles et non avenues. L'événement ne l'a que trop prouvé, et l'Autriche qui d'un trait de plume, ou plutôt d'un coup de sabre, a réduit de moitié la valeur du papier-monnaie vénitien, pouvait bien la réduire à zéro, comme elle le fit en Hongrie pour les bank-notes de Kossuth. — Le vice radical de cette combinaison était donc très évident pour tous, mais le péril de la patrie ne l'était pas moins, et ici encore, ce fut le patriotisme des citoyens qui, seul, suppléa à l'insuffisance des créations gouvernementales, qui, certes, ne leur laissaient pas le choix des moyens. L'expédient qu'on leur proposait pour sauver Venise ne compromettait que leurs fortunes, ils n'hésitèrent pas à l'accepter. Les assignats, auxquels on donna le nom bien mérité de *Monnaie patriotique*, circulèrent sans difficulté et au pair presque jusqu'aux derniers jours du siége, — bien que leur total fût arrivé à la somme énorme de *vingt millions* environ. Le budget de ce petit état de 180,000 âmes

(1) Dans un article de journal, reproduit par la *Gazette de Venise*, 28 septembre.

à peine, s'éleva en 1848-49 à plus de 40 millions. Par un calcul bien simple, on trouvera que, proportions gardées, la France dont la population est de 36 millions, pour égaler la somme des dépenses faites durant cette année à Venise et par Venise, la France devrait donner DANS UN AN, *plus de huit milliards*. Il est inutile, il serait absurde d'ajouter un mot, un seul mot à de pareils chiffres.

XIII.

Le succès, aussi heureux qu'invraisemblable, de ces combinaisons financières permettait au triumvirat de tourner tous ses soins vers d'autres objets. On créa des légions d'infanterie composées des troupes déjà enrôlées ou des nouvelles recrues qui s'offraient en foule. La légion Frioulane, les chasseurs des Alpes et plusieurs autres, se formèrent ainsi successivement. On créa même un corps de Hongrois. L'idée de faire combattre et fraterniser avec des insurgés italiens les compatriotes de ces mêmes hommes que le despotisme forçait à s'armer contre l'Italie, était aussi démocratique qu'habile, et si tous les décrets des dictateurs ressemblaient à celui-là, nous leur prodiguerions de grand cœur les plus grands éloges; seulement, nous ne saurions mettre ce décret si sage d'accord avec la résolution tout opposée par laquelle l'organisation d'une légion polonaise avait été repoussée quelques mois auparavant, ainsi que M. Tommaseo le déclara à la tribune longtemps après (1). — Au reste, les triumvirs, fidèles au système de M. Manin, ne purent jamais se décider à ordonner une levée, un enrôlement forcé. Les soldats si nombreux de ces nouveaux corps étaient tous volontaires. L'effectif de la garnison de Venise ou, pour mieux dire, des villes

(1) Rapport lu à l'Assemblée nationale par M. Tommaseo, 3 mars 1849.

que renfermait la vaste étendue de pays bloqué, ne dépassa cependant jamais 20 ou 22,000 hommes (1), chiffre imposant en apparence, mais assez faible en réalité. Songez que ces vingt mille soldats devaient faire le service de deux villes considérables, Venise et Chioggia, de plusieurs bourgs, de la forteresse de Malghera en terre ferme, d'une cinquantaine de forts et d'une infinité d'îlots ; défendre, en un mot, par terre et par mer, un territoire de plus de 90 milles de circuit. Remarquez, en outre, que les fièvres, endémiques dans les lagunes, et une épidémie meurtrière, réduisirent souvent ce chiffre d'un quart, d'un tiers et même davantage dans les derniers temps. Saragosse, assiégée par 20,000 Français, était défendue par un nombre presque double d'Espagnols. Il est vrai que l'assiette naturelle et les fortifications de la capitale de l'Aragon n'étaient aucunement comparables à celles de l'imprenable Venise ; mais il ne l'est pas moins, d'autre part, que l'étendue de la zône stratégique vénitienne présentait — nous venons de le constater — des inconvénients qui en balançaient fort les avantages.

XIV.

Quant à la marine, elle fut encore complétement négligée. Depuis la faute inqualifiable du 22 mars, une fatalité incompréhensible semblait peser sur toutes les mesures concernant cette marine. Le salut de Venise dépendait pourtant de sa flotte. Le 11 août, elle se composait de trois corvettes, trois bricks et un bateau à vapeur, un grand nombre de péniches, cutters, goëlettes, pirogues, en mer ; une corvette et deux bricks

(1) Nous ne comprenons pas dans ces chiffres les troupes de la marine, infanterie, génie et matelots, qui montaient à 4 ou 5,000 hommes, et que M. d'Arlincourt appelle naïvement les *marins de terre et de mer* de Venise. (*Italie*, page 46.)

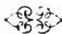
en réparation, une frégate et un pyroscaphe sur le chantier. Elle ne pouvait donc tenir tête à celle de l'Autriche qui comptait plusieurs frégates et une dizaine de bateaux à vapeur. Mais il n'était nullement impossible de faire cesser cette inégalité au moyen de l'achat ou de la construction rapide de quelques vaisseaux. Un changement dans les forces des deux escadres en amenait un non-moins complet dans la situation des deux partis. La flotte autrichienne une fois battue, les rôles étaient tout-à-fait intervertis. Au lieu d'être bloquée, c'était Venise qui allait bloquer les ports de l'Autriche. Ses communications avec la Hongrie et la Romagne, si importantes plus tard pour elle, étaient maintenues, ses approvisionnements assurés, le commerce de l'Autriche anéanti ; conséquences trop évidentes pour qu'il soit nécessaire de les dérouler longuement. Et cependant — chose inconcevable — jamais le gouvernement de Venise ne s'occupa sérieusement de la création de cette flotte. Nous savons bien qu'on nous répondra en objectant, comme de coutume, le manque d'argent. Mais l'argent manqua-t-il jamais au dictateur lorsqu'il le demanda au nom du salut public? N'en trouva-t-il pas pour prolonger la résistance, durant plus d'une année encore ? Et la moitié, le quart de ces *quarante millions*, lentement, stérilement dépensés durant douze mois, un écu après l'autre, n'aurait-il pas suffi pour acquérir une escadre capable de lutter avec celle de l'Autriche ?

XV.

Avouons-le, enfin, la véritable raison de cette négligence inexplicable, c'est cette imprévoyance obstinée de l'avenir, grâce à laquelle le gouvernement vécut constamment au jour la journée, jusqu'à celui où il se trouva tout à coup, étonné et consterné, sur le bord de l'abîme qu'il n'avait pas prévu. — Il en fut de même pour l'approvisionne-

ment du pays ; on y pourvut en déclarant que le déplorable état des finances ne permettait pas d'y songer. On trouva même l'art assez difficile de faire pis encore; la crainte du blocus immédiat une fois passée, on revendit les denrées que le ministère précédent avait fait acheter (1). Quatre mois après, le blocus recommençait et Venise se trouvait affamée en quelques jours. — Ces simples faits nous dispensent de tout commentaire. Ceux qui précèdent auront, probablement, déjà assez rebuté le lecteur; mais nous ne savons aucun remède à ce mal, sinon celui de lire l'histoire dans les romans — usage assez commun, du reste, aujourd'hui — ou, ce qui vaut bien mieux, de ne pas la lire du tout. Certains écrivains modernes ont beau dire et beau essayer, l'histoire véritable, consciencieuse, ne sera jamais — du moins d'un bout à l'autre — une lecture *palpitante d'émotion*. Nous sommes ennemi juré, on l'a vu, de l'exagération, du luxe des pièces justificatives, mais nous blâmons également l'excès contraire ; on ne prouve rien sans développements, sans citations précises, et des documents, des citations ne seront jamais des épisodes dramatiques. — Maintenant, nous reprendrons la suite de notre récit que les considérations générales qui précèdent ont forcément interrompu. Et nous chercherons toujours dans ce livre à présenter au lecteur, ainsi groupés, ainsi coordonnés, des réflexions et des faits qui, épars au milieu de la narration, n'auraient ni le même sens, ni la même importance.

(1) Voici, à l'appui, un extrait des tableaux sommaires de recettes et de dépenses, que le gouvernement publiait chaque mois : *Recettes extraordinaires du mois de septembre* 1848, 99,245 livres 47 centimes, résultant de la vente de farines provenant des grains achetés par le gouvernement pendant les mois précédents. (*Journal officiel*, 14 octobre 1848).



LIVRE VI.



Antagonisme entre l'opinion et le pouvoir. — L'un continue la politique, l'autre recommence l'opposition de juillet. — Le Cercle se met de nouveau à la tête des mécontents. — Réflexions et délibérations. — Dall' Ongaro, Mordini, Sirtori. — Plusieurs membres du club sont exilés. — Dénouement. — Puissance diverse des idées et des faits, des masses et des tribuns. — Nouvelle convocation de l'Assemblée; discours de M. Manin. — — Aveux graves. —Abaissement irréparable de l'Assemblée. — Politique extérieure et énigme gouvernementale. — Opérations militaires, prise de Cavallino. —Combat et prise de Mestre. — Résultats de ce brillant fait d'armes. — Nouvelles mesures financières. —*(b)*.

2 OCTOBRE. — 30 NOVEMBRE.

I.

A peine installé, le triumvirat avait rencontré pour adversaires ceux-là mêmes qui avaient le plus contribué à l'élever au pouvoir. Le *Cercle Italien* se trouvait — évolution bizarre et logique — à la tête de l'opposition. Les principaux membres de ce club, représentant les opinions les plus avancées du pays, pouvaient-ils marcher longtemps d'accord avec des hommes dont les tendances aussi bien que les pouvoirs étaient autocratiques? Les uns demandaient chaque jour de nouvelles réformes, de nouveaux progrès, et allaient même trop loin quelquefois dans leur impatience; les

autres, affectant un dédain superbe pour l'opinion, pour la presse, seule capable cependant de leur faciliter l'exercice périlleux d'une autorité sans bornes, s'immobilisaient fièrement dans leur omnipotence. L'antagonisme entre le Cercle et le Gouvernement, lequel avait renversé Castelli au profit de Manin, recommençait par une raison fort simple contre Manin, continuateur imprévu de Castelli. Et l'opposition recrutait chaque jour de nouveaux partisans. Le vide se faisait autour du pouvoir, bien que, dans le Cercle même, plusieurs membres influents, Giuriati, Vollo, Varè, Formani, ne fussent pas d'accord avec les agitateurs, leurs collègues, sur la ligne de conduite à suivre dans des circonstances aussi graves. — Cet antagonisme entre le Cercle et le triumvirat ne pouvait se prolonger davantage. Il fallait qu'un des deux partis triomphât, et triomphât sans retard. Un changement à peu près total dans la composition du comité-directeur du club fut le prélude de la crise (27 septembre). Presque tous les membres dissidents que nous venons de nommer en étaient écartés. La majorité nouvelle s'y prononça pour l'adoption immédiate de résolutions audacieuses. MM. Dall' Ongaro, écrivain distingué, dont le cœur est aussi haut que l'esprit; Mordini, qui joua plus tard un rôle dans la révolution toscane; Revere, écrivain non-moins énergique; tous membres du comité, se préparèrent à frapper un coup décisif; seulement, ils voulurent sonder auparavant les dispositions du Cercle et de l'opinion par une motion hardie.

II.

Ce soir-là (1er octobre), l'Assemblée était nombreuse, frémissante, inquiète. Mordini prit la parole: « Citoyens, dit-il, le Cercle ne s'est montré, « dans ses rapports avec le gouvernement, ni son « partisan aveugle, ni son adversaire systémati- « que. Aujourd'hui, après 40 jours d'attente, nous

« croyons pouvoir le juger d'après ses œuvres.....
« L'opposition de cette Assemblée avait éclairé « l'opinion publique sur le compte du gouverne- « ment de Juillet et en avait préparé la chute.....
« Le mouvement du 11 août fut, non-seulement « vénitien, mais italien, puisqu'un grand nombre « d'Italiens de diverses provinces y prirent part.
« Le gouvernement de Venise devait donc être, lui « aussi, italien. Pour se maintenir à la hauteur des « circonstances, il devait obéir à l'impulsion révo- « lutionnaire, rompre sans retour avec le passé et « puiser toutes ses forces dans le sentiment natio- « nal....... Voilà ce qu'il devait faire et ce qu'il n'a « pas fait. Tout en honorant le caractère des hom- « mes auxquels le soin de la chose publique a été « confié, nous devons donc déclarer à cette tribune « que le gouvernement a méconnu son origine po- « pulaire, et ranimé par-là l'espérance de la faction « réactionnaire, qui l'a enveloppé dans ses filets, « qui l'a poussé à maintenir les vieux abus, les « employés, les créatures de l'Autriche. C'est à « cette faction qu'on doit attribuer l'impuissance « du comité de défense, qui existe de nom, bien « plutôt que de fait; la résurrection de l'ancien co- « mité de guerre, supprimé en apparence, mais « rétabli en réalité sous d'autres noms et d'autres « formes; l'absence d'un conseil de guerre, les « souffrances des troupes consumées par les fièvres « et dépourvues de vêtements, la corruption pé- « nétrant dans toutes les branches de l'administra- « tion....... Nous déplorons tous sans doute les « fautes graves que le gouvernement a commises, « mais il ne suffit pas de les déplorer; il faut cher- « cher et trouver un remède efficace. Voici celui « que nous croyons le plus simple et le plus radi- « cal : la convocation d'une Assemblée constituante « lombardo-vénitienne. » (1)

(1) *Journal du Cercle*, 4 octobre 1848.—Nos lecteurs nous sauront gré de ces citations textuelles, qui, seules, peuvent leur révéler complètement—en les laissant parler eux-mêmes— les hommes dont nous racontons les actes.

III.

Ces paroles furent accueillies par de vifs applaudissements et la discussion allait s'entamer sur-le-champ, lorsqu'un membre se lève et fait observer que la gravité de cette question, à laquelle personne n'est préparé, exige que les débats soient renvoyés au lendemain : la majorité se déclare en faveur de cette proposition. Ce fut cet excès de précaution qui fit échouer l'entreprise. Le pouvoir veillait lui aussi, et, plus prompt que ses adversaires, il prévint cette discussion dangereuse pour lui par une brusque et audacieuse mesure. Dans la nuit même il fit arrêter les principaux agitateurs et les jeta dans un navire qui les transporta à Ravenne sans autre forme de procès. Il les traitait exactement, eux, les républicains convaincus, comme il avait traité les coryphées réactionnaires de juillet. Et le peuple, lui, resta de nouveau immobile. Cette sévérité de l'un, cette indifférence de l'autre, avaient tout l'air d'une leçon politique (1). Aucune agitation, aucune manifestation publique ne suivit cet acte inqualifiable. La partie paraissait décidément perdue. Cependant le Cercle se rassemble le jour suivant, plus nombreux, plus agité que jamais. Le président Sirtori — officier d'un rare mérite que la suite de ce récit montrera dans toute sa valeur — lui annonce que deux de ses membres ont été bannis de Venise par suite de la motion de la veille. Il déclare en même temps avec une fermeté noble et simple que le comité-direc-

(1) Après le 11 août, le dictateur fit emprisonner durant plusieurs jours et transporter ensuite à Ravenne les fauteurs les plus ardents du gouvernement de juillet. Cette mesure si grave ne rencontra point de contradicteurs à cette époque, pas même parmi ceux-là qui devaient bientôt en être les victimes à leur tour. C'est ainsi que — partout et toujours — le temps et la dictature se chargent d'enseigner la justice et la modération aux partis.

teur est entièrement solidaire de cette motion, et qu'il croit, par conséquent, devoir renoncer à ses fonctions tant que les membres absents ne seront point rappelés et justifiés, à la face du club et du pays. Cette déclaration semblait bien faite pour soulever une tempête : elle fut accueillie par le silence. Le Cercle comprenait le premier les causes de faiblesse qui neutralisaient sa volonté et ses droits Il accepte, la tête baissée, ce décret de proscription, seule et dernière conséquence de la motion qu'il avait frénétiquement applaudie la veille.

IV.

On allait se séparer, après une discussion insignifiante sur d'autres objets, sans qu'un seul mot relatif à cet événement eût été proféré, lorsque M. Varé adresse au président une interpellation sur la démission offerte par le comité. Il blâme la conduite de l'Assemblée qui n'a répondu que par son silence à cette déclaration, et propose un vote de confiance pour le comité. Alors s'opère une réaction imprévue, complète. Le Cercle applaudit et vote presque à l'unanimité la motion de Varé; Sirtori reprend sa place au fauteuil, remercie l'assemblée et lui demande de déclarer positivement si le comité et les membres absents sont coupables ou non. Elle vote en masse pour la négative. Il lui demande enfin si elle veut maintenir au bureau même les membres proscrits, et elle se déclare pour l'affirmative, au milieu des signes les moins équivoques de sympathie et d'enthousiasme pour eux. Dans d'autres circonstances, il est évident qu'un pareil vote eût entraîné la chûte du gouvernement ou des troubles sérieux. Dans celles que nous venons d'exposer, ni l'un ni l'autre n'arriva. A la séance suivante (3 octobre), on vota la demande du rappel des proscrits, que le Cercle présenta modestement aux triumvirs, et à laquelle ceux-ci ne satisfirent jamais. Et tout fut dit.

V.

Un élément de succès indispensable manquait au Cercle et lui manqua toujours à Venise : l'appui des masses, la communication électrique, continue, qui, pour rendre une idée irrésistible, doit s'établir entre l'homme qui la proclame et le peuple qui la réalise. On ne renverse pas un gouvernement avec une harangue éloquente, une motion ou une démonstration parlementaire, quelque justes et fondées qu'elles soient. On met le doigt sur la plaie ouverte au flanc de la nation et on lui crie : vois et prononce. Or, le peuple Vénitien ne comprenait point, ne ressentait point encore les tristes effets des fautes de ses gouvernants. Les chefs révolutionnaires, nécessairement désabusés les premiers, avaient beau lui dénoncer leurs légitimes griefs, le peuple restait indifférent ou hostile à leurs projets, à leurs conseils. La faute qu'ils avaient commise en désignant eux-mêmes naguère le dictateur à son choix, à son admiration, portait déjà un fruit aussi amer que naturel. Faute déplorable contre laquelle notre récit revient toujours se heurter ! Le peuple ne pouvait-il, ne devait-il pas leur répondre : Pourquoi tant d'estime hier chez vous pour ces hommes ou pourquoi tant de mépris aujourd'hui ? Et comment décider si vite si vous aviez tort alors ou si vous avez raison maintenant ? Attendons. — Et le peuple restait immobile, tandis que le Cercle s'agitait. Les faits éclatants qui impressionnent seuls les populations non encore familiarisées avec la vie politique, ces faits ne s'étaient pas encore produits. Pour détromper les masses qu'ils avaient involontairement abusées, les agitateurs n'avaient pour instrument que des idées, des thèses politiques. Ils devaient être et furent impuissants. — D'ailleurs, l'opinion populaire eût été entièrement d'accord avec eux, les principaux orateurs du

Cercle eussent été unanimes dans leurs résolutions, que le succès de cette tentative eût été encore douteux. Il est aisé d'en trouver la raison dans la situation doublement anormale de Venise. Ce n'était point à quelques milles des batteries de siége autrichiennes et dans un Etat flottant encore entre la République et la *fusion*, au milieu des plus grands embarras financiers qu'on pouvait songer si lestement à renverser le gouvernement établi. Voilà ce que pensaient, du moins, beaucoup de bons citoyens qui voyaient bien que la conduite des triumvirs était blâmable et même dangereuse, mais qui croyaient aussi que le seul remède efficace qu'on pût apporter à ce triste état de choses était encore pire que le mal. Ceci explique en deux mots la durée du pouvoir des triumvirs et la défaite du club, le 2 octobre — (le même jour où les interpellations de M. Buvignier sur la question italienne aboutissaient, à Paris, à l'ordre du jour pur et simple). — Ce jour marqua le commencement de la période de décadence du Cercle, qui avait joui jusque-là de tant d'influence, et condamna d'avance au même destin tous ceux qui lui succédèrent. Placés en face d'un pouvoir dictatorial, ils ne pouvaient exister qu'à la condition de le défendre aveuglément ou de le renverser sans hésitation. Ils ne firent ni l'un ni l'autre.

VI.

Quelques jours après cette victoire gouvernementale, l'Assemblée nationale fut convoquée par le triumvirat qui l'appelait à résoudre la question, posée par lui à nouveau, de la prorogation (mot si cher à tout gouvernement) de la dictature. Elle se réunit le 11 octobre. Cette séance fut exactement semblable aux précédentes : la discussion fut stérile, froide, insignifiante, le triumvirat mystérieux et superbe, les orateurs furent timides, embarrassés ; bref, l'Assemblée s'empressa d'approuver,

selon sa coutume . tout ce que le dictateur lui proposa. Il n'y eut de remarquable que les paroles suivantes de M. Manin, répondant à une modeste interpellation : « On appelle le gouvernement sur un terrain qu'il aurait voulu éviter. Mais les opinions qu'on vient d'émettre exigent une réponse, afin que le gouvernement sache quelle est l'étendue de son mandat. Je dirai *quelque chose* de la voie suivie par le gouvernement, je dirai ce que la prudence me permet de dire. Tant que l'Italie espérait dans une prochaine intervention armée, le gouvernement s'en tenait à la condition, posée le 13 août, de ne pas entamer les questions de l'avenir. Mais, quand à l'intervention armée succédèrent les négociations diplomatiques, il dut arborer un drapeau. Il ne pouvait négocier efficacement, il ne pouvait défendre Venise et avec Venise l'Italie, qu'en agissant comme le gouvernement indépendant d'un peuple souverain..... La question de l'avenir n'est point, au reste, irrévocablement tranchée : le peuple souverain pourra plus tard décider de nouveau s'il veut se réunir au Piémont avec la Lombardie. Mais dans l'état d'isolement où nous nous trouvons aujourd'hui, nous avons cru devoir agir ainsi. — Quant aux paroles de M. Malfatti (l'un des orateurs qui l'avaient précédé à la tribune), on a pu dire et même on a dit ce dont il a parlé. Mais on ne peut pas tenir à tout le monde le même langage. La France reconnaît le droit des nationalités, et ce n'est pas à elle, c'est à d'autres puissances qu'il faut adresser ce discours. Que Venise doive, dans les traités, défendre la nationalité italienne, la chose est incontestable. Mais il ne suffit pas d'avoir un droit : il faut avoir la force; et pour vouloir tout obtenir sur-le-champ, il ne faut pas tout perdre. Il faut voir jusqu'où nous pouvons aller maintenant. Tant que Venise sera libre, l'Italie conservera l'espérance : une fois Venise perdue, la nationalité italienne l'est aussi. » (1)

(1) Journal officiel, n. 266, séance du 11 août 1848.

VII.

Nous avons reproduit en entier et textuellement ce long passage du discours de M. Manin, parce qu'il renferme deux aveux d'une extrême importance : Le triumvirat avait modifié de sa propre autorité, et il le déclarait nettement à la tribune, les conditions posées le 13 août par l'Assemblée, sans la convoquer, sans la consulter ; le triumvirat était prêt à accepter, lui, ce que la Lombardie avait généreusement refusé pour elle : l'indépendance isolée d'une province privilégiée par la diplomatie. Ces deux aveux donnent la mesure exacte de la politique du dictateur, et tous les efforts qu'il a pu et qu'il pourrait tenter maintenant pour repousser ces graves accusations, viendraient se briser contre cette déclaration solennelle, confirmée d'ailleurs par plus d'une preuve. Nous l'avons textuellement reproduite. Nos lecteurs peuvent donc prononcer eux-mêmes. — Un tel discours n'était guère fait, ce semble, pour porter la lumière et la confiance dans les esprits, et surtout pour rassurer sur les suites probables de la continuation d'une pareille dictature. L'Assemblée en jugea autrement. Elle laissa passer, sans la moindre observation, les graves aveux que nous venons de relever; elle ne se heurta qu'à une seule difficulté dans cette occurrence : celle de formuler son consentement empressé au maintien du pouvoir dictatorial ! Elle ne trouvait pas, apparemment, de termes assez forts, assez expressifs à son gré. Dans cet embarras, un député proposa ce qui est à peine croyable et cependant littéralement vrai — de charger M. Manin lui-même de rédiger le décret ; et le dictateur, qui sentit ce renversement inouï des rôles, dut décliner ce singulier honneur, en faisant observer que c'était engager le mandataire à dicter ses propres volontés à ses commettants. L'Assem-

blée vint à bout, toutefois, comme on peut le croire, de surmonter l'obstacle, et aussitôt, elle se retira satisfaite, après avoir épuisé, dans une seule séance, à son ordinaire, les graves questions qui avaient nécessité sa convocation.

VIII.

Telle était l'Assemblée, produit direct du suffrage universel, ou plutôt du hasard (1), qui était chargée de représenter une des villes les plus spirituelles, les plus généreuses, les plus dévouées du monde! Triste antagonisme, étrange contraste entre le pouvoir et la nation, les commis et les commettants, auquel devait inévitablement aboutir, à Venise comme ailleurs, l'application hâtive de la théorie la plus féconde, la plus légitime, la plus rationnelle! « Nous aurions dû reculer *le plus* « *loin possible* le moment des élections (2) », disait Louis Blanc, en France, et il l'a prouvé par plus d'un fait. On pouvait en dire autant à Venise, et pour les mêmes raisons. Les triumvirs avaient trouvé, en pleine démocratie, une autre *chambre introuvable*. Quant à la nomination d'une nouvelle Assemblée, il n'en fut pas même question le 11 octobre. Les dictateurs ne jugèrent pas encore venu le moment propice et l'Assemblée se garda bien de prendre l'initiative d'une telle résolution. Ce délai ou cet oubli était néanmoins sans excuse. Le 11 août, les circonstances justifiaient la conduite du dictateur, obligé de ressusciter *ex abrupto* la représentation dissoute, et nous n'avons pas hésité à le reconnaître. Mais comment innocenter la continuation d'un état de choses si irrégulier, si inconstitutionnel, après deux mois de dictature, passés au sein du calme le plus profond? Evidem-

(1) Voyez les détails sur les élections du 9 juin, note 1, page 97.

(2) *Pages d'histoire*.

ment, la situation anormale, précaire, etc., du pays n'était plus qu'un prétexte, ou du moins en avait certes toute l'apparence. Le véritable motif de ce délai n'était-il pas bien plus vraisemblablement l'aversion singulière que ces triumvirs révolutionnaires éprouvaient pour les formes démocratiques? — Jeté au sein d'embarras, de périls non moins graves, le triumvirat romain tint une conduite bien différente, et loin de regarder une Assemblée souveraine et permanente comme un danger, il l'accepta comme un secours, un appui. Mais aussi quelle différence entre Mazzini et Manin! — L'opinion publique, qui commençait à s'étonner du système dilatoire des dictateurs, les blâma dès-lors hautement, et elle l'aurait fait bien plus énergiquement si la position de la ville ne l'avait forcée de subir cette nouvelle faute, comme elle en avait subi déjà tant d'autres — dans une attitude indignée et immobile. On pouvait, certes, procéder librement à des élections à cette époque, on ne pouvait sans danger renverser le gouvernement par une révolution : ce qui fit dire avec raison que si Venise n'avait pas été assiégée, M. Manin ne se serait pas maintenu trois jours au pouvoir. Quant à l'Assemblée, son aplatissement incroyable devant la dictature ne surprit personne, car personne à Venise ne se faisait illusion sur la valeur de ses représentants. Ce n'est point qu'on ne comptât parmi eux quelques noms honorables, glorieux même, que nos lecteurs connaissent déjà; mais ces rares exceptions, absorbées, perdues au sein d'une majorité aussi nombreuse qu'incapable, enchaînées d'ailleurs elles-mêmes par l'attitude du pays, n'avaient aucun ascendant, aucune force réelle. Dans des temps ordinaires, les hommes les plus médiocres puisent une certaine force dans la volonté nationale dont ils sont l'expression régulière : après le 11 août, les représentants de Venise n'avaient pas même cette force-là. On les avait complétement oubliés avant

cette convocation inattendue ; la séance levée, on recommença bien vite à les oublier. La nouvelle de la révolution de Vienne (1) et le brillant fait-d'armes de Mestre, arrivés sur ces entrefaites, achevèrent de les replonger dans l'obscurité jusqu'au jour où ils s'éclipsèrent définitivement, en face de leurs successeurs.

IX.

Mais, avant d'aborder le récit de ce combat de Mestre, si glorieux pour la garnison de Venise, si inexplicable au point de vue diplomatique, il est indispensable d'entrer dans quelques détails que que nous nous sommes réservé de développer à cette occasion. — Venise était-elle comprise, oui ou non, dans l'armistice du 9 août? L'Autriche avait eu d'abord quelque velléité de le nier, de même qu'elle avait eu celle de refuser la médiation française : cette prétention tomba bientôt devant une protestation de la France, soutenue par l'arrivée du *Jupiter* et de la *Psyché* dans les parages de Venise où se trouvaient déjà plusieurs pyroscaphes de guerre français. Quatre mille soldats, destinés pour Venise, étaient même prêts à s'embarquer à Marseille, lorsque M. Bastide reçut enfin l'annonce de l'acceptation de la médiation par le cabinet de Vienne. L'Autriche sentait encore sa propre faiblesse et l'irrésistible ascendant de la France républicaine (2). Le blocus maritime qu'elle avait essayé d'établir contre Venise disparut, et les hostilités furent suspendues de ce côté-là. Ce-

(1) V. la dernière partie.

(2) Ces faits diplomatiques ne furent jamais connus officiellement à Venise, où les journaux seuls en parlèrent. Le gouvernement, fidèle à son système de mutisme, de cachotterie dictatoriale, ne s'expliqua jamais là-dessus. Ce ne fut que longtemps après, et par les déclarations de M. Bastide à la tribune française que le public vénitien en eut la connaissance positive.

pendant, par une anomalie qui ne fut pas un des traits les moins étranges de ce siége célèbre, la trève ne parut pas s'étendre aux forts de la terre-ferme où l'artillerie se faisait souvent entendre et où de fréquentes escarmouches avaient lieu entre assiégés et assiégeants.

X.

Venise, à son tour, ignorant les intentions réelles de son discret triumvirat, ne montrait guère plus d'envie d'accepter cette médiation illusoire, en échange de l'intervention. Sa presse, ses clubs, sa garnison, sa marine impatiente, demandaient chaque jour aux dictateurs d'en venir à une action d'éclat, et chaque jour les réponses du pouvoir variaient. Tantôt il parlait avec reconnaissance des services précieux que la médiation lui rendait; tantôt il promettait fièrement de briser toutes les entraves diplomatiques par une détermination belliqueuse. Au peuple et à la garde civique, assemblés à St.-Marc, lors de la revue du 10 septembre, M. Manin déclarait, dans un discours éloquent, « qu'aux représentants du peuple vénitien, « *d'accord avec les puissances médiatrices*, il « appartenait de fixer des conditions. » (1) A la députation du Cercle, qui lui présenta le 23 septembre une protestation de la marine contre l'armistice, M. Manin disait au contraire : « Le gou- « vernement voit avec orgueil et avec joie ces « sentiments intrépides de notre jeune marine. Il a « déjà *songé à les mettre à l'épreuve*, à assurer à « la fois nos intérêts et l'honneur de notre pavillon. « Si nous n'en disons pas davantage, c'est que la « *discrétion* est indispensable dans les entreprises « militaires. » (2) Enfin, dans la séance du 11 octobre, le dictateur avait fait une troisième décla-

(1) On trouvera ce discours à la fin de ce livre *(b)*.

(2) *Faits et paroles*, 25 septembre 1848.

ration que nos lecteurs ont déjà appréciée, et qu'il est malaisé de mettre d'accord avec la version par laquelle le général Pepe, qui devait être cependant bien informé, explique l'attaque de Mestre (1). A notre avis, cette attaque fut donc, d'une part, la conséquence singulière, imprévue, mais forcée d'une politique indécise; et, de l'autre, un acte de justes représailles contre les infractions de l'Autriche elle-même à la trève. Osoppo, assiégée, bombardée et affamée depuis six mois, venait de voir tomber le drapeau tricolore, si vaillamment déployé sur cette cîme élevée des Alpes.—De tout cela, il résulta nécessairement la situation la plus confuse, la plus compliquée, la plus inconcevable du monde : le peuple demandait à grands cris la guerre, tandis que le gouvernement acceptait de fait la médiation et conséquemment l'armistice. Heureusement, il en résulta autre chose aussi : le brillant fait-d'armes de Mestre, qui marqua d'une façon bien diverse cette période, stérilisée, glacée par l'armistice et les négociations.

XI.

Rien ne manqua à cette action glorieuse, pas même un prologue. Le 22 octobre, 400 chasseurs du Sile, commandés par le brave colonel d'Amigo, sortirent de Treporti, poste important des lagunes, pour aller attaquer Cavallino, autre position fortifiée, située à l'extrémité nord de l'œstuaire (2), et défendue par 250 Autrichiens et trois pièces de ca-

(1) Il en parle ainsi dans son Histoire : « Les triumvirs me recommandaient de m'abstenir de toute opération qui pût faire éclat; mais quand ils reconnurent qu'ils n'avaient que peu ou rien à espérer de la médiation anglo-française, quand ils virent qu'on les soupçonnait de ne pas vouloir lier leur cause à celle de toute l'Italie, ils me prévinrent que j'étais libre d'agir comme je l'entendrais. »

(2) Voir les détails donnés ailleurs sur Venise et ses lagunes.

non. Tandis que les chasseurs avançaient par terre, quelques pirogues et quelques chaloupes armées protégeaient leur marche, en suivant le canal de Pordillo, qui longe l'étroite langue de terre qui conduit de Treporti à Cavallino. Le colonel Ulloa, officier napolitain d'un mérite distingué, commandait en chef l'expédition. Partie à onze heures du matin, la colonne d'attaque arriva à deux heures en face des avant-postes ennemis, malgré les difficultés du terrain, tantôt marécageux, tantôt sabloneux, et une pluie abondante qui ne cessait de tomber. Tous ces avant-postes, formant plusieurs lignes successives de défense, furent emportés au pas de charge par les chasseurs, vigoureusement soutenus par le feu des embarcations. A quatre heures Cavallino lui-même tomba entre leurs mains, abandonné par les Autrichiens, qui se retirèrent jusqu'au-delà du Pive, poursuivis par les vainqueurs. Deux canons, un certain nombre de fusils, des munitions et des provisions furent le résultat matériel de ce coup-de-main hardi.

XII.

Cinq jours après, l'attaque bien plus importante de Mestre fut résolue. — Mestre est une petite ville située à une demi-lieue environ de Marghera, non loin du pont colossal de 3,603 mètres de long qui joint aujourd'hui Venise à la terre-ferme. Les Autrichiens, qui l'occupaient depuis le commencement du blocus, y avaient élevé des ouvrages de fortification, des barricades, des batteries. 3,000 hommes de garnison la défendaient, sans compter 2,000 autres, disséminés dans plusieurs positions adjacentes, — Fusina, Campalto, Mogliano, Moranzon — d'autant plus fortes que tout le pays est entrecoupé de canaux et de marais. Le gros de leurs troupes étaient cantonnées dans les villages et les bourgs voisins, sous les ordres du général Mittis. Les Vénitiens, maîtres de Malghera et des

forts qui en dépendent, les seuls qu'ils occupassent en terre ferme, de la tête du pont et de la lagune, commandée par leurs bâtiments légers, attaquèrent à la fois Mestre et Fusina, partagés en trois colonnes (27 octobre). La première, forte de 400 chasseurs vénètes, commandés par leur colonel d'Amigo, qui venait de combattre à Cavallino, formait l'aîle gauche. Elle s'embarqua avant l'aube sur quelques pirogues, débarqua à Fusina malgré le feu de l'artillerie et de la mousqueterie autrichienne, en chassa l'ennemi et lui prit deux canons. Toutefois un ordre mal interprété l'empêcha de prendre part à l'action plus sérieuse de Mestre. La seconde colonne, formant le centre, composée des corps lombards et bolonais, sous les ordres du colonel Morandi, et la troisième, à l'aîle droite, commandée par le colonel Zambeccari et formée des bataillons du Haut-Rhin et de l'Italie-libre, sortirent en même temps de Malghera et marchèrent contre Mestre. Ces trois colonnes comptaient en tout deux ou trois mille hommes. Elles étaient animées du plus vif enthousiasme et impatientes de voir enfin l'ennemi de près. Le général Pepe commandait l'expédition en personne. Deux pièces de canon qu'on attendait du Lido n'étaient pas encore arrivées : on aima mieux s'en passer que de retarder l'attaque d'un seul moment. Il faisait en outre un brouillard épais, fort incommode pour les assaillants.

XIII.

La colonne du centre se trouve tout-à-coup en face d'une batterie que le brouillard lui a cachée. Plusieurs décharges à bout portant causent d'affreux ravages dans ses rangs. Ils commençaient à s'ébranler, à hésiter sous ce feu meurtrier, lorsque Ulloa, se mettant à la tête des gendarmes de la réserve, accourt les soutenir. Le brillant courage de cet officier ranime l'ardeur des soldats ; ces braves gens, qui, presque tous, voyaient le feu

pour la première fois, se battent en vieux soldats. Ils s'élancent sur la position au pas de course, ils l'attaquent à la baïonnette, ils l'enlèvent en dépit de la résistance la plus acharnée. Les canonniers autrichiens sont sabrés sur leurs pièces, l'infanterie croate se retire en désordre dans la ville, où elle se barricade dans chaque rue, dans chaque maison.—Pendant que le centre, maître de la position, entre de ce côté dans Mestre, l'aile droite s'empare d'une forte barricade défendant une autre entrée de la ville et armée de deux canons. La résistance des Autrichiens est désespérée. Là aussi, on attaque a la baïonnette, on combat à l'arme blanche, et là aussi l'impétuosité italienne triomphe de l'opiniâtreté autrichienne. — Les abords de Mestre étaient au pouvoir des assaillants, mais le plus rude de l'entreprise restait encore à achever. Les Croates, retranchés, barricadés dans les maisons, se défendaient avec la fureur du désespoir. Du haut des toits, des barricades, des croisées, une grêle de balles tombait sur les troupes italiennes, exposées à découvert aux coups d'un ennemi si avantageusement posté. Il fallut prendre d'assaut toutes les maisons l'une après l'autre, et, de chaque côté, le carnage fut horrible. —Ce fut là que tomba mortellement blessé le généreux Poerio. Alexandre Poerio, proscrit à vingt ans, littérateur et soldat, était venu chercher et défendre la liberté à Venise : il y trouva la mort. Il fut plus heureux que son frère, qui s'éteint aujourd'hui lentement dans les affreux cachots de Naples.

XIV.

La perte de ce brave, connu et estimé des soldats, redouble leur fureur. Ils bravent tous les périls, surmontent tous les obstacles, emportent les barricades, enfoncent les portes, gravissent les escaliers des maisons, sous le feu meurtrier qui

les décime, et, au bout de huit heures de cette lutte terrible, ils sont complètement maîtres du terrain défendu pied à pied par l'ennemi. Dans une seule maison, on trouva quatre-vingts cadavres (1). Les Autrichiens eurent 600 morts et blessés, et perdirent 500 prisonniers et huit canons, le reste parvint à battre en retraite dans l'intérieur des terres. Les Vénitiens eurent à peu près le même nombre d'hommes mis hors de combat, mais pas un seul prisonnier. — Tous, officiers et soldats, montrèrent ce jour-là, une fois de plus, que ces troupes italiennes, si indignement calomniées de nos jours, n'ont besoin, pour rivaliser avec cette armée d'Italie, qui s'immortalisa dans les campagnes de Napoléon, que de trouver des généraux dignes d'elles. Et si nous voulions citer les traits isolés de bravoure par lesquels ils le prouvèrent, nous devrions remplir des pages entières de ce livre et y inscrire en première ligne les noms de Sirtori, d'Ulloa, de Rosaroll, de Morandi, de Cattabene, d'Apanti et de beaucoup de simples soldats; d'Ugo Bassi, enfin, ce prêtre que le destin préserva constamment de la mitraille et des boulets pour le réserver aux assassinats, par la poudre et le plomb, d'un conseil de guerre. Les corps qui n'avaient pu prendre part au combat, frémissaient en y assistant du haut des remparts de Malghera; la garde civique voulait en sortir, en dépit des ordres du général, et l'on ne parvint qu'à grand'peine à l'en empêcher. Dans la ville l'enthousiasme n'était pas moins grand, moins bouillant : si l'ennemi, plus nombreux, plus redoutable, s'était présenté ce jour-là aux portes de la ville, les citoyens, les femmes, les enfants eussent volé le combattre, et l'ennemi eût été écrasé comme il l'avait été à Bologne, le 6 août. Spectacle à jamais mémorable et que n'oublieront jamais ceux qui l'ont vu de leurs yeux; digne de ces grandes révolutions dont le souvenir console ceux que le specta-

(1) Pepe, *Histoire des guerres d'Italie*.

cle de l'abaissement et des malheurs actuels de l'Europe, accable parfois de tristesse et de découragement.

XV.

Malheureusement, cette brillante journée n'eut point de lendemain. Soit circonspection excessive des généraux, soit entraves mises à leur action par la diplomatie, l'expédition ne fut pas poussée plus loin. Peut-être plus d'audace aurait été couronnée de nouveau par le succès. Deux ou trois victoires comme celle de Mestre eussent probablement soulevé les populations voisines, impatientes de secouer le joug insupportable des dictateurs militaires de l'Autriche. Les soldats, électrisés par un premier triomphe, ne demandaient qu'à marcher en avant. L'Empire, aux prises avec la fin de la révolution de Vienne et le commencement de celle de Hongrie, menacé de la reprise des hostilités par le Piémont, et — coïncidence frappante — par l'insurrection lombarde d'octobre, ne pouvait, à cette époque, disposer en Vénétie de forces considérables. A notre avis, l'occasion était belle et irrévocable probablement, de rompre le cercle fatal dans lequel Venise était enserrée depuis cinq mois. Ses généraux en jugèrent différemment, et l'ordre d'évacuer Mestre fut donné aux troupes italiennes le soir même du jour où elles l'avaient pris d'assaut. Elles en sortirent aussi mécontentes, aussi tristes que ses malheureux habitants, qui, après le court enivrement de cette délivrance d'une heure, allaient retomber entre les mains de leurs oppresseurs. — Quoi qu'il en soit, après un coup de main si éclatant, accompli en plein armistice, on devait s'attendre à de vives représailles autrichiennes. Il n'en fut rien cependant. Le général Mittis réoccupa Mestre, les Vénitiens gardèrent leurs canons et leurs prisonniers, les négociations médiatrices continuèrent gravement, et le blocus reprit sa physionomie accoutumée.

XVI.

D'autres soins, d'autres soucis vinrent bientôt préoccuper le triumvirat. Le produit des emprunts de 3 et de 2 millions, contractés en septembre et octobre, allait être entièrement absorbé par les dépenses publiques.—En outre, un emprunt de dix millions, dit national, et divisé en actions de 500 livres, avait été ouvert. Des commissaires vénitiens furent chargés de parcourir les Etats Italiens, faisant partout appel au patriotisme des citoyens en faveur d'une cité qui défendait fièrement, non pas sa propre cause, mais celle de l'Italie entière. Rien de plus digne, de plus juste que cette demande, faite par une population qui avait, certes, le droit de croire au dévouement, elle qui en donnait la première un si noble exemple. La *grande Mendiante* ne parut jamais plus grande que ce jour-là. Et pourtant le résultat — il nous coûte d'en faire l'aveu — le résultat ne répondit pas à ces légitimes espérances. On parvint malaisément à recueillir, au bout de plusieurs mois, quelques centaines d'actions (1). Cette froideur pour l'héroïque Venise, surprenante dans un peuple qui venait de donner et qui allait donner encore de si grandes preuves de patriotisme, s'explique et s excuse par l'ignorance des véritables tendances, de la véritable position de cette cité longtemps calomniée et par l'étrangeté forcée de la combinaison financière à laquelle elle recourait. Pour être compris, pour briller enfin de tout son éclat, le dévouement de la ville martyre avait besoin d'être éclairé par les flammes des incendies, la fusillade et le bombardement. — Aussi, quelle différence entre ces ré-

(1) La province de Lomellina, en Piémont, souscrivit néanmoins pour 100,000 fr. et Gênes, l'ancienne rivale, maintenant la sœur de Venise, pour un million; mais cette dernière somme ne fut pas payée, pour des causes tout-à-fait indépendantes, d'ailleurs, de la volonté de la noble donatrice.

sultats et ceux que, deux ans plus tard, Mazzini a obtenus, dans le même pays, au nom de cette même cause de l'indépendance! (1) différence qui prouve bien les progrès immenses que l'idée patriotique continue à faire en Italie, au sein même de ses désastres. — Les gouvernements italiens ne firent pour Venise guère plus que les particuliers, pris individuellement. A Rome, la réaction qui allait succomber avec le ministère Rossi, était encore toute-puissante; elle était triomphante à Naples sous le despotisme impitoyable de Ferdinand. En Toscane, Montanelli et Guerrazzi étaient à peine arrivés au pouvoir que leur avait mérité la grande idée de la *Constituante italienne*. La Sicile, ébranlée par la chute sanglante de Messine, était absorbée par ses propres malheurs. La Sardaigne, seule, accorda des subsides (2) à Venise. Du reste, aucun d'eux ne voulut donner cours chez soi au papier-monnaie vénitien, et les négociations persévérantes que le triumvirat entama avec eux dans ce but, furent toujours infructueuses.

XVII.

Le triumvirat se vit forcé de faire un nouvel appel à l'inépuisable générosité de Venise Il demanda à son conseil municipal douze millions payables sur les revenus de la commune et devant servir de garantie à pareille somme de papier-monnaie. Le conseil n'hésita pas à les accorder (novembre). et pour bien comprendre la valeur de cet acte, il ne faut pas oublier que ce que Venise appelait modestement un prêt, était en réalité un don pour

(1) En quelques mois, et dans l'Italie soumise presque partout à l'état de siége, plus de *deux millions de francs* ont été souscrits à l'emprunt national de Londres.

(2) *Gazette de Venise*, 14, 23 octobre 1848. — Par la suite, on eut à mentionner, en outre, les votes généreux des Assemblées de la monarchique Turin et de Rome républicaine.

cette population constamment menacée d'une réoccupation autrichienne, peu disposée, certainement, à payer les dettes de la République. Et l'existence de la ville fut assurée jusqu'au mois d'avril de l'année suivante, par cet emprunt, joint à de fortes retenues sur la paie des employés civils et militaires (1), aux sommes retirées de la vente de biens nationaux, à celles spontanément versées par les citoyens de Venise et de plusieurs autres provinces italiennes, aux quêtes dans les églises, etc.

(1) A l'époque de la ligue de Cambrai, des sacrifices plus rigoureux encore avaient été imposés aux fonctionnaires. Bembo raconte dans son *Histoire de Venise*, qu'en 1509, les magistrats abandonnèrent six mois entiers de leurs traitements à la République. Peut-être le triumvirat aurait-il dû opérer, lui aussi, ces retenues, en 1848, sur une vaste échelle. Aucun fonctionnaire n'aurait osé s'en plaindre, et beaucoup l'y avaient noblement invité par l'abandon complet de leurs salaires.

(*b*) « Je remercie le peuple de s'être montré une fois de plus sensé et intelligent, comme il sied à un peuple qui veut être libre. Je le remercie des sacrifices d'argent et de sang qu'il a faits, des dons patriotiques dix fois plus abondants à Venise que dans aucune autre ville de l'Europe, des privations qui ont augmenté le prix des sacrifices, de la joie avec laquelle on les a accomplis, augure et gage de l'avenir. Depuis le 11 août, ce peuple, redevenu libre sans le secours d'autrui, a montré à l'Europe combien on l'avait mal jugé. Il a prouvé par des faits éclatants qu'il ne céderait JAMAIS, mais il ne lui convient pas de déclarer aujourd'hui quelle est la forme stable de gouvernement qu'il entend adopter. Ni le gouvernement, ni le peuple réuni sur la place publique ne peuvent décider cette grave question. C'est à ses représentants légitimes, d'accord avec les grandes puissances médiatrices, qu'il appartient de fixer des conditions. Mais les puissances médiatrices ne les dicteront, ne les proposeront pas avant d'avoir consulté Venise. On dispose dédaigneusement d'un vil troupeau, mais non d'un peuple qui a mérité l'estime de l'Italie, de l'Europe entière. Si ces conditions n'étaient pas honorables et dignes d'une nation libre et grande, Venise ne les accepterait *jamais*. » (Résumé du discours au peuple, prononcé le 10 septembre par M. Manin ; *Faits et paroles*, 12 septembre 1848.)



LIVRE VII.



Anniversaire du 1er décembre. — Fête nationale. — Revue. L'Italie représentée à Venise par des soldats. — Bataillon de l'*Espérance*. — Froids et tempêtes extraordinaires. — Naufrage du brick de guerre *Mutine*. — Elections.— Premières séances de la nouvelle Assemblée. — Prétention inadmissible du dictateur. — Lutte et discussions qui en résultent. — Rapport du triumvir Cavedalis. — *Vive le dictateur absolu!* — Tommaseo, Sirtori, Benvenuti, Avesani.—L'émeute et le comité de Vigilance. Deuxième triomphe de la dictature.—Résumé et conclusions.— Prorogation de l'Assemblée. — Reprise des hostilités.— Le général Pepe.—Anniversaire du 22 mars. — Bataille de Novarre. — Brescia, son insurrection, ses combats, son héroïsme et son martyre.

1er DÉCEMBRE 1848. — 2 AVRIL 1849.

I.

Le 1er décembre, anniversaire de la fameuse ligue de Pontida (1), fut célébré à Venise par une fête nationale que le triumvirat avait instituée peu de jours auparavant. Cette fête avait

(1) Le 29 mai 1176, les villes lombardes, liguées à Pontida contre l'empereur Frédéric dans l'intérêt de leur indépendance, remportèrent à Legnano une victoire signalée qui obligea cet empereur à accepter les conditions de paix qu'elles lui dictèrent. Ce fut par suite de ces événements que le pape Alexandre III et l'empereur Frédéric se rendirent à Venise, où eut lieu l'entrevue si célèbre, et si humiliante pour ce dernier.

lieu, à juste titre, dans une ville qui, six siècles après la ligue Lombarde, avait recommencé, alliée avec ces mêmes Lombards, la guerre d'indépendance contre l'empereur. Une revue de toutes les troupes de la garnison fut passée à Saint-Marc, vis-à-vis cette basilique qui avait vu un empereur germanique prosterné devant un pape italien, en présence du doge. Ce fut un beau spectacle et une protestation éloquente contre l'oppression étrangère. Toutes les provinces d'Italie y étaient représentées; seulement, au lieu de députés, elles y avaient envoyé des soldats. Lombards, Vénitiens, Romains, Napolitains, ils étaient là, réunis, calmes et fiers, sous les drapeaux de l'Indépendance, à quelques pas de l'ennemi qu'ils bravaient depuis longtemps, qu'ils devaient braver longtemps encore. La garde civique, honorée par sa belle conduite à Marghera, se confondait à bon droit dans leurs rangs; les Arsenalottes et les Gondoliers, dont on avait formé un corps à part, se faisaient remarquer par leur attitude martiale et leurs uniformes pittoresques. Les regards s'arrêtaient surtout avec surprise et avec complaisance sur un bataillon, aux soldats et aux armes en miniature. C'était le bataillon de l'*Espérance*, composé d'enfants qu'on élevait de bonne heure au métier des armes; réminiscence spartiate que Rome la première, et bientôt toute l'Italie à son exemple, avait mise en honneur en 1848. Cette création qui, ailleurs, aurait eu au premier-abord quelque chose d'affecté, de futile, était au fond chose très sérieuse et tres utile chez un peuple que ses tyrans avaient privé à dessein, jusqu'alors, de toute vie, de tout exercice militaire. Ces nobles enfants semblaient l'avoir compris eux-mêmes; partout où ils en trouvèrent l'occasion, ils se hâtèrent de prouver que ces armes, ces manœuvres n'étaient point pour eux un simple jeu ou même seulement une étude. A Bologne, le bataillon de l'Espérance contribua à repousser les Autrichiens, le 6 août. A Venise, nous avons raconté l'héroïs-

me des enfants qui se précipitèrent, le 18 mars, sur les baïonnettes étrangères; le 27 octobre, l'intervention de l'autorité fut nécessaire pour empêcher le bataillon de l'Espérance de courir à Mestre.

II.

Cet anniversaire glorieux, ainsi célébré dans Venise bloquée par les armes de l'Autriche, était un de ces grands rapprochements historiques où le hasard se plaît à réunir quelquefois une menace et une espérance. Vingt fois chassée de l'Italie, vingt fois ramenée dans ce beau pays par la destinée, la domination allemande, que tous y croyaient ce jour-là irrévocablement détruite, y exerce aujourd'hui plus que jamais son implacable influence. Mais son règne présent sera aussi court que sa défaite passée. Bientôt peut-être nous ne serons plus réduits à répéter avec Byron : « Cette ville où un empereur s'agenouilla, un empereur la foule aux pieds, et la terrible prophétie de Doria s'est accomplie à la lettre. » Bientôt une explosion formidable aura expliqué et absout la résignation actuelle de l'Italie. Et ce sera là, nous l'espérons, le dernier terme de cette longue alternative d'abaissement et de gloire, de faiblesse indicible et d'indicible puissance, d'esclavage et de liberté, qui a fait tour-à-tour de l'Italie la nation la plus enviée et la plus malheureuse, la reine de la civilisation et la proie de vingt conquêtes.

III.

A Venise, cette fête fut le dernier incident remarquable de cette année si fertile en événements (1).

(1) Ce fut aussi le dernier jour du règne de l'empereur Ferdinand d'Autriche qui, le lendemain, 2 décembre 1848, abdiqua à Inspruck.

Le mois de décembre s'écoula tout entier dans un calme plat qu'interrompit à peine un décret du gouvernement, qui, après un délai de cinq mois, se décida enfin à convoquer les colléges électoraux (24 décembre). Le froid, extraordinaire pour Venise, qui commença vers la fin de ce mois et dura plusieurs semaines, eut seul le privilége d'attirer l'attention publique. On trouvera cette préférence fort simple lorsqu'on en saura le motif. Les Vénitiens se rappelaient avec inquiétude les hivers exceptionnels pendant lesquels la lagune s'était gelée si complètement que les chariots des paysans de la terre-ferme, chargés de denrées, arrivaient jusqu'aux quais de la ville, et que des tournois se donnaient sur le Grand-Canal, transformé en une immense et solide arène où hommes et chevaux combattaient à l'aise. Si la rigueur du froid avait, en 1849, continué d'augmenter au point d'atteindre à un égal degré d'intensité, il n'etait pas douteux que les troupes autrichiennes eussent pu aisément y arriver à pied sec sur les canaux glacés. La lagune avait effectivement commencé à geler, et il fallut donner aux Arsenalottes l'ordre d'aller rompre la glace à coups de hache en divers endroits de l'œstuaire. Cette précaution était indispensable, non-seulement contre toute éventualité d'attaque, mais aussi à l'approvisionnement des îles et de Malghera, dont les garnisons souffraient de l'interruption des communications, occasionnée par les glaces. — Des vents violents, des tempêtes terribles telles que, de mémoire d'homme, on n'en avait vu de pareilles à Venise, vinrent se joindre au froid, et causèrent à leur tour les plus regrettables dommages. Le brick de guerre anglais le *Mutine* se perdit sur le rivage de Pelestrina, où la violence de l'ouragan le jeta et eut bientôt achevé de le mettre en pièces. Les habitants de cette côte, et l'équipage de la corvette vénitienne la *Lombardie*, à force d'intrépidité et de persévérance, vinrent à bout de sauver au moins les marins qui le montaient, six exceptés.

Trois disparurent dans les flots avec le canot où ils s'étaient jetés, et trois autres périrent à bord du navire, où ils succombèrent à la fatigue et au froid, avant que les secours pussent arriver.

IV.

Les élections générales eurent lieu vers la fin du mois de janvier. L'Assemblée nouvelle qui en résulta était complètement souveraine; seulement, son mandat, illimité quant aux pouvoirs, était assez borné quant à la durée : il ne s'étendait pas au-delà de six mois. Aux circonscriptions paroissiales du décret de juin étaient substitués quatorze arrondissements électoraux, — y compris ceux de l'armée de terre et de la marine, appelées à voter à part, — nommant 128 représentants. — Les élections s'achevèrent au sein de l'ordre le plus parfait et d'un concours de votants fort supérieur à celui des élections précédentes (1); cependant, les progrès de la vie politique, pour être sensibles, n'étaient pas encore tels qu'on l'eût désiré, il s'en fallait de beaucoup, et le choix de quelques-uns des députés le démontra suffisamment. Cette seconde Assemblée, bien que très préférable à la première, comptait, elle aussi, dans son sein un grand nombre de membres, remplis de patriotisme sans doute, mais dépourvus du talent et de l'énergie nécessaires pour rendre ce patriotisme utile à leur pays Et, à côté de ces choix peu justifiables, on remarquait des exclusions plus inexcusables encore. Giuriati, Dall'Ongaro, Vollo, et bien d'autres également estimables, ne faisaient pas partie de la représentation nationale : leurs noms n'étaient pas sortis de l'urne du scrutin; en revanche, ils reviennent souvent sous la plume de l'historien.

(1) V. la note 1, page 97.

V.

L'attitude des autres états italiens devenait, à la même époque, de plus en plus favorable à la cause de l'indépendance. Une Assemblée constituante allait se réunir à Rome et proclamer à la fois la République et la guerre. En Toscane, la fuite du grand-duc avait abouti aux mêmes conséquences que celle du pape; Montanelli, Guerrazzi et Mazzoni avaient été nommés triumvirs, et ils convoquaient une Assemblée issue du suffrage universel. Enfin, en Sardaigne, le ministère Gioberti, à peine arrivé au pouvoir, se préparait activement à la guerre. Les Chambres avaient accordé à Venise avec enthousiasme un subside mensuel de 600,000 fr. (1). La rupture de l'armistice était imminente, et la médiation anglo-française, après avoir admirablement traduit en style diplomatique la comédie shakespearienne: *Beaucoup de bruit pour rien*, s'évanouissait comme l'ombre d'une ombre, avant même que les conférences de Bruxelles, si superbement annoncées, eussent été ouvertes. — A l'extérieur, l'année 1849 ne s'annonçait pas, pour la cause des peuples, sous de moins favorables auspices. En France, en dépit du ministère Barrot-Faucher-Falloux, bizarre corollaire de l'élection du 10 Décembre, et des fautes de la Constituante, la démocratie attendait la lutte avec confiance. En Allemagne, on pressentait déjà les révolutions de Bade, de Saxe, de Bavière. Et la Hongrie, qu'on avait cru un instant écrasée sous le choc des bandes nombreuses de Windichgraëtz, se relevait, se défendait avec un héroïsme qui lui promettait la victoire, et que l'histoire à venir placera à côté de tout ce que l'histoire du passé nous a transmis de plus admirable.

(1) La triste et prompte issue de la guerre empêcha, il est vrai, ce vote d'avoir son plein effet, et Venise ne reçut qu'une très faible partie de ce subside.

Cependant, à Turin, des hommes graves et généreux se sentaient saisis d'une crainte, d'une tristesse involontaire et inexplicable, en face de cette perspective redevenue tout-à-coup sereine, de ces préparatifs guerriers, de cet enthousiasme confiant des libéraux piémontais. M. Freschi, envoyé de Venise, exprime ce sentiment et en révèle les causes secrètes avec une sagacité, une vérité remarquables, dans les passages suivants d'une lettre qu'il adressait de Turin au général Pepe, le 2 janvier, c'est-à-dire trois mois avant l'évènement qu'il prévoit : « Le parti de la vieille aristocratie, par ses manœuvres jésuitiques et grâce à son habileté dans la pratique des affaires, est de force à faire tourner tous les efforts au profit de son incurable égoïsme. Je ne puis m'expliquer le fâcheux pressentiment avec lequel je vois ces gens, qui étaient naguère si ouvertement opposés à la guerre, y pousser au contraire maintenant comme à une nécessité impérieuse. J'en éprouve une profonde impression de tristesse. Je serais presque tenté de croire que ces gens nous réservent de nouveaux malheurs. Remarquez d'ailleurs que l'armée, dont l'apparence est excellente, est loin d'avoir réparé les désastres dont elle a souffert... Quant aux accusations contre le roi, elles ont pris naissance au sein de l'aristocratie, qui les entretient avec soin parce qu'elle ne peut pardonner à Charles-Albert les torts graves qu'elle a soufferts par suite du statut et de la fusion. Le roi n'a su ni dompter le parti qui lui tend des pièges, ni le réconcilier avec l'autre parti. C'est une grande faute, et Dieu veuille qu'elle ne soit point funeste à lui-même et à l'Italie. »

VI.

L'Assemblée s'ouvrit au sein de l'attente, mêlée de doute et d'espoir, que ces grands événements avaient fait naître d'un bout de l'Italie à l'autre

(15 février). Ses premières séances présentèrent un des épisodes les plus saillants de cette histoire, — un de ceux qui ont fait le mieux ressortir le caractère, le talent, les tendances, les actes des hommes influents de cette révolution. — Quel allait être le langage, l'attitude d'un pouvoir dictatorial vis-à-vis des représentants du peuple souverain? Y aurait-il harmonie ou antagonisme entre eux? Et dans ce dernier cas, à qui la faute, à qui la victoire? Les réponses à toutes ces demandes ne se firent pas longtemps attendre. Dès les premiers jours les prétentions inadmissibles du triumvirat et les justes susceptibilités de l'Assemblée se traduisirent en un conflit déplorable entre les deux pouvoirs. M. Manin prononça à la tribune un discours dont voici la substance : « Je suis bien loin de nier, certes, la souveraineté du peuple, et je m'incline ici devant ses représentants légitimes, moi qui ai eu l'honneur de les convoquer. Mais je soutiens que tant qu'un vote explicite de la nouvelle Assemblée ne l'a pas détruit, le pouvoir dictatorial existe. Il existe au moment où je parle, il n'existerait plus au moment d'après si vous le révoquiez, mais enfin, je le répète, tant que vous ne le révoquez point, il existe (1). » Il était impossible d'ignorer ou de nier plus complètement les principes de tout gouvernement démocratique. Tout pouvoir exceptionnel, extraordinaire, n'est-il pas annullé de droit et de fait par l'existence seule d'une Assemblée souveraine? —M. Manin se prononçait lestement pour la négative : opinion insoutenable dans la bouche de tout magistrat, de tout citoyen d'un état libre, et surtout dans la sienne. Un homme qui aurait mieux compris la responsabilité immense de sa position, aurait été le premier à provoquer une discussion, un vote solennel, le dernier à se prononcer dans une question qui le touchait de si près. Vouloir l'étouffer ainsi, c'était mettre l'Assemblée dans

(1) *Gazette de Venise*, 27 février 1849.

l'alternative fâcheuse d'autoriser par son silence cette théorie inqualifiable ou de la réduire à néant par un vote, que des gens peu familiers avec le régime représentatif pouvaient regarder comme un acte d'hostilité empressée et volontaire contre le pouvoir. Cependant l'Assemblée, pour si ardue que fût la position qui lui était faite, ne pouvait reculer plus longtemps devant une solution. En effet, quand bien même le pouvoir dictatorial eût été le produit légal d'une Assemblée légale, il eût été absurde de soutenir que ce pouvoir ne s'annihilait point nécessairement en face d'une nouvelle Assemblée. Mais la question était plus simple encore, s'il se peut. L'Assemblée précédente, qui avait nommé le triumvirat, n'avait elle-même aucun pouvoir régulier, on le sait, elle n'existait que par la loi impérieuse du salut public : comment aurait-elle pu déléguer à autrui la toute-puissance? L'issue des débats n'était pas douteuse. Le dictateur resta investi du pouvoir exécutif; mais l'Assemblée se réserva ce dont elle ne pouvait évidemment se dépouiller : le pouvoir législatif, les droits inaliénables d'une représentation souveraine.

VII.

La question semblait vidée à la satisfaction générale et, pendant quelques jours, personne ne s'en occupa plus, ou du moins ne fit semblant de s'en occuper. Mais il ne faut pas avoir lu une grande partie de ce livre, pour deviner que les triumvirs considérèrent ce vote comme un outrage à leur dignité, comme une usurpation aussi audacieuse qu'ingrate. La première marque publique de leur mécontentement fut déposée dans le rapport de M. Cavedalis qui, ainsi que ses deux collègues, venait rendre compte à l'Assemblée de sa gestion durant les mois précédents (1). Dans ce

(1) Une des propositions les moins remarquables de M. Cavedalis ne fut pas celle d'un ordre *de Procurateurs*,

rapport, qu'on appela à juste titre un grand coup de sabre, le vieux colonel se permettait une digression où, sans grandes périphrases, il déplorait la convocation inopportune, selon lui, de l'Assemblée actuelle. Cette brusque incartade fit d'autant plus d'impression qu'il était évident que M. Manin en avait partagé l'inspiration. Le silence qu'il garda après la lecture expliquait assez ses véritables sentiments. Il ne tarda pas à les exprimer plus ouvertement encore. Au lieu d'un désaveu des paroles offensantes pour l'Assemblée du colonel Cavedalis, ce fut une offre de démission que le pouvoir exécutif apporta à la tribune (3 mars), en la motivant par l'impossibilité de continuer à gouverner avec des pouvoirs ordinaires dans les circonstances exceptionnelles où Venise se trouvait. — Une stupeur universelle accueillit cette communication, a laquelle l'Assemblée avait le droit de ne pas s'attendre après le sacrifice excessif, blâmable selon nous, qu'elle avait fait à la situation du pays en laissant le gouvernement aux mains d'hommes qui l'avaient bravée. Elle avait trop fait pour eux, peut-être, ils trouvaient qu'elle n'avait pas assez fait. Il ne leur suffisait pas de gouverner, ils voulaient gouverner despotiquement. Les *circonstances exceptionnelles* n'étaient évidemment qu'une erreur ou un prétexte, et Mazzini le démontra sans réplique lorsque, placé à Rome dans une position identique, il s'appuya noblement, constamment sur l'Assemblée. Ce n'est pas lui qui aurait osé conseiller à des représentants du peuple de ne s'occuper *ni de guerre, ni de politique*, ainsi que le dictateur vénitien ne craignit pas de le faire en pleine Assemblée. — La scission entre les deux pouvoirs était profonde, éclatante, et les partisans du gouvernement ne manquèrent

renouvelé à la fois de Saint-Marc et de Washington, qui, comme on le pense bien, n'obtint pas plus de succès que le rapport auprès de l'Assemblée. Encore, heureusement pour l'inventeur, son plagiat de l'ordre de Cincinnatus ne trouva-t-il point de Mirabeau.

pas d'en attribuer l'origine aux projets ambitieux de quelques membres de l'Assemblée qui voulaient, disaient-ils, renverser Manin à leur profit.

VIII.

Dès ce moment, une agitation inaccoutumée régna dans Venise. Tous prévoyaient que le jour où l'Assemblée trancherait cette question décisive ne se passerait pas sans quelque incident regrettable, terrible peut-être. Des groupes, des rassemblements nombreux envahissaient déjà les places publiques. Des discussions animées s'y élevaient, des placards, des manifestes étaient répandus, affichés, colportés dans la ville entière. Des ouvriers, des gondoliers, des gens du peuple, convaincus qu'on voulait priver Manin de tout pouvoir, de toute influence, se hâtaient de protester contre tant d'injustice et d'ingratitude! Sur tous les murs, on lisait ces mots écrits au charbon ou à la craie rouge: *Nous voulons Manin pour* DICTATEUR ABSOLU! Etrange contradiction! Ces prolétaires égarés invoquaient avec transport le retour d'un régime odieux dont le nom seul soulevait leur indignation un an auparavant — contre lequel ils se battaient avec acharnement, en ce moment même, sur les forts de leur ville assiégée! Contradiction déplorable sans doute, et cependant bien pardonnable. Pour des citoyens mal instruits encore de leurs droits et de leurs devoirs, les questions politiques ne sont souvent que des questions de personnes. Ces hommes, habitués à considérer le dictateur comme le représentant et l'appui de l'indépendance vénitienne, croyaient défendre encore la liberté alors qu'ils demandaient la dictature pour un citoyen. Les plus coupables, c'étaient — on ne l'a pas oublié — les gens plus éclairés, les représentants, les journalistes, les tribuns, qui avaient laissé le peuple dans son erreur et qui souvent l'y avaient poussé. Il était écrit que les dé-

sastres les plus affreux se chargeraient seuls du soin de détromper ce peuple malheureux et dévoué.

L'Assemblée avait reçu la communication du gouvernement le 3 mars et avait renvoyé les débats orageux qu'elle soulevait au lundi suivant (5 mars). Un grand nombre de représentants, — outrés, indignés de la conduite imprudente, provocatrice du pouvoir, penchaient pour l'adoption de résolutions énergiques qui missent enfin un terme au système de concessions indéfinies que leurs prédécesseurs avaient timidement suivi, qu'on paraissait vouloir leur imposer fièrement de nouveau, et que le gouvernement ne méritait point, ne justifiait point par ses actes. A leur tête se trouvaient le major Sirtori et M. Benvenuti, avocat distingué, l'un des membres les plus influents de l'Assemblée. — Ami de Mazzini, combattant des cinq journées de Milan, officier d'une valeur chevaleresque, d'un patriotisme incorruptible, Sirtori n'hésitait pas à embrasser la cause de la liberté contre le pouvoir, de même qu'il défendait celle de l'indépendance contre l'étranger. Son éloquence mâle, ferme, incisive, était aussi redoutable que son courage. C'était donc contre lui que se concentraient toutes les haines du parti opposé. Deux mois après, Sirtori était nommé triumvir militaire, et les applaudissements populaires accueillaient cette nomination qui réduisait le pouvoir exécutif à une nullité à peu près complète! L'instabilité des masses est souvent cruelle et ingrate, dit-on ; plus souvent encore, elle est, selon nous, sage et reconnaissante. — M. Tommaseo, revenu à Venise sans avoir rien pu obtenir du gouvernement français, ce qu'il était aisé de prévoir, était toujours, il est vrai, le chef naturel de l'opposition. Mais une cause, fort honorable au reste, l'empêchait d'accepter, de remplir ce rôle avec son énergie, son inflexibilité ordinaire. Rival de M. Manin dans l'estime populaire et son successeur probable, il craignait d'être accusé d'ambition, alors qu'il ne cherchait que le bien public. Ce

scrupule, si honorable, nous le répétons, l'empêcha de soutenir jusqu'au bout une cause que lui seul peut-être pouvait faire triompher, et ne fut pas la moins remarquable des fatalités dont cette histoire de dix-huit mois est semée — Dès le matin de ce jour (5 mars), une émotion extraordinaire s'empara de la ville; des bandes nombreuses d'hommes du peuple s'acheminèrent en tumulte, de Cannaregio, de Rialto, de Castello, vers St-Marc et le palais ducal, où l'Assemblée tenait ses séances. Sur leur passage, ils faisaient fermer les boutiques, disant que c'était un jour de fête, puisque ce devait être celui de l'élection du dictateur. Aux cris enthousiastes de: *Vive Manin! vive le dictateur absolu!* ils mêlaient des cris de mort contre les principaux députés de la gauche. Des placards séditieux contenant des menaces plus ou moins voilées contre l'Assemblée même, avaient été affichés jusque sur les portes du palais ducal, de sorte que les représentants ne pouvaient y entrer sans les lire (1). Aucune mesure de précaution n'avait été prise par l'autorité, par le comité de Vigilance, aucun renfort n'avait été envoyé au poste d'honneur du palais, bien que l'agitation de la veille eût clairement annoncé le danger.

IX.

Cependant l'Assemblée était entrée en délibération. M. Avesani, jadis le rival, maintenant l'allié du triumvir, avocat disert et politique timide, plaidait à la tribune la cause de la dictature, lorsque les clameurs furieuses du peuple ébranlent les voûtes de la salle des séances. L'orateur et l'émeute s'étaient rencontrés, au même instant, dans

(1) Le comité de Vigilance lui-même défendit de les arracher à un officier de marine qui voulait charger de ce soin les Arsenalotes, après que la garde civique et la gendarmerie eurent refusé de le faire (*Per tutti*, 6 mars 1849).

la même pensée. Les rassemblements faisaient mine d'envahir le siége de la représentation nationale, et il n'est pas douteux qu'ils l'eussent envahie en effet, s'ils l'avaient sérieusement essayé ; le faible piquet qui la gardait était hors d'état de leur opposer la moindre résistance. M. Manin, averti un peu tard de cette manifestation criminelle, se met à la tête de quelques gardes civiques et, l'épée à la main, se précipite hors du palais. A son aspect, les factieux s'arrêtent interdits. Le dictateur, prenant la parole, les harangue, les réprimande, les défie : « Avant d'arriver jusqu'aux représentants du peuple, s'écrie-t-il, il vous faudra passer sur mon corps et sur celui de mon fils ! » La colère populaire s'apaise comme par enchantement à la vue et aux paroles du triumvir favori. Les abords de l'Assemblée sont dégagés et cette tentative d'irruption ne se renouvelle plus. Mais l'effet que les meneurs secrets du mouvement s'en étaient promis, n'était pas moins obtenu. L'Assemblée avait été audacieusement informée de la volonté des factieux et du péril qu'elle courait en la bravant. Elle eut pourtant le courage de ne pas céder ce jour-là, de ne vouloir s'arrêter à aucune résolution sous le coup de cet essai d'intimidation. La discussion sur le message du gouvernement fut renvoyée de nouveau au lendemain.

Ce jour-là, on lisait, affichée à tous les angles de la ville, une proclamation au peuple de M. Manin. Il l'y conjurait, *au nom de son honneur et du sien*, de retourner à ses travaux et à son calme ordinaires. Depuis la veille, une accusation vague mais fort grave planait, en effet, sur le dictateur. Le bruit courait que lui-même avait excité, fomenté l'agitation populaire, au moyen d'agents secrets. Beaucoup l'accueillaient avec un certain degré de confiance, parce qu'ils y voyaient l'explication la plus naturelle de la facilité inespérée avec laquelle M. Manin avait apaisé l'émeute. Pour notre compte, nous repousserons loin de nous un tel soupçon, parce que nous

sommes habitué à ne rien affirmer sans preuves complètes, surtout quand l'accusation est si grave. Mais nous devons constater que le dictateur avait eu, du moins, le tort irréparable de mettre les apparences contre lui.

X.

Le même jour (6 mars), une députation de l'Assemblée est chargée de porter au pouvoir exécutif l'expression de son blâme pour le comité de Vigilance, qui s'était laissé prendre au dépourvu par des troubles si graves et si faciles à prévenir. M. Tommaseo, qu'elle choisit pour interprète, s'explique avec une fermeté pleine de mesure; néanmoins, lorsqu'il articule les faits reprochés au comité de Vigilance, M. Manin ne peut réprimer son impatience. Il interrompt par un démenti formel le mandataire de l'Assemblée entière, l'homme qui avait été son camarade dans la prison, avant de l'être au ministère, ainsi que M. Tommaseo le dit lui-même à l'Assemblée en lui rendant compte de sa mission avec une indignation triste et contenue. L'impression que ce pénible incident produisit sur les représentants, sur la ville entière, fut profonde, douloureuse. Mais le pouvoir avait beau aggraver ses torts : l'Assemblée, frappée de toutes les causes d'inquiétude et de danger public que nous avons souvent énumérées, se résigna enfin à céder. Le 7 mars, elle accorda à M. Manin, président du gouvernement, des pouvoirs extraordinaires, et en outre la faculté de la proroger de quinze jours toutes les fois qu'il le jugerait nécessaire. Le dictateur fit usage de ce droit sur-le-champ, en l'invitant à suspendre ses séances durant quelques jours, afin de lui laisser le temps de composer un nouveau ministère. L'Assemblée s'empressa d'y consentir. Ce résultat, qui assimilait si inopinément l'Assemblée actuelle à celle qui l'avait précédée, affligea sûrement le pays, mais, en géné-

ral, il fut regardé comme inévitable. Les mêmes considérations qui avaient empêché celle-là de résister, empêchèrent celui-ci de protester énergiquement contre l'abaissement de ses mandataires. Qu'il nous soit permis d'examiner, d'apprécier ici ces considérations.

XI.

L'Assemblée ne céda — ceci est incontestable — qu'à « la menace du plus honteux des périls, la discorde civile (Tommaseo). » Si notre patrie n'avait pas été bloquée, assiégée, prête à périr, nous ont souvent répété les Vénitiens les plus honorables, M. Manin ne se fût pas maintenu trois jours au pouvoir. Nous avons subi le mal de la dictature dans la crainte d'un pire, bien sûrs que l'ennemi extérieur une fois repoussé, nous aurions aisément vidé nos différends intérieurs. — Ces considérations, ce raisonnement, était-il aussi solide, aussi sage que désintéressé et sincère? Nous ne le pensons pas. En tolérant le maintien de la dictature, ce n'était pas seulement la liberté, c'était l'indépendance aussi qu'on risquait de compromettre. On voulait prolonger l'héroïque défense de Venise, on l'a abrégée peut-être. Venise n'a capitulé, on le sait, que parce que son gouvernement l'avait laissée sans vivres, sans munitions (1), sans flotte. Elle s'est rendue, non pas à l'armée, au bombardement autrichien, mais au manque de pain, à la faim, à la disette, et au choléra qui s'ensuivit. Cette disette pouvait-elle être prévenue par des mesures prises à temps? D'autres chefs pouvaient-ils faire ce que le dictateur, honnête sans doute, mais imprudent et incapable, ne fit point? Toute la question est là. Or, si le bombardement de Ve-

(1) Des manufactures de poudres n'avaient été créées que très tard et très incomplètement pendant le siége même. Nous en parlons ailleurs.

nise était au-dessus de toutes les précautions, de toute la sagesse humaines — ce que plusieurs ont même nié, et on verra bientôt pourquoi — la disette ne l'était pas assurément. Elle ne l'était pas en mars, en février, surtout. Pourquoi l'Assemblée a-t-elle attendu le mois de juin, pour confier le pouvoir à d'autres hommes, c'est-à-dire, qu'il fût trop tard — puisque ce qui, en mars, pouvait encore sauver Venise ou du moins retarder sa chûte, était impossible en juin? Ou bien attendait-elle des preuves plus complètes de l'incapacité gouvernementale? — Nous allons montrer si cette dernière justification était admissible par le triste résumé de ces sept mois de dictature.

XII.

Au lieu d'essayer ce qu'on n'avait entrepris ni après le 22 mars, ni après le 4 juillet, au lieu de réveiller l'enthousiasme, de soulever les masses, de diriger vers un grand but les forces du pays électrisé, de montrer enfin la liberté et la puissance à côté de l'ordre public, les triumvirs du 13 août s'étaient contentés de conserver pêle-mêle tout ce qu'ils avaient trouvé debout et d'attendre. Ce mot résuma toute leur politique au-dedans et au-dehors. En vain, la presse et l'opinion publique leur prodiguaient les avertissements; en vain, leur demandait-on les réformes les plus urgentes, les institutions les plus indispensables; la dictature accueillait les premiers avec dédain, le système d'expectative repoussait obstinément les dernières. Ainsi, le régime autrichien, qu'on combattait au-dehors à coups de canon, était resté triomphant et intact à peu près au-dedans. « La faute, la très grande faute du gouvernement provisoire ne fut pas de n'avoir pas su édifier, c'est de n'avoir pas su démolir. » (Proudhon.) Celle du gouvernement vénitien, c'est de n'avoir rien édifié et rien démoli. Le jury n'existait pas, l'Assem-

blée n'était qu'un fantôme de représentation, évoqué ou congédié selon le bon plaisir du pouvoir. Le droit d'association, la liberté individuelle et la liberté de la presse jouissaient de la même inviolabilité; ils existaient de droit, mais non de fait, et en voici la preuve. Sans jugement, sans aucune forme de procès, le gouvernement incarcéra ou exila plusieurs citoyens, plusieurs journalistes, et lorsqu'il s'avisa de trouver les Cercles dangereux, il n'eut qu'à donner l'ordre de leur fermeture pour anéantir, en vingt-quatre heures, le droit de réunion. Un mystère, un silence digne des inquisiteurs passés de la cité des doges enveloppait d'ailleurs tous les actes du pouvoir. Et — ce que l'Autriche elle-même ne se permettait pas — les charges les plus importantes, aussi bien que les plus obscures, étaient données, prodiguées, sans que le journal officiel daignât seulement en faire mention. La *Gazette*, fidèle à son imperturbable mutisme, s'enveloppait, elle aussi dans les ténèbres qui voilaient si soigneusement la diplomatie dictatoriale. A toutes les objections, à toutes les demandes, à toutes les critiques, le grand argument, la seule et éternelle réponse du gouvernement, c'était : la situation exceptionnelle! les dangers de la situation ! la nécessité de la dictature et du système d'expectative! — Onze mois s'étaient déjà écoulés ainsi, sept autres s'écouleront de même, et Venise tombera avant d'avoir joui d'un seul des droits qu'elle avait conquis par son courage et mérité par sa sagesse. (1) Nous

(1) « Je crois qu'il n'existe pas un peuple plus démocrate que le nôtre. » (Mazzini.) Or, ce que Mazzini dit avec raison des Italiens en général, nous croyons — et nous avons dit ailleurs pourquoi — qu'on peut le dire des Vénitiens en particulier. Le généreux auteur des *Lettres d'un Voyageur* partage complétement cette opinion : « Ce qu'il y a encore de beau et de vraiment républicain dans les mœurs de Venise, c'est l'absence d'étiquette, la réunion des rangs, sans priviléges, sans distinction, l'égalité des manières... C'est qu'à Venise le peuple a de l'esprit jusque dans la grossièreté. »

passons ici sous silence bien d'autres griefs. épars dans notre récit. Ce n'est pas une récapitulation minutieuse que nous entreprenons ici : nous jetons un coup d'œil rapide et attristé sur un déplorable tableau. Mais ce qui est surtout impardonnable, incompréhensible, et nous ne saurions trop y insister, c'est l'application de ce malheureux système d'expectative même aux mesures concernant l'approvisionnement de la ville. Comment concevoir qu'à la veille d'un siége, le premier soin, la première pensée du gouvernement n'ait pas été l'achat de vivres et de munitions, indispensables à la durée de la défense? On alléguera le manque d'argent; nous avons déjà répondu, on le sait, à cette objection (1). On balbutiera qu'on croyait que les particuliers avaient fait eux-mêmes des provisions pour un an (2). Mais quel était donc ce gouvernement, si mal informé sur un point si simple à la fois et si important, que lorsqu'on en vint aux enquêtes, il se trouva que personne n'avait fait de grands approvisionnements et que bien peu de citoyens en avaient fait pour quelques semaines du moins? — Nous pourrions citer mille témoignages à l'appui de cette critique, sévère peut-être, mais consciencieuse, d'un gouvernement pareil; nous n'en produirons qu'un seul, assez énergique, assez précis pour suppléer à tous les autres : « Je crois que, de tous les sacrifices que j'ai faits à l'Italie, le plus grand a été de m'être ployé au joug du gouvernement de Venise, avec une patience que je n'eus jamais avec les rois de Naples. » Voilà en quels termes le général Pepe s'exprime sur le compte du dictateur des lagunes.

XIII

A l'extérieur du moins, pendant ces sept mois, sa politique fut-elle plus sage, plus libérale ?—Nos

(1) V. livre v, page 129.
(2) Pepe. *Histoire des guerres d'Italie*, chap. 18.

lecteurs savent déjà à quoi s'en tenir là-dessus, et ont apprécié là aussi la politique d'expectative et d'indécision. Nous n'ajouterons donc que quelques mots à ce sujet. L'idée d'une Constituante italienne, récemment proclamée à Florence et à Rome, était repoussée par la Sardaigne. Jamais le triumvirat ne put se résoudre à se prononcer ouvertement pour l'un ou pour l'autre parti, et non seulement il ne le fit pas lui-même, mais, à force d'avertissements ou de prorogations, il parvint à empêcher l'Assemblée de le faire. Une proposition du représentant Mainardi, ayant pour objet de rallier dans un but commun les forces militaires de Venise, de Rome et de Florence, avait été déposée le 6 mars, et déclarée urgente ; deux jours après, l'Assemblée était invitée à se proroger par le gouvernement, avant que la proposition eût été seulement discutée. — A cette hésitation, à cette incertitude dans les rapports de Venise avec les autres Etats italiens, peut-être faut-il attribuer la non-acceptation par ceux-ci du papier-monnaie vénitien. Refus égoïste, que ce motif n'excuse nullement, au reste, et dont les conséquences avaient été incalculables. Venise était obligée, depuis près d'un an, de s'approvisionner en Romagne et ailleurs, sans presque rien exporter, de payer argent comptant à autrui ce qui s'achetait chez elle avec les assignats. Une quantité énorme d'or et d'argent monnayé était donc sortie de Venise en quelques mois, et le numéraire commençait, en mars, à y devenir introuvable, non parce qu'il se cachait, mais parce qu'il manquait réellement. Cet état de choses avait bien vite donné lieu à des spéculations de banque, de change, dont le pauvre peuple supportait tout le poids, tandis que quelques riches en avaient tous les bénéfices. Le mal empirant, s'aggravant chaque jour, poussa enfin le peuple—chose si rare à Venise — à des actes violents. Des rassemblements menaçants se formèrent devant les bureaux des changeurs, et les obligèrent à les fermer. Du reste, le peuple se

montra, dans cette manifestation, comme toujours et partout, magnanime dans sa fureur, probe, désintéressé jusque dans l'excès de la misère et du désespoir, mis en face des monceaux d'or et d'argent. Les sacs, les piles d'écus et de napoléons furent renversés par les mille bras de la foule; les billets de banque s'éparpillèrent çà et là, emportés par le souffle de sa colère : pas un écu, pas une bank-note ne fut détournée.

XIV.

Nous en avons dit assez pour prouver—et ceci nous suffit — combien il était nécessaire, urgent, que l'Assemblée se substituât aux triumvirs, ou, du moins, les arrêtât sur la pente fatale où ils s'étaient jetés, les guidât, les soutînt dans une voie plus sage. Elle ne put ou n'osa le faire. Le pouvoir, avec cet orgueil, cet aveuglement incroyable qui a perdu tant de gouvernements, ne jugea nullement opportun de lui demander ce concours. Et la dernière occasion, la dernière espérance de salut pour Venise, en cas de nouveaux revers pour l'armée sarde, s'évanouit avec l'autorité souveraine de l'Assemblée. Elle se réunit, pour la première fois après sa défaite, le 14 mars. La composition du ministère, prétexte de sa prorogation, lui fut officiellement communiquée. Maurogonato était nommé ministre des finances; Da-Camin, ecclésiastique dont un sermon patriotique avait fait la réputation, était chargé de l'instruction et du culte; Calucci, président de l'Assemblée, avait les portefeuilles de l'intérieur et de la justice; Cavedalis et Graziani conservaient ceux de la guerre et de la marine. La séance fut, du reste, vide, froide et presque morne. On sentait peser sur ces représentants humiliés le souvenir de leur passé et le sentiment de leur impuissance actuelle. Le lendemain, nouvelle communication du gouvernement, qui proroge, cette fois, la

Chambre pour quinze jours, rappelle en même temps tous les militaires à leur poste, et ordonne à la garde nationale mobilisée de se tenir prête à marcher. Un événement longtemps attendu, longtemps désiré — la dénonciation de l'armistice par le Piémont—avait eu lieu le 12 mars. Les hostilités contre l'Autriche recommençaient le 20. Il n'en fallait pas moins pour faire oublier à Venise la conduite du dictateur qui déclarait l'Assemblée dangereuse le lendemain de sa convocation, et qui la fermait comme inutile, une semaine après en avoir obtenu la confirmation de ses pouvoirs extraordinaires.

XV.

Le général Pepe forma sur-le-champ un corps d'expédition, destiné à rompre le blocus et à opérer une diversion en Vénétie, tandis que l'armée de Charles-Albert attaquerait l'ennemi en Lombardie. Les troupes qui le composaient se réunirent à Chioggia, poste avancé de Venise, prêtes à reprendre l'offensive. Par malheur, au lieu d'agir sans retard, leur général crut devoir attendre les nouvelles des premières opérations du roi. Par une raison que l'issue de cette guerre se chargera d'expliquer elle-même, il en résulta qu'après quinze jours d'attente stérile, l'expédition fut contremandée, et l'occasion de débloquer Venise, de réoccuper, de soulever les provinces, perdue une fois de plus. Loin de nous la pensée d'accuser, de soupçonner le patriotisme, la valeur du général Pepe. Vétéran de la liberté et des camps, guérillero et carbonaro depuis sa jeunesse, accoutumé à tout sacrifier pour sa patrie (1), à tout oser contre la tyrannie, deux fois proscrit, deux fois généra-

(1) Il en a donné une nouvelle et éclatante preuve à Venise, en faisant don à cette ville de son traitement entier, c'est-à-dire d'une somme de 60,000 livres par an.

lissime, M. Pepe que le hasard de sa naissance a fait baron, riche, considéré, et que la noblesse de son cœur a fait révolutionnaire, pauvre et exilé, porte, pour nous comme pour tout le monde, un des noms les plus honorables de l'Italie. Nous n'accusons que la destinée qui donnait à Venise des chefs dont les qualités les plus estimables étaient précisément opposées à celles que les temps exigeaient La guerre avait besoin d'être faite par de jeunes généraux, pleins d'enthousiasme, d'énergie, d'audace, tels que la révolution française en trouva : elle fut dirigée par des généraux habiles, expérimentés, savants (1). — L'expédition projetée se borna donc à quelque escarmouche, et à la prise de Conche, position avancée que 160 Lombards et 100 Romains emportèrent d'assaut, sous les ordres de Sirtori et du capitaine Virgilio, le 22 mars. Ce même jour, anniversaire de la révolution italienne, était marqué par des désastres sur les bords du Tessin.

XVI.

L'armée piémontaise, forte de 60,000 hommes environ, sous les ordres du roi qui conservait le titre de généralissime, et du général polonais Chzranowsky, appelé à la commander de fait, s'ébranla les 18, 19 et 20 mars, et se disposa à reprendre à la fois les hostilités et l'offensive. Le général La Marmora entra dans le duché de Plaisance avec une division; Ramorino fut chargé de défendre le passage de la Cava avec les bataillons lombards. Le reste des troupes devait opérer contre Radetzky. Un mouvement hardi du vieux maré-

(2) Pour être juste envers M. Pepe, nous devons avertir nos lecteurs que ce général, dans plusieurs passages de so · *Histoire*, rejette en partie la responsabilité des événements de la guerre sur le gouver ement vénitien dont il blâme vivement l'immixtion imprudente dans de pareilles matières.

chal et la faute inexcusable de Ramorino ruinèrent ce plan de campagne de Chzranowsky. Au lieu d'attendre les Piémontais au-delà du Tessin, Radetzky s'avance vers Turin à marches forcées. Le général Ramorino, craignant d'être écrasé par des forces trop supérieures, se replie sur la rive opposée du fleuve, et en livre ainsi le passage à l'ennemi. Chzranowsky, qui comptait sur une opiniâtre défense de la part de Ramorino, se trouve tout-à-coup tourné et menacé sur ses derrières par les Autrichiens, entrés en Piémont au moment où il pénétrait lui-même en Lombardie. Il fallut repasser le Tessin en toute hâte pour couvrir la capitale, et faire volte-face sur tout le front de l'armée, presque sous le canon de l'ennemi. Après une première affaire à Mortara, les deux armées se rencontrèrent (23 mars) dans les plaines de Novare, que deux batailles avaient déjà illustrées. Les soldats piémontais, découragés par les revers de la campagne passée, par les prédictions, les nouvelles perfides semées dans leurs rangs (1) par un parti implacable : les soldats que ces mouvements, ces marches étranges, avaient achevé d'indisposer, de démoraliser, ne se battirent point avec la bravoure admirable de Custoza. L'incapacité des chefs avait occasionné cette première défaite ; la méfiance, et l'indiscipline des soldats causèrent celle de Novare. Ainsi la fatalité semblait se plaire à réunir, pour perdre l'Italie, les causes les plus contraires. La déroute fut complète, irréparable. Charles-Albert, après avoir vainement cherché la mort dans ces champs de Novare, Waterloo de l'Italie monarchique, abdiqua et courut cacher dans un exil volontaire son désespoir et sa fin. Un nouvel armistice et des préliminaires de paix durent être signés par son successeur. La guerre avait duré trois jours. Tel fut le premier anniversaire de la Révolution italienne !

(1) V. la lettre de M. Freschi, page 160.

XVII.

Un épisode, trop mémorable pour que nos lecteurs ne nous permettent pas d'en parler avec quelques détails, marqua cette triste et courte campagne. — A la seule annonce de la reprise des hostilités, la Lombardie avait frémi de colère et d'espoir, prête à se lever au premier succès de l'armée sarde. Brescia seule, plus confiante dans la victoire ou plus téméraire, s'insurgea sans attendre la nouvelle de ce succès (20 mars). Si toutes les villes ses sœurs l'avaient imitée, l'Autrichien était chassé de la Lombardie avant même que les deux armées se fussent rencontrées sur un champ de bataille. — Les Brescians, dont la bravoure est proverbiale en Italie, sans secours du dehors et presque sans armes, repoussent la garnison autrichienne dans un de ces élans d'enthousiasme auxquels s'associent femmes, enfants, vieillards, prêtres (23 mars). « Ce combat nocturne avait presque l'aspect d'une fête longtemps attendue, tant était surexcitée la fureur enthousiaste du peuple et tant était grande sa foi dans l'affranchissement de la patrie. » (Fossati.) Le drapeau tricolore flotta une fois encore sur Brescia et les soldats étrangers se réfugièrent dans la forteresse qui domine la ville et que Radetzky venait de faire réparer. Le 26, le général Nugent arriva avec des renforts et la nouvelle du désastre de Novare. Brescia, étonnée, indignée, refusa d'ajouter foi à une nouvelle si incroyable, en effet, et d'ailleurs, comme elle le déclara noblement, elle ne s'était point levée avec tant d'ardeur pour se soumettre sans résistance. Les 26-30 mars ne furent qu'un long combat dans lequel les Brescians déployèrent un courage admirable. Les Autrichiens, en dépit d'attaques réitérées et furieuses, de leur supériorité immense de matériel, de nombre, de positions, n'avaient pu franchir la simple ceinture de barri-

cades qui défendait la ville. Nugent lui-même avait été blessé à mort (27 mars) et il expira peu de jours après, si frappé d'admiration par cette héroïque défense qu'il voulut l'exprimer d'une façon éclatante, en instituant la ville de Brescia son héritière. (Fossati.) — Le 31, Haynau arriva en personne avec des troupes fraîches; Haynau, dont le nom est si tristement inséparable désormais de ceux de Brescia et de la Hongrie. Sommée de se rendre, la ville rejette avec rage les propositions autrichiennes, et le combat recommence avec une inexprimable fureur. Ici, nous laissons parler l'historien patriote que nous avons déjà cité : « Quand la municipalité dut reproduire les hautaines paroles de Haynau, et déclarer que deux heures seulement étaient données à la ville pour s'avouer vaincue par la peur, de toutes parts un cri formidable s'éleva : Guerre! nous voulons la guerre!.... Chaque habitant courut aux armes, après avoir mis ses malades et ses enfants en sûreté dans les caves, après un dernier conseil et un dernier baiser donné à une femme, à une mère, à une sœur. Celles-ci approuvaient le parti qu'on avait pris de se défendre... Le feu commença vers les trois heures de l'après-midi et la ville fut attaquée de tous les côtés à la fois..... »

XVIII.

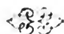
« C'est là que fut grièvement blessée l'une des plus intrépides héroïnes Brescianes, une jeune femme d'un esprit et d'une beauté extraordinaires, dont les yeux des combattants et des mourants cherchèrent bien des fois l'angélique regard. Vers le soir, les Allemands se fortifièrent dans les positions qu'ils avaient occupées; mais la ville était encore presque intacte. — Le féroce Haynau frémissait d'impatience et, bien qu'il attendît le troisième corps d'armée avec une forte artillerie, il résolut de prendre la ville d'assaut avant que ce

corps arrivât. Il fit mettre, en conséquence, le feu aux maisons de la banlieue, de telle sorte que la ville se vit enfermée comme dans un cercle d'incendies; puis, lorsque la nuit fut venue, les soldats eurent ordre de percer les murs, de pénétrer à tout prix dans les maisons et de mettre le feu partout sans miséricorde.... Au lever du jour (1er avril) la ville retentit d'un immense cri de guerre, et les Brescians, étant sortis de leurs barricades, délogèrent l'ennemi des postes qu'il avait occupés la nuit à la faveur des incendies. Au Bruttanome, ils se jetèrent sur l'ennemi avec une telle impétuosité qu'ils renversèrent ses premières lignes et furent sur le point de lui prendre deux canons... Ce fut la dernière victoire des Brescians. » Haynau, à qui il venait d'arriver encore des renforts, ordonna un nouvel et dernier assaut. Les Autrichiens rentrèrent dans Brescia, foudroyée par les feux croisés du château et de l'artillerie de siége, incendiée, ruinée, sanglante et pourtant indomptable, en marchant sur les cadavres de leurs victimes de tout sexe, de tout âge, pillant, souillant, mutilant, brûlant tout ce qu'ils rencontraient.

Trois cents maisons furent incendiées et six millions de taxes de guerre imposés à la ville. Elle avait résisté pendant dix jours à près de 15,000 Autrichiens, sans autres armes que 2 ou 3,000 fusils, sans artillerie, sans troupes régulières, sans un officier expérimenté : résistance qui coûta à l'ennemi 1,500 hommes. L'Autriche perdit donc dans les rues de Brescia plus de soldats et d'officiers que sur le champ de bataille de Novare. Les Brescians avaient prouvé la vérité de ces nobles paroles de Woerdsworth (1) · « Lorsque les peuples sont attaqués dans ce qu'ils ont de plus cher et obligés de combattre pour leur liberté, le meilleur champ de bataille, c'est le plancher, théâtre des jeux de leurs enfants, les chambres où leurs familles ont dormi, les toîts qui les

(1) *Convention de Cintra*

ont abrités, les jardins, les rues et les places publiques, les autels de leurs églises et les ruines de leurs maisons en flammes. » La chûte de Brescia, honteuse pour les vainqueurs, à jamais glorieuse pour les vaincus, est un juste sujet d'espérance et d'orgueil pour l'Italie, une sublime réponse à ce mot injuste et perfide : *Les Italiens ne se battent pas !* Une nation capable encore de tels prodiges, ne saurait périr. Venise va le prouver à son tour, non pas avec plus d'héroïsme, cela est impossible, mais avec plus d'éclat, plus de retentissement encore.



LIVRE VIII.



Portée et intérêt puissant de la dernière période du siége. —Attitude de Venise après la bataille de Novare —L'Assemblée et Bragadino, Zéno, Morosini. — Patriotisme oblige. — Souvenirs glorieux, triste comparaison avec les temps actuels.—Décret mémorable du 2 avril —Préparatifs de défense *à tout prix*.—Enthousiasme populaire. —Faiblesse du gouvernement—Bannissement de J. Vollo. — Travaux de siége à Malghera. — Lagunes de Venise, leur mode de formation, de conservation et de défense. —Détails sur les forts de Malghera, Rizzardi, Saint-Julien, etc., et le grand-pont des lagunes. — Lido, Malamocco, Pelestrina, Chioggia, Brondolo

2 AVRIL. — 4 MAI.

I.

Si l'histoire, comme Jean-Jacques l'a dit, n'est intéressante que par les révolutions et les catastrophes, la période où notre récit est arrivé va offrir un intérêt nouveau et puissant. L'inaction l'obscurité, l'incertitude qui, pendant un armistice et des négociations stériles, sous un gouvernement timide et absolu à la fois, l'ont enveloppée jusqu'ici comme d'un voile de ténèbres, vont se dissiper enfin au grand jour d'une résolution magnanime, à la lueur des incendies et du bombardement. Ce changement soudain, loin de diminuer le poids

de la tâche de l'historien, l'augmentera encore. En effet, si la terne aridité du sujet peut voiler ou excuser l'insuffisance de l'écrivain, la splendeur des faits peut, en revanche, la révéler dans toute sa nudité. Cette stérilité des événements sert souvent de justification à celle de l'écrivain ; mais où en chercher, où en trouver une, lorsqu'on retrace des souvenirs aussi sublimes que ceux de ce siége, l'un des plus mémorables, sans contredit, de l'histoire moderne ?

II.

Pour comprendre la profondeur du désespoir qui s'empara des Vénitiens à l'annonce du désastre de Novare, il faudrait avoir souffert, attendu et espéré comme eux une année entière, il faudrait avoir été jeté vingt fois sur le bord de l'abîme, et vingt fois sauvé comme eux par des prodiges. L'épée de l'Autriche, si longtemps suspendue au-dessus de Venise, allait retomber sur elle sans retour et sans contre-poids. Et le supplice de Damoclès n'avait duré qu'une nuit, tandis que celui de Venise durait depuis déjà douze mois de dévouement, de lutte et d'illusion. Douze mois, au bout desquels elle voyait le blocus et le siége se transformer pour elle en tombeau, au jour même qu'elle croyait marqué pour sa délivrance. Elle se retrouvait — une fois encore, la dernière — seule en face de l'Autriche qui lui disait : Choisis : le déshonneur ou la ruine, telle est l'alternative que l'Italie vaincue et que l'Europe libérale te laissent. — Venise embrasserait-elle la ruine ? L'Assemblée (1) fut appelée le 2 avril à trancher cette terrible question. Elle ne voulait, elle ne pouvait la résoudre par la honte. L'eût-elle pu, elle ne l'aurait pas osé en présence de la fureur du peuple contre l'Autriche, en présence des souvenirs immortels dont elle

(1) Elle avait recommencé à siéger le 30 mars.

était entourée dans la salle même de ses séances. De quel front les compatriotes de Dandolo, de Bragadin, d'Erizzo, de Pisani, de Zéno, de Morosini, auraient-ils écrit ce triste mot : *capitulation*, au bas des portraits et des statues altières de ces héros, qui, du haut de leurs piédestaux et de leur gloire, semblaient suivre, d'un œil sévère, les délibérations de leurs successeurs ? Il y a des traditions nationales qui obligent bien mieux que la noblesse. Il y a, dans un pays comme dans une famille, telle action glorieuse du passé, qui dicte les résolutions de l'avenir. Saragosse, alors qu'elle se dévouait à l'indépendance espagnole, se rappelait sans doute Sagonte, Missolonghi n'avait pas oublié les Thermopyles. Venise, plus encore que Saragosse et Missolonghi, obéissait à cette loi historique. Elle obéissait avec d'autant plus d'enthousiasme que, pour elle du moins, deux fois déjà le succès avait couronné le patriotisme. Deux fois les armées ennemies avaient tracé, victorieuses, un cercle fatal autour de ses lagunes. Deux fois Venise avait repoussé l'ennemi, deux fois la vie nationale, refoulée un instant par l'invasion dans le cœur du pays, dans la capitale, en avait rejailli plus impétueuse dans les veines de la patrie entière. L'issue de la guerre de Chioggia et de la ligue de Cambrai encourageaient Venise à tout oser, à oublier tout ce qui était changé en elle et autour d'elle.

III.

Les temps étaient bien changés, en effet ! Quand la ville des doges triomphait de Gênes et de la Ligue, l'enthousiasme était possible dans cette vieille Europe, qui respectait dans Venise, le boulevart de la civilisation chrétienne. En 1849, l'Europe était morte à toute idée généreuse, et l'Autriche put immoler froidement à son égoïsme incurable la Hongrie et Venise, le même jour et presque à la même heure, sans que l'Europe élevât au moins

une protestation! La solidarité des intérêts s'est-elle du moins substituée à celle des croyances? Non! Jadis — nous ne parlons pas des croisades, trop éloignées de nous par le temps et par les mœurs — jadis, la Pologne catholique accourait défendre la catholique Vienne menacée par l'Ottoman; la protestante Angleterre envoyait une flotte au secours de la Rochelle assiégée; la fleur de la jeunesse française volait se renfermer et combattre dans Candie. Aujourd'hui, à peine si quelques volontaires isolés sont venus payer à Venise et à la Hongrie le tribut d'estime et d'appui que, même dans son intérêt, la France républicaine leur devait. « L'insouciance ou l'apathie avec laquelle nous assistons à des événements qui jadis auraient remué le monde, est la grande et universelle maladie d'un monde qui se dissout. » (Châteaubriand.) Sombres prévisions que le triomphe de la démocratie peut seul démentir.

IV.

L'Assemblée vénitienne formula (2 avril) la volonté du peuple dans un décret qui formait un noble et saisissant contraste avec cette triste époque. La situation de Venise était mille fois plus grave, plus terrible qu'au 11 août. En France, en Allemagne, en Italie, partout la réaction triomphait. La Sardaigne signait la paix avec l'Autriche, la Sicile s'était soumise, la Toscane allait l'être. La Hongrie et Rome, seules debout encore, étaient menacées de mort par l'intervention étrangère. L'Assemblée vénitienne ferma les yeux à la sinistre évidence de ces faits pour ne songer qu'à l'honneur national. Elle aussi se dit : « Fais ce que dois, advienne que pourra, » et elle déclara, à l'unanimité, « *que Venise résisterait* A TOUT PRIX *à l'Autriche* » et accorda à M. Manin les pouvoirs illimités réclamés par cette résistance désespérée. Ce choix, quel que soit le jugement qu'on en porte,

était une conséquence presque inévitable du passé de l'Assemblée. — Cependant, les finances étaient épuisées, les recettes ordinaires baissaient chaque jour, celles de la douane, déjà fort diminuées, allaient être complétement supprimées par le blocus maritime. Et néanmoins le budget, déjà énorme des mois précédents, allait être encore enflé par les armements nouveaux qu'exigeait la résistance à tout prix. L'escadre sarde, rappelée par son gouvernement, s'était éloignée de Venise une dernière fois. Il fallait armer en guerre quarante *trabaccoli* (1) et d'autres navires plus considérables, afin de mettre l'escadre vénitienne en état de tenter contre celle de l'Autriche une de ces entreprises désespérées que la fortune couronne quelquefois. Mais cet arsenal qui, autrefois. « avait des ouvriers capables de mettre hors du port trente vaisseaux en dix jours, et un armement suffisant pour toutes les marines de la terre (Victor Hugo) », ruiné, anéanti maintenant par cinquante ans de domination étrangère, n'offrait presque plus de ressources. La frégate, commencée depuis un an, était encore sur le chantier ainsi que deux pyroscaphes. Le bois, le fer, le cuivre, le chanvre, presque toutes les matières premières manquaient à la fois, grâce à l'imprévoyance du triumvirat. De nouveaux emprunts furent décrétés, les *trabaccoli* furent achetés par l'Etat ou donnés par de généreux citoyens et amenés dans les bassins de l'Arsenal, et les braves Arsenalottes se mirent à l'ouvrage avec tant d'ardeur, qu'ils voulurent travailler les jours de fête aussi et gratuitement. Les bateliers, de leur côté, offrirent au gouvernement de se constituer en corps afin de remplacer les marins que la guerre appellerait loin de Venise. Châteaubriand avait jugé ces braves gens avec une rare sagacité lorsqu'il écrivait, en 1831 : « Les gondoliers ne sont pas couchés et

(1) Nom que l'on donne, dans le golfe Adriatique, à des bâtiments marchands d'une forme particulière.

désœuvrés comme les Lazzaroni ; toujours en mouvement, ce sont des matelots qui manquent de vaisseaux et d'ouvrage, mais qui feraient encore le commerce du monde et gagneraient la bataille de Lépante, si le temps de la liberté vénitienne n'était passé. » En 1849, ce temps était revenu ; ces marins avaient trouvé un noble vaisseau, Venise, immobile au sein de ses lagunes, sous le feu de l'artillerie autrichienne, et un autre Lépante même n'eût pas été impossible pour eux, s'ils avaient retrouvé aussi un Vénier.—Ces énormes et suprêmes sacrifices furent acceptés par Venise, nous ne dirons pas sans murmures, mais avec joie. Le peuple et la garnison rivalisaient d'enthousiasme et de zèle, bien qu'ils ne fussent plus soutenus que par le sentiment de l'honneur national, et non par l'espérance du triomphe, bien que les privations les plus pénibles commençassent à se faire sentir. Ils ne répétaient pas, eux, qui l'ignoraient très probablement, le mot célèbre : *Tout est perdu, hors l'honneur*, mais ils faisaient mieux, ils le mettaient en action. La concorde, la paix, l'enthousiasme, la gaîté même, régnaient dans cette ville, que les boulets et le choléra allaient ravager, que la disette des vivres, des combustibles, des choses les plus nécessaires à la vie commençait à torturer On songeait trop à agir, à combattre et à mourir, s'il le fallait, pour avoir le temps de s'alarmer et de se plaindre.

V.

Seul, le gouvernement ne se montra point à la hauteur de ces circonstances et de ce dévouement. Tandis que la ville se préparait hardiment à une lutte à mort, il se berçait encore, lui, de rêves diplomatiques. Dans des dépêches adressées aux deux puissances médiatrices (4 avril), il leur demandait de s'interposer entre l'Autriche et Venise, afin d'obtenir pour celle-ci *une condition politique*

convenable (1). Et le 22 avril, il leur transmettait de nouvelles propositions (2). Espérer encore, à cette époque, dans la médiation anglo-française, c'était assurément le comble de l'aveuglement. Et toutefois, le gouvernement espéra. Une idée, à la fois étroite et étrange, s'était emparée de lui depuis longtemps : la possibilité d'obtenir pour Venise du moins, l'indépendance avec le titre de ville libre (3) ! Venise, ville libre italienne, entre Padoue et Trieste, au cœur même des provinces italiennes de l'Autriche, après la bataille de Novare, et à la veille de l'intervention russe en Hongrie, de l'intervention française à Rome ! Or, ce nouveau, ce fol accès de confiance passé—et il passa bien vite — le pouvoir devait retomber forcément dans une inertie, dans un abattement profond. C'est ce qui ne manqua pas d'arriver. L'espérance n'avait pas manqué d'orateurs officiels ; les revers n'en trouvèrent guère. Un mutisme, un mystère glacial recommença à envelopper les hautes sphères du pouvoir (4). Le gouvernement, fidèle à son système de réticences, craignait toujours de décourager, de trop alarmer les citoyens par de fâcheuses nouvelles. Conduite d'autant plus inexcusable, d'autant plus étrange, que jamais population n'avait moins mérité l'injure de ces précautions. Il ne comprenait pas encore, il ne comprit

(1) Lettre du président Manin au feld-maréchal Radetzky.

(2) *Ibid.*

(3) On a déjà vu cette espérance indiquée dans le discours de M. Manin, le 11 octobre; M. Zennari, secrétaire général du gouvernement, y fit allusion dans une harangue au peuple, après le 2 avril, et elle n'était, au reste, un mystère pour personne à Venise.

(4) Il fut poussé si loin qu'on dissimula le plus longtemps possible l'établissement du blocus maritime ; on en avait déjà fait autant pour la nouvelle des désastres de Novare, et pour les arracher au gouvernement provisoire, qui avait reçu dès le 26 la sommation de Haynau, il avait fallu que le peuple, rassemblé en foule, le 31, sur la place publique, les demandât à grands cris.

jamais que ce n'est point le danger qui glace les cœurs intrépides, c'est le doute, c'est l'obscurité. L'Ajax d'Homère lui-même, pour combattre en brave, demandait la lumière du jour. — Heureusement, pour concevoir, pour enfanter des prodiges, le peuple, on le sait, n'avait pas besoin de l'exemple de ses gouvernants. — Enfin, par un contraste frappant, qui complète cette appréciation, ce gouvernement, si irrésolu, si faible vis-à-vis des revers, déployait contre les individus une vigueur — tranchons le mot — une violence extrême. M. J. Vollo, éloquent et intrépide écrivain, dont le nom n'est pas inconnu à nos lecteurs, avait osé protester, dans le journal qu'il rédigeait, contre l'attitude coupable du gouvernement (1). Il fut banni de Venise, quelques heures après la publication de cet article, sur un ordre du président et conduit par mer à Ravenne (17 avril). Depuis six mois, c'était le septième citoyen que M. Manin exilait — pour cause politique — par un acte pur et simple de sa volonté !

V.

Pendant que le pouvoir exécutif négociait, espérait et bannissait, le général Haynau, à qui les lauriers de Brescia avaient sans doute mérité l'honneur de diriger le siége de Venise, Haynau en poussait activement les travaux, concentrait des forces considérables sous les murs de Malghera, et faisait venir un matériel formidable d'artillerie. Mais nous suspendrons un instant notre récit, afin de placer ici, en guise de cartes et de plans, quelques détails sur Venise, ses lagunes et ses forts ; détails utiles à l'intelligence complète

(1) Nous reproduisons les passages les plus saillants de cet article à la fin de ce livre *(c)*, afin qu'on sache bien quels étaient, aux yeux d'un président révolutionnaire, en pleine république, en 1849, les délits de presse punissables de bannissement.

de tout récit d'opérations militaires, indispensables lorsqu'il s'agit d'une place aussi exceptionnelle que Venise. — Et tout d'abord, il nous faut donner à nos lecteurs une idée exacte de ces lagunes si célèbres et toutefois si peu connues, au milieu desquelles Venise est située. Des marais dans les terres, puis le long du rivage des bas-fonds navigables parsemés d'îlots, enfin la mer au-delà d'une longue et étroite ceinture d'îles (1) formées par des alluvions, séparées par de petites passes, digue naturelle à laquelle l'art a ajouté les fameux *Murazzi*, dont les deux extrémités nord et sud touchent presque au continent et qui ferme le bassin des lagunes. On prétend qu'autrefois la mer s'étendait jusqu'à Padoue, et que les alluvions ont comblé peu a peu un espace de huit lieues de long. Ainsi Venise, pour éviter le même destin, pour garder ses lagunes, doit les défendre à la fois contre les dépôts de sables et contre les envahissements de la mer. Ainsi un jour viendra peut-être où, malgré tous ses efforts, malgré le flux et reflux anormal qui la protége, Venise sera réunie au continent comme Ravenne l'a été jadis (2). Tel est l'œstuaire actuel, véritable labyrinthe maritime, formé par une infinité de canaux dont le lit, la profondeur et l'aspect varient si souvent qu'on a dû y enfoncer des pieux dans la vase, de distance en distance, afin d'aider les bateliers à s'y orienter. Le rôle de ces pieux dans les lagunes est tout-à-fait semblable à celui de ces monceaux de pierres qui servent de bornes milliaires dans les déserts sablonneux. Enlevez-les, comblez, barricadez l'embouchure de deux ou trois canaux, et vous avez rendu Venise inaccessible par mer aussi bien qu'elle l'est par terre. Ce qui fait l'originalité et la sûreté de cette ville, ce n'est pas seulement, en effet, d'être en-

(1) Ces îles sont précisément Pelestrina, Malamocco, etc., dont nous allons parler.

(2) Telle est du moins l'opinion de Cuvier dans ses *Recherches sur la formation des fossiles*.

tourée d'eau de toutes parts, c'est de l'être de telle façon qu'il est complétement impossible à toute embarcation d'en approcher malgré elle à une distance de deux ou trois lieues. D'autres places sont entièrement isolées, elles aussi, par des bras de mer ou de fleuves, aucune n'est ainsi séparée à la fois de la terre et de la mer, et Mexico elle-même, dont la position ressemble le plus à celle de Venise, Mexico ne l'est pas (1).

VI.

Le territoire compris dans les limites du blocus ou du siége se composait donc de ce vaste et impénétrable œstuaire, c'est-à-dire des deux districts de Venise et de Chioggia, plus Malghera en terre ferme. Sa superficie était dans sa plus grande largeur de trois à quatre lieues depuis Malghera ou Mestre, situés au nord-ouest de Venise, jusqu'au rivage oriental du Lido, baignés par les flots de l'Adriatique, et dans sa plus grande longueur, de dix à onze lieues, depuis Brondolo et Chioggia jusqu'à Treporti et Torcello. Cette surface de 170 milles carrés, semée d'une myriade d'îles et d'îlots, dont beaucoup sont habités et fortifiés, comptait en 1848-49 une population de 180,000 âmes environ, et était défendue par près de soixante forts, par un grand nombre de batteries, d'estacades, de bâtiments légers et enfin par plus de mille pièces de canon. — Ces détails et ces chiffres font aisément comprendre que le siége que nous allons raconter offrait à l'art militaire un champ de combinaisons tout nouveau et dont les résultats étonnèrent souvent les militaires les plus expérimentés. Enfin, l'insalubrité de la plupart de ces lieux ajoutait encore aux difficultés, aux dangers de

(1) C'est à cette ville que Cervantès fait allusion lorsqu'il dit : « Venise n'aurait jamais eu de semblable, s'il n'y avait jamais eu de Colomb. »

l'attaque et de la défense.—L'étendue des terrains renfermés dans ces lagunes est si considérable et son sol si fertile (1) que ces produits de sa culture auraient pu suffire presque à la nourriture des assiégés, fait qui eût été unique dans l'histoire, et qui se réalisa jusqu'à un certain point pendant les derniers mois du siége, alors qu'on en fut réduit à se nourrir uniquement de fruits et d'herbages.

VII.

Passons maintenant rapidement en revue les principaux points de cette vaste superficie. La ville de Venise, que nous avons déjà décrite, renferme près de 120,000 âmes, 300 ponts, 500 palais, 200 églises, 70 îles, et a 4,450 mètres de long, depuis la gare du chemin de fer à Cannaregio jusqu'à la pointe des Giardini à Castello, et 3,350 mètres de large, depuis le rivage septentrional de la Madona-dell'Orto jusqu'au bord méridional de Ste-Euphémie à la Giudecca.

A l'extrémité nord-ouest de la ville, à Cannaregio, se trouve une tête du pont colossal de 3,603 mètres de long. Vis-à-vis de l'autre tête s'élèvent, en terre ferme, la forteresse de Malghera, bâtie par ordre de Napoléon, le fort Rizzardi, construit après la Révolution, le fort Eau, le fort St.-Julien qui s'avance le plus dans la lagune et qui acquerra plus tard une importance si fatale pour Venise; et enfin Mestre, dont nous avons parlé ailleurs. Excepté le dernier, tous ces forts étaient occupés par les Vénitiens le 4 mai 1849.—De chaque côté du pont étaient embossés des bâtiments de guerre, assez légers pour pouvoir pénétrer jusque-là. A droite et à une centaine de mètres

(1) « Les jardins sont d'un immense produit à Venise; il n'est pas un coin de cette grasse argile qui ne produise généreusement en fruits et en légumes plus qu'un champ en terre ferme. (Lettres d'un voyageur.)

du pont, à mi-chemin entre Malghera et Cannaregio, on trouve l'île fortifiée de St.-Second. Sur la plate-forme centrale *(Piazzale)* du pont même, à sa tête du côté de Venise, et sur quelques points des quais de la ville, on avait dressé des batteries de canons d'un fort calibre.—En prenant l'île St.-Second pour point de départ et en avançant de l'ouest à l'est à une distance de quelques milles de Venise, on rencontre plusieurs îles qni forment comme une ceinture d'avant-postes entre la ville et le continent : Murano, si fameuse autrefois par ses glaces, St.-Christophe, cimetière de la ville, Mazzorbo, Burano et enfin Torcello, si célèbre dans l'histoire des premiers temps de Venise. Puis, un peu plus au sud et toujours à l'est de Venise, la Chartreuse, Ste-Hélène, St.-Erasme et Treporti, poste militaire important. Au sud-ouest de ce dernier groupe s'étend le littoral de Malamocco, de Pelestrina, de Chioggia, qui, long de 20 ou 22 milles et large de 1 ou 2 à peine, se prolonge jusqu'à Brondolo, en ligne à peu près droite. Là, se trouve le Lido, défendu par le fort St.-André, magnifique création de Sansovino, ce Lido, gardant encore les traces des pas de tant de poètes, de Dante à Byron, de Pétrarque à Lamartine ; Malamocco, où les souvenirs de Pépin et de Doria se confondent dans un égal revers ; le fort des Alberoni ; les ports de St.-Pierre et de Pelestrina, les fameux *Murazzi*, et enfin Chioggia. Cette ville, de 28,000 âmes environ, se relie en quelque sorte à la terre-ferme par Brondolo, espèce de poste avancé, sur la rive gauche de la Brenta.

VIII.

En remontant la ligne que nous venons de parcourir, et revenu tout près de Venise, on trouve au sud de cette ville, et vis-à-vis du Lido, les îlots de Saint-Esprit, de Saint-Clément ; la Grazia, où une poudrière était établie ; Saint-Servilio, riant

séjour des plus malheureux habitants, hospice des aliénés; Saint-Lazare, magnifique couvent, où de savants moines arméniens semblent avoir transporté les mœurs, la pompe, la végétation, et jusqu'au climat de leur pays ; colonie-vaisseau qui, éternellement à l'ancre, paraît éternellement prête à remettre à la voile pour l'Orient. Du côté de l'ouest, on n'aperçoit plus que les deux forts de Saint-Georges in Alga et de Saint-Ange della Polvere, les dernières îles que l'on rencontre avant de retourner à notre point de départ : le pont sur la lagune et Saint-Second. Les zônes les plus fortifiées de l'espèce d'ellipse que nous venons de décrire autour de Venise étaient naturellement d'un côté celles qui étaient les plus rapprochées du continent, et de l'autre, celles qui regardaient la mer : Brondolo et Malghera, et le littoral du Lido, de Malamocco, etc. Le plan général de siége des Autrichiens est indiqué par cette exposition même des lieux. Leurs attaques se concentrèrent, en effet, par terre contre les premiers, et par mer contre les derniers. Bientôt, même, leur flotte ayant inutilement menacé les côtes vénitiennes, depuis les forts du Lido jusqu'à ceux de Chioggia, ils reportèrent tous leurs efforts du côté de la terre-ferme, c'est-à-dire contre Malghera et, plus tard seulement et bien moins vivement, contre Brondolo. De fait, Malghera était la clé de voûte de cette immense enceinte ; Malghera une fois pris, les ennemis se trouvaient maîtres d'une tête du pont qui joignait cette forteresse à Venise, tandis que, même après la chûte de Brondolo et de Chioggia, séparés de Venise par sept ou huit lieues de lagunes, la ligne de défense vénitienne était encore presque intacte.—Tels étaient les lieux où la liberté italienne s'était réfugiée une seconde fois depuis Attila. « Venise, disait à cette époque Tommaseo (1), tient bon en regardant le ciel et la France. Attila la fit naître, Radetzky la fait grandir. Et l'on

(1) *Le Journal*, septembre 1848.

laisserait renouveler le traité de Campo-Formio!... Unique par son origine, Venise le serait aussi par sa fin! Elle aurait le privilége de la magnificence et celui du malheur! » On a fait plus que de renouveler Campo-Formio, on y a ajouté l'expédition de Rome. L'indépendance italienne avait cherché de nouveau un asile dans les lagunes de Venise, elle n'y a trouvé cette fois qu'un tombeau. Heureusement, le jour de la résurrection n'est pas loin.

(c) Manin a Gaete. Oui, Manin est prisonnier dans le palais national, comme Pie IX à Gaëte. La foule des *Autrichiennistes* et des *politiques conservateurs* ou *destructeurs*, ne laisse pas arriver jusqu'à lui la voix de la vérité, l'empêche de voir les suprêmes, les seuls moyens de sauver Venise, lui fait *excommunier* jusqu'au libéralisme le plus sincère et le plus ardent.... O homme, aimé et plaint par nous autres libéraux, ceux qui te circonviennent aujourd'hui, étaient-ils avec toi le 18 et le 22 mars?.... Oh! si, comme on te le conseillait, tu avais accordé *chaque jour deux heures* d'audience au peuple, combien de faits seraient parvenus à tes oreilles! Mais si tu n'es pas encore convaincu de la terrible vérité, ne te suffit-il pas du soupçon que ta crédulité peut perdre ta patrie, peut faire retomber sur ta tête les torrents du sang de tes concitoyens, peut changer en malédictions tous les applaudissements prodigués jusqu'ici à ton nom? Mais tout cela peut-être ne suffit pas! Si les temps n'étaient point si critiques, il faudrait que tout le bon peuple de Venise, convoqué sur la place publique par d'honnêtes orateurs, te conjurât, les larmes aux yeux, de mettre la main aux *grandes mesures* que le libéralisme te recommande depuis si longtemps. Mais nous ne provoquons point une occasion de péril, nous ne voulons point le désordre Le *Per tutti* n'a point qualité pour inviter tout le peuple vénitien à signer une *pétition* dans ce sens. Mais heureusement, nous avons parmi nous un homme digne de formuler dans une *pétition* les besoins, les vœux de la patrie. Une pétition de Tommaseo commença notre révolution; que Tommaseo en écrive à Manin une autre qui sauve la patrie; accourons tous la signer. Accourez, patriotes; accourez, députés, etc. Si le poids de tant de vœux ne fait point pencher la balance, Dieu seul qui est *tout-puissant* et qui veut sauver Venise, la sauvera. (*Per tutti*, 16 avril 1849.) » Voilà un article qui fit condamner son auteur à l'exil!



LIVRE IX.



Ouverture du siége de Malghera. — Arrivée de Radetzky à Malghera. — Lettre de Manin au feld-maréchal. — Sorties, bombardement de Malghera. — Héroïque défense de la garnison. — Evacuation nocturne de la forteresse. — Stupeur dans laquelle le décret du gouvernement plonge la ville. — Rapide retour de l'enthousiasme et du dévouement. — Séance de l'Assemblée. — Cérémonies religieuses. — Situation de Venise et des forts. — Le Piazzale. — S. Second. — Travaux de la nouvelle ligne de défense. — Le pont est démoli sous le feu des batteries autrichiennes. — Incident dramatique. — Nouvelles négociations. — Nomination d'une commission militaire. — M. Manin, son caractère, ses actes, etc. — Réponses des cabinets de France et d'Angleterre. — Lettre de Kossuth. — Mort de Rosaroll. — Attaque nocturne du 8 juillet.

4 MAI. — 8 JUILLET.

I.

Grâce à l'activité déployée par Haynau, la première parallèle fut achevée le 2 mai, et le 4, le feu fut ouvert contre la forteresse. Ainsi la nouvelle de l'attaque de Rome par les Français (30 avril) coïncida avec celle de Malghera. — La garnison, composée de conscrits et de volontaires, soutint cette première épreuve avec une bravoure remarquable. Les troupes se trouvaient, par hasard, rangées en bataille pour recevoir le général

Pepe, qui était venu visiter la forteresse au moment où le feu ennemi commença sur toute la ligne. Sous cette grêle de bombes, de boulets et d'obus, pas un soldat ne bougea, et le général lui-même les exhorta en vain à rompre leurs rangs, afin d'éviter un péril inutile. — La ville, électrisée par cet exemple, acccueillit avec dédain et presque avec satisfaction l'annonce du bombardement de Malghera. Le principal effet que l'ennemi en attendait fut donc manqué. Le feld-maréchal Radetzky, accompagné d'une foule de généraux et d'officiers supérieurs, était venu assister en personne à l'ouverture du siége, espérant sans doute que la première impression. produite par cette attaque vigoureuse, réduirait les assiégés à accepter les dures conditions qu'il prétendait leur imposer (1). Ce général de quatre-vingt-six ans se flattait de jouer à Venise le rôle que le vénitien Dandolo, plus qu'octogénaire lui aussi, avait rempli à Constantinople; il voulait laisser une trace, à son tour, sur ces rivages foulés par de bien autres conquérants et ajouter son nom à ceux d'Attila, de Pépin, de Doria, de Barberousse, de Napoléon. Le vieux maréchal menaçait les Vénitiens de toute sa rigueur s'ils osaient rejeter ces conditions. Ils l'osèrent, cependant. Pourquoi faut-il que M. Manin, par la lettre où il exprima ce noble refus (2), en ait amoindri la fierté? A notre avis, du moins, les termes de cette lettre, la proposition d'une trève, n'étaient pas dignes d'un chef patriote parlant à l'oppresseur de sa patrie. — Radetzky, à son tour. rejeta cette proposition (3), et les travaux du siége furent poussés avec plus de vigueur que jamais. Les assiégés, vaillamment commandés par Ulloa, leur opposèrent une défense habile et énergique. L'inondation des parallèles, au moyen de l'eau fournie par les canaux voisins, et les sorties de la garnison, incommodaient fort les assiégeants et

(1) V. la note *d*.
(2) Voyez cette lettre à la fin de ce livre (*e*).
(3) V. la note *f*.

retardaient les progrès de leur attaque. Les canonniers italiens, tout inexperts qu'ils étaient, avaient acquis en peu de jours une grande justesse de tir, et leur feu, bien nourri, bien dirigé, faisait éprouver des pertes considérables à l'ennemi.

II.

Cependant, le 23 mai, les travaux de la deuxième parallèle furent achevés, et déjà Malghera, foudroyée de toutes parts par un feu incessant depuis dix-neuf jours, n'offrait plus, dans bien des endroits, qu'un monceau de ruines. Les forts Rizzardi et Manin (1) avaient été surtout maltraités. Le 25, « tous les parapets étaient démantelés et les sacs de terre vides ; les poudrières menaçaient ruine, les palissades des chemins couverts étaient détruites, plusieurs pièces démontées et les casemates même peu sûres » (Pepe). Le 26, les Autrichiens commencèrent leur troisième parallèle et firent leurs préparatifs d'assaut, sous les ordres du général de Thunn, successeur de Haynau, que la destinée appelait à accomplir en Hongrie et non à Venise, l'œuvre de Brescia. Malghera n'était plus qu'un amas de décombres. — Les généreux défenseurs de Malghera déployaient un courage, un sang-froid, une discipline admirable. La garde civique de Venise partageait leurs dangers, et, décimée par le bombardement, sachant à peine manier un fusil, elle s'obstinait à rester à ce poste d'honneur. Les compagnies de canonniers *Bandiera et Moro*, tous volontaires appartenant aux familles les plus aisées de la ville, supportaient les fatigues et les périls avec une rare bravoure. Tous, Vénitiens, Lombards, Romains, Napolitains, tinrent tour-à-tour d'une main ferme ce drapeau tricolore qui, encore inconnu à l'Europe,

(1) On avait donné, en mars, le nom du dictateur au fort Eau.

demandait des prodiges pour consacrer son dévouement. Il les obtint. Des traits d'héroïsme dignes d'un autre temps et d'un autre résultat signalèrent la défense de Malghera, et Tommaseo les a noblement racontés. Plus d'une mère envoya son fils combattre et mourir pour son pays, plus d'un père vint prendre la place de son fils, tombé les armes à la main. Les blessés continuaient leur service sans daigner s'occuper de leurs blessures; les amputés, les mourants, faisaient retentir les ambulances du cri de : *Vive l'Italie!* Le quart de cette garnison de 2,500 hommes avait été mis hors de combat, du 4 au 26 mai. La forteresse, réduite à l'état que nous venons de décrire, n'était plus tenable ; ses restes s'écroulaient sous le choc continuel de cent pièces d'artillerie. Il fallait songer, non à capituler, mais à l'évacuer. Cette résolution, arrêtée depuis quelques jours dans un conseil secret tenu par le gouvernement, ne fut communiquée à la garnison qu'au moment même où elle devait être exécutée. On craignait avec raison que ces braves gens ne refusassent d'obéir.

III.

La scène déchirante qui se passa alors dans l'enceinte à demi détruite de Malghera mérite d'être conservée par l'histoire. Il était nuit (9 heures). Vis-à-vis de Venise, silencieuse et sombre, au-delà de la lagune couverte de bâtiments de guerre, de bateaux et de gondoles, l'œil des spectateurs distinguait à peine cette rive surmontée d'un dôme de blanche fumée que les rapides éclairs de l'artillerie entr'ouvraient à chaque instant. Nul ne soupçonnait, ce soir-là, à Venise, la triste scène qui avait lieu sur le rivage opposé, car nul n'avait été mis dans la confidence de la détermination subite du gouvernement. — Les batteries autrichiennes lançaient sans relâche des boulets, des bombes, des fusées sur ces remparts à demi-

ruinés, et enveloppés d'un épais nuage. Les canonniers vénitiens, immobiles à côté des pièces qui n'avaient pas encore été démontées, jetaient un regard de rage sur les lignes des assiégeants, ou bien ils embrassaient leurs canons avec délire, jurant qu'ils ne s'en sépareraient jamais. On ne parvint qu'à grand'peine, en effet, à les en arracher, et on se disposa alors au départ. — Pour bien comprendre ce qui suit, nos lecteurs doivent se rappeler que Malghera ne communique avec Venise que par un pont de 3,603 mètres de long, jeté sur la lagune comme un fil imperceptible. C'était par là que devait s'opérer la retraite. La garnison, cernée de tous côtés par l'ennemi, devait évacuer complètement les forts par cet étroit chemin, avant même que celui-ci se doutât de son dessein; sinon, elle était perdue, et Venise l'était probablement avec elle. En quelques minutes, les assiégeants, s'ils avaient découvert sa marche, pouvaient accourir avec des forces bien supérieures, écraser la colonne vénitienne, concentrer un feu terrible sur le pont d'une lieue qu'elle avait à parcourir, ou bien se précipiter à sa suite et entrer pêle-mêle avec elle dans la ville surprise. Et que fallait-il pour trahir cette retraite? Un scintillement, un bruit d'armes, un instant de désordre, un seul des mille hasards de la guerre. Pourtant, cette téméraire entreprise réussit, grâce au sang-froid des troupes et aux ténèbres de la nuit. Encombrée de bagages, chargée de blessés, la garnison sortit en silence de la forteresse, s'étendit dans l'ombre en colonne serrée sur ce pont immense, et rentra dans Venise, moins joyeuse de son salut que désespérée de sa retraite. Jusqu'au lever du soleil, les boulets ennemis continuèrent à labourer le sol et les parapets chancelants de Malghera désert: les Autrichiens croyaient écraser les restes de la garnison, ils ne détruisaient que les tristes débris des fortifications. Enfin, étonnés du silence, seule réponse que, contre sa coutume, Malghera faisait à leur feu, ils soupçonnèrent la

vérité, et pénétrèrent dans la forteresse aux premiers rayons du jour. Qu'on juge de leur surprise et de leur joie lorsqu'ils la trouvèrent abandonnée. Mais cette joie fut troublée par un désastre non moins imprévu : à l'instant où un détachement autrichien, chargé d'occuper Saint-Julien, mit le pied dans ce fort, une mine le fit sauter, et ensevelit sous ses débris un grand nombre des vainqueurs. — Cette fois-ci du moins, les adversaires de Venise eux-mêmes lui rendirent justice. « On ne peut se faire une idée de l'état de ruine auquel Malghera est réduit. A tous les trois ou quatre pas on tombe dans un trou de bombe ; le sol est semé de mitrailles. Il n'est pas une construction qui ne soit un monceau de décombres. Tous les canons étaient hors de service. Il faut rendre honneur à l'honneur. La garnison de Malghera s'est conduite vaillamment. Aucune troupe au monde n'aurait pu prolonger davantage la résistance. » (1)

IV.

Le jour suivant (27 mai), le décret du gouvernement ordonnant l'évacuation de Malghera, placardé sur les murs de la ville, lui apprit seul cette triste nouvelle. La consternation fut profonde, universelle et légitime. On avait longtemps caché le péril au peuple ; on l'avait bercé, ou du moins on l'avait laissé bercer, de l'étrange opinion que Malghera était inexpugnable, comme s'il existait dans l'univers entier, hormis Venise et — peut-être — Gibraltar, une seule forteresse qui fût réellement imprenable ! Puis, tout-à-coup, lorsque la nécessité venait brusquement déchirer ce bandeau trompeur, le gouvernement se voyait contraint de frapper ce peuple confiant par l'aveu de la réalité comme par un coup de foudre, de transformer, dans un incroyable décret, l'évacuation désastreuse de Mal-

(1) *Gazette d'Augsbourg*, juin 1849.

ghera en une simple *mesure stratégique*. (1) La véritable enceinte inexpugnable, c'est Venise même, ajoutait-il gravement. Mais, alors, pourquoi vous en apercevoir si tard? Pourquoi soutenir si longtemps le contraire, et, surtout, pourquoi ne pas exécuter à l'avance, alors que cela était encore possible, tout ce que la prévision de cette évacuation rendait indispensable : détruire les fortifications, le pont, ce fort de Saint-Julien qui allait devenir si fatal entre les mains de l'ennemi, épargner, enfin, le sang de tant de braves inutilement versé? — Conduite incroyable, mais résultat nécessaire d'un système d'optimisme et de mystère qui augmentait sans cesse le danger en s'efforçant de le cacher et rendait parfois les revers irréparables, à force de les croire impossibles. Le 27 mai en fut la plus grande preuve. Les troupes étaient harassées et mécontentes; les habitants abattus, consternés, démoralisés, et ils devaient l'être, eux qui, la veille encore, pleins de confiance dans la résistance de l'inexpugnable Malghera, se réveillaient en face de l'ennemi, maître de Malghera et campé à la tête du pont. Si les Autrichiens avaient tenté alors un coup de main hardi, s'ils s'étaient audacieusement jetés sur ce pont que quelques canons défendaient à peine et dont la mine n'avait guère détruit que quelques arches, peut-être les Autrichiens seraient entrés ce jour-là même dans Venise (2). — Heureusement pour la gloire de cette ville qui avait encore tant de prodiges à accomplir, l'ennemi, trop circonspect selon sa coutume, ne conçut point, ne tenta point cette entreprise hardie. Le 27 mai la Providence, qui

(1) Gazette de Venise, 27 mai 1849.

(2) Une faute semblable avait déjà sauvé Venise cinq siècles auparavant. « Après la prise de Chioggia, Carrare proposait de profiter, pour attaquer Venise, de la consternation que cet événement avait dû y répandre : les Génois voulurent au contraire s'établir solidement dans ce poste avant de passer à de nouvelles opérations... Venise dut son salut à la faute de Doria. » (Daru.)

neutralise souvent les fautes des hommes les unes par les autres, chargea la lenteur autrichienne de défendre Venise que l'imprévoyance de son gouvernement avait laissée sans défense. Elle seule sauva Venise ce jour-là; le lendemain, ses habitants, ses soldats, trop braves, trop enthousiastes pour se laisser longtemps abattre, retrouvèrent toute leur énergie, toute leur constance, et Ulloa put organiser rapidement une nouvelle ligne de défense. L'Assemblée (1), convoquée extraordinairement, n'hésita pas à confirmer le glorieux vote du 2 avril, en présence de ce nouveau revers. Et la lutte dans laquelle Malghera venait de succomber recommença sur les bords même de la ville, plus désespérée, plus gigantesque.

V.

Un dernier trait complétera l'histoire de ce mois. Pendant qu'on se battait à Malghera, les femmes, les mères, les sœurs des combattants se pressaient aux pieds des autels. Filles de cette Venise qui, selon la belle expression de Châteaubriand, « ne connut point l'idolâtrie et grandit chrétienne dans ses flots, loin de la brutalité d'Attila, à part de toutes les autres cités, » elles accouraient avec une confiance naïve dans ces antiques églises que le bombardement allait renverser. Elles imploraient Dieu contre la conquête dans ces temples que leurs ancêtres avaient fondés ou enrichis, grâce à la conquête. Contraste et leçon sévère que les vicissitudes des temps ont donné en vain jusqu'ici à l'injustice humaine! — Durant un mois, une multitude anxieuse se pressa dans la vaste basilique de Saint-Marc; et chaque jour des processions parcoururent les rues attristées de la ville, faisant entendre des chants que le bruit de l'artillerie —

(1) Elle s'était prorogée indéfiniment après la séance du 2 avril.

accompagnement sinistre — couvrait et étouffait avant qu'ils fussent parvenus au ciel. On eût dit que la foule, pressentant l'avenir, se hâtait d'achever ces cérémonies dans ces rues, dans ces édifices merveilleux, dont les boulets et les bombes allaient leur interdire l'accès. Pourquoi faut-il que ces voix, ces élans de la prière qui jaillissent vers Dieu avec tant d'espérance, retombent impuissants sur la terre avant même d'avoir été entendus? Le destin de Venise était irrévocablement écrit, et ces mœurs pieuses, derniers vestiges d'une époque close, se projetant dans un siècle et dans une ville démocratique, n y pouvaient rien changer. Mais, pour le penseur, pour l'historien même, elles poétisèrent, elles achevèrent ce tableau grandiose et lugubre. D'autres souriront à ces souvenirs : ils auraient souri de même sans doute le jour où Robespierre rendit le nom de Dieu à la France émue. Pour nous, nous n'avons pu entendre sans une émotion profonde, dont ces lignes ne sont que l'écho affaibli, ces chants graves, s'élevant du sein des lagunes dans une ville assiégée et affamée, comme le dernier cri d'un équipage près de périr dans les flots.

VI.

Cependant Venise, sauvée par hasard le 27 mai, n'en était pas moins exposée aux plus grands périls. De fait, Malghera pris et une tête du pont occupée par les Autrichiens, la ville n'était plus séparée de l'ennemi que par le fort Saint-Antoine, élevé à la hâte sur la plate-forme centrale ou *Piazzale* du pont. Quand nous disons *fort*, nous nous servons du nom qu'on lui avait donné; mais, en réalité, ce n'était qu'un monticule informe, composé de débris des arches démolies, de fascines, de balles de laine ou de coton (1), de paniers

(1) Il fallut bientôt renoncer à ces derniers matériaux que les boulets rouges de l'ennemi enflammaient aisément.

de vase ou de sable, en un mot, de matériaux de toute sorte, entassés pêle-mêle et armés de quelques pièces de canon. Ulloa, à qui sa belle défense de Malghera avait mérité le grade de général et le commandement de la nouvelle ligne de défense, rendit dans ce poste aussi les plus importants services, aidé par la Marine, dont les pirogues tinrent lieu de remparts à Venise durant 60 heures. Quant au fort Saint-Second, il n'était guère en meilleur état, bien que d'une construction plus régulière et plus ancienne. Le directeur du génie avait négligé de le faire réparer, de façon que la garnison qu'on y plaça après le 27 mai, sous les ordres de Sirtori, à peine abritée sous de mauvaises tentes, n'eut pas moins à souffrir que celle du fort Saint-Antoine. — Si l'on a bien présente la description que nous avons essayé de donner des lieux, il suffira de la rapprocher des événements pour apprécier le rôle et les dangers de la garnison du *Piazzale* après la chute de Malghera. La moitié de ce pont de deux cent vingt-deux arches, en-deçà de ce fort central, offrait aux communications entre celui-ci et la ville une voie étroite, longue et périlleuse, labourée en tous sens par les projectiles ennemis. L'autre moitié, au-delà du Piazzale, établissait précisément la même communication entre les Autrichiens et le fort. Une fois maîtres de ce dernier, les Autrichiens l'étaient donc ou peu s'en fallait de la ville aussi.

Il n'y avait qu'un moyen d'isoler à la fois le fort et la ville : c'était de faire sauter quelques arches du pont, du côté de l'ennemi. Le gouvernement y avait bien songé dès longtemps, mais, selon sa coutume, il n'avait exécuté ce projet qu'au dernier moment et d'une façon très incomplète (1).

(1) « Le gouvernement avait tenu, avant la prise de Malghera, à l'insu du général en chef et contrairement à toutes les règles militaires, un conseil de guerre où il fut décidé que, les arches du pont étant suffisamment minées, il serait toujours temps de les faire sauter... Ce fut après l'évacuation de Malghera que parut mieux la faute qu'on

Les arches minées, ne s'étaient pas toutes écroulées en sautant, et, d'ailleurs, l'effet des mines avait été contrarié par un inconvénient qu'il était aisé cependant de prévoir. La lagune n'ayant que quelques pieds de profondeur en cet endroit, les arches, même les mieux renversées, avaient formé par le tassement de leurs débris chacune une espèce d'éminence à fleur d'eau. L'ennemi pouvait se frayer sur ces décombres un chemin jusqu'au Piazzale. Il fallait donc à tout prix achever à main d'homme, au milieu des flots et sous le feu de l'ennemi, ce que, naguère, on aurait pu faire sûrement et facilement. Voici — et nos lecteurs nous sauront gré de ces détails — voici comment s'y prirent les ouvriers chargés de cette tâche dangereuse : Ils commencèrent par démolir l'arche la plus éloignée du bord ennemi, de manière que l'arche suivante, placée ainsi entre eux et les batteries, les mettait à peu près à couvert du tir de ces dernières. Puis, ils entamèrent cette seconde arche, également protégés par la troisième, puis la quatrième, etc., et ils continuèrent ainsi jusqu'à ce qu'ils eussent mis un espace vide suffisant entre la dernière arche du tronçon de pont ennemi et la première du tronçon vénitien. De la sorte, ils pouvaient travailler à l'abri, sinon des bombes, dont la ligne courbe trompait cette précaution, du moins des boulets, et, en quelques jours, ils avaient démoli une trentaine de ces deux cent vingt-deux arches ; c'en était assez pour assurer la défense du Piazzale. Mais que de pertes d'hommes et d'argent avaient coûté ces travaux entrepris si tardivement et qui eussent même été impossibles sans le dévouement intrépide de ces ouvriers ! Ces braves gens, presque tous, s'étaient spontanément offerts pour ce travail dange-

avait commise en ne les faisant pas sauter en temps opportun... Sans les ressources que je trouvais toujours dans mon état-major, cette faute aurait été irréparable. (Pepe.) »

reux. Montés sur des embarcations ou sur les débris même des arches, décimés par les bombes, ils accomplissaient courageusement leur tâche, songeant qu'un seul jour de retard pouvait perdre leur patrie.

VII.

Un incident affreux marqua les premiers jours de cette nouvelle défense. Un homme fut aperçu par les ouvriers, qui, monté dans un bateau, et, s'avançant le long des arches du pont, se rapprochait de la ligne des ennemis avec une témérité qui ressemblait fort à la folie ou à la trahison. Dans la situation où la ville et les esprits se trouvaient, la manœuvre douteuse de ce bateau éveilla sur-le-champ les soupçons. On prend cet homme pour un espion, un traître cherchant à se mettre en communication avec les Autrichiens, on le surveille, on l'arrête, on l'interroge avec fureur. C'était un des travailleurs qui s'étaient spontanément présentés, Etienne Agostini. Troublé par ces menaces, par cette accusation terrible et inattendue, cet homme répond avec embarras. Il explique en balbutiant qu'un officier l'a chargé de mettre le feu à quelques mines éloignées, qu'il n'a pas craint d'accepter cette commission périlleuse. On lui demande le nom de cet officier. Il avoue qu'il l'ignore. On lui ordonne de le dépeindre du moins, d'en donner le signalement ; il le fait avec détails, quoique avec le même trouble. Mais l'officier désigné ne se trouve pas sur les lieux. Ces réponses confirment les soupçons des travailleurs furieux qui l'entourent. Cependant, on le soustrait à leur exaspération, et on le jette dans une gondole pour le conduire devant l'autorité. A cette vue les assistants s'indignent, convaincus du crime de ce malheureux et de la faiblesse des magistrats qui n'avaient jamais osé épouvanter les traîtres par un exemple sévère. Les ouvriers s'arment des débris même auprès desquels ils travaillent. Le malheu-

reux Agostini est littéralement lapidé. Ici, un rapprochement pénible s'offre à notre pensée. Le colonel Marinovich, tué par des ouvriers, avait annoncé le triomphe de la révolution vénitienne ; un ouvrier tué par ses propres compagnons, en marqua le déclin. Du reste, pour bien juger ce dernier acte de la fureur populaire, il faut songer à toutes les circonstances de cette scène sanglante, se passant sur ce pont à demi détruit, à quelques pas des Autrichiens qu'un seul traître pouvait amener dans Venise, parmi ces ouvriers qui exposaient noblement leur vie afin d'empêcher un tel désastre et une telle honte. — Le bruit de cet événement affreux se répand bientôt. L'officier qui avait réellement donné des ordres à l'infortuné Agostini, arrive sur les lieux. Il constate par sa déposition l'innocence de la victime : mais il était trop tard, cette voix favorable ne s'élevait plus que devant un cadavre. M. Tommaseo demanda à l'Assemblée et en obtint aisément qu'on accordât du moins un monument à la mémoire de cet infortuné et une pension à sa veuve. Honorable, mais impuissante réparation d'un pouvoir qui allait disparaître lui-même dans une immense catastrophe.

VIII.

De leur côté, les Autrichiens avaient travaillé sans relâche à élever de nouvelles batteries. Saint-Julien se hérissait de canons, ainsi que la tête du pont et presque tout le rivage voisin. Le 13 juin— date doublement funeste pour Venise—ils ouvrirent le feu contre le Piazzale, et l'extrémité du quartier de Cannaregio fut atteinte par les premières bombes. Le gouvernement fut consterné de voir ses prédications rassurantes démenties de nouveau par l'événement (1), et l'opinion populaire, qui s'était

(1) En effet, il avait laissé répandre l'opinion évidemment erronée, que la ville n'était pas bombardable, de même qu'il avait laissé croire longtemps que Malghera était inexpugnable

peu à peu détachée du dictateur, obligea l'Assemblée à prendre enfin une résolution qui, quelques mois plus tôt, aurait pu avoir les plus heureux résultats, mais qui n'en pouvait avoir aucun à cette époque. Une commission militaire fut nommée (15 juin) à laquelle étaient accordés des pleins pouvoirs pour la défense de la ville. Elle se composait du général Ulloa, du major Sirtori et du lieutenant de vaisseau Baldisserotto. Dans une place assiégée, accorder de pareils pouvoirs à une commission militaire, c'était annuller de fait le pouvoir du dictateur. Celui-ci le comprit et il voulut prendre sa revanche à sa guise en nommant le général Pepe président de cette commission dont il ne faisait pas même partie. Heureusement l'Assemblée était indulgente, nous l'avons vu, et le peuple, qui n'avait guère plus confiance qu'en lui-même, n'attachait pas grande importance aux petites querelles de ses chefs : le décret étrange, pour ne rien dire de plus, du pouvoir exécutif passa à peu près inaperçu (1).

IX.

Le rôle si long et si grave de D. Manin est fini. Relégué sur le second plan de la scène politique, et bientôt même oublié au milieu du tourbillon des événements, il n'y remontera un instant que pour remplir la plus triste, la plus pénible mission. Le moment est donc venu de résumer à la fois et en quelques lignes ses actes, son caractère et le jugement que nous en avons porté.— Nul n'aurait pu prévoir, un an avant la Révolution, la destinée étonnante qu'elle réservait à Daniel Manin, avocat au barreau de Venise (2). En 1848, ses factums

(1) L'Assemblée se contenta de régulariser par un décret, le 30 juin, cette nomination inconstitutionnelle.

(2) M. Manin n'est pas issu d'une célèbre famille patricienne, comme pourrait le faire croire le hasard singulier par lequel le même nom s'est trouvé appartenir au dernier doge de l'ancienne République et au premier président de la République démocratique de Venise.

politiques commencèrent sa popularité en le faisant jeter dans un cachot par l'Autriche. La Révolution l'acheva en arrachant le tribun de sa prison pour le mettre, presque malgré lui, à la tête du mouvement et du pouvoir. L'enthousiasme du peuple, qui vit en lui un héros et un martyr, fit le reste. Cette admiration était-elle méritée? Les faits — inexorables - répondent avec nous : Non. M. Manin avait été élevé, par un concours extraordinaire de circonstances, à une position trop au-dessus de ses forces. Pour épargner à son pays et à lui-même les tristes conséquences de cette disproportion entre sa destinée et son mérite, il n'avait qu'un moyen : s'entourer d'hommes capables et éclairés. Son patriotisme, sa popularité, soutenus par des collègues habiles, par des conseillers énergiques et populaires, auraient pu rendre encore les plus grands services à son pays. Il n'en fut pas ainsi—on le sait. Avocat comme Kossuth, il ne sut pas, comme Kossuth, s'élever hardiment par son génie au-dessus de la sphère où il avait vécu avant la Révolution. Trop accessible aux illusions de l'optimisme et de l'orgueil, il repoussa les conseillers rudes, mais sages; il accueillit trop aisément les hommes incapables mais souples. Autocrate par instinct, irrésolu par inexpérience, révolutionnaire incomplet, il ne fit rien pour la liberté, il ne fit pas assez pour l'indépendance, et trois mots résument les principales phases de son pouvoir : optimisme obstiné après le 22 mars; expectative immobile et despotique après le 11 août; découragement impuissant après le 2 avril. Ce jugement est sévère, mais il n'est pas injuste; beaucoup de Vénitiens nous trouveront même trop modéré. En effet, nous n'avons certes pas exagéré les torts d'un homme dont nous plaignons les malheurs; c'est envers l'héroïque Venise que nous serions injuste, si nous nous montrions indulgent pour l'homme qui, sans le vouloir, a hâté sa chute. M. Manin lui-même aime trop son pays pour ne pas comprendre notre choix, pour ne

pas comprendre l'indignation et l'admiration que nous inspirent tour à tour la destinée que Venise a méritée et celle qu'elle a subie. D'ailleurs, l'historien qui tait ce qu'il sait être vrai n'est guère moins coupable que celui qui dit ce qu'il sait être faux. Nous disons, nous, toute la vérité.

X.

Pendant que ce changement de personnes s'opérait dans le gouvernement de Venise, une question non moins grave pour elle s'agitait à ses portes. L'Autriche qui avait si fièrement rejeté les propositions de Manin, le 6 mai, se ravisait, se radoucissait tout-à-coup, impatiente sans doute de mettre fin à un siége qui lui causait des pertes énormes en hommes et en argent (1). De nouvelles négociations étaient entamées avec la ville rebelle, et de Bruck, ministre du commerce, en était chargé en personne. De longues conférences eurent lieu à Mestre entre ce ministre et MM. Calucci et Foscolo, plénipotentiaires de Venise. Les propositions de l'Autriche étaient, assurément, fort séduisantes (2),

(1) Les écrivains réactionnaires eux-mêmes évaluent à *seize mille* le nombre des Autrichiens qui périrent au siége de Venise. (*Revue Britannique*, mai 1850.)

(2) 1° Intégrité de l'empire autrichien ; 2° autorité impériale déléguée dans le royaume lombard-vénitien à un lieutenant de l'empire, assisté d'un conseil d'Etat ; 3° la capitale à Vérone ; 4° le pouvoir législatif attribué à un Sénat et à une Chambre des députés ; le pouvoir législatif indépendant, sauf les cas de guerre ou de paix et les affaires extérieures de l'Empire, réservés à la Diète générale de Vienne. En outre, Venise avait le choix entre trois propositions, ne concernant qu'elle seule : 1° Faire partie du nouveau royaume ; 2° rester capitale, si elle l'aimait mieux, et alors on aurait créé deux royaumes avec deux capitales, Milan et Venise ; 3° enfin, elle pouvait rester séparée du royaume et être déclarée ville impériale, comme Trieste. (Docum. offic., *Raccolta Andreola.*) — Quant au papier-monnaie vénitien, l'Autriche reconnaissait les deux tiers de celui dit de la *Commune* et la moitié de celui dit *Patriotique*.

fort imprévues. Un adversaire beaucoup plus puissant, beaucoup moins malheureux que Venise les aurait sans doute acceptées. Eh bien! Venise, affamée, bombardée, seule contre tout l'empire d'Autriche, les rejeta sans balancer. Nous croyons malaisé de trouver dans l'histoire entière deux traits comparables à celui-là. Certes, ce n'était point l'espoir d'être secourue à temps, ce n'était point la confiance dans le succès qui soutenait cette ville infortunée. Dès le mois de mai, son gouvernement avait reçu les réponses des cabinets de France et d'Angleterre à sa demande de médiation. « Ces réponses, évidemment concertées, s'accordaient à conseiller un accommodement avec l'Autriche et les démarches les plus promptes pour obtenir de cette puissance des concessions, n'importe sous quelle forme. Elles différaient seulement par la rédaction. (Varé.) » M. Drouyn-de-Lhuys enveloppait cette fin de non-recevoir égoïste dans de vaines expressions de regret et d'injustes reproches à l'Italie. Lord Palmerston, plus net, plus laconique, rappelait la teneur des traités de 1815 et déclarait vouloir s'y conformer. Une seule illusion aurait donc pu encourager les Vénitiens à cette résistance acharnée. Dans une lettre à Manin (19 mai), Kossuth avait proposé à Venise une alliance offensive et défensive, et cette ville avait accepté avec enthousiasme. Or, l'intervention russe en Hongrie venait de renverser les espérances qu'on pouvait raisonnablement fonder sur cette offre fraternelle, tardive, mais noble réparation des torts que la Hongrie avait eus envers l'Italie en 1848. Le refus qu'ils opposèrent aux brillantes propositions autrichiennes ne pouvait donc être plus intrépide. Au reste, le patriotisme de Venise et la situation de l'Empire étant donnés, il était aisé d'indiquer *à priori* le résultat de ces négociations. L'Autriche accordait tout aux Vénitiens, tout, excepté la seule chose à laquelle ils ne pouvaient renoncer sans honte: l'indépendance. L'Autriche faisait de la reddition une affaire d'intérêts et de profits matériels

pour les rebelles : c'était pour Venise une question d'honneur. L'Assemblée rejeta les offres de M. de Bruck à une immense majorité (15 et 30 juin), et s'en remit au *jugement de l'Europe* (1). C'était se résigner à périr sans être jugée. L'Europe avait vraiment bien d'autres soucis que celui de cette poignée de patriotes fanatiques ! — Reprenons maintenant la suite des événements, un instant interrompue.

XI.

M. Manin, qui avait été maintenu au pouvoir, en mars, par une émeute, ne fut pas consolé de sa chute, en juin, par la moindre manifestation. Le peuple, désillusionné par une rude expérience, y assista avec une indifférence complète, ou plutôt il s'en réjouit, espérant voir cesser enfin, grâce à l'énergie des commissaires, les oscillations, les lenteurs déplorables qui avaient retardé jusque-là l'armement et le départ de l'escadre. Effectivement, cinq jours après son installation, la commission militaire ordonna dans ce but une levée de marins (20 juin). Elle supprima plusieurs abus, opéra quelques changements heureux dans les commandements, donna, en un mot, à l'ensemble des opérations une impulsion plus vigoureuse, plus uniforme. Elle fit beaucoup, et pourtant n'en fit point assez, parce que, évidemment, elle ne pouvait pas l'impossible : venue trop tard, elle recula le moment de la chute et ne l'évita point. — Le général Gorkowski, successeur de Thunn, redoubla d'activité, lui aussi. La garnison du Piazzale éprouva, depuis ce jour jusqu'à la fin du siége, les pertes les plus considérables. Pour en donner une idée d'un seul mot, nous dirons que, pendant moins de trois mois, les affûts des canons du fort, brisés par les projectiles ennemis, furent changés

(1) Procès-verbal de la séance, 1er juillet 1849.

quarante fois. Souvent aussi, des bombes ou des obus firent sauter des caissons d'artillerie et périr un grand nombre de soldats sans que les travaux de réparation ou de défense fussent interrompus un seul instant. Abrités sous de mauvaises tentes, manquant des choses les plus nécessaires à la vie et des secours les plus indispensables aux blessés, les Italiens luttaient à la fois dans ces fortifications informes de quelques mètres carrés, entourés d'une espèce de marécage, contre la disette, les fièvres, les exhalaisons malsaines des lagunes et le feu incessant de cent pièces de canon. Des cinq officiers qui obtinrent tour à tour le commandement de cette batterie, deux furent tués et deux autres blessés. Au nombre des premiers, se trouva le brave Rosaroll, jadis condamné à mort par le roi de Naples, gracié au pied de l'échafaud et jeté dans un cachot dont il sortit, malade et brisé, pour aller prodiguer à sa patrie sur les champs de bataille le reste de cette vie généreuse.

Arrivé à Venise, il avait pris part à toutes les actions d'éclat du siége. Nommé major et commandant de la batterie du Piazzale, il déploya dans ce poste périlleux une habileté, une fermeté admirables, bien que fort affaibli par plusieurs blessures et une fièvre contractée dans les lagunes. Le 27 juin, quoique plus souffrant encore que de coutume, il ne s'éloigna pas un moment de sa *chère* batterie — c'est ainsi qu'il l'appelait. Vers trois heures du soir, une bombe mit le feu à un caisson de poudre; Rosaroll dirigea en personne les travaux nécessaires pour réparer les dégâts qui s'ensuivirent, en sorte que le feu de ses pièces ne fut pas même suspendu. Quelques heures plus tard, un boulet le blessait mortellement à l'épaule droite. Son premier cri, sa première pensée fut pour sa batterie : « A vos pièces! à vos pièces! dit-il aux artilleurs qui se pressaient autour de lui, ce sont elles, et non pas moi, qui ont besoin de vous. » Transporté mourant à Venise, il expira la nuit suivante entre les bras du général Pepe, son

ami et son compatriote (28 juin). Ses dernières paroles furent encore un souvenir pour son pays : « Général, lui disait-il, songez à l'Italie ! » Rosaroll mourut à temps, et plus d'un brave envia son destin ; il mourut au champ d'honneur avant que les désastres suprêmes de sa patrie vinssent accabler son âme d'un désespoir mille fois plus affreux que cette noble mort de soldat.

XII.

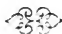
Quelques jours après, une tentative audacieuse des Autrichiens fit courir les plus grands périls à Venise même. Dans la nuit du 7 juillet, l'attention des défenseurs du Piazzale fut attirée par les feux de quelques bateaux incendiaires et d'un brûlot, et par un ballon que les assiégeants avaient dirigés contre le fort. Tandis que les Italiens fixent leurs regards et leur vigilance sur ces brûlots abandonnés au courant de la lagune, et dont les flammes les éblouissent, s'élevant au sein d'une nuit profonde, des barques chargées de Croates traversent sans bruit la lagune de l'autre côté du pont et arrivent jusqu'au pied du Piazzale sans avoir été aperçues. Les Croates gravissent rapidement les décombres qui servaient de parapets et fondent sur les Vénitiens avant que ceux-ci aient pu seulement soupçonner leur approche. Surpris par une attaque si brusque, si inexplicable, ces derniers plient, se retirent en désordre et abandonnent le fort à l'ennemi. C'en était fait de ce poste décisif et par conséquent de Venise, dont il était la porte, si l'on ne parvenait à le réoccuper sur l'heure. Cosenz, qui avait succédé à Ulloa dans le commandement de cette ligne de défense, et le capitaine Mastroviela, rallient sur-le-champ les soldats fugitifs et un détachement du Sile, de la ligne et des gendarmes qui gardaient la seconde batterie du pont et formaient la réserve. Ils s'élancent à l'envi sur les murailles du fort. Les Croates, étourdis à leur tour

par cette attaque impétueuse, sont battus, chassés de toutes parts malgré une résistance acharnée et rejetés enfin dans leurs bateaux ou faits prisonniers. Cette action fit le plus grand honneur au lieutenant-colonel Cosenz, qui y fut blessé pour la quatrième fois depuis le commencement du siége. Venise fut sauvée avant même d'avoir appris le péril qu'elle avait couru.

(*d*) *Conditions de reddition offertes à Venise le 4 mai par Radetzky.* — Article 1er. Reddition pleine, entière, absolue. Art. 2. Remise de tous les forts, arsenaux, matériel de guerre, etc. Art. 3. Remise de toutes les armes appartenant à l'État ou aux particuliers. Art. 4. Toutes personnes indistinctement (excepté 40, dont la liste devait être communiquée plus tard), pourront quitter Venise par la voie de terre ou de mer. Art. 5. Les simples soldats et sous-officiers obtiendront une amnistie générale. — Villa Papadopoli, 4 mai.

(*e*) *Lettre de M. Manin à Radetzky.* — Le feld-maréchal Haynau, par sa dépêche du 26 mars, etc., a déjà fait au gouvernement de Venise la sommation, reproduite dans la proclamation de V. E. en date d'hier, etc. Le 2 avril, le gouvernement a communiqué aux représentants du peuple de Venise la sommation du feld-maréchal Haynau, les invitant à délibérer sur la conduite que le gouvernement devait tenir dans les conditions politiques et militaires de l'Italie. L'Assemblée a décrété la résistance à l'unanimité et m'en a confié le soin. Je ne puis donc faire à la proclamation de V. E. d'autre réponse que celle qui m'a été déjà prescrite par les mandataires légitimes des habitants de Venise. Je m'empresse ensuite d'apprendre à V. E. que dès le 4 avril, je me suis adressé aux cabinets de France et d'Angleterre, afin que, continuant leur œuvre de médiation, ils veuillent intervenir auprès du gouvernement autrichien, afin d'obtenir pour Venise une condition politique convenable. J'espère recevoir sous peu la communication officielle des bienveillantes démarches de ces hautes puissances, surtout après les nouvelles propositions que j'ai transmises à Paris le 22 du même mois. Cela n'empêcherait pas que les négociations n'eussent lieu directement avec le ministère impérial, si V E. le jugeait utile à une solution plus aisée et plus prompte. Maintenant, c'est à V. E. à décider si, pendant les négociations de pacification, les hostilités doivent être suspendues, afin d'éviter une effusion de sang peut-être inutile. Agréez, e c., 5 mai 1849.

(*f*) *Réponse du feld-maréchal Radetzky à M. Manin.* — S. M. l'empereur ayant résolu de ne jamais permettre l'intervention des puissances étrangères entre lui et ses sujets rebelles, tout espoir de ce genre du gouvernement révolutionnaire de Venise est une illusion vaine et n'ayant pour but que de tromper les pauvres habitants. Ainsi, toute correspondance cesse, et je déplore que Venise ait à subir le sort de la guerre. Quartier-général, villa Papadopoli, 6 mai. (*Gazette de Milan*, 12 mai 1849.)



LIVRE X

ET DERNIER.



Situation désespérée de Venise. — Famine. — Attitude de l'Assemblée. — Levée de gardes nationaux et de marins. — Siége de Brondolo. — Mortalité terrible parmi les troupes. — Les Autrichiens sont obligés de lever le siége. — Etranges tentatives contre Venise. — Radeaux, aérostats, obusiers aériens. — Combats et aspects de la lagune et du Pont. — Bombardement du 29 juillet. — Retraite de la population à Saint-Marc et à Castello. — Contraste et ressemblance entre ceux-ci et les quartiers bombardés. — Venise partagée en quatre zônes distinctes par le bombardement. — Choléra, manque de vivres, de munitions, de soldats. — Pouvoirs extraordinaires accordés à M. Manin. — Derniers jours de Venise. — Capitulation.

8 JUILLET. — 22-27 AOUT.

I.

Cependant l'Assemblée nationale avait repris, dès le 2 juillet, ses séances publiques qu'elle n'aurait jamais dû interrompre. La situation affreuse de la population réclama d'abord son attention. Cette situation avait rapidement empiré depuis le 2 avril, et empirait chaque jour. L'occupation des ports romains sur l'Adriatique, combinée depuis deux mois avec le blocus, avait réalisé enfin ce que la seule escadre impériale n'aurait jamais

obtenu. un blocus véritable (1), en permettant aux Autrichiens de s'opposer, non pas seulement aux arrivages dans l'œstuaire, mais — ce qui était plus sûr et plus aisé — au départ même des bâtiments pour Venise. Les faibles provisions de blé de cette ville tiraient à leur fin, la farine manquait tout à fait, et, pour comble de malheur, les moulins, qu'on avait construits à la hâte, donnaient à peine des produits suffisants à la consommation. Les moulins portatifs, dont on essaya d'introduire l'usage chez les particuliers, n'obviaient qu'en partie à cet inconvénient. Le pain, mêlé de seigle, de son et souvent même des matières les plus hétérogènes, noir, humide, à demi-cuit, était parcimonieusement réparti entre les habitants. Le vin avait totalement disparu depuis longtemps, ainsi que la viande. Une bouteille de mauvaise piquette se vendait 3 ou 4 fr. ; une livre de viande, le plus souvent de cheval, 2, 3 et plus tard jusqu'à 4 et 5 fr. ; la livre de beurre, 20 fr. La *polenta,* qui forme, comme chacun sait, la principale nourriture du peuple vénitien, allait manquer aussi. Le riz, les légumes, le fromage, les salaisons même s'épuisaient à vue d'œil ; un mois avant la capitulation, ils étaient devenus introuvables. Quant au poisson, il ne l'était guère moins, à cause des difficultés et des périls de la pêche, qui n'était possible ou du moins abondante qu'en dehors de l'œstuaire, c'est-à-dire à très peu de distance de la flotte autrichienne. — C'était un spectacle déchirant que celui que présentaient les rares boulangeries restées ouvertes au moment de la vente ou, pour mieux dire, de la distribution de pain qui avait lieu chaque jour à des heures et en quantité déterminées. Des femmes, tantôt furieuses, tantôt éplorées, des enfants, des vieillards, à la figure maladive, aux membres amaigris, se disputaient, s'arrachaient

(1) Cette flotte, bien qu'elle eût été renforcée de plusieurs pyroscaphes du Lloyd de Trieste armés en guerre, ne fut, en effet, jamais bien redoutable.

ce pain dégoûtant et malsain, s'en emparaient avec une joie sans nom, ou s'en voyaient privés avec désespoir. Quelques-uns, en effet, étaient obligés parfois de s'éloigner sans avoir pu obtenir leur ration ; l'espèce de vasistas par lequel la distribution se faisait, se refermait, et les malheureux retournaient, les mains vides, le cœur gonflé de douleur, vers leurs familles affamées. Le bois même manquait ! Le charbon de pierre avait été accaparé par le gouvernement pour les bateaux à vapeur, le charbon de bois avait totalement disparu. On avait été obligé de scier, de dépécer toutes sortes de matériaux, de charpentes, et ce bois, humide ou pourri, se vendait huit ou dix centimes la livre. L'eau, presque exclusivement fournie par les puits artésiens (1), était à peine potable, et, pour la corriger, on n'avait qu'un peu de vinaigre. En un mot, le peuple et la plupart des gens aisés furent réduits à vivre d'herbages, de coquillages et de fruits que fournissaient les îlots de la lagune. — Qui le croirait ? Pas un murmure, pas une plainte ne s'éleva alors, et l'ordre le plus absolu, le plus admirable, ne cessa de régner parmi les Vénitiens. Et pourtant, ce n'était certes pas l'espérance d'une victoire prochaine ou l'ignorance du danger qui les soutenait ! Rome venait de tomber entre les mains des Français, après une défense mémorable. D'innombrables hordes Cosaques menaçaient la Hongrie du même destin, et déjà les vaillantes armées magyares étaient obligées de céder au nombre les provinces qu'elles avaient reconquises par leur valeur. L'espoir d'une diversion puissante, opérée en Italie par un corps d'armée hongrois, ainsi que Kossuth l'avait promis, cet espoir, que Venise avait pu nourrir quelque temps, s'évanouissait sans retour.

(1) Ces puits rendirent le plus grand service à Venise pendant le siége, et peut-être même sans eux eût-il été impossible de résister longtemps. En été, les citernes de cette ville sont remplies, par l'eau de la Brenta qu'on y transporte à grands frais, à défaut de celle de la pluie. Or, en 1848-49, il était impossible de recourir à la Brenta.

II.

L'Assemblée, accablée par le spectacle de tant de maux, chercha d'abord avec anxiété à y porter quelque adoucissement. Tardifs et vains efforts! l'heure des résolutions énergiques et fécondes était irrévocablement passée pour elle. Puis, bientôt convaincue de son impuissance, elle sembla s'efforcer d'oublier du moins, puisqu'elle ne pouvait réparer. Elle mit un voile sur l'avenir et se cramponna au présent avec avidité. Les vieillards moribonds s'attachent toujours à la vie plus désespérément que les jeunes hommes. L'Assemblée s'occupait de législation, de réformes, d'institutions nouvelles, au milieu des monuments bombardés et d'une population affamée, avec un calme digne d'Archimède. Toutefois, un décret énergique et opportun signala cette même période. La garnison, décimée par les maladies, les combats et le bombardement, avait un besoin absolu de renforts. Le général Pepe les demandait instamment. L'Assemblée décréta l'incorporation de mille gardes nationaux dans la troupe de ligne (19 juillet) et une levée de marins (le 20). — La situation de Chioggia n'était pas moins grave. Moins menacée jusqu'alors que Venise, elle allait être sérieusement attaquée à son tour. Cette ville et les forts qui en dépendent avaient acquis une importance capitale depuis la prise de Malghera. Sa garnison faisait de fréquentes sorties : l'infatigable Sirtori qui les commandait souvent en personne, s'empara, le 31 juillet, d'un drapeau impérial. Les Autrichiens avaient entrepris sur la rive droite de la Brenta de grands travaux de siége contre Brondolo et le camp retranché que les Vénitiens y avaient élevé. Ils paraissaient décidés à emporter à tout prix cette position, qui était une des clés de Venise. L'ardeur de la défense et celle de l'attaque furent proportionnées à l'importance du succès. Cependant, les pertes que cette lutte coûtait aux deux partis n'étaient rien en

comparaison de celles qu'occasionnait l'insalubrité du pays et de la saison. Les fièvres, engendrées par les exhalaisons malsaines des vastes paludes qui entourent ces forts, exerçaient d'affreux ravages parmi les soldats. Elles décimaient surtout les Autrichiens, campés sur des rives marécageuses et accoutumés à un climat bien divers. Les malheureux Croates, instruments et victimes aveugles du despotisme viennois, tombaient çà et là dans la tranchée, atteints par d'horribles maladies. Avant que les travaux du siége fussent terminés, la mortalité devint si grande, que les Autrichiens interrompirent tout d'un coup leurs opérations et se retirèrent à plusieurs milles dans l'intérieur des terres, où ne s'étendait point l'influence de la *malaria* (22 juillet).

III.

Pendant la période que nous venons de traverser, quelques tentatives fort singulières de l'ennemi avaient servi d'intermède au drame terrible du siége. Impatients de s'emparer enfin de Venise, et furieux de voir leurs formidables ressources en troupes et en matériel de guerre échouer contre la position et la constance de cette ville, les Autrichiens avaient recouru à des inventions plus bizarres, plus impuissantes les unes que les autres. Les radeaux incendiaires furent la première en date. A diverses reprises, et pendant la nuit de préférence, ils s'efforcèrent fort inutilement de diriger contre Venise des radeaux chargés de matières inflammables; puis, ils songèrent à les employer simplement comme moyen de débarquement, et bientôt ils y renoncèrent également. (1)

(1) On sera peut-être surpris qu'ils s'en soient avisés si tard et qu'ils y aient renoncé sitôt. On ignore donc que ce débarquement était a peu près impossible à Venise, et nous avons déjà dit pourquoi. (Pag. 189,190).

Alors vint le tour des ballons. Ils ne prétendaient à rien moins qu'à bombarder Venise au moyen des aérostats, et voici comment. Lorsque le vent soufflait dans la direction de Venise, les équipages de leur escadre de blocus lâchaient des ballons au-dessous desquels était suspendu un obus ou une grenade qui devait éclater en tombant, alors que le ballon serait arrivé au-dessus de Venise, la combustion de la mèche se prolongeant durant un certain temps. En ceci, la grande difficulté, disons mieux, l'impossibilité, c'était une combinaison de la durée de la combustion et de celle du trajet, assez exacte, assez infaillible, pour que l'explosion aussi bien que la chute eussent lieu à l'instant même où le ballon se trouverait au-dessus de la ville. Ce problème fort compliqué, comme on le voit, fut si mal résolu par les assiégeants que, d'un grand nombre de ballons qu'ils lancèrent ainsi avec des dépenses et des peines inouïes, pas un n'atteignit le but; tous éclatèrent en l'air avant d'y parvenir, et c'est à peine si le bruit ou les débris de quelques-uns y arrivèrent. Ces obusiers aériens ne servirent qu'à amuser les habitants, qui s'arrêtaient en foule sur les quais, sur les places publiques, pour en suivre la marche des yeux.

IV.

Un spectacle plus sérieux, plus grandiose, attirait une multitude émue à Cannaregio et dans les environs,—avant que les Autrichiens fussent venus à bout d'envelopper la ville presque entière dans un réseau de feu et de destruction. Qu'on se représente, s'il se peut, le coup-d'œil qu'offraient trois cents pièces de canon, tirant presque sans relâche sur la lagune, sur les forts, sur le pont, sur les navires vénitiens, en présence d'une foule immense entassée dans les rues, sur les toits, aux fenêtres des maisons, sur les quais ou dans des

gondoles. Qu'on s'imagine cette foule assistant calme et sereine aux réalités terribles de ce combat continuel comme elle aurait contemplé les désastres simulés de la scène. Qu'on donne, enfin, pour théâtre à un tel spectacle ces quartiers de Cannaregio, de Sainte-Marthe, de Sainte-Claire, indescriptible mélange des chefs-d'œuvres de l'homme et des aspects de la nature, d'eau, de verdure, de palais, de ruines, d'églises, et l'on devinera tout ce que nous ne pouvons exprimer. Ce spectacle avait deux grandes faces. Le jour, les bombes, les boulets, les grenades, les obus entrecroisaient dans l'air leurs lignes meurtrières et semblaient couvrir le ciel d'un réseau sombre et délié. On les voyait, tantôt expirer aux pieds des spectateurs, tantôt s'engloutir dans les flots qui bouillonnaient et fumaient alors comme bouleversés par des feux souterrains. La nuit, cette scène avait quelque chose de plus terrible, de plus fantastique encore; l'œil ne discernait plus les détails, mais les flammèches de l'amorce des bombes marquaient leur route par une sinistre traînée de lumière; les décharges de l'artillerie, les explosions des bombes ou des obus, les incendies qu'elles allumaient, illuminaient la lagune entière. Parfois aussi, lorsque ces projectiles éclataient dans les airs, leur explosion allumait au sein des ténèbres de sombres et soudains météores. Feu d'artifice ou bombardement, si les effets diffèrent, l'apparence est la même. — A mesure que l'artillerie autrichienne gagnait du terrain, les spectateurs se retiraient paisiblement devant les boulets, faisant halte un peu plus loin, absolument comme on le fait en se jouant avec les vagues de la mer sur une plage unie. Mais une voix toute-puissante n'avait pas crié à cette vague de feu et de fer : Tu n'iras pas plus loin, et des spectacles, des malheurs plus affreux encore étaient réservés à Venise.

V.

Le 29 juillet, vers onze heures du soir, la ville qui, comme Charles XII, s'était accoutumée à la musique du canon, dormait profondément, lorsqu'elle fut réveillée par une rumeur extraordinaire. Sur les toits des maisons, dans les cours, les rues, les canaux, partout, on entendait tomber et s'enfoncer avec fracas dans le sol ou dans les flots une véritable grêle de corps pesants et métalliques. C'étaient des boulets que les Autrichiens, après tant de tentatives inutiles et extravagantes, étaient enfin parvenus à lancer jusqu'au cœur de la ville, par un moyen déjà connu au reste dans les annales militaires. Ils avaient établi à Saint-Julien (1) une batterie de canons d'un fort calibre, de 80, par exemple, pointés obliquement, en guise de mortiers, de façon à modifier leur mouvement de projection et par conséquent à augmenter de beaucoup leur portée. — Surpris par un danger aussi inattendu, les habitants consternés s'enfuient de leurs maisons chancelantes. En un moment, les places publiques, les marches des églises, des édifices publics sont couverts de vieillards, à demi-nus, de femmes pressant leurs enfants contre leur sein, de malades, d'infirmes, transportés à grand'peine jusque-là : foule désolée qu'on eût dit échappée aux fureurs d'un immense incendie. La générale battue au même instant dans tous les quartiers, le grondement de l'artillerie, les plaintes des blessés, les clameurs des fugiti-

(1) Saint-Julien était, comme on l'a vu, le point le plus rapproché de Venise que les Autrichiens occupassent. Si ce fort avait été complètement détruit et son emplacement même enseveli sous les eaux de la lagune par les Vénitiens, les assiégeants eussent été forcés d'établir beaucoup plus loin leurs batteries : c'est-à-dire d'épargner une bien plus grande partie de la ville. Ceci explique le reproche qui fut adressé à ce sujet au triumvirat, et dont nous avons parlé ailleurs.

ves, les mouvements précipités des troupes, mettent le comble au trouble, à l'anxiété, à l'horreur de cette nuit.

VI.

En permettant d'apprécier l'étendue réelle des ravages et du péril, les premières clartés de l'aube dissipèrent cette terreur dont l'ignorance des événements était la principale cause. Ces ravages étaient affreux sans doute, mais ils ne pouvaient l'être autant que les craintes qui avaient assailli les habitants pendant la nuit. Les uns croyaient que l'ennemi avait déjà pénétré dans la ville; les autres, que des traîtres se préparaient à lui en ouvrir le chemin à la faveur du désordre. Des bruits plus absurdes encore de révolte, d'émeute, avaient été propagés par la défiance et accueillis par l'effroi. Les plus timides se rassurèrent bien vite lorsqu'ils se convainquirent qu'ils n'avaient affaire qu'aux boulets autrichiens. Par un contraste assez fréquent, ils passèrent même d'un excès d'abattement à un excès de calme et de dédain. Beaucoup retournèrent dans leurs maisons bombardées et plusieurs y périrent, écrasés par les boulets dans le lit où, sans être Alexandre ni Condé, ils avaient cherché et trouvé le sommeil. Les autres allèrent demander un abri que leurs concitoyens leur offrirent avec joie dans les rares quartiers restés inaccessibles aux obus et aux boulets (1). Pas une plainte, pas un reproche ne s'échappa de la bouche des fugitifs. Les femmes elles-mêmes montraient une résignation et un courage étonnants. Ils savaient bien qu'il fallait choisir entre l'Autriche et la ruine, et leur choix était fait

(1) Voir les détails donnés plus loin. — M. Tommaseo, nommé membre d'une commission chargée par l'Assemblée de visiter tous les quartiers de la ville, a admirablement raconté ces dernières scènes.

depuis longtemps. Ils s'encourageaient, ils se consolaient les uns les autres en parlant de leur Venise. Des gondoles, des bateaux emportaient cependant, loin des quartiers bombardés, des familles entières, avec le peu d'objets qu'elles avaient eu le temps de ramasser. Les enfants, épouvantés et tremblants d'abord, se rassuraient et essuyaient leurs pleurs en voyant la sérénité de leurs parents. Ils répétaient naïvement ces grands mots de liberté et de patrie, qui dominaient encore le tumulte et la douleur ; ils recevaient ainsi ces premières et ineffaçables impressions qui font plus tard les héros et les martyrs. Manquant de pain et d'abri, les hommes les plus rudes, les plus grossiers oubliaient leurs souffrances, lorsqu'ils parlaient de leur pays. Un mot simple et sublime arrêtait les plaintes sur les lèvres des moins résolus : *Chi ha fame è tedesco*, disaient-ils (1). Ils avaient senti, eux, qu'on ne fait jamais une révolution à demi, et que les citoyens timides qui s'arrêtent à mi-chemin, espérant s'épargner par-là au moins l'autre moitié des sacrifices, font le plus égoïste et le plus inepte calcul. Ce qu'on a refusé à l'achèvement du triomphe national, c'est l'ennemi vainqueur qui le demande et le ravit pour achever de ruiner les rebelles. On n'a pas l'honneur du dévouement et l'on en subit tous les inconvénients. Venise, nous le répétons, l'avait senti. Cette calme retraite de sa population n'avait de ces grandes émigrations antiques, où des races entières désertaient leurs foyers, que la grandeur et l'émotion. Ce peuple, qui abandonnait sans murmurer ses maisons et ses biens aux boulets et aux flammes, avait la conscience d'accomplir ce jour-là quelque chose de grand, et il portait avec une sorte d'orgueil le poids d'une telle infortune. — La veille de ce bombardement et un an jour pour jour après la défaite de Custoza, Charles-Albert avait expiré à Oporto. Quel drame que cette révolution italienne qui,

(1) Quiconque a faim, est Autrichien.

commencée par des prodiges à Milan et à Venise, continuée par les victoires de Pastrengo, de Governolo, de Goïto, dénouée par les désastres de Custoza et de Novare, s'achevait ainsi par la mort simultanée de ce roi et de cette ville, sur les bords de l'Adriatique et sur ceux de l'Océan.

VII.

Mais quel spectacle, pour l'observateur, que celui de ces quartiers ainsi délaissés et dévastés! Les rives des larges canaux et les ruelles sinueuses de ces quartiers si animés, si bruyants quelques heures auparavant, étaient mornes et désertes. Les rares maisons encore habitées par d'opiniâtres locataires retirés dans les étages inférieurs, nécessairement moins exposés que les autres, (1) étaient également silencieuses. Les gens obligés, par des devoirs ou des besoins impérieux, de parcourir les quartiers bombardés, des gardes civiques, des pompiers, des soldats, des convois de cholériques ou de blessés, traversaient seuls ces rues désolées. Personne, au surplus, personne n'abandonna son poste dans d'aussi terribles circonstances; tous, sans distinction, s'honorèrent par une conduite, une intrépidité, qui seule préserva Venise de malheurs plus grands encore.— Des fragments de corniches, des statues, des toitures renversées par les boulets jonchaient le sol, labouré lui-même par les projectiles. Ça et là des colonnes de flamme ou de fumée, s'élevant du sein des décombres, marquaient la place d'un incendie récent, allumé par des grenades, des boulets rouges ou des bombes. (2) La nuit, surtout,

(1) En effet, les boulets, par leur mode de tir exceptionnel, ne suivaient plus une ligne droite horizontale, mais une véritable courbe dont l'extrémité tombait à peu près perpendiculairement sur la ville.

(2) On en compta jusqu'à cent quatre-vingt-douze, dont cent-sept de très violents. Des quartiers entiers auraient été réduits en cendres, si le zèle, le dévouement des citoyens n'avait été, nous le répétons, constamment à la hauteur des périls.

au milieu de cette solitude, de ce silence sinistre, c'était chose affreuse que le spectacle et le séjour de ces quartiers. Le ciel, sillonné en tous sens par les courbes lumineuses des bombes, semblait refléter l'éclat terrible des incendies. La brune silhouette de Venise se mirait dans un lac de flammes, après s'être si longtemps réfléchie dans le miroir de ses lagunes. Des bruits vagues ou étranges, toujours formidables, se mêlaient au fracas de l'artillerie, se répétaient, se succédaient confusément, répercutés sur l'étendue sonore des lagunes. Du reste, pas un cri, pas un son qui rappelât le mouvement et la vie. Ces lueurs rougeâtres d'incendie, éparses dans ces rues voilées de ténèbres et de silence, ressemblaient à d'immenses torches éclairant les funérailles d'une ville entière. (1)

VIII.

Lorsque le jour venait éclairer cette lugubre scène, les palais, les églises, les monuments admirables de Venise semblaient n'apparaître dans toute leur beauté que pour protester contre le vandalisme d'un tel bombardement (2). Cette ville

(1) Quel contraste entre de pareilles scènes et celles que Venise présentait lorsque Byron l'appelait le *veglione* du monde entier, lorsque Georges Sand s'écriait : « On n'a certainement pas assez vanté la beauté du ciel et les délices des nuits de Venise. La lagune est si calme dans les beaux soirs que les étoiles n'y tremblent pas. Quand on est au milieu, elle est si bleue, si unie, que l'œil ne saisit plus la ligne de l'horizon, et que l'eau et le ciel ne font plus qu'un voile d'azur où la rêverie se perd et s'endort..... Je défie qui que ce soit de m'empêcher de dormir paisiblement, quand je vois Venise défier le temps et les hommes de l'empêcher d'être belle et sereine.»

(2) Contre toutes les lois de la guerre, les hôpitaux eux-mêmes ne furent pas épargnés. Il est vrai, au reste, qu'il était impossible qu'ils le fussent, tellement ce mode de destruction était aveugle et sauvage.

« à la fois Athènes, Corinthe et Carthage, cette ville qui ne renferme ni décombres des Romains, ni monuments des barbares, (Châteaubriand) » renfermait enfin des ruines autrichiennes. Les chefs-d'œuvre de Palladio, de Sansovino, de Scamozzi, de Titien, de Véronèse, de Canova, étaient une proie digne des nouveaux Attila. La place Saint-Marc, ce trophée du génie et de la gloire de quatorze siècles, ne fut sauvée que par le hasard des distances, placée qu'elle était à quelques pas à peine de la limite extrême du tir autrichien. Ainsi les boulets, en tombant, semblaient, plus intelligents que les artilleurs, s'arrêter avec respect au seuil de son enceinte. Que les canonniers fussent parvenus à augmenter de quelques mètres la portée de leurs pièces, et c'en était fait du palais Ducal, de la Basilique, de la Libreria, des Procuraties. Et pourtant, dans ce vandalisme même de l'ennemi, quelle frappante leçon populaire! Les bombes de Morosini avaient détruit le Parthénon, les bombes de Gorkowski détruisaient Venise. Pourquoi faut-il que ces enseignements terribles de l'histoire n'aient jamais profité jusqu'ici aux nations! Et combien de fois encore les peuples se chargeront-ils du soin affreux de se châtier et de s'égorger les uns les autres, avant d'accepter la charge, si noble et si facile, de s'entr'aider et de se secourir, avant de comprendre que la conquête la plus glorieuse est inique et infâme! Et, chose étrange! c'est le plus insatiable des conquérants qui l'a dit (1).

IX.

Cet effrayant aspect des quartiers bombardés, pour si affreux qu'il fût, ne l'était guère plus que celui du reste de Venise. Mais cette division de la

(1) Tout peuple qui assujétit un autre peuple, viole les principes du droit public et naturel. (Napoléon, nommé arbitre entre les Grisons et la Valtelline, en 1797.)

ville en plusieurs parties distinctes, exige quelques explications.—A cette époque, c'est-à-dire après le 29 juillet, Venise offrait quatre zônes bien tranchées, et que nous pourrions, sans trop d'exagération, comparer aux terribles cercles dantesques. La première comprenait toute la partie de la ville et des lagunes atteinte par les bombes, dont la portée était de 3,770 mètres environ. La seconde renfermait la partie comprise entre la limite extrême des bombes et celle des grenades et des boulets rouges, arrivant jusqu'à 4,250 mètres. La troisième s'étendait entre celle-ci et la limite extrême des boulets, 5,330 mètres. Dans la première étaient compris le grand-pont, S. Secondo et les quartiers les plus populeux de Venise; dans la seconde et la troisième, l'académie des Beaux-Arts, le Grand-Hôpital, l'Hôtel-de-Ville, les *Fabbriche nuove* de Sansovino, le Rialto, le Mont-de-Piété, les merveilleux palais Ca-Doro, Foscari, Vendramin, Corner, Giovanelli, le Bazar-Turc, l'école de St-Roch, les églises des Frari, de St-Jean-et-St-Paul, de la Salute, des Tolentini, de St-Sauveur, de St-Etienne, des Scalzi, en un mot, une splendide moitié de Venise.—La quatrième zône se composait de la partie restée inaccessible à toute espèce de projectile, c'est-à-dire du quart à peu près de la ville: la place St-Marc, l'arsenal et le *sextier* (1) de Castello tout entier s'y trouvaient compris. En apparence beaucoup plus favorisé que les trois autres, ce dernier cercle était, en réalité, non-moins dévasté. Un péril, plus certain encore que celui qu'elle fuyait, y attendait la population de Venise qui s'y réfugiait et s'y agglomérait presque entière. Parqués par le bombardement dans cette étroite enceinte, se nourrissant d'herbes et de coquillages,

(1 Venise se divise en *six* grandes circonscriptions : de là le nom de *sextier*, donné à Cannareggio, S. Croce, Dorsoduro, S. Polo, S. Marco, Castello. V. les détails donnés sur cette ville, p. 51 et 191.

les Vénitiens virent alors arriver parmi eux le sinistre voyageur qui parcourait alors l'Europe et auquel cette population était évidemment prédestinée. Le choléra, qui y couvait depuis longtemps, éclata enfin, avec toute son intensité, au sein des fugitifs, entassés, au plus fort de l'été, par milliers dans chaque rue, par centaines dans chaque maison, presque sans nourriture et sans médicaments (1). En moins d'une semaine, la mortalité s'éleva à quelques centaines de décès par jour. Les pestes du moyen-âge étaient sans doute plus effroyables, mais elles n'exerçaient pas leurs ravages dans une cité en proie à plusieurs autres fléaux—les fièvres, la disette, le bombardement, le siége. Cette horrible variété de désastres donnait à ces quartiers une physionomie indescriptible.

Enfin, les circonstances les plus fortuites semblaient se liguer avec les hommes contre Venise. Il y avait quelque chose d'antique dans la destinée comme dans le courage de Venise : sa ressemblance était complète avec Troie, Numance, Sagonte, ces grandes victimes de la fatalité. L'été, dont ordinairement la chaleur est extrême, à Venise, mais constante, fut mêlée cette année-là de véritables journées d'hiver. Après plusieurs jours d'une chaleur accablante, des vents froids et violents passaient sur la ville assiégée comme un souffle mortel. Des brouillards, inconnus à ce climat et à cette saison, couvraient parfois d'un voile gris et sombre ce ciel si pur d'ordinaire. Puis, le lendemain, la chaleur recommençait : « Cette ville de marbre devient un miroir ardent; de longs nuages arrivent des Alpes et passent sur elle en la couvrant de grands éclairs silencieux, mais ils vont se briser sur l'Adriatique et l'air

(1) Le manque de quinquina se fit surtout cruellement sentir à une garnison et à une population en proie à des fièvres endémiques. Du reste, nous n'en finirions jamais, si nous voulions énumérer tous les genres de privations qu'un blocus de quinze mois fit subir à Venise.

s'embrase de l'électricité qu'ils ont apportée (1).» Brusques alternatives de température qui mettait le comble à l'influence meurtrière de l'épidémie.

X.

Une foule compacte, triste, silencieuse, se pressait dans ces rues,—épargnée par les bombes, mais ravagée par le choléra et la famine—à l'heure où, protégé par l'intervention de la force armée, on faisait d'insuffisantes distributions de vivres et de pain. Quel spectacle que celui de cette multitude se disputant un pain malsain avec tant d'avidité ou, pour mieux dire, de fureur, que plus d'une victime, plus d'une mère, tomba étouffée au milieu de ces émeutes de la faim! — Les boutiques, les magasins étaient envahis par les pauvres familles fugitives qui les avaient transformés en dortoirs, en hospices, où elles s'entassaient pêle-mêle, aux yeux du passant attristé. Et c'étaient peut-être les plus heureux. Chaque logis, chaque palais, chaque établissement public renfermait des centaines d'hôtes inattendus, et cependant ces asiles étaient encore insuffisants. Sur les canaux, dans le port, des bateaux, des navires, transformés en maisons, accueillaient ceux qui n'avaient pu trouver d'autre abri. — Chose étonnante! ce fut précisément cette complication, cet excès de maux, qui rendit le choléra moins affreux à Venise. Menacés à chaque instant par de nouveaux dangers, à la veille de périr ou de retomber sous le joug, les assiégés finissaient par oublier les progrès du fléau; leurs souffrances se neutralisaient l'une l'autre. Le cœur humain est ainsi fait; il ne peut supporter qu'une certaine dose de désespoir, au-delà de laquelle, il succombe ou il se ranime. L'océan entier des douleurs passerait sur cette éponge

(1) Lettres d'un voyageur.

imprégnée de larmes sans y en ajouter une seule. Cette épidémie, qui, jadis, aurait plongé la ville dans la consternation, fut à peine remarquée en 1849. La mort sanglante donnée par les boulets avait seule le privilége du retentissement.

XI.

Le moment approchait cependant où tant de patriotisme et de sacrifices viendraient se briser contre une nécessité invincible. La garnison, décimée, épuisée par les combats, les fièvres, le choléra, ne suffisait plus aux besoins de la défense. Les hôpitaux militaires renfermaient des milliers de malades. Les batteries et les forts du pont et du rivage, démantelés, renversés par le feu continu depuis trois mois de plus de cent pièces de canon, des bombes et des obus, n'étaient plus tenables. Les incendies, allumés par le bombardement, menaçaient de destruction la ville entière. On avait à peine (le 1er août) des vivres pour vingt jours et des munitions pour quinze. Les manufactures de poudre, qu'on avait établies trop tard et fort mal pourvues de matières premières, n'étaient qu'une bien faible ressource. Des explosions effroyables, occasionnées par le hasard le plus fatal ou par la malveillance la plus infâme, avaient, d'ailleurs, fait sauter plusieurs poudrières en quelques jours. — Placée en face de ces désastres, instruite de la situation effrayante du pays, n'espérant plus dans aucun secours humain, l'Assemblée, après trois jours de débats brûlants et secrets, décréta la concentration de tous les pouvoirs dans les mains de Manin (6 août) (1). — Les nouvelles dispositions de ce dernier étaient si bien connues

(1) « L'Assemblée confie tous les pouvoirs au président Manin, afin qu'il pourvoie, comme il le jugera le plus convenable, à l'honneur et au salut de Venise, et elle se réserve la ratification de toute résolution concernant les conditions politiques. » *(Doc. offic. etc)*.

que personne ne se trompa sur la signification de ce décret. C'était la préface de la capitulation. Un morne abattement l'accueillit, suivi bientôt d'une réaction furieuse.

XII.

Qui le croirait ? Au milieu de ces ruines, de cette destruction, un espoir, une chance de salut restait encore à Venise : son escadre. Après trois mois de préparatifs et de délais, cette flottille avait mis à la voile, sous les ordres d'un jeune officier, M. Bucchia, à qui la commission militaire avait confié ce commandement important. Depuis plusieurs jours, elle était mouillée dans la rade des Alberoni, attendant un moment favorable pour attaquer celle de l'ennemi (1). Une victoire navale sauvait Venise en la débloquant, et, malgré l'infériorité numérique de leur escadre, les Vénitiens espéraient cette victoire. Ils comptaient, sur la bravoure, l'habileté de leur marine, qui s'était vaillamment conduite dans plus d'une occasion, qui, le 27 mai, on ne l'a pas oublié, avait grandement contribué au salut de la ville. Ils comptaient sur l'enthousiasme qui seul pouvait opérer ce prodige. Malheureusement, l'enthousiasme n'existait pas, ne pouvait exister, parmi ces marins, chez qui on semblait avoir pris à tâche de l'éteindre. Qu'espérer d'une entreprise organisée, sous la pression de l'opinion publique, par un ministre de la marine qui la tenait pour impossible (2) ? Et cette opinion était si bien celle de la plupart des officiers supérieurs que trois contre-amiraux refusèrent

(1) Les passes de l'œstuaire ne sont praticables pour de gros vaisseaux qu'à certains jours de marée haute.

(2) Dans le conseil de guerre tenu le 13 mai, le contre-amiral Graziani déclara que la flotte vénitienne ne pouvait *rien empêcher* du côté de la mer, sinon protéger le cabotage. (Pepe. — *Histoire des guerres d'Italie*).

successivement le commandement de l'escadre. (1) Napoléon avait fait de grandes choses en répétant que rien n'était impossible; les amiraux vénitiens, qui avaient adopté la maxime diamétralement opposée, devaient nécessairement aboutir à des résultats non moins contraires.

Sans doute, il fallait de l'audace, du désespoir même, il en fallait beaucoup pour oser attaquer avec une faible division l'escadre autrichienne, si supérieure et par le nombre et par la portée de ses vaisseaux. Mais, dans la position où l'on se trouvait, avait-on le choix des moyens de salut, et ne fallait-il pas s'emparer aveuglément du seul que la fortune laissât à Venise? Jadis, un commandant de galéasse vénitien qui se rendait à vingt-cinq vaisseaux ennemis était condamné à mort, et une ville se croyait assez protégée du côté de la mer contre toute attaque, lorsqu'elle était défendue par une seule de ces galéasses (2).

XIII.

A quoi bon s'appesantir sur une vaine et triste question? Insensée ou non, cette tentative extrême n'eut pas lieu. L'escadre sortit, il est vrai, de la rade des Alberoni ou du port de Malamocco, et y rentra plusieurs fois; mais un combat ne s'engagea jamais entre les deux flottes. Cette inaction ou cette impuissance de sa marine fut pour Venise le coup de grâce. Les vivres manquaient, et, tout espoir de s'en procurer disparaissait avec celui d'être débloqué par l'escadre. Il fallait se rendre ou mourir de faim. Le mot terrible d'Ugolin: *Poscia più che il dolor potè il digiuno* (3), résume l'his-

(1) *Ibid*, p. 338.

(2) M. Tommaseo publia à cette époque une Adresse à la Marine, dont l'énergie impressionna vivement la population.

(3) Ensuite, la faim l'emporta sur la douleur.

toire de la chute de Venise. D'ailleurs, le manque de munitions, non moins indispensables que les vivres, aurait toujours amené le même résultat : depuis un mois, la garnison était obligée de ralentir son feu, afin de ménager sa poudre, et cependant elle allait en manquer tout-à-fait. Une agitation, des désordres — inconnus jusque-là chez ce peuple qui avait étonné dix-sept mois l'Europe par son calme aussi bien que par sa bravoure — des désordres furent les avant-coureurs de cette chute. Le cardinal-archevêque Monico, homme fort impopulaire, avait imprudemment signé une pétition peu digne à l'Assemblée — presqu'au même instant où un prélat (2) d'un bien autre caractère élevait à Paris sa voix respectable en faveur de Venise. Le peuple, que le seul mot de capitulation mettait en fureur, vit dans cette pétition une allusion criminelle à une pensée qu'il s'obstinait, lui, à rejeter. Dans son indignation, il courut au palais archiépiscopal, l'envahit et le dévasta, sans s'approprier toutefois le moindre objet. Tout y fut brisé, rien n'y fut détourné. Le cardinal, averti à temps, s'était réfugié dans une île voisine (3 août). Implacable dans ses vengeances, le peuple les ensanglante quelquefois par le meurtre, il ne les déshonore jamais par une bassesse. — Quelques jours après (7 août), une manifestation militaire eut lieu. Un grand nombre d'officiers et de citoyens, assemblés sur la place Saint-Marc, demandèrent au gouvernement d'ordonner une sortie générale à laquelle la population en masse prendrait part, et qui permettrait d'introduire dans la ville des munitions et des vivres. Dessein honorable, mais désespéré, que M. Manin et le général Pepe combattirent tous les deux et auquel il fallut aussitôt renoncer. — L'indiscipline allait-elle se glisser dans les rangs des troupes, si admirables jusqu'alors par leur conduite? Au Lido, un bataillon refusa de quitter ce poste pour se rendre à Treporti : il fallut

(2) L'archevêque de Paris, Sibour.

recourir à des mesures sévères pour le forcer à obéir (1).—C'étaient les convulsions de l'agonie de Venise qui commençaient, et plus elle avait été retardée par une héroïque défense, plus elle fut terrible.

XIV.

Isolée, séparée du reste du monde par ses flots et par sa destinée, Venise présenta ces jours-là un tableau extraordinaire et déchirant. C'était nous ne savons quoi de poignant et de vague, d'effrayant et d'insaisissable qu'on ne saurait comparer qu'aux apparitions, aux sensations d'un songe horrible. Un sentiment sans nom dans nos langues humaines, si pleines cependant de tout ce qui exprime le malheur, avait brusquement succédé dans le cœur des assiégés au calme dédaigneux des jours précédents. Dans les rues, sur les bords des canaux, se rencontrant, se heurtant, s'arrêtant, mornes, distraits ou furieux, ils écoutaient le bruit du bombardement qu'ils avaient si longtemps bravé, comme le glas formidable de l'agonie de leur patrie. On eût dit des matelots, prêtant l'oreille aux derniers craquements de leur navire près de couler bas. — Ces redoutables fléaux, la famine, le choléra, qu'on avait oubliés tant que la résistance avait été possible, se révélaient tout-à-coup aux Vénitiens dans toute leur horreur, maintenant que l'idée de la capitulation leur était enfin réellement apparue. Capituler! ce mot, cette pensée résumait et irritait toutes leurs tortures. Jusque-là, une incrédulité obstinée, sublime, avait repoussé avec dédain ou avec rage la possibilité seule de la reddition. On avait beau la voir, la toucher du doigt, on fermait les yeux, on ne

(1) Pepe, *Histoire des guerres d'Italie*.

voulait pas la voir, on ne la voyait pas. Eh quoi! disait-on, après dix-sept mois de sacrifices, de souffrances, de combats gigantesques, après les révolutions d'Italie, de Vienne, de Hongrie, après la proclamation de la République française, en face de son pavillon, arboré sur ces vaisseaux mouillés dans nos lagunes, en plein 1849, Venise retomberait sous le joug étranger! Venise redeviendrait autrichienne! Impossible! — Qu'on juge de l'impression que produisit sur eux la brusque invasion de la vérité, précédant de si peu celle de l'Autriche. — Et, néanmoins, quelque chose de consolant pour l'humanité se dégageait du sein même de tant de malheurs. Le péril, le désespoir universel, établissait entre tous les citoyens une fraternité véritable. Cette atmosphère d'enthousiasme et de martyre avait sur les âmes les plus froides une influence irrésistible. La vie collective, la véritable vie humaine s'y développait à l'aise. Seulement, elle s'y développait sous l'impression de la douleur, et non sous celle du bien-être, destinée réelle et normale de l'humanité.

XVI.

Un dernier événement, ou plutôt une dernière illusion, fit battre, le 9 août, le noble cœur de Venise. Le bruit de l'arrivée de Garibaldi s'était répandu dans la ville, et ce nom seul, si cher à l'Italie, avait suffi pour ranimer la confiance populaire. Malheureusement, cette nouvelle n'était qu'une partie de la vérité. Garibaldi, sorti de Rome avec sa fidèle légion avant l'entrée des Français, avait conçu, en effet, le projet de se jeter dans Venise. Mais, au moment même où il allait toucher au but, il avait dû y renoncer. Parvenu sur les côtes de l'Adriatique et non loin de Chioggia, il avait été atteint et cerné à la fois par les troupes et les vaisseaux autrichiens. Il fut obligé alors de se rejeter dans l'intérieur des terres, et encore n'y

réussit-il qu'à grand'peine. Sa femme, qui l'avait suivi jusque-là, à cheval et l'arme au poing, à la tête de sa compagnie, était morte de douleur et de fatigue dans une cabane de pêcheur.

Le destin de Venise aussi allait s'accomplir.

Tracer le sombre et étrange tableau de ces derniers jours est une entreprise impossible ou inutile. Des émotions, des spectacles exceptionnels, isolés de tout ce qui nous entoure, opposés à tout ce que nous sommes, ne seraient pas compris quand bien même ils seraient rendus avec énergie, avec exactitude. Notre siècle est trop étranger à la folie du dévouement et de la liberté pour concevoir les tortures d'une ville expirant pour la liberté. Cet héroïque siége de Venise, jeté au milieu des tristes réalités actuelles, a tout l'air d'un rêve fantastique ou d'une homérique réminiscence. L'historien qui parviendrait à en reproduire toute la vérité, passerait pour un romancier habile ou bien pour un plagiaire exact d'Hérodote et de Tite-Live. Encore une fois en présence de cette immense catastrophe, il faut se résoudre au silence ou répéter les accents de cette voix solennelle, qui a déjà traversé vingt-cinq siècles : « Vos chefs n'ont eu que de fausses et extravagantes visions... Ils n'ont eu pour vous que de fausses victoires et de vaines défaites de l'ennemi... Les passants ont frappé des mains et remué la tête : Est-ce là, disent-ils, cette cité magnifique et qui faisait l'admiration de tous les peuples ?... Votre héritage est en proie à l'étranger et vos maisons sont en sa puissance. Tous ceux qui aimaient cette ville, l'ont abandonnée... Pour se dérober aux rigueurs de la servitude, son peuple a quitté sa patrie ; le repos qu'il n'y trouvait point, il l'a vainement cherché parmi les nations, ses persécuteurs se sont réunis pour l'accabler... O vous tous qui passez par ici, arrêtez et voyez s'il est une douleur comparable à cette douleur. » Mais, nous vous le demandons, quel lecteur serait assez naïf ou assez grand pour accepter Jérémie en 1851 ? Il faut donc se résigner

au silence, ou plutôt, il faut laisser parler les faits. Seuls, ils peuvent raconter ce dénouement à double face, l'une des plus grande gloires et l'une des plus grandes iniquités de ces temps-ci, L'avenir croira-t-il qu'à l'époque où ces événements se passaient, il existait deux nations libérales, grandes, puissantes, qui s'appellaient la France et l'Angleterre?

XVII.

Le 8 août, les forts de la première ligne de défense soutinrent une nouvelle attaque générale, Vers dix heures du soir, les bateaux de ronde vénitiens, s'avançant le long du grand-pont, de la lagune, remarquèrent sur toute la ligne autrichienne un mouvement extraordinaire. Une heure plus tard, un radeau et plusieurs barques, montés par les assiégeants, se dirigèrent en effet vers Venise. Le fort du Piazzale donna aussitôt le signal d'attaque, et commença un feu très vif d'artillerie et de mousqueterie, auquel prirent part les pirogues et toutes les batteries vénitiennes. Les Autrichiens y répondirent vigoureusement: néanmoins, après une heure de combat, ils furent obligés de battre en retraite.

Le 11, Manin écrivit à de Bruck, lui annonçant: « Qu'investi de pleins pouvoirs pour traiter par le décret de l'Assemblée du 6 août, il était prêt à s'entendre avec lui sur les conditions propres à garantir à Venise son honneur et sa sûreté »

La situation intérieure de la ville n'était pas moins affreuse. Aux souffrances, aux fléaux que nous avons décrits, se joignaient maintenant les tortures d'une agitation, d'une incertitude intolérable. Les soupçons, le délire le plus légitime s'était emparé des esprits. Tous s'attendaient à voir l'heure suprême de Venise marquée par d'épouvantables désastres. Manin passa en revue et harangua une dernière fois (13 août) la garde nationale. Après lui avoir adressé de grands éloges,

bien mérités au reste, il déclara qu'il l'avait rassemblée afin de savoir si elle avait encore en lui assez de confiance pour lui permettre de garder le pouvoir. « De grands malheurs, dit-il en finis- « sant, de grands périls nous menacent. Vous con- « naissez mes sympathies, mon dévouement pour « notre cause. Je vous conjure d'avoir foi dans ma « loyauté. Je n'ai jamais feint d'espérer ce que je « n'espérais pas en effet, et vous pourrez dire de « moi : cet homme s'est trompé, mais non pas : il « nous a trompés » Un mélange confus de signes d'approbation et d'improbation accueillit ces paroles.

Quel résumé, quelle justification, en effet, de ces dix-sept mois de pouvoir que cet aveu tardif et stérile, éclatant comme un remords sur une tombe entr'ouverte !

Le lendemain, de Bruck déclara dans sa réponse à Manin « Que l'Assemblée vénitienne ayant rejeté « les conditions antérieurement proposées, une « soumission absolue pouvait seule être acceptée ; « que cependant S. E. le feld-maréchal Radetzky, « cédant à des sentiments d'humanité, voulait bien « confirmer les concessions déjà faites le 4 mai. »

Ces concessions, nos lecteurs les connaissent (1). Seulement, le feld-maréchal y ajoutait une proclamation annonçant la conclusion définitive de la paix avec le Piémont — Le même jour, des commissions sanitaires et de nouveaux hôpitaux furent ouverts dans les quartiers que le choléra ravageait avec une violence toujours croissante.

XVIII.

L'agitation, le désespoir public était au comble. On attendait surtout avec anxiété des nouvelles de la flotte sur laquelle on avait répandu les bruits les plus sinistres. Vers le soir (18 août), le peuple, furieux, se rassemble sur la place Saint-Marc, il exige que le gouvernement s'ex-

(1) Voir la note *d*.

plique là-dessus d'une façon positive. Manin apparaît au balcon du Palais-National (1) : « L'escadre, dit-il, est restée longtemps en ordre de bataille en face de la flotte autrichienne, d'une force bien supérieure à la sienne. Néanmoins, celle-ci n'a pas osé l'attaquer. Mais l'épidémie terrible qui ravage la ville décime aussi notre escadre. Elle a dû à cause, soit de ce fléau, soit du mauvais temps, rentrer dans le port, mais elle est prête à en sortir de nouveau à la première occasion (2). »

Les tristes nouvelles de la Hongrie, perdue par la défection de Görgey, arrivèrent le même jour. Bien que prévues depuis longtemps et sans influence désormais sur la destinée de Venise, elles accrurent l'horreur de ces derniers jours. Venise se sentait frappée au cœur, à l'instant même où, seule en Europe, elle restait, debout et armée, à côté du drapeau démocratique.

Prolonger un jour de plus la défense était doublement impossible pour elle, puisque les munitions manquaient aussi bien que les vivres. Les Vénitiens n'avaient le choix qu'entre trois résolutions également désespérées : attendre l'ennemi, immobiles dans leurs murs, sans capituler et sans résister; brûler leur cité, comme Moscou; ou accepter, quelles qu'elles fussent, les conditions de l'Autriche. Le premier parti, auquel l'Assemblée romaine s'était arrêtée, le 1er juillet, en face de l'occupation française, n'était pas discutable vis-à-vis de la vengeance autrichienne. Quant au second, ouverte-

(1) Depuis quelque temps, le dictateur s'était installé dans la somptueuse ex-résidence du gouverneur autrichien où il était gardé par un fort détachement de gendarmerie.

(2) Mais la veille, 17, un bulletin officiel avait annoncé que *la flotte autrichienne, favorisée par le vent, ayant tenté de couper à l'escadre vénitienne le chemin du port de Malamocco et de la séparer en même temps de sa division légère, l'une et l'autre s'étaient alors retirées et ancrées à l'extrémité de la digue de Malamocco.* — Comment mettre ces faits, ces assertions officielles d'accord avec les paroles du dictateur ?

ment proposé par plus d'un citoyen, il ne l'était pas davantage; les incendiaires de Moscou avaient pu du moins, ce qui était impossible à Venise, faire sortir à temps de la ville leurs femmes et leurs enfants. D'ailleurs, le gouvernement n'y aurait jamais consenti, lui qui n'y avait jamais pensé. Il fallait donc subir en frémissant le dernier parti. Manin accepta les conditions du feld-maréchal pour bases des négociations; mais il se hâta de laisser, en déposant tous ses pouvoirs, aux représentants municipaux de Venise le triste soin de traiter et de signer la reddition (1). Au reste, le mandat de l'Assemblée était expiré depuis le 15 août, et les nouvelles élections auxquelles on avait procédé avant cette époque, n'avaient eu que des résultats incomplets faute de votants. Ainsi, il n'existait plus, de fait et de droit, aucun pouvoir régulier.

La Municipalité se chargea de la douloureuse mission que le dictateur lui léguait (2).

Priuli et Médin, membres de cette municipalité, Antonini, négociant, l'ex-ministre Calucci et l'ex-triumvir Cavedalis, s'abouchèrent, à la villa Papadopoli, avec le général Gorkowski, le général Ress et le comte Marzani.

Le 22, une capitulation fut par eux consentie et signée, dix-sept mois jour pour jour après la Ré-

(1) « Le Gouvernement provisoire de Venise, considérant qu'une nécessité impérieuse exige *des actes auxquels ne peuvent prendre part ni l'Assemblée, ni un pouvoir qui en émane*, déclare : 1° Le Gouvernement provisoire résigne ses fonctions ; 2° Les attributions gouvernementales passent à la Municipalité de Venise ; 3° L'ordre public et la sûreté des habitants sont recommandés à la concorde de la population, au patriotisme de la garde nationale et à l'honneur des corps militaires. (*Docum. officiels*, etc., 24 août.)

(2) Un an auparavant, le 9 août, l'armistice de Milan avait été signé. Le 16 août 1379, Chioggia s'était rendue aux Génois après un siége célèbre. Le 13 août 1382, Venise perdait V. Pisani. Le 15 août 1769, le meurtrier de Venise naissait. Y aurait-il pour les nations des anniversaires fatals ?

volution (1). Venise, qui avait eu la douleur de voir tomber tour-à-tour ses alliées, ses sœurs, Milan, Bresse, Messine, Palerme, Livourne, Bologne, Ancône, Rome, la Hongrie, Venise succombait la dernière et la plus malheureuse.

XIX.

Cependant, l'horreur du joug étranger et l'indomptable courage des assiégés étaient si grands que beaucoup, citoyens ou soldats, ne pouvaient encore se résigner à l'idée d'une capitulation, et menaçaient de s'opposer par la force à celle-là même qu'on venait de conclure. Le jour suivant, les canonniers vénitiens recommencèrent en effet les hostilités, suspendues depuis la veille.(2)

Le spectacle que la ville présenta alors surpassa, s'il est possible, l'horreur de tous ceux qu'elle avait déjà offerts. L'émeute rugissait au dedans ; au dehors, l'ennemi se préparait à entrer dans la ville. La confusion, le désordre, l'épouvante, la douleur et le combat étaient partout. Manin se montre à la foule furieuse, il essaie de l'apaiser par quelques mots d'explication et de prière. Des clameurs terribles lui répondent. Il se met à la tête d'un détachement de la garde civique et d'un grand nombre d'officiers, il dissipe les rassemblements et les poursuit jusqu'à Cannaregio où il est accueilli par plusieurs coups de fusil dont aucun ne l'atteint. C'était la dernière explosion du désespoir. La sédition est apaisée.

Ce jour-là, se tut enfin l'écho formidable qui depuis quatre mois tenait attentives les populations, de Padoue à Trieste. Le bombardement avait cessé.

Le 27, les Autrichiens rentrèrent dans Venise, vaincue par la faim, par le choléra, et non par leurs armes, et arrivée à ce paroxysme de douleur

(1) V. la note *g*. On ne lira pas sans fruit ce document, dont plus d'un détail appartient à l'histoire.

(2) Faits de Venise, page 104.

et de rage qui ne peut plus se traduire que par le silence et l'immobilité..... Au même instant, Manin et les principaux chefs italiens s'embarquaient sur un bâtiment de guerre français, et des milliers d'émigrants ou de proscrits abandonnaient leur héroïque patrie pour aller attendre, au sein de la misère et de l'exil, le signal d'une lutte suprême...

. . . .



(*g*) Procès-verbal (dressé, le 22 août 1849, à la villa Papadopoli). Présents: S. E. le général Gorkowski, le général Ress et le comte Marzani, attaché, etc. Ont comparu: MM. N. Priuli, D. Medin et G. Calucci, tous trois représentant le conseil municipal, M. l'ingénieur Cavedalis, représentant l'armée, et M. Antonini, le commerce, lesquels ayant exposé la résolution de leurs commettants et de la population de Venise, il a été convenu ce qui suit:

1° La soumission aura lieu dans les termes précis de la proclamation de S. E. le feld-maréchal Radetzki, en date du 14 courant.

2° La remise de tous les objets dont il est question dans ladite proclamation se fera dans quatre jours, à partir d'après-demain, de la manière qui sera déterminée par une commission militaire, etc.

MM. les délégués vénitiens ayant ensuite exposé la nécessité de quelques explications sur les articles 4 et 5 de ladite proclamation, on déclare que les personnes qui doivent quitter Venise, sont: 1° Les officiers qui ont combattu contre leur légitime souverain; 2° tous les militaires étrangers, de quelque grade qu'ils soient; 3° les personnes civiles nommées dans la liste qui sera remise aux députés vénitiens.

(Suivent deux paragraphes sur le papier-monnaie vénitien; le papier dit *Communal* est réduit à la moitié de sa valeur nominale et aura cours forcé à Venise et à Chioggia seulement. L'amortissement de ce papier est à la charge de la ville de Venise et du district. Eu égard à cette charge, il ne sera pas affligé d'amendes de guerre, etc. En ce qui concerne le papier dit *Patriotique*, qui sera retiré de la circulation, et les autres titres de dette publique, on prendra les mesures opportunes.)

Le 24 courant, la place sera rendue, ainsi que le district, de la manière suivante: 1° Départ de Venise des bataillons lombards, commandés par Meneghetti, pour la terre-ferme, le 24; 2° occupation des forts, le 25, savoir: S.-Second, Piazzale, S.-Georges, S.-Ange, et celui de la station; 3° occupation de la ville, remise de l'Arsenal et de la flotte, le 27; réunion des officiers au fort du Lido; 4° départ des corps du Frioul, Brenta et Galateo, le 28; 5° occupation de Chioggia, Burano, etc., le 29; 6° départ des Napolitains par la voie de mer, occupation de S.-Nicolas et du Lido, le 30; 7° départ des officiers et remise du fort du Lido, le 31 août.

Fait en double original et signé le 22 août 1849, etc., etc.



ÉPILOGUE.



> Venise, jadis respectée, tu as vu, réunis dans tes murs, la gloire, le pouvoir et la liberté, trinité sublime ! Aujourd'hui, le son rauque du tambour autrichien réveille seul l'écho de tes rivages... Venise, ta destinée est la honte des nations. (Byron.)

ITALIE — FRANCE — ALLEMAGNE.

> Aux meilleurs, la direction du monde (Vico).



1848.—1852.

Si ce livre n'était que l'exacte chronique d'un épisode de la grande épopée révolutionnaire de 1848, notre récit serait sans doute achevé maintenant, et notre œuvre, quelle qu'elle soit, complète. Mais il n'en est point ainsi, il s'en faut. Dans ce livre, nous avons sacrifié volontiers les individualités aux faits et les faits aux principes. Pourquoi ? parce que ce n'est point l'histoire d'un homme ou d'un événement que nous écrivons ; c'est celle d'une idée. A ce point de vue, la reddition de Venise n'est pas un dénouement, ce n'est qu'un des anneaux de la longue chaîne d'événements dont l'extrémité va nous apparaître dans

quelques mois. D'ailleurs, c'est seulement en juxtà-posant la Révolution de Venise et les révolutions contemporaines — ce que nous n'avons pas encore fait — qu'on peut apprécier le sens et la valeur véritables de celle-là.

Assurément, elle a, par elle-même, une importance incontestable. Pour le prouver, il suffirait de rappeler les deux faits qui s'élèvent comme de glorieuses limites aux deux extrémités de son histoire. En Italie, Venise, la première, a proclamé la forme démocratique; Venise a capitulé la dernière. Synthèse italienne, elle a été tour à tour le représentant de l'idée politique et de l'idée nationale.

Mais précisément afin de constater l'étendue de cette importance, il importe de l'examiner dans ses rapports avec la révolution européenne. C'est ce que nous ferons dans les pages suivantes, où nous avons, en outre, à résoudre, ainsi que nous l'avons promis, les questions générales dont les développements auraient trop longtemps interrompu la marche de notre récit.

I. Attitude de l'Italie en 1848.— Situation Intérieure.

Trois reproches, également graves, également injustes, ont été adressés à la Révolution Italienne de 1848.

L'Italie n'était pas mûre pour cette révolution. — Eh quoi! la domination étrangère était ébranlée jusque dans sa base par sa propre révolution (1). La France, se proclamant répu-

(1) La commotion, la stupeur jetée dans tout l'Empire par la révolution de Vienne était si grande, que, dans la Lombardo-Vénétie, plusieurs garnisons autrichiennes capitulèrent sans coup férir à la première sommation des insurgés. A Venise, un brave ingénieur, suivi de quelques ouvriers, s'empara à lui seul de ces forts de Malghera qui, défendus plus tard par les Italiens, coûtèrent aux Impériaux tant de sacrifices d'hommes, de temps et d'argent.

blicaine, avait lancé à l'Europe un nom qui était un défi pour tous les trônes, une promesse pour toutes les races opprimées. L'Allemagne entière se soulevait. La Gallicie, la Bohême, la Hongrie prétendaient, elles aussi, à l'indépendance. Et l'on oserait soutenir que les Lombards-Vénitiens, provoqués par tant d'outrages, par tant d'atrocités, devaient rester immobiles en face d'un pareil mouvement européen; immobiles, tandis que le Piémont leur offrait une armée de 100,000 hommes; immobiles, lorsque la première étincelle de ce vaste incendie avait jailli du sein même de la Péninsule! Car, ne l'oublions pas, et c'est un éminent écrivain français qui le constate, l'agitation italienne avait précédé la Révolution de Février: « L'Italie s'était réveillée, le Sonderbund était vaincu, les traités de 1815 déchirés, la Révolution avait repris en Europe sa marche glorieuse. Seule, la France se montrait réactionnaire. (Proudhon, *Confessions.*) » Si, à une telle époque, une nation de vingt-quatre millions d'hommes — le chiffre de la population française en 1789 — ne s'était pas levée pour secouer l'opprobre du joug étranger, ceux-là même qui, aujourd'hui qu'elle est vaincue, l'accusent de précipitation et d'imprudence, n'auraient pas trouvé de termes assez forts pour la flétrir.

L'Italie a follement compliqué la question nationale par la question politique. — Ce reproche s'adresse plus particulièrement à la démocratique Venise. Pour y répondre, nous ne refairons point ici un livre bien connu. République ou Monarchie, laquelle des deux est-elle préférable, et surtout laquelle est la plus favorable à l'affranchissement de la Péninsule? Si les hommes qui, en 1848 et 1849, ont vu les événements que nous avons racontés, n'ont pas encore une réponse prête à une pareille demande, assurément, la discussion la plus approfondie ne les éclairerait pas. Nous ne discuterons pas. Nous nous bornerons à poser les faits en guise de prémisses; nos lecteurs en dédui-

ront les conséquences. Nous éviterons ainsi bien des récriminations aussi inutiles que pénibles.

Dans une ville, habituée depuis quatorze siècles à chérir la République, à l'époque où la France elle-même se proclamait républicaine, est-il étonnant qu'on ait choisi la forme de gouvernement qui réunissait le prestige d'un passé glorieux à toutes les sympathies du présent? Pouvait-on même y pousser un autre cri que celui de: *Vive Saint-Marc*?—D'ailleurs, Venise n'y a-t-elle pas renoncé plus tard sans hésiter (1)? Ceci prouve clairement, ce nous semble, que le parti républicain a partout sacrifié ses opinions aux intérêts de l'indépendance nationale. Etait-elle agitée par des intrigues démagogiques cette Sicile qui offrait un trône au fils de Charles-Albert? Rome qui entoura longtemps son pontife d'amour et d'admiration? Milan, Modène et Parme qui se donnaient à la dynastie savoyarde? Naples qui gardait jusqu'à son Bourbon? Non, quelles que fussent en réalité les opinions des masses, la monarchie fut partout acceptée et maintenue, à la seule condition de faire la guerre à l'Autriche. Toutes les pensées, tous les vœux de la nation s'absorbaient dans celui-là. Les républicains eux-mêmes ne demandaient pas autre chose alors (2). D'innombrables faits l'ont prouvé; nous n'en citerons qu'un seul, si frappant, si éclatant, qu'il fermera la bouche à tous nos adversaires—de bonne foi. Un seul état italien a traversé sans secousse cette formidable année 1848. Eh bien! c'est le seul aussi qui ait fait la guerre, le seul qui n'ait pas subi l'outrage d'une intervention étrangère: le Piémont. Dans tous les autres, les rois semblèrent prendre à tâche de forcer la révolution d'éclater, en pactisant avec l'étranger, en se roidissant contre le vœu national. On a dit: Les rois n'ont pas fait la guerre à l'étranger parce qu'ils ont dû la faire aux républicains. — Il est aisé de

(1) Voyez page 95.
(2) Voyez page 120.

prouver, au contraire, on le voit, que les républicains n'ont attaqué ces rois que parce qu'ils se refusaient, eux, à attaquer l'Autriche. Qu'on nous démente, si on le peut.

Enfin, *l'Italie a commis une faute impardonnable en repoussant l'intervention française.* A force de partialité, de passion, de calomnies politiques, on est venu à bout d'envenimer, d'obscurcir cette question si simple. Tâchons de l'éclaircir en la réduisant à ses véritables termes.

Quoiqu'on ait dit, il n'y avait dans un semblable refus ni présomption, ni défiance. L'Italie aimait la France comme une sœur (1), mais elle regardait avec raison comme peu honorable et peu réelle pour une nation de 24 millions d'hommes la nécessité de recourir à l'appui de l'étranger dans une guerre contre l'étranger. Elle a échoué pourtant, me direz-vous. Mais savez-vous pourquoi? Nous venons de le dire. Parce que, la Sardaigne exceptée, les souverains auxquels elle s'était confiée, au lieu de faire la guerre à l'étranger, la firent à leurs peuples. Si ces princes s'étaient montrés fidèles à sa cause, l'appui d'une nation amie eût été inutile et, nous le répétons, peu honorable pour elle; dans une double lutte avec l'Autriche et avec ses propres souverains, l'acceptation, la demande de ce secours était une nécessité et un droit.

Ces souverains de Rome, de Naples, de Toscane, restés debout grâce à la générosité populaire, devaient évidemment, dans leur intérêt personnel bien plutôt que dans celui de la dignité nationale, repousser les secours d'une république, alliée dangereuse pour leurs trônes, et ils les repoussèrent. Rendez à César ce qui est à César et au peupel ce qui est au peuple. Il est aussi injuste de rejeter sur la nation italienne les torts de quelques rois qu'il le serait d'attribuer à la France tous les actes de son gouvernement pendant ces dernières années.

(1) V. page 121.

Au surplus, en avril, en mai 1848, qui aurait douté un seul instant du triomphe de la cause italienne? qui aurait assuré à l'Autriche six mois d'existence? Ainsi, le gouvernement provisoire offrait son concours à l'Italie alors qu'il était complètement superflu. Le général Cavaignac le refusait quand il était devenu indispensable. Et le ministère Barrot l'accordait, — contre la Révolution même. Ces faits sont-ils vrais, oui ou non? Qu'on réponde et qu'on prononce.

Qu'on ne vienne donc plus nous répéter que le refus offensant de l'Italie a motivé plus tard celui de la France. La véritable cause de ce dernier est ailleurs. En voici une preuve irrécusable. Certes, la Pologne n'avait pas, elle, refusé l'appui de la France. Et depuis dix-huit ans, une protestation en faveur des Polonais était l'appendice obligé des adresses des Chambres françaises. Eh bien! en dépit des adresses, en dépit du vote explicite du 24 mai 1848 : « L'Assemblée nationale invite la com« mission exécutive à prendre pour règle de sa con« duite le vote UNANIME de l'Assemblée, résumé en « ces termes: Pacte fraternel avec l'Allemagne, « RESTAURATION *de la Pologne*, AFFRANCHISSEMENT « *de l'Italie*, » en dépit de tout cela, nous n'avons pas plus secouru la Pologne que l'Italie (1). La Pologne, qui, après Venise et la Hongrie, a préservé l'Europe du sabre musulman; la Pologne, cette sœur de la France, cette victime catholique du schismatique autocrate! Que le parti, dont le chef tonnait jadis contre les massacres de Gallicie (2), que le parti ultramontain nous dise pourquoi.

(1) Notons, en passant, que ce vote fut postérieur au rejet de l'intervention française en Italie, et à l'insurrection de Posen, étouffée par la Prusse dans le sang des Polonais.

(2) V. Chap. IX, un passage du *Livre des Pèlerins Polonais*.

II. — Une grande individualité, César ou Napoléon, est-elle possible de nos jours ?

L'insuccès de la Révolution italienne a été expliqué de vingt manières différentes, *e sempre bene.* Nous avons indiqué déjà plusieurs de ses causes, nous pourrions en indiquer plusieurs autres. Nous nous bornerons maintenant à parler de celle qui les synthétise et les éclaire toutes, pour ainsi dire : l'absence d'un homme de génie, venu à son jour et à son heure. Et qu'on ne donne pas à ces mots un sens bien opposé à celui qu'ils ont dans notre pensée. Loin de croire l'Italie épuisée, stérilisée, incapable de produire de vigoureuses individualités, nous affirmons, nous qui avons étudié ce pays longtemps et de près, qu'aucune nation ne renferme dans son sein plus de germes d'avenir, de puissance. Seulement, pour se développer dans toute leur vigueur, ces germes attendent le soleil de l'indépendance et de l'unité nationale.

En 1848, comme autrefois, comme toujours, l'Italie comptait de grands esprits et de grands caractères. Mais ce n'est là que la matière des grands hommes. Pour qu'ils existent réellement, pour qu'ils se révèlent, il faut que les événements, c'est-à-dire, le hasard, les saisissent et les mettent violemment à leur place. L'homme de génie n'est que la matière première du grand homme, du personnage historique ; les événements en sont l'artisan. L'un appartient tout entier à la nature, il existe par lui-même, quelle que soit la position sociale où il ait été jeté ; l'autre, au contraire, pour se révéler, pour exister, est fatalement subordonné, quel que soit son génie, aux circonstances extérieures. Il n'est que le résultat des combinaisons les plus fortuites, la grande inconnue que les faits dégagent du sein des masses, ou y laissent enfouie, selon le

caprice du hasard Citons-en un exemple célèbre entre mille. Cromwel aurait-il été — Cromwel, si le roi Charles l'avait laissé partir pour l'Amérique, et Cromwel absent, la révolution d'Angleterre aurait-elle eu le même résultat? Non certes. — En Italie, en France, en Allemagne, en 1848, les hommes de génie furent obstinément oubliés par les dates ou acceptés trop tard (1). Les masses, privées de chefs véritables (2), s'agitèrent, se précipitèrent sur la pente des révolutions comme des torrents impétueux qui, au lieu de se creuser un lit profond et unique, s'égarent et s'absorbent dans d'immenses plaines, disparaissant sans laisser de trace là où une somme bien moindre de courants aurait pu créer un fleuve magnifique. Mais, nous objecterez-vous, par quelle fatalité inouïe la loi providentielle qui assigne à chacun sa place avec une infaillible sagacité dans toutes les transformations populaires, s'est-elle trouvée en défaut, pour la première fois, en 1848? — C'est là précisément ce que nous croyons pouvoir expliquer assez clairement.

Les grandes individualités qui nous apparaissent dans le passé—César, Auguste, Charlemagne, Napoléon, — supposent dans leurs contemporains une docilité, un effacement incompatible avec les mœurs d'une nation libre. Aujourd'hui peut-être, demain à coup sûr, Mirabeau, Napoléon lui-même ne pourrait être la synthèse d'une époque, d'un peuple démocratique. Rien ne démontre mieux la folie des gens qui s'obstinent à placer leur espoir dans ce qu'ils appellent *un pouvoir fort*, *un dictateur*, etc. « Il existe deux forces, la force des choses et la force des hommes; quand l'une est en opposition à l'autre, rien ne s'accomplit. A l'heure actuelle, Mirabeau ne remuerait personne,

(1) Mazzini, par exemple, n'a paru sur la scène gouvernementale qu'en 1849.

(2) V. la fin du IVe livre.

et Napoléon semblerait caduc et arriéré au milieu des idées nouvelles.» (Chateaubriand.) Oui, Napoléon a été probablement le dernier des grands hommes. Debout sur le piédestal tourmenté de Sainte-Hélène, placée comme une limite éternelle entre le vieux et le nouveau monde, le passé et l'avenir, son image régnera sans rivales sur les générations futures. Nous pourrons avoir encore de grands penseurs, de grands écrivains, de grands artistes, mais les grands législateurs, les grands conquérants, les grands hommes d'Etat, sont désormais impossibles. Que feraient-ils aujourd'hui de leur individualité inflexible et absorbante? Ce que Colomb aurait fait de son génie, s'il eût vécu après la découverte de l'Amérique : de l'érudition et d'inutiles regrets. Il faut en prendre son parti. Nous n'aurons plus, hélas! de sauveurs de la société, plus de Colomb de l'autorité; en revanche, il n'y aura plus d'hommes-machines, et les peuples feront leurs affaires eux-mêmes. Ils seront heureux sans qu'on sache à qui attribuer leur prospérité.

Un pareil résultat doit consoler de la disparition définitive de ces intermédiaires entre l'idée et la nation, de ces colossales figures qui apportent à l'histoire le résumé d'un siècle, d'une race, d'une société.

Sans doute, ce progrès immense présente quelques inconvénients. Nous ne l'avons que trop vu lorsque les révolutions démocratiques, aux prises avec les despotes, ont si péniblement trouvé les généraux, les hommes d'Etat, que leurs ennemis rencontraient sans effort, et la raison en est bien simple. Il y a affinité entre le despotisme et le génie politique ou militaire, tandis qu'il y a antagonisme entre ce dernier et la démocratie. Ceci est si vrai, que le pays révolutionnaire dont les chefs ont rempli leur rôle avec le plus d'éclat, c'est précisément celui où l'élément aristocratique était le plus vivace : la Hongrie.

Mais cet inconvénient, ce danger, tend chaque

jour à s'effacer, puisque chaque jour la démocratie gagne du terrain par les seules armes de la pensée. Donnez à l'humanité une base régulière, définitive, universelle, vous verrez disparaître une inégalité qui n'est un péril et une infériorité réelle que dans le siècle de transition et de combat où nous vivons. Peu importera d'avoir de bons généraux et de bon ministres, lorsqu'il n'y aura plus d'armées et plus d'autocraties.

Si l'on n'admettait point ceci, il serait presque impossible d'expliquer cette révolution française qui, triomphante, adorée le 24 février, ne trouvait le lendemain de sa victoire ni interprètes, ni représentants, ni défenseurs, et, de faute en faute, d'impuissance en impuissance, finissait par se jeter dans les bras de ses plus implacables ennemis.

Etait-ce manque absolu de talents, de lumières, d'honnêteté en France? Personne, certes, n'oserait l'affirmer. C'était le brusque avènement des masses, encore incapables de se gouverner elles-mêmes, plus incapables encore de subir l'intervention ambitieuse des individualités, et surtout égoïstes. L'anarchie ou la dictature est le résultat nécessaire d'une telle situation ; anarchie ou dictature, passagère et féconde, au reste, qui dure tout juste assez longtemps pour permettre au peuple d'achever son éducation, et dont la démocratie sortira victorieuse, indestructible, comme la terre du chaos.

III. — Charles-Albert.

En Italie, où la question de liberté, c'est-à-dire de paix, était compliquée par celle de l'indépendance, c'est-à-dire de la guerre, la cause, le fait général que nous venons d'indiquer, exerça nécessairement une influence encore plus regrettable. A cette cause, joignez les hasards, les illusions, la fatalité, peu importe le mot, dont l'Italie

fut le jouet, et vous comprendrez à la fois, dans cette révolution, la nécessité et l'absence d'un homme, d'un chef de génie.

Ceci nous mène droit à Charles-Albert. D'une bravoure incontestable, mais d'un esprit timide, n'osant jamais qu'à demi, même dans ses plus grands accès de hardiesse, Charles-Albert courut aux abîmes en s'opiniâtrant dans une politique étroite et flottante. Partout, dans l'histoire, vous le retrouverez tel que nous le dépeignons : général indécis sous les murs de Vérone, abandonnant la Vénétie pour couvrir Milan, puis abandonnant Milan pour sauver Turin, redoutant les républicains et mécontentant sa noblesse, prétendant à la couronne d'Italie et repoussant celle que la Sicile offrait à son fils. Il ne sentit jamais que, dans ces temps de révolutions et de guerres, l'audace était sa plus grande force. Mais le mot favori de Danton ne fut jamais celui de Charles-Albert. Et sur ce point, les écrivains des partis les plus opposés n'ont qu'une seule voix. D'Arlincourt et Mazzini se copient presque littéralement. Cet accord inattendu, cette appréciation identique d'un homme faible et trop inférieur à ses destinées est, à notre sens, la meilleure explication des revers inexplicables de la campagne de Lombardie.

En vérité, est-il croyable que ce prince se soit laissé battre de gaîté de cœur par Radetzky, qu'il ait sacrifié des centaines de millions, et des milliers d'existences, qu'il ait vingt fois exposé sa propre vie et celle de ses fils, et, enfin, qu'il soit allé mourir dans un exil volontaire, le tout pour complaire à l'Autriche et par haine des républicains ? Certes, nous ne sommes ni l'admirateur ni le partisan de ce roi ; et néanmoins, pour notre compte, nous ne saurions nous arrêter un instant à une pareille pensée : elle nous semble par trop illogique. Charles-Albert a commis assez de fautes et il en a été assez cruellement puni, pour qu'on ne lui en prête point d'imaginaires, pour qu'on éprouve, en face de son tombeau, le besoin d'oublier et de se taire.

IV. — Situation extérieure. — Attitude de l'Autriche, de l'Allemagne, de la Hongrie vis-à-vis l'Italie. Egoïsme et défaite.

Examinons maintenant la situation extérieure.

Aux premiers jours de la Révolution, une erreur, fort concevable au reste, s'était emparée de l'esprit de plus d'un homme d'Etat italien, et notamment de Manin. A leur avis, le cabinet de Vienne ne voulait et ne pouvait pas faire sérieusement la guerre. Ils regardaient l'octroi de la constitution autrichienne comme renfermant implicitement celui de l'indépendance des provinces non-germaniques de l'empire. Les politiques autrichiens eux-mêmes, soit impuissance réelle, soit ruse diplomatique, laissèrent entendre à plusieurs reprises que l'Autriche continuait la guerre uniquement afin de sauver l'honneur de ses armes, entaché par une expulsion si brusque. En effet, si la Révolution viennoise avait été sincère et logique, si le nouveau gouvernement en avait développé de bonne foi toutes les conséquences, il est évident que Manin eût été complètement dans le vrai. L'indépendance italienne était le corollaire rigoureux de la liberté allemande.

Comment supposer qu'un empire composé de cinq ou six nationalités différentes pût se flatter de leur imposer à toutes une seule et même constitution, c'est-à-dire une langue, une administration, une armée, une existence, une pensée et des intérêts identiques? Une *constitution*, dans le sens le plus vrai et le plus élevé de ce mot, n'est que la dernière expression d'une nationalité. Or, comment obtenir un tel résultat dans une aggrégation confuse de races, où le premier besoin du gouvernement serait de sacrifier à une seule nationalité toutes les autres, et cela sous peine de n'avoir ni parlement, ni ministère, ni centre d'action uni-

que? L'intégralité de l'empire autrichien et sa constitutionnalité renfermaient donc, dans les termes mêmes, une contradiction monstrueuse. L'événement ne l'a que trop prouvé. Lorsque les peuples divers qui composent l'empire se furent garottés et baillonnés de nouveau les uns les autres, l'empereur François-Joseph sembla se charger du soin de leur apprendre leur fratricide erreur, par la devise, évidemment ironique, qu'il se choisit: *Viribus unitis*! par des forces unies! C'était *par des forces opposées* qu'il devait dire pour être vrai. Aussi bien, la constitution qu'il a octroyée à son tour, depuis tantôt trois ans, n'a-t-elle pas même été essayée. Cette constitution ne peut être, effectivement, qu'un mensonge ou un péril perpétuel pour la dynastie d'Hapsbourg (1).

Résumons-nous. L'antagonisme des nationalités est la dernière planche de salut de l'Autriche. Le jour où une constitutionnalité véritable condamnerait, anéantirait la politique perfide qui les arme tour à tour les unes contre les autres, ce jour-là, le lien de fer qui les renoue se briserait comme par enchantement. Pour elles, *liberté* est le synonyme exact d'*indépendance*.

Le véritable tort du gouvernement vénitien, à cette époque, ce fut donc de ne pas prévoir que la fameuse charte pourrait bien, en Autriche aussi, ne pas être une vérité; ce fut, dans tous les cas, de ne pas agir de façon à être prêt pour toutes les éventualités. Une confiance excessive dans le développement logique de la révolution viennoise — c'est là du moins l'explication la plus plausible de son inaction — lui fit trop négliger les précautions, les armements que la prudence lui conseillait.

Le tort irréparable des races germanique et magyare, ce fut d'espérer de concilier leur liberté avec la dépendance d'une race étrangère. La conduite de la diète démocratique de Francfort fut surtout incroyable. Vainement s'était-on flatté que

(1) Elle vient d'être audacieusement abrogée.

la nation allemande, tourmentée par le même besoin d'unité et de liberté, serait l'alliée naturelle de l'Italie. L'Assemblée de Francfort, par une contradiction aussi illogique qu'égoïste, se déclara en faveur de l'Autriche! Cet orgueil national, cet esprit d'envahissement, triste reste de la vieille société, l'aveuglait sur l'iniquité de la guerre contre la Lombardie. Elle faisait bon marché d'une nationalité étrangère, et ses votes le prouvent, pourvu que la sienne dominât et s'agrandît. Ainsi, tandis qu'elle encourageait d'une main à la révolte les allemands sujets du Danemarck, de l'autre elle soutenait l'Autriche contre les insurgés italiens!

Contradiction déplorable, que l'avenir aura peine à croire et que le présent ne peut comprendre!

Les victimes de cette erreur avaient beau crier aux Allemands : Prenez garde! Ces souverains auxquels vous aidez maintenant, ces armées que vous envoyez contre nous, combattront bientôt contre vous-mêmes! Pour retourner contre votre liberté les armes que vous leur donnez contre l'indépendance d'autrui, ces souverains si faibles, si dédaignés par vous aujourd'hui, n'attendent qu'une victoire qui leur rendra, demain, toute leur force. Encore une fois, prenez garde! La cause des Polonais, des Italiens, des Hongrois, c'est la vôtre. N'espérez pas faire de la liberté un monopole à votre profit. La France, elle aussi, l'a essayé, et vous savez comment Napoléon l'en a punie. Ou ces peuples opprimés par vos monarques s'affranchiront sans vous, malgré vous, et leur victoire sera un danger et une honte pour vous; ou ils succomberont, et alors vous succomberez avec eux, comme eux, sous les mêmes oppresseurs, et, au sein de vos malheurs, de votre servitude, le remords, s'ajoutant à tant de maux, vous forcera a crier : Je les ai mérités!

Vains avertissements! Tous les esprits semblaient frappés de vertige et d'aveuglement.

Pas plus que l'Allemagne, la Hongrie ne comprit son véritable rôle. Au lieu de se déclarer sur-

le-champ en faveur de l'Italie, elle attendit, pour le faire, d'être elle-même menacée dans sa dignité, dans sa liberté. Elle fit plus : elle permit à ses vaillants soldats de combattre contre les Italiens. C'était perdre l'Italie et la Hongrie du même coup. Si les Magyares avaient contracté en 1848 avec l'Italie l'alliance fraternelle qu'ils offrirent à Venise en 1849, l'Autriche ne serait plus aujourd'hui qu'un triste souvenir historique. Nous défions tout homme sensé, et bien instruit des faits, de soutenir le contraire.

Nous ne pouvons citer, sans une douleur véritable, les paroles suivantes d'un des hommes dont le nom sortit plus brillant, plus immortel, des ruines de la Révolution :

« Si nous prétendons que l'empereur d'Autri-
« che se sente offensé lui-même des torts que l'on
« (les Croates) nous fait, nous aussi, nous ne pou-
« vons voir avec indifférence les offenses que d'au-
« tres font à l'empereur d'Autriche. Le minis-
« tère déclare qu'il n'entend point *se refuser au* DE-
« VOIR *de défendre la monarchie autrichienne con-*
« *tre ses ennemis extérieurs* (les Italiens). *Et dès*
« *que la Hongrie aura recouvré le calme, elle*
« *mettra à la disposition de la monarchie autri-*
« *chienne les troupes dont elle pourra se priver...*
« Depuis plusieurs mois déjà, on a donné au mi-
« nistère le conseil ou de se retirer, ou de rappe-
« ler les troupes Hongroises. Il n'aurait plus man-
« qué que cela ! Nous nous serions retirés, mais
« les soldats seraient restés en Italie. Ou bien
« croyez-vous que nos 12,000 Hongrois seraient
« revenus *et que les* 35,000 *Croates seraient res-*
« *tés*? J'avoue que je me suis réjoui de chaque
« victoire remportée par les Italiens, bien qu'elle
« nous coûtât le sang de nos frères ; c'est tout ce
« que je pouvais comme homme ; comme minis-
« tre, je ne puis parler ainsi. Telle est notre poli-
« tique (1). »

(1) Séance de la Diète Hongroise du 20 juillet 1848.

Voilà en quels termes Kossuth lui-même expose la politique magyare !

L'erreur des Hongrois, aussi inexplicable que celle des Allemands, devait leur être non moins funeste. Ils le comprirent trop tard, à la clarté sinistre de leurs villes incendiées et saccagées par les bandes de Windischgraëtz et de Jellachich. L'oppression autrichienne triomphait partout, et après avoir combattu les Italiens par les Hongrois, en attendant les Russes, elle combattait les Viennois et les Hongrois par les Croates. Ces peuples, qui ne s'étaient pas fraternellement unis aux jours de leur puissance, furent, nouveaux Curiaces, écrasés séparément l'un après l'autre, sinon l'un par l'autre, aux jours de revers. Jamais n'éclata mieux l'implacable justice des faits qui remet presque toujours à l'égoïsme même le soin de son châtiment. Le spectre de l'absolutisme autrichien, reparaissant en 1851 assis sur les cadavres de trois ou quatre nationalités, enseigne durement aux vaincus la concorde et la fraternité.

A quoi bon le dissimuler ou le nier? En 1848, l'égoïsme, l'individualisme, pour ainsi dire, national de toutes les démocraties, sans en excepter la France, a perdu vingt fois une cause vingt fois gagnée.

Pour justifier ce douloureux reproche, est-il nécessaire de rappeler encore les déplorables débuts de la Révolution ? La France immobile, les Hongrois armés contre les Italiens, les Croates contre les Hongrois, les Allemands contre les Polonais, les Italiens et les Hongrois, les votes du Parlement de Francfort, de la Constituante française, du Parlement viennois félicitant Radetzky, les discours de Kossuth, l'expédition de Rome, l'intervention russe en Hongrie? l'hésitation, la faiblesse, l'intérêt, l'imprévoyance, la trahison, l'aveuglement, la folie partout; partout la réaction, les revers, la honte, les massacres, la servitude.

Non! du sein de ce passé lamentable, un seul,

un long cri de douleur et d'avertissement s'élève pour nous. C'est la voix de nos martyrs qui nous répète : Oubliez le passé ou ne le rappelez que pour confesser vos fautes les uns aux autres, pour instruire l'avenir. Tous, vous êtes coupables, tous, vous avez donc besoin d'oubli et de pardon ; vous en avez besoin, parce que, tous, vous ne pouvez triompher désormais que par la concorde et le dévouement. Que le peuple qui se sent pur, innocent, irréprochable, se lève et condamne ses frères, s'il le peut et s'il l'ose. Que le peuple qui se sent assez fort pour braver, à lui seul, la ligue des despotes, se lève et place sa puissance dans l'isolement, sa gloire dans l'égoïsme, sa liberté dans la solitude ! « Frères, ne vous plaignez donc point les uns des autres, de peur que vous ne soyez condamnés. Voilà, le juge est à la porte.... Parlez et agissez comme devant être jugés par la loi de liberté. Car il y aura une condamnation sans miséricorde pour celui qui n'aura point usé de miséricorde... Attendez donc patiemment et affermissez vos cœurs. » (Saint Jacques.)

V.—Immobilité française en 1848. Sa véritable cause et ses conséquences. Synchronisme révolutionnaire. Logique de la Russie.

Soyons juste, après avoir été sévère. A côté des faits, plaçons les causes qui les expliquent et les atténuent.

Par quelle étrange raison la France n'a-t-elle pas fait la guerre en 1848, pas plus qu'en 1830, tandis que la Russie, intervenant en Hongrie, la faisait sans hésiter en 1849 ?

Nous avons répondu en montrant du doigt l'Égoïsme, merveilleusement aidé, il est vrai, par la faiblesse et les fautes des gouvernants; et, certes, il peut revendiquer ici une large part d'action.

Plus une société est civilisée, plus elle est égoïste. Mais, tout près de l'égoïsme, et enveloppé dans ses plis même, le regard de l'historien découvrira un mobile bien divers.

En jetant un coup-d'œil attentif sur l'ensemble actuel des peuples européens, on y remarque bientôt un contraste, un vice organique pour ainsi dire, principale cause des anomalies, des perturbations présentes, et cette remarque répand une vive lumière sur la situation. D'un côté, nous voyons des peuples libres et policés, de l'autre des peuples policés et asservis, et, en dehors des uns et des autres, à l'extrémité de l'horizon, hors la loi du progrès, un peuple à demi barbare.

De ces positions différentes, il résulte nécessairement des besoins différents, souvent même contradictoires, mais également légitimes. Jadis, alors que les rapports entre les peuples étaient bien moins fréquents et bien plus superficiels, ces inégalites nationales étaient presque sans influence les unes sur les autres; aujourd'hui, elles ont une portée incalculable. Les peuples libres, la France surtout, après les conquêtes politiques, aspirent aux réformes sociales. Les peuples opprimés, l'Italie, la Pologne, aspirent avant tout à l'indépendance. Or, tandis que la guerre est l'instrument indispensable de ceux-ci, la paix est le besoin non moins impérieux de ceux-là : démocratie et paix sont en effet synonymes.

En 1848, il est résulté de ceci pour la Révolution une triple complication : En France, la question sociale; à l'étranger, celle des nationalités et celle de la liberté. Or, la seconde aurait dû évidemment primer les deux autres. Les nationalités ne sont pas,—ceci est incontestable,— un des buts suprêmes de l'humanité, qui tend visiblement, au contraire, à l'unité; elles n'en sont qu'une forme, un moyen; mais cette forme est indispensable à l'accomplissement régulier de ce grand œuvre. Une nationalité est un moule dans lequel l'humanité coule une grande idée; l'existence de celui-ci doit

forcément précéder la révélation de celle-là. Cette loi historique est parfois en contradiction apparente avec les besoins généraux des temps; elle le fut surtout en 1848, alors que la paix était une si universelle aspiration des peuples déjà émancipés. La première cause de l'isolement et partant de la perte des révolutions hongroise, italienne, allemande, ce fut cette prédominance légitime et fatale de l'instinct national sur le sentiment démocratique. Un synchronisme, unique dans les fastes révolutionnaires, avait fait éclater à la même heure trois principes qui, justes et féconds en eux-mêmes, se neutralisèrent, se détruisirent par leur juxta-position anormale.

Tel était le triste résultat de la croissance irrégulière, inégale, des nations européennes. Tel était le mécanisme compliqué, qui, livré à des mains inhabiles ou perfides, devait aboutir, par le jeu aveugle de ses ressorts, aux conflits, à la défaite, là où la fusion et la victoire étaient possibles, sinon faciles, pour la démocratie.

Pour donner à la Révolution une base équitable et indestructible, il fallait la fonder en Europe sur l'indépendance des races, il fallait substituer l'union, la cohésion de ces forces émancipées à l'antagonisme, à la divergence que les traités de 1815 ont si habilement établie entre elles. Les despotes avaient fort bien compris la situation en 1815. Le gouvernement français la méconnut complètement en 1848.

La solidarité des peuples, l'intérêt réel de la Révolution le sollicitait à la guerre; l'instinct démocratique, la crainte, si vaine désormais, nous l'avons dit, que de nouvelles célébrités militaires ne préparassent à la jeune République le destin de la première, cette crainte lui conseillait la paix. Il fallait opter. Les hommes qui choisirent alors la dernière étaient, presque tous, animés des meilleures intentions, mais ils s'abusèrent étrangement sur les moyens. Ils confondirent — erreur trop commune aujourd'hui — ce qui doit être avec ce qui

est. La démocratie ne pourra être elle-même, c'est-à-dire la paix, que lorsqu'elle sera souveraine dans l'Europe entière. En face de la Russie, de ce troisième parti, que nous signalions tout à l'heure à l'horizon européen, le principe de non-intervention sera toujours aussi absurde qu'égoïste. Il le serait également, selon nous, alors même que les peuples opprimés n'auraient à combattre que leurs oppresseurs. Mais, en vérité, il n'est pas même discutable après l'intervention russe en Hongrie, le fait le plus grave, le plus significatif de ces trois dernières années : défi audacieux jeté à la France, constatation de l'abaissement de l'Autriche.

Il faut bien l'avouer, la conduite du czar, intervenant en Hongrie, et réglant en suzerain les destinées de l'Allemagne, est aussi logique, aussi ferme que la nôtre est faible et imprudente. Assurément, nous n'avons pas besoin d'exprimer ici toute notre antipathie pour la politique russe. Mais le principe faux et odieux sur lequel elle repose une fois admis, nous ne saurions nier l'habileté et la vigueur des conséquences qu'elle en déduit. Elle croit ou feint de croire bon le principe d'autorité ; elle n'hésite pas, elle, à le défendre partout où il est attaqué, parce qu'elle sait bien que défendre ce principe, c'est défendre son existence même

Donc, la guerre n'eût pas été seulement, en 1848, le parti le plus généreux ; c'eût été le parti le plus habile. Habile non-seulement au point de vue extérieur, mais aussi et surtout au point de vue intérieur. Et vraiment, on a peine à croire que le parti réactionnaire ne s'en soit point aperçu alors. Qui ne comprend que la guerre, c'eût été en 1848 la gloire de plus et les terribles journées de juin de moins ? en un mot, une transition honorable entre la question politique et la question sociale ? Proudhon l'a bien senti (1), et si jamais l'Anarchie s'emparait de notre malheureux pays, elle devrait,

(1) *Confessions d'un révolutionnaire.*

reconnaissante, élever un monument à l'Immobilité et à la Paix.

Au surplus, il est évident que la guerre, à cette époque, n'eût été qu'un jeu pour la France. Surprise par une révolution foudroyante, l'Europe absolutiste n'était pas en état de lui résister. Et ceci n'est point une hypothèse, c'est un fait, attesté par un témoignage irrécusable : « Si demain, écrivait le « 23 mai 1848 à lord Palmerston le baron Hum-« melauer, ministre d'Autriche à Londres, si de-« main les Français franchissent les Alpes, nous « n'irons point à leur rencontre. Si les Français « venaient nous chercher dans notre position sur « l'Adige et à Vérone, *nous reculerions vers les « Alpes et sur l'Isonzo ; mais nous n'accepterions « pas la bataille.* Nous ne nous opposerons pas à « l'entrée et à la marche des Français en Italie. « Ceux qui les ont appelés n'auront qu'à essayer « une fois de plus de leur domination (1). »

Ainsi, non-seulement l'Autriche ne nous aurait point attaqués, dans aucun cas, mais, attaquée elle-même, elle ne se serait point défendue, et c'est un ministre autrichien qui le déclare officiellement ! Et le gouvernement français est resté onze mois avec quarante mille hommes, l'arme au bras, au pied des Alpes ! Ou bien, puisqu'il voulait la paix à tout prix, pourquoi n'a-t-il pas su au moins profiter de cette situation pour en dicter les conditions !

Mais pensez-vous, nous dira-t-on, que la Russie eût assisté, spectatrice impassible, à cette déroute de l'absolutisme? Non, certes, nous ne le pensons pas, et nous l'avons déjà dit. Mais vous imaginez-vous donc, vous, qu'une guerre avec la Russie soit chose évitable pour la France ?

Deux principes diamétralement opposés, la Démocratie et l'Autocratie, se condamnant, se mena-

(1) *Correspondance officielle*, communiquée au Parlement britannique, le 31 juillet 1849.

despotes, mais elle ne les frappe pas ; elle promet beaucoup aux peuples, mais elle ne tient guère. On dirait qu'effrayée de son propre courage, de sa propre grandeur, après chaque progrès nouveau, elle se hâte de renverser avec remords ce qu'elle vient d'élever avec enthousiasme. Tantôt elle se retourne vers le passé, et alors elle s'indigne, elle se révolte à cette triste vue, et, dans un seul jour, dans seul un accès de colère, elle brise les liens de vingt années. Tantôt, elle envisage l'avenir, et dans l'épouvante que l'inconnu lui inspire, elle se rejette les yeux fermés au sein de ce passé qu'elle vient de maudire.

Ainsi, le présent semble n'exister pour elle qu'à l'état de protestation contre le passé ou contre l'avenir. Elle ne décide pas, elle délibère ; elle n'achève pas, elle détruit ou elle commence. Elle n'existe pas, elle a existé ou elle existera. Elle ose 1830, et puis elle rétrograde jusqu'à 1815 ; elle ose 1848, et puis elle recule jusqu'à 1789. Elle soulève contre tous les despotes toutes les races opprimées, puis elle les abandonne brusquement et laisse faire les oppresseurs. « Après avoir entraîné par notre exemple nos alliés naturels, nous n'avons pas su accepter la solidarité d'un mouvement qu'indirectement nous avions provoqué, et la réaction européenne a pu tendre la main par dessus nos frontières à la réaction française. (Éd. Hervé.) » Encore une faute comme celle-là, et les peuples cesseront de tourner les yeux vers la France, comme dans l'attente perpétuelle de la lumière, et la France ne sera plus la tête de la civilisation : elle sera oppresseur ou victime.

De deux choses l'une : ou cette politique d'incertitude, d'oscillation, d'égoïsme est réellement celle de la nation, et alors tout est dit, ou elle n'est que celle du gouvernement, et alors un jour doit venir où cet antagonisme entre l'une et l'autre se révèlera par des actes éclatants. Ce jour-là, l'Europe l'attend en vain depuis longtemps. Le délai fatal va sonner pour la France. Ne l'oublions pas. 1852 s'approche.

Ceci est pour la France une question d'intérêt et de conservation, non-moins que de justice et d'honneur.

Nous le disons avec douleur, nous qui aimons véritablement notre pays : la France abdiquera, si elle persiste dans cette politique déplorable. On n'est à la tête d'une idée qu'à la condition d'en être, avant tout, le représentant absolu et dévoué. Or, à cette heure, il n'y a dans l'univers que deux grandes idées, deux grands partis : la liberté et le despotisme, la fraternité et l'esclavage. Une nation qui veut influer puissamment sur l'avenir de la civilisation, ne peut donc choisir qu'entre ces deux rôles : démocratie ou despotisme.

Or, il y a longtemps que la France a fait son choix. Elle l'a fait en 1789, en 1792, en 1830, en 1848. Et, certes, nous croyons, nous, qu'elle l'a fait avec sagesse, avec bonheur. Mais, afin de fermer une fois la bouche à nos contradicteurs, afin de les acculer à l'absurde ou à un aveu complet, nous voulons admettre ici l'impossible. Nous voulons laisser indécise cette question, si simple cependant, de la Révolution, afin que les hommes loyaux, et il y en a dans tous les partis, les hommes qui poursuivent le même but que nous, la prospérité de la France, mais par d'autres moyens, puissent se convaincre de l'impuissance de ces moyens-là.

Eh bien ! à tort ou à raison, il n'importe ici, la France s'est déclarée hautement, depuis 1789, en faveur de la liberté contre l'absolutisme. Elle s'est hardiment placée à la tête de ses défenseurs. Si elle recule, maintenant, si elle déserte, dans l'un comme dans l'autre camp, elle doit se résigner au second rang. La Russie commande l'un depuis longtemps, l'Angleterre n'attend qu'une dernière défaillance de la France pour s'emparer de la direction de l'autre. Si elle se rangeait ouvertement du côté du despotisme, la France, embarrassée de son glorieux passé comme un transfuge de son drapeau, justement détestée de ses anciens amis,

justement suspecte à ses nouveaux alliés, sans point d'appui en Europe, la France ne pourrait prétendre qu'au triste rôle de l'Autriche ou de la Prusse. Que si elle persiste, au contraire, dans une politique incertaine, mi-libérale et mi-réactionnaire, elle se désaffectionne également les peuples opprimés, elle cède également le soin de les conseiller à l'Angleterre, bien mieux faite qu'elle pour cette mission mitoyenne par ses mœurs, son passé, ses institutions.

La France veut-elle accepter le rôle de puissance secondaire? Veut-elle obéir là où elle a commandé? Imiter et apprendre, après avoir créé et enseigné? Ou bien espère-t-elle passer maîtresse d'emblée dans une science qu'elle ignorait, qu'elle niait hier encore, et y surpasser du premier coup une rivale aussi redoutable, aussi experte que la Russie?

Encore une fois, toute la question, réduite à des termes qui ne laissent plus de place aux sophismes, aux subtilités d'une polémique adroite, toute la question est là, et pour nous, pour tout homme de bonne foi et de bon sens, la réponse n'est pas douteuse. Non, une grande nation ne peut pas prendre, quitter, reprendre ainsi un principe. Elle ne peut pas mettre ainsi à néant ses tendances, ses mœurs, son génie, les plus glorieuses pages de son histoire. Elle ne peut pas s'agenouiller et faire amende honorable devant l'Europe, confessant ses crimes et le mauvais exemple qu'elle a donné soixante ans durant. Ou bien, elle se condamne elle-même au dernier rang, à l'impuissance, à l'abaissement. Le repentir, honorable et fécond dans l'homme, est mortel aux peuples. Ils sont infaillibles ou ils ne sont pas. Ceux qui proposent à la France, comme dernier moyen de salut et de puissance, une palinodie, se trompent ou bien ils la trompent. Si les gens qui soutiennent cette étrange thèse, à savoir que leur pays s'est fourvoyé, déshonoré soixante ans (1), étaient

(1) A ceci, nous savons bien que certain parti répon-

assez malheureux pour avoir raison, si une pareille conversion était possible, cette conversion-là, qu'on le sache bien une fois, serait un arrêt de déchéance et de mort pour la France. Ce serait un suicide sans doute, mais enfin, cela du moins est possible. Il y a longtemps que Michelet a dit : « Je vois la France baisser d'heure en heure, s'a-« bîmer comme une Atlantide. Pendant que nous « sommes là à nous quereller, ce pays enfonce... « Si les temps étaient venus, si la France mourait « de mort naturelle, je me résignerais peut-être. « Mais la situation n'est pas du tout celle-là, et « voilà ce qui m'indigne. »

Donc, arrière les mensonges, les déclamations, les moyens-termes !

Ou vous ne croyez pas à la mission, à la grandeur future de la France, et vous vous écriez avec Proudhon : « La France, regardez-là de près, elle « est épuisée, finie. La vie s'est retirée d'elle ; à la « place du cœur, c'est le froid métallique des inté-« rêts ; au siége de la pensée, c'est un déchaîne-« ment d'opinions qui toutes se contredisent et se « tiennent en échec. Que parlez-vous d'honneur, « de patrie, de liberté? La France est morte. » Et alors vous avez raison de préparer à notre pays une restauration qui lui sera du moins une sépulture fastueuse.

Ou vous croyez avec nous à la puissance, à la vitalité de la France, et alors, vous tous qui voulez sincèrement le bien de votre pays, vous vous rallierez à la démocratie, et vous l'aiderez à triompher des ennemis et des périls extérieurs qui l'attendent.

Impossible d'échapper à cette alternative : Ou la Démocratie ou la Décadence.

dra que, pour son compte, il répudie sans doute 1848, mais qu'il accepte volontiers 1830 et 1789, et que, par conséquent, notre argument ne le regarde pas. Rien de plus vrai, mais franchement, nous croyons avoir prévenu cette objection ; avant de dire : *Ou la Démocratie ou la Décadence*, nous avons posé cet autre dilemme inexorable : *Ou la Démocratie ou l'Absolutisme*.

VII. — Du présent au point de vue de l'avenir. — Situation générale.— Triumvirat européen.

Le terrain du passé est déblayé ; étudions rapidement l'avenir dans le présent qui nous assiége.

« Pour connaître au juste l'immense responsa-
« bilité qui pèse en ce moment sur la démocratie
« française ; pour avoir une idée exacte de ce que
« doit être 1852, il faut absolument considérer la
« situation actuelle de l'Europe. » (V. Hugo.)

Considérons donc, de sang-froid s'il se peut, cette situation menaçante.

Un changement, une disposition générale et nouvelle, conséquence forcée de 1848, frappe d'abord l'observateur. Il n'y a plus véritablement en Europe que trois grandes puissances : la France, l'Angleterre et la Russie. L'Autriche et la Prusse ne sont guère, à cette heure, que de grands fiefs russes ; leurs armées, des avant-postes cosaques; leurs souverains, des aides-de-camp recevant les ordres du superbe autocrate.—De ceci, il résulte pour la France une menace, un péril évident. Le colosse russe, par ces armées germaniques devenues ainsi une partie de lui-même, se dresse déjà sur les bords du Rhin. La pointe de son glaive, soulevé par des mains allemandes, se rapproche du cœur de la France.

Ces trois puissances, bien qu'isolées et même opposées l'une à l'autre, forment une espèce de gouvernement européen. La Russie, c'est le pouvoir exécutif; l'Angleterre, c'est la chambre haute; la France, c'est la chambre des communes. La révolution européenne, réelle, complète, aussi bien que la contre-révolution, c'est donc le renversement d'un de ces pouvoirs par l'autre. Le jour où la voix de la France, cette tribune populaire de l'univers entier, serait étouffée, la contre-révolution, le coup-d'Etat continental, serait accompli.

— à moins, toutefois, que l'Angleterre ne se déclarât brusquement alors le successeur de la France. L'Autocratie se partagerait paisiblement le monde... présent. Quant à l'avenir, elle sait bien qu'il appartient à la Démocratie.

Au-dessous de ce triumvirat de puissances, vous voyez trois nations opprimées : l'Italie, la Pologne, la Hongrie, c'est-à-dire trois révolutions toujours prêtes. Encore ne comptons-nous pas l'Irlande.

Ce système-là repose donc sur deux bases aussi odieuses que fragiles.

La première, c'est le contrat de 1815. Politiques myopes, vous vous plaignez, vous vous étonnez de la périodicité des révolutions; regardez donc de près cette vieille Europe, s'appuyant sur l'oppression de trois nationalités vivaces, et votre surprise cessera. Ces trois peuples sont les Titans modernes qui, foudroyés et ensevelis sous des ruines, mais non anéantis, bouleversent le sol par d'effroyables secousses chaque fois qu'ils essayent de se relever. Si vous voulez réellement la paix, commencez par pratiquer religieusement la justice. N'y eût-il en Europe que cette seule iniquité, la négation du droit des nationalités, elle suffirait pour rendre à jamais impossible une paix durable. Introduite dans les veines sociales, elle agirait à la longue sur elle à la manière d'un dissolvant, d'un poison subtil, dont une seule goutte frappe de mort. C'est Guizot lui-même qui l'a dit : « La plus « petite portion de vérité suffit tellement à préoc- « cuper les plus grands esprits, qu'ils oublient tout- « à-fait le reste;.... tellement il suffit qu'il y ait un « coin de justice dans une cause. » (1)

La seconde, c'est la création des armées permanentes ; invention tout-à-fait moderne et conséquence rigoureuse de la première. Quelques centaines d'archers et d'exempts ont longtemps suffi partout au maintien de l'ordre, et les soldats, chose étrange ! n'étaient employés que contre les

(1) *Histoire de la civilisation en Europe.*

ennemis extérieurs. Les prétoriens eux-mêmes, aux jours de ces Césars dont on nous parle tant, faisaient les empereurs, il est vrai, mais ils ne se chargeaient pas de les défendre.

De ce nouveau système, il résulte d'abord l'accroissement démesuré des impôts, puis la ruine de l'industrie et de l'agriculture privées de bras, puis le mécontentement public, et enfin, de conséquence en conséquence, on arrive forcément à l'un de ces deux résultats extrêmes : la banqueroute ou l'abolition des armées permanentes (1). Le danger est là pour l'absolutisme, et M. de Falloux a dû l'avouer dans un discours remarquable (2). Que le parti libéral tienne bon seulement quelques années encore, et l'absolutisme meurt d'inanition, sinon de mort subite.

Les révolutions, qu'on ne s'y trompe pas, ne sont qu'une conséquence logique de l'organisation actuelle des sociétés : pour les guérir radicalement, il faut leur appliquer l'aphorisme médical bien connu : Enlevez la cause, vous enlèverez l'effet.

Et à ce propos, il est bon de remarquer que les

(1) Prenons ici pour exemple l'Autriche, qui se rattache plus spécialement à notre sujet. Ce gouvernement, tel qu'il existe aujourd'hui, obligé de contenir à la fois les radicaux Allemands et les patriotes Hongrois, Italiens, Polonais, dépense annuellement 700 millions de francs environ. La recette ne s'élève qu'à 500 millions ; déficit annuel : 200 millions de francs environ. Ainsi, la dette publique autrichienne qui était, en 1848, de 1,013,000,000 de florins, s'élève, en 1851, à 1,563,000,000 de florins, soit 4 *milliards de f.ancs environ* ; différence en plus, en trois ans : *cinq cent cinquante-quatre millions*. En 1850 seulement, le déficit a été de 77,161,653 florins. Que cette proportion continue pendant quelques années encore seulement et qu'on nous dise à quoi elle aboutira en Autriche. Et elle continuera, car les recettes ne peuvent guère augmenter, ni les dépenses diminuer, tant que le cabinet de Vienne s'obstinera à rattacher à l'empire par la force de 400,000 baïonnettes trois nationalités vigoureuses qui tendent violemment, constamment à s'en séparer, qu'elle ne domptera ni n'assoupira jamais.

(2) Séance de l'Assemblée législative, du 14 juillet 1851.

hommes qui détestent peut-être le plus les révolutions, ce sont précisément les révolutionnaires. L'étrangeté, la contradiction des termes mêmes de cette proposition, dépend uniquement du triste abus de mots et d'idées que nous faisons aujourd'hui. Pour un révolutionnaire consciencieux, la révolution n'est pas certes le but, ce n'est au contraire qu'un moyen terrible, déplorable, affreux, mais nécessaire, de prévenir à l'avenir toute révolution en la privant de sa raison d'être. Les réactionnaires aveugles espèrent la dompter éternellement par la force, les vrais révolutionnaires, convaincus de l'impuissance finale de ce moyen, espèrent la rendre désormais impossible, en la rendant inutile, par la conquête définitive des réformes vraiment justes et nécessaires. Ils sont révolutionnaires à la façon du chirurgien habile et courageux qui martyrise une heure le malade afin de lui rendre une bonne fois la santé, tandis qu'un praticien timide et ignorant, à force de palliatifs et d'ajournements, le conduit, tout doucement, droit à la sépulture.

Bref, les termes du problème social sont ceux-ci : Force progressive, force militaire, force économique. La solution à trouver, au point de vue conservateur, c'est l'équilibre constant entre ces trois forces. Or, si la première n'est pas modifiée dans un bref délai, nous avons prouvé que les deux autres devront l'être nécessairement par la banqueroute ou par la suppression des armées permanentes, qui déjà n'existent plus aux Etats-Unis et en Suisse.

Cette première force sera-t-elle modifiée à temps? Là est la question.

Quant à nous, il nous semble mathématiquement impossible qu'elle le soit.

Ce changement, en effet, dans une force morale, dans les idées, ne peut être opéré, évidemment, que par une autre force morale, par d'autres idées. De bonne foi, alors même qu'on aurait la raison et le droit de son côté, pourrait-on espérer de

persuader et de convertir les gens par des moyens de propagande tels que ceux auxquels le système de compression doit nécessairement recourir, l'état de siége, la censure, les baïonnettes, etc? Qui ne comprend que ces moyens, excellents si l'on veut comme expédients, comme ressources temporaires, sont détestables au point de vue de la vraie stabilité? Ils ne servent donc qu'à développer, à fortifier fatalement dans l'avenir le principe qu'ils semblent étouffer dans le présent, et nous n'en voulons pas d'autre preuve que les progrès immenses de la démocratie, précisément a dater du jour où elle a été persécutée, bâillonnée. Si la compression n'existait pas, il faudrait l'inventer, pour le plus grand profit et la plus grande gloire de la Révolution. Ceci est une vérité banale. Depuis St-Paul jusqu'à Luther, à Rousseau, la Force n'a pas vaincu une seule Idée.

Voulez-vous remonter à la source même du mal, voulez-vous le guérir, non pas pour quelques mois, pour quelques années, mais pour toujours? Interrogez l'âme du peuple, laissez-la vous répondre librement. Au grand jour du libre examen, toute idée fausse s'évanouit comme un fantôme fourvoyé, toute idée vraie se révèle et grandit; dans la nuit de l'immobilité et du silence, les spectres les plus vains revêtent l'apparence de la réalité, et entraînent aux abîmes l'imagination frappée des peuples.

Mais, nous objecterez-vous, si le système actuel se décide à la moindre concession, au moindre désarmement, qu'arrivera-t-il? La moindre ouverture pratiquée dans la digue du pouvoir donnera passage au torrent révolutionnaire qui emportera tout l'édifice.

Alors, vous êtes enfermés dans le plus parfait, le plus triste des cercles vicieux.

Alors, les bons citoyens, les hommes vraiment modérés n'ont plus qu'à se croiser les bras et à attendre l'explosion, qui seule peut vous tirer de là, avec une résignation stoïque. Ils ne sauraient, certes, ni la prévenir, ni la diriger.

Ce rôle-là est bien triste, pourtant. Il est dou-

loureux de songer que, tandis qu'à la superficie, tout est calme et vivace encore, un venin mortel s'infiltre lentement, secrètement dans les entrailles de la société. Il est douloureux de songer que les mesures les plus simples, les plus légitimes auraient pu prévenir un si grand mal et qu'on les a négligées.

VIII. — Prévisions et réminiscences. Rapprochement historique.

La force matérielle, disent certaines gens, gardera la société, elle la défendra contre cette agression souterraine. Mais les gardiens, qui les gardera? Qui peut assurer qu'ils ne seront pas atteints par la contagion générale, qu'ils ne contracteront point à la longue la terrible maladie avec laquelle vous les mettez aux prises à perpétuité? D'ailleurs, quelle triste défense, quelle déplorable ressource que celle-là! « Les peuples sont emprisonnés; mais le geôlier, qu'est-il? En est-il moins une victime asservie aux verrous, aux barres de fer? Ce vil privilége de tourner la clé sur le captif, est-ce pour lui la liberté? Ils sont également privés de la jouissance de l'air et de la terre, ceux qui portent la chaîne, et celui qui veille sur eux. » (Byron).

La Force, répétez-vous avec une inébranlable confiance, suffira à tout sauvegarder. Et nous, nous vous crions : Non, non, mille fois non! La Force, mais nous-même, voyez-vous, nous consentirions à l'adorer à genoux, si elle pouvait quelque chose aujourd'hui. Mais elle n'est plus rien, elle ne peut rien. Sans doute, elle fut le berceau de toutes les sociétés, mais c'est précisément pour cela qu'elle ne saurait être leur gardien, leur règle et leur foi. Ecoutez encore Guizot lui-même : qui, au reste, copie ici Rousseau : « A l'origine de toutes les sociétés, on rencontre la force... Il est impossible de ne pas reconnaître que la force a souillé le berceau de tous les pouvoirs du monde, quelles

qu'aient été leur nature et leur forme. Eh bien! cette origine-là, personne n'en veut, tous les pouvoirs, quels qu'ils soient, la renient... Après que la force a présidé à leur naissance, le temps marche; il change l'œuvre de la force, il la corrige. » Et vous, au lieu de la renier, vous lui décréteriez un culte! Sous prétexte de civilisation, vous viendriez affirmer à une société régulière, éclairée, avancée que l'élément sauvage de son origine est la seule ressource, la seule gloire, la seule vertu de son âge mûr! Autant vaut dire que la civilisation est morte, et que les Barbares, ses légataires universels, se préparent à en recueillir l'héritage. Autant vaut dire qu'il n'y a plus de par le monde ni honneur, ni vertu, ni foi, ni loi.

Sous ce déploiement imposant de la force matérielle, qui enchaîne les bras, qui dompte l'heure présente, mais qui déchaîne l'heure à venir, qui rassure les hommes imprévoyants et légers, mais qui épouvante les esprits sérieux, sous cet étincelant réseau d'acier, ne voyez-vous pas la démoralisation, la haine, la vengeance, l'athéïsme hideux qui rampe, se glisse, s'étend et pénètre partout, d'autant plus puissant, d'autant plus satisfait que les armes qu'on lui oppose sont plus acérées, plus violentes?

Un jour, lorsque la pourriture, grâce à votre compression aveugle et furieuse, aura achevé d'envahir l'édifice social, lorsque les derniers étais qui le soutiennent fléchiront, eux aussi, sous la décomposition universelle, cette magnifique création s'écroulera tout d'un coup sur vos têtes. Et vous périrez sous ses ruines, frappés de stupeur comme les hôtes imprudents d'un palais lézardé, vermoulu, rongé par la base, s'abîmant sous l'ébranlement et l'illusion d'une dernière fête.

Juste punition de votre folie ou de votre crime! Vous avez prêché aux nations la religion des intérêts les plus matériels, vous leur avez enseigné à sacrifier les droits les plus sacrés, les plus augustes victimes à une hausse de Bourse, à une entreprise

de chemin de fer. Vous avez semé l'égoïsme, la cupidité, la soif de l'argent; et vous vous étonneriez de récolter la discorde, la lutte, les bouleversements et la ruine! « Quoi de plus absurde que de « crier aux peuples : NE SOYEZ PAS DÉVOUÉS, n'ayez « pas d'enthousiasme, ne songez qu'à vos intérêts! « C'est comme si on leur disait : Ne venez pas à « notre secours, abandonnez-nous si tel est votre « intérêt. Avec cette profonde politique, lorsque « l'heure du dévouement arrivera, chacun fermera « sa porte, se mettra à sa fenêtre et regardera « passer le *principe*. (Châteaubriand.) »

Ce chapitre est déjà bien long; ajoutons-y néanmoins un parallélisme historique qui ne manque pas d'à-propos.

Il y a 1852 ans, une société, ancienne, civilisée, puissante, fut attaquée par quelques hommes obscurs qui, sans soldats, sans argent, sans journaux, n'avaient pour toute arme, pour tout levier, qu'une idée vraie et l'enthousiasme. Cette vigoureuse société, maîtresse des tribunaux, de l'armée, des administrations, des sciences, des richesses publiques, se défendit par le fer et le feu, par le mépris et par le génie. Pendant trois siècles, elle inonda l'univers connu du sang de ses victimes. Qu'en résulta-t-il? Le lendemain du jour où une dernière et effroyable persécution semblait avoir effacé jusqu'au nom de l'infâme, l'idée se leva radieuse de la fange sanglante qui la couvrait, et s'assit, sublime fiancée, sur le trône impérial, à côté d'un Constantin. Rome la payenne, odieuse au nouveau converti, fut délaissée pour Constantinople. Cependant, la superbe cité persista dans son aveuglement. Elle y persista à ce point que, longtemps après le triomphe définitif du christianisme, elle élevait encore la voix pour demander le rétablissement des priviléges payens (1).

(1) Ainsi, rien ne manque à la ressemblance entre les deux époques, pas même la demande de *révision*. En 384, Symmaque, préfet de Rome, fut chargé par le Sénat,

Quelques années après, les Barbares, qui, moins barbares qu'elle, avaient tous embrassé la foi nouvelle, entrèrent dans Rome On sait le reste.

Voilà l'histoire, très succincte, car le temps, l'espace nous manque, mais très véritable de cette ère des Césars dont on parle tant et qu'on entend d'une si étrange façon. Rome n'a point péri pour avoir adopté l'idée nouvelle, qu'on y prenne garde, elle a péri au contraire pour l'avoir obstinément rejetée, pour s'être opiniâtrée dans les errements du passé. Rome, la reine du monde antique, a péri pour avoir martyrisé ces vagabonds obscurs, ces apôtres que M. de Montalembert n'aurait pas manqué d'appeler « d'affreux petits rhéteurs » s'il avait vécu de leur temps. M. de Montalembert, si pieux et si savant pourtant, oublie parfois que saint Paul a dit : « Dieu a choisi les choses viles du monde et les plus méprisées, même celles qui ne sont point, pour anéantir celles qui sont, afin que personne ne se glorifie devant lui. »

IX. — L'Italie actuelle.

Pour compléter ce tableau de l'Europe, il faudrait placer l'image des trois nations-victimes à côté

presque entièrement composé de payens, de présenter à l'empereur un *rapport* dont voici quelques passages, fort curieux par les rapprochements qu'ils suggèrent : « Quel homme serait assez l'ami des Barbares pour ne « ne point redemander l'autel de la Victoire ? Le respect de « la coutume est une chose grande. Gardez-vous d'imiter les « choses qui ont été promptement révoquées... Le malheur « des personnes auxquelles on veut ravir d'anciens privi- « léges est d'autant plus grand que l'avarice n'est pas dans « nos mœurs... On porte préjudice à la République, car « jamais l'inquiétude ne lui a réussi... Peut-on douter que « l'on ait toujours donné pour assurer l'abondance univer- « selle ce que nous réclamons en ce moment pour faire ces- « ser la misère publique ? Nous redemandons cet état reli- « gieux qui conserva l'empire dans les mains de votre divin « père... Le respect des temps passés veut que vous ne « balanciez pas à réviser une loi qui n'est pas digne d'un « prince. » Vingt ans après ce discours en faveur du polythéisme, Alaric saccageait Rome.

de celle des trois nations-puissances. Il faudrait reproduire à grands traits le martyre et la grandeur de ces augustes peuples, l'Italie, la Pologne, la Hongrie. Mais une semblable entreprise nous entraînerait trop loin. D'ailleurs, elle n'apprendrait rien à nos lecteurs. La lumière s'est faite, enfin, sur ces nations, et notamment sur l'Italie. Des massacres de Milan et de Brescia jusqu'à ceux de Messine et de Naples, des révélations de Pellico jusqu'à celles de Gladstone, une lumière formidable éclaire la figure sublime et torturée de l'Italie, et ses reflets sanglants s'étendent jusqu'au bout de l'univers civilisé.

Pour nous, toute l'indignation, toute la pitié et toute l'admiration que ce spectacle doit inspirer, se résument dans la sensation inexprimable que nous avons éprouvée à Florence, il y a deux ans, en rencontrant des sentinelles Croates à la porte de Santa-Croce, ce Panthéon italien. Les derniers enfants de la barbarie veillaient sur le sommeil éternel des premiers nés de la civilisation. Machiavel, Galilée, Michel-Ange, Alfiéri, prisonniers dans leurs tombeaux, gardés par les sauvages envahisseurs de l'Italie ! Dans ce rapprochement si simple et si terrible, il y a, selon nous, plus d'enseignements, de douleurs et de reproches pour l'Europe que dans vingt volumes d'histoire. Reproches d'autant plus légitimes, que l'Italie est bien loin d'être un peuple épuisé, fini. Rome, expirant aux mains des Barbares, n'avait plus ni Virgile, ni Scipion, ni Tacite. La race italienne, après avoir donné au monde Dante, Colomb, Galilée, Dandolo, Fra-Paolo, Campanella, Vico—nous citons au hasard —lui donne aujourd'hui Manzoni, Mazzini, Tommaseo, Gioberti, Rosmini, Mamiani, Pellico, Garibaldi. Nous en passons et des meilleurs. Quelle vitalité, quelle fécondité ne doit pas avoir une nation qui, au sein de la servitude, peut concevoir de pareils enfants ! Ce n'est donc pas l'impuissance que nous laissons opprimer en elle, c'est la grandeur et le courage malheureux. Notre faute en est plus impardonnable, plus inexplicable cent fois.

Heureusement, le dénouement approche, et nous l'attendons avec calme. La lutte, du moins cette fois, sera franche, logique, décisive. 1848 a fait du même coup tomber tous les masques et arborer tous les drapeaux. D'une extrémité de l'Europe à l'autre deux seuls principes sont en présence : toutes les nuances, toutes les hérésies de parti se sont confondues et absorbées dans l'un ou dans l'autre. D'un côté le droit, de l'autre la force. Chacun sait où sont ses amis et ses ennemis. Les hommes de la même croyance ne s'égorgeront plus les uns les autres dans les ombres du doute comme les soldats de la même armée dans les ténèbres de la nuit. Enfin, tous se préparent, tous sont avertis. C'est un grand point. 1848 n'a pas joui du même avantage : la soudaineté de son explosion peut seule expliquer celle de sa défaite. 1789 avait été bien autrement annoncé ; aussi a-t-il porté de bien autres fruits. 1852 s'annonce comme 1789 (1).

Nous achèverons l'expression de notre pensée en citant un auteur qu'on n'attendait guère ici (2), en répétant des mots que nous-même peut-être nous n'aurions osé prononcer les premiers : « Tout « ce sang, toutes ces larmes, toutes ces malédictions « sont montés vers le trône du vengeur éternel. Ils « en retomberont en pluie de feu sur les trônes « d'ici-bas. Car enfin, il est temps d'en finir : l'in- « exprimable angoisse des peuples a duré trop « longtemps ; l'âme de chaque homme de bien s'est « trop souvent et trop douloureusement soulevée.... « Les entrailles de ces monstrueux systèmes ont « été mises à nu, et le monde en les contemplant a « reculé d'épouvante : il sait maintenant où on le

(1) Le hasard même semble s'être plu à accumuler sur cette date les échéances politiques. En Angleterre, aux Etats-Unis, en Belgique, aussi bien qu'en France, des élections générales auront lieu l'année prochaine. Enfin 1852 est le *millième* anniversaire de la fondation de l'empire Russe.

(2) Le comte Ch. de Montalembert.

« conduit..... Voyez l'Allemagne, vexée, trompée,
« garrottée... par ces princes parjures. Voyez tous
« ces indignes souverains de l'Italie (1) qui ont
« réussi à faire un enfer politique et intellectuel
« de ce paradis des nations. Voyez enfin l'Autriche,
« cette grande prêtresse de l'oppression, l'Autriche
« qui a ouvert dans son sein ces affreuses prisons
« où languit toute une population de martyrs.....
« Et ce qu'il y a de plus hideux dans ces raffine-
« ments de cruauté et de tyrannie, c'est que ces
« violateurs de tout ce qu'il y a de saint dans cette
« vie et dans l'autre se font une parure de la reli-
« gion. » (2)

Quelle que soit, au reste, l'issue des événements qui se préparent, la délivrance de l'Italie n'est plus qu'une question de temps. Les moyens que l'Autriche est réduite à employer pour l'enchaîner (3)

(1) M. de Montalembert écrivait ceci avant 1848. Aujourd'hui, pour être juste, il faut excepter la Sardaigne.

(2) Avant-propos *du Livre des Pèlerins polonais.*

(3) Dans sa proclamation du 10 mars 1849, Radetzky menace de la peine de mort prononcée par un tribunal militaire, les distributeurs de tout écrit libéral et *du carcero duro les simples détenteurs d'un seul exemplaire de ces mêmes écrits.* Par sa proclamation du 19 juillet 1851, il déclare aux Italiens : « qu'il est de leur *intérêt et de celui de leurs familles de désigner aux rigueurs de la justice les ennemis de l'ordre* (lisez : de l'oppression autrichienne). Qu'il est fermement résolu, lui, de mettre un terme à ces trames, et que si, *contre son attente*, quelque commune ne le *secondait pas dans ses vues bienfaisantes*, il serait forcé de *rendre solidaire la commune tout entière* et de la contraindre à *contribuer efficacement à l'arrestation* des coupables. » A Venise, le gouverneur a donné aux commandants militaires, des instructions secrètes où l'on lit ceci : « Dans le cas où un officier serait chargé de faire un rapport sur quelque individu, il devra y répondre, entr'autres questions, aux suivantes : 8. Que fait-il *ordinairement* et que *ne fait-il pas* ? 13. Quels sont ses rapports avec *sa femme, ses parents, ses amis, sa maîtresse* ? 14. N'aurait-il pas pris part à la Révolution sous le masque de la *neutralité* ? 15. S'en est-il abstenu à cause de son *respect pour son légitime souverain*, ou bien *par peur, par prudence, par apathie, par inertie ou par calcul?* » Enfin, le *Lloyd*, journal semi-officiel, disait, le 12 août 1851 : « Un troisième soulèvement italien ne pourrait manquer d'amener un *changement* COMPLET *dans*

sont incompatibles avec la sûreté, la prospérité de l'Autriche même. Et si l'insurrection ne la chassait pas, la banqueroute, la misère publique se chargerait de ce soin. Rien n'est plus applicable à ce gouvernement que ce que nous disions plus haut des régimes violents en général (1).

Ensevelie immortelle comme le Christ dans un tombeau, comme lui l'Italie en sortira tôt ou tard immortelle, et l'Ange de la Liberté répondra à la Pitié des nations, agenouillée sur ce sépulcre : L'Italie est ressuscitée, elle n'est plus ici.

X ET DERNIER. — **Venise.**

Terminons cet aperçu rapide par quelques lignes consacrées à la ville-martyre qui en a été l'occasion. Ce sera d'autant plus juste que Venise nous semble appelée par la destinée à jouer encore un rôle important dans un grand mouvement européen.

Si, à la suite de ce mouvement fort probable, la guerre d'indépendance éclate de nouveau en Italie, Venise deviendra la clé des positions autrichiennes. En 1849, les volontaires italiens, presque sans vivres et sans munitions, ont appris au monde ce que valait une semblable forteresse. En 1852, une garnison autrichienne, retranchée dans les lagunes, et bien approvisionnée, braverait pendant des années entières les efforts de l'Europe.

Les Vénitiens peuvent seuls, par leur coopéra-

la possession des biens. Il délivrerait l'Italie d'un élément révolutionnaire, c'est-à-dire de ceux qui ABUSENT *de leur richesse et de leur considération* pour renverser tout ordre politique. » Il est impossible d'annoncer plus clairement la haine de tous les gens honnêtes pour la domination étrangère, et le dépouillement des Italiens au profit de leurs oppresseurs ; dépouillement déjà commencé, au reste, par les impôts exorbitants et les emprunts forcés qui ruinent depuis 1848 les propriétaires et les négociants.

(1) V. page 276-77

tion intrépide, empêcher ou abréger au-dedans une résistance que toutes les forces extérieures ne sauraient entamer. Eh bien! Venise se montrera digne de son passé. Elle traduira en fait ces nobles paroles de Lamennais : « S'il est sur la terre quel-« que chose de grand, c'est la résolution ferme « d'un peuple qui marche sous l'œil de Dieu, sans « se lasser un moment, à la conquête des droits « qu'il tient de lui..... Il pourra éprouver des in-« fortunes, des revers, des trahisons. Que rien ne « le décourage! ....Celui qui se demande ce que « vaut la justice, profane en son cœur la justice ; « et celui qui suppute ce que coûte la liberté, « renonce en son cœur à la liberté.»

Ce patriotisme sera d'autant plus méritoire dans l'avenir qu'il a été plus mal récompensé dans le passé. Non-seulement Venise a perdu en 1849 la liberté qu'elle avait si bien méritée en 1848, mais elle n'en a pas même joui pendant la courte durée de son indépendance. Son gouvernement qui croyait apparemment la liberté impérissable et l'ordre public seul menacé à Venise, ne se dit pas: Hâtons-nous de mettre à profit cette période d'indépendance, hélas! provisoire, peut-être Hâtons-nous de jeter dans cette population les germes de toutes les grandes idées, de tous les nobles besoins de la démocratie! Initions-là au plus tôt à cette vie vraiment nationale, afin que si la tyrannie triomphe encore un jour, sa durée du moins devienne impossible chez un peuple qui connaîtra par expérience les horreurs de l'une et les bienfaits de l'autre.

Au lieu de parler et d'agir ainsi, nos lecteurs savent ce que ce gouvernement fit et ce qu'il ne fit pas. Ils savent comment le système d'expectative et de dictature, non content de laisser debout presque tout ce que le régime autrichien avait d'intolérable, y ajouta souvent de nouvelles rigueurs, et cela au sein de la population la plus calme, la plus intelligente.

Il y avait une magnifique expérience à faire a

Venise en 1848-49 : la réalisation, sur une échelle restreinte mais exacte, des idées, des réformes démocratiques les plus hardies. Expérience dont le succès y était assuré par toutes les conditions désirables, et surtout, nous ne saurions trop le répéter, par la sagesse, la constance, le dévouement populaire. Cette République, qui subsista avec splendeur pendant quatorze siècles, malgré ses vices, avait quelque chose de stable, de vivace, qu'elle semblait devoir communiquer même à ce gouvernement d'un jour. La destinée, qui, en 1848, remit le pouvoir dans des mains inhabiles, n'a pas voulu permettre un essai qui aurait marqué dans l'histoire. Elle a trouvé, sans doute, que Venise avait déjà assez de gloire.

N'importe ! en dépit de tant de fautes, de tant d'injustices et de tant de malheurs, Venise n'en sera pas moins fidèle à ses vieilles traditions d'indépendance et d'héroïsme. Sur ses murs, renversés naguère par le bombardement et désolés aujourd'hui par l'occupation étrangère, au lieu du mot terrible que Dante a imaginé pour son enfer, et qui semblerait ne convenir que trop maintenant à Venise, nous inscrirons une date qui sera, — nous l'espérons, du moins, — le *Manè Thekel Pharès* de tous les despotismes :

1852.

FIN.

SOMMAIRE.



Marseille. — Imp. Bellande, Canebière, 42

